REVUE

DES

DEUX MONDES

XXVIIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME VII. — 1er JANVIER 1857.

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE
RUE SAINT-BENOIT, 7.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXVIIe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME SEPTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOIT, 20

1857

11.481

054
R3274
1857, v.1

SOULÈVEMENT

DE L'ALLEMAGNE

APRÈS LA GUERRE DE RUSSIE

YORK ET STEIN. — LE CABINET DE BERLIN ET LE CABINET DE VIENNE.

I.

Lorsque le 5 décembre 1812 l'empereur Napoléon était parti de Smorgoni pour retourner en France, la grande armée, malgré ses pertes, qui étaient immenses, présentait encore dans ses débris une masse imposante. Il avait expressément ordonné au roi de Naples, auquel il avait laissé le commandement, de s'arrêter quelques jours à Wilna, où il avait réuni des approvisionnemens considérables, d'y rallier les hommes isolés et valides, et de leur donner des vêtemens et des armes; puis le roi devait repasser le Niémen, s'établir sur la ligne de la Prégel, y attendre le 10e corps, lier ses mouvemens à ceux de Regnier, de Poniatowski et de Schwarzenberg, et s'entendre avec eux pour couvrir efficacement la Vieille-Prusse et le grand-duché de Varsovie. Malheureusement les circonstances douloureuses qui pesaient sur l'armée n'avaient point permis que ces sages instructions fussent exécutées, et, à peine de retour à Paris, l'empereur avait reçu les nouvelles les plus affreuses. Tant qu'il était resté à la tête de ses troupes, sa présence, sa résignation, sa fermeté, avaient soutenu tous les courages. Lorsqu'on sut qu'il avait quitté l'armée, il y eut un affaissement universel. Par une fatalité cruelle, les élémens conspirèrent avec son départ pour hâter la dissolution commencée. Le

froid s'éleva tout à coup jusqu'à 30 degrés, et la division Loyson, envoyée pour recueillir les débris de l'armée, n'apparut que pour devenir elle-même la proie du fléau; en quelques jours, elle fut moissonnée presque tout entière. La garde, qui jusque-là était restée un corps organisé, fut emportée à son tour; tous les liens de la discipline se rompirent; bientôt ce que l'on appelait encore la grande armée ne fut plus qu'une masse confuse de malades, d'éclopés et de traînards, qui, sur une ligne de plusieurs lieues, se précipitèrent sur Wilna, et de là regagnèrent Kowno et le Niémen.

Le 15 décembre au soir, le roi de Naples et les maréchaux arrivèrent à Virballen, s'y arrêtèrent toute la journée du 16, et firent le dénombrement de leur petite troupe. Il ne leur restait plus que 2,500 hommes, 5 ou 600 chevaux et neuf pièces de canon; les hommes étaient dans l'état le plus déplorable; la plupart avaient les phalanges des pieds et des mains gelées; ils étaient hors d'état de rendre aucun service. On alla coucher le 17 à Gumbinen, et les chefs s'occupèrent aussitôt de rallier les débris de leurs corps. Le nombre des éclopés, des malades, des isolés, qui avaient repassé le Niémen, était incalculable; c'était en quelque sorte une armée tout entière qui semblait rompue plutôt qu'anéantie, et qu'il s'agissait de retrouver. Combien de toute cette foule en restait-il qui fussent encore en état de servir? Il était impossible de le dire; il s'agissait pour le moment de rallier ces hommes, de grouper ceux qui étaient valides encore, de les reformer en bataillons, et, ce qui était plus difficile, de leur rendre l'énergie guerrière et le sentiment de la discipline. L'instinct de leur conservation les avait poussés tous dans les places de la Vieille-Prusse. Les maréchaux et les généraux de division reçurent l'ordre de s'y rendre, d'envoyer partout à la recherche de leurs soldats, et de préparer dans ces places les magasins, approvisionnemens de toute espèce et ambulances nécessaires pour assurer la réorganisation de leurs corps respectifs.

Le désastre était accompli; la grande armée, cette armée qui avait été la gloire de la France et la terreur du monde, n'existait plus. Un climat meurtrier, bien plus que le fer de l'ennemi, venait de moissonner du même coup toute une génération de guerriers; c'était un malheur incomparable. La plupart de ces hommes que pleurait la France n'étaient pas seulement des soldats intrépides : vieillis dans les camps, ils avaient acquis en cent combats le sentiment et l'intelligence de la guerre. Tout le génie de Napoléon, tout le patriotisme des citoyens étaient impuissans à réparer de telles pertes. Il n'était pas possible de nous le dissimuler, notre puissance militaire était atteinte et ébranlée dans ses bases. Le prestige de nos armées, jusque-là invincibles, était détruit.

Cependant notre situation, à ne la juger qu'au point de vue exclusivement militaire, était loin d'être désespérée. Le froid n'avait pas plus épargné les Russes que les Français; l'armée de Kutusof, abîmée, n'était plus elle-même qu'un insignifiant débris, et, pendant quelque temps du moins, la guerre active resterait suspendue. Pour contenir Kutusof, nous avions le 10e corps, qui était de 24,000 hommes, le corps auxiliaire autrichien, qui en comptait 27,000, les Polonais de Poniatowski et les Saxons de Regnier, au nombre de 15,000, les 15,000 hommes du général Heudelet, déjà réunis en partie à Kœnigsberg, enfin une très belle division que le général Grenier amenait d'Italie, et dont l'effectif n'était pas de moins de 21,000 hommes. Toutes ces forces, jointes aux débris de la grande armée, s'élevaient dans leur ensemble à 120,000 hommes environ; c'était plus qu'il n'en fallait, si elles restaient toutes fidèles, pour couvrir la Prusse et le grand-duché de Varsovie, et laisser à l'empereur Napoléon le temps de créer une nouvelle armée. La question capitale en ce moment n'était point militaire; elle était toute politique. Il s'agissait de savoir quelle attitude, en présence du grand désastre qui venait de frapper nos armes, allaient prendre nos alliés, la Prusse et l'Autriche. Soudainement émancipées par l'affaiblissement de notre puissance, l'une et l'autre ne seraient-elles pas tentées de rompre des liens qui n'avaient eu d'autre ciment que leurs défaites et nos victoires? Là étaient le nœud de la situation et nos vrais dangers. Aussi l'attention de l'empereur Napoléon était-elle incessamment fixée sur Vienne et sur Berlin. Il était obligé de reconnaître que ces cours, qu'il avait si profondément humiliées, allaient se trouver par la force des choses les arbitres de l'Europe. Attentif à leurs moindres mouvemens, il s'efforçait de démêler dans les actes de leurs souverains, dans l'attitude et les paroles de leurs ministres, les indices de leurs secrètes pensées et de leur conduite future.

Les premières nouvelles de nos désastres se répandirent dans les états prussiens au commencement de novembre. D'abord elles n'y trouvèrent aucune créance : les populations ne purent croire que cette armée, qu'elles avaient vue naguère passer au milieu d'elles si nombreuse et si magnifique, fût presque entièrement anéantie. Bientôt cependant les habitans des provinces prussiennes du nord virent s'acheminer successivement la longue file de nos blessés et de nos malades; alors il ne resta plus de doutes à personne, et ce spectacle, déchirant pour des yeux français, fit tressaillir de joie et d'espérance les peuples ulcérés de la Prusse.

Au milieu des manifestations peu déguisées du sentiment public, le roi demeura impassible. Pas un mot, pas un geste, pas un seul mouvement de sa physionomie ne trahirent ses secrètes pensées. Il continua de se montrer calme, confiant dans la fortune de son allié

et dévoué à sa politique. Napoléon mit tout aussitôt sa fidélité à l'épreuve. La Prusse avait plusieurs belles divisions disponibles. Napoléon écrivit directement de Wilna (4 novembre) au roi, pour lui demander de remplacer deux régimens de cavalerie du corps d'York, qu avaient perdu une partie de leur effectif, par deux régimens frais; il émit en outre le vœu que la force du contingent pût être augmentée de 1,000 cavaliers et de 6,000 hommes d'infanterie. Frédéric-Guillaume accorda les deux régimens de cavalerie, mais refusa les 1,000 cavaliers et les 6,000 hommes d'infanterie. Il allégua l'impossibilité dans laquelle il était de faire de nouveaux sacrifices. « Toutes nos ressources sont épuisées, dit M. de Hardenberg au comte de Saint-Marsan, et nous ne pouvons plus concourir par aucun effort extraordinaire à la cause commune. » Les misères de la Prusse étaient effectivement à leur comble; elles avaient atteint ce degré suprême qui ne laisse plus intacte ni debout aucune fortune, et où les souffrances privées viennent se confondre avec celles de l'état. La grande armée, dans son passage à travers le Brandebourg et la Vieille-Prusse, avait dévoré les dernières ressources de ces contrées sablonneuses et pauvres. La ruine était partout, dans les châteaux comme dans les chaumières, et le trésor public n'avait plus les moyens de subvenir aux dépenses les plus indispensables. Toutefois cette détresse financière n'était point un obstacle à la réalisation du désir de l'empereur. Les 7,000 hommes demandés étaient armés, équipés et rassemblés, et il ne s'agissait que de les diriger sur le Niémen; aussi Napoléon insista. Le 14 décembre, il écrivit de Dresde au roi que, dans les circonstances présentes, il importait absolument que le contingent prussien constituât à lui seul un corps d'armée et pût être porté à un effectif de 30,000 hommes. « En demandant à votre majesté d'augmenter ses troupes, disait l'empereur, je vous prouve combien j'ai de confiance dans le système qu'elle a embrassé. » La lettre se terminait par des témoignages expressifs de félicitations pour le courage et la discipline qu'avaient montrés les troupes prussiennes pendant toute la campagne.

Cette lettre, remise au roi le 16 décembre, modifia ses premières décisions. Le lendemain 17, il reçut M. de Saint-Marsan et lui dit que la lettre de l'empereur l'avait extrêmement touché, qu'il était très sensible aux témoignages de confiance pour sa personne et de haute estime pour ses troupes dont elle était remplie, et il promit de faire ce que désirait l'empereur, autant toutefois, ajouta-t-il, que le lui permettrait la situation gênée de ses finances. Il insinua timidement que la France, ayant des garnisons nombreuses dans les places de l'Oder, devrait les en retirer, et que la Prusse se chargerait de les remplacer, ce qu'elle pourrait faire sans de trop grandes dépenses; mais l'intention était trop claire pour n'être pas devinée, et d'une

portée trop dangereuse pour être accueillie : elle ne fut pas même relevée, et nous continuâmes à occuper les forteresses de l'Oder. Du reste, le roi tint parole, et, par ses ordres, 5 ou 6,000 hommes d'infanterie furent réunis à Graudentz, sous les ordres du général Bulow, pour être de là dirigés sur le Niémen et rejoindre le corps du général York.

Le soin de convaincre l'empereur que les sentimens du roi n'étaient point changés fut laissé à M. de Hardenberg, qui s'en acquitta avec une vivacité de langage pleine de sympathie. « L'alliance française, disait-il, n'était pas seulement une garantie de sécurité et d'existence pour la monarchie; elle seule pouvait l'aider à recouvrer dans les affaires du monde une position que ses malheurs et ses fautes lui avaient fait perdre. Qu'il nous soit permis d'espérer qu'à la paix générale l'empereur Napoléon donnera à la Prusse une grande existence politique. » Un jour, plus chaleureux encore que de coutume, il dit à notre envoyé : « Dans le cas où l'empereur Napoléon reconnaîtrait l'impossibilité de reconstruire en état indépendant l'ancienne Pologne, il pourrait peut-être concevoir le dessein de faire le roi de Prusse roi de Pologne. Les côtes et les territoires de la Prusse et de la Pologne présenteraient ainsi une masse compacte qui deviendrait une barrière formidable contre les envahissemens de la puissance russe. »

Ainsi, du côté de la Prusse, Napoléon avait lieu d'être satisfait, et il devait être complétement rassuré; la parole de Frédéric-Guillaume lui répondait de la fidélité de ce prince à l'alliance qui l'unissait à notre politique.

La nouvelle de nos désastres produisit sur les peuples de l'Autriche la même impression que sur ceux de la Prusse. Pour les uns comme pour les autres, l'empereur Napoléon n'était pas un allié, mais un maître; tous se réjouirent de ses malheurs, parce qu'ils y virent le prélude du prochain affranchissement de l'Allemagne. Le premier mouvement de l'opinion à Vienne fut de briser une alliance abhorrée. Les plus hauts personnages de la cour représentèrent à l'empereur François que l'occasion était belle pour recouvrer les provinces perdues dans les dernières guerres, que les Russes s'avançaient non en ennemis, mais en libérateurs, que la France, lasse elle-même de sacrifier ses trésors et son sang aux fantaisies d'un conquérant ambitieux, ne demandait qu'à rentrer sous les lois de ses maîtres légitimes, qu'il fallait donc, sans perdre un moment, mettre les troupes sur le pied de guerre, appeler aux armes tous les peuples allemands et marcher sur le Rhin.

Lord Walpole parut bientôt à Vienne, se concerta avec les chefs du parti russe, et fit savoir à l'empereur que, s'il consentait à séparer sa cause de celle de la France, l'Angleterre lui garantirait la

restitution des provinces illyriennes, de la Vénétie, de la Lombardie et du Tyrol. L'impératrice fut des plus ardentes à pousser l'empereur dans ces voies extrêmes. C'était une princesse d'un esprit exalté, mais peu judicieux, et qui avait la vanité de jouer à Vienne le rôle que la belle reine Louise de Prusse avait rempli autrefois à Berlin. Elle avait les passions politiques de cette princesse, sans avoir la grâce ni les charmes qui nous l'avaient rendue autrefois si dangereuse. Le mariage de l'archiduchesse Marie-Louise avec l'empereur des Français avait développé dans son cœur des sentimens d'envie qu'elle s'efforçait vainement de masquer sous les apparences d'une tendre pitié pour le sort de la jeune impératrice, et son salon était devenu le rendez-vous de tout ce que la cour, l'armée et la haute noblesse comptaient d'adversaires passionnés de la France. Elle ne pouvait pardonner à M. de Metternich d'avoir fait le mariage et l'alliance, et elle s'en vengeait par des sarcasmes. Heureusement elle n'exerçait aucun crédit sur l'esprit de l'empereur François, qu'elle troublait et fatiguait, et qui sut résister à ses téméraires conseils aussi bien qu'aux séductions de lord Walpole. Ce souverain et M. de Metternich connaissaient les ressources infinies de la France, le génie de son chef, et ils ne croyaient pas qu'il fût aussi facile de les abattre que se plaisaient à le dire les courtisans. Sans doute la France avait perdu une armée admirable, mais ce n'était point le fer de ses ennemis qui l'avait détruite; c'étaient les rigueurs d'un climat terrible, et le fléau n'avait épargné personne. Des deux côtés il y avait égalité de misères et de ruines, une même fermeté d'âme en présence d'aussi grands maux, une même activité pour les réparer. Avant peu de mois, de nouvelles armées allaient se retrouver en présence et se disputer encore une fois la suprématie du continent. Les malheurs de la France avaient pris d'ailleurs l'Autriche au dépourvu. Comme elle n'avait point fait entrer une telle catastrophe dans ses prévisions, elle ne s'était point mise en mesure d'en tirer parti, et, dans l'hypothèse d'une rupture avec nous, il lui fallait plusieurs mois pour s'y préparer. Elle avait donc toute sorte de raisons pour nous ménager en ce moment. Toutefois elle avait un intérêt trop évident à notre affaiblissement pour n'avoir pas ressenti du désastre qui venait de nous frapper une secrète joie. Avant l'expédition de Russie, la main de Napoléon pesait sur l'Autriche comme sur toute l'Allemagne. Aujourd'hui le cabinet de Vienne entrevoyait le moment où, avec le sentiment de sa liberté, il retrouverait le pouvoir d'en user. Il est vraisemblable que, sur deux points au moins, sa résolution était arrêtée irrévocablement. Le premier était de se soustraire insensiblement aux obligations de l'alliance contractée en 1812 et de proposer aux puissances belligérantes son intervention officieuse et amicale pour les rapprocher et les pacifier,

sauf plus tard, lorsqu'elle aurait porté ses armées à l'effectif de guerre, à intervenir hautement comme médiatrice armée. Le second point était de profiter de l'occasion pour se faire restituer d'une manière ou d'une autre, par la France, les province perdues en 1809.

L'empereur Napoléon nourrissait de tout autres pensées. Il désirait élargir le cadre de l'alliance contractée avec l'Autriche en 1812, substituer à l'alliance restreinte une entente intime et cordiale, et la consacrer en obtenant qu'elle coopérât aux efforts de la campagne prochaine, non plus seulement avec 30,000 hommes prêtés et se battant à regret ou ne se battant pas du tout, mais avec 60,000 résolus et dévoués. Il ne pouvait se dissimuler qu'il n'obtiendrait une coopération aussi précieuse qu'au prix de grands sacrifices : il était tout disposé à les faire; mais la prudence comme la dignité lui commandaient d'attendre, pour préciser la nature et l'étendue de ces sacrifices, que la cour de Vienne lui eût fait connaître si elle était décidée à resserrer les nœuds de son alliance avec lui. Procéder autrement, c'eût été lui livrer prématurément un secret dont elle n'eût pas manqué d'abuser plus tard pour nous rançonner davantage. Avec un cabinet aussi froid et aussi calculé que celui de Vienne, il fallait une réserve extrême et ne nous découvrir qu'au dernier moment.

A son passage à Dresde, le 15 novembre, Napoléon avait adressé à l'empereur d'Autriche une lettre autographe pour lui annoncer son retour en France, et lui demander que le contingent autrichien pût être porté de 30,000 à 60,000 hommes. Il l'avait prié également de lui envoyer un négociateur en l'absence du prince de Schwarzenberg, retenu à l'armée. De retour à Paris, il renouvela ses instances sous les formes les plus pressantes (1). L'Autriche refusa de nous suivre dans la voie où nous nous efforcions de l'attirer; elle répondit en nous offrant son intervention officieuse pour nous réconcilier avec nos ennemis. Jamais la parole de M. de Metternich n'avait été plus douce, plus pénétrante. Il protesta du désintéressement de sa cour. « Son unique préoccupation, dit-il au comte Otto, notre ambassadeur, était d'utiliser au profit de la paix sa fidélité à la politique française. La France devait être impatiente d'arriver à la paix, et l'Autriche était la seule puissance qui fût en mesure de lui en assurer le bienfait. L'empereur Napoléon pouvait-il espérer de trouver un défenseur plus dévoué, plus chaleureux de ses intérêts que l'empereur François? Si la Russie et l'Angleterre étaient assez aveugles pour repousser ses propositions, alors l'Autriche n'hésiterait pas, et elle embrasserait hautement la cause de la France. »

Le 3 janvier 1813, M. de Metternich fut plus pressant encore. « Parlez-nous franchement, dit-il; faites-nous connaître ce que vous

(1) Dépêches des 8, 12 et 16 décembre 1812 au comte Otto.

voulez faire, et mettez-nous en mesure d'agir avec vous comme un bon allié, et envers les autres comme une puissance indépendante. Croyez que nous sommes pénétrés du sens de l'alliance et que nous pouvons vous rendre des services essentiels. » Puis il témoigne les plus vives alarmes des projets conçus par la Russie sur le grand-duché de Varsovie. Il confie à M. Otto que le tsar médite de réunir sous son sceptre toutes les parties de l'ancienne Pologne et d'en faire un royaume distinct dont il serait le roi. Désespérant en effet de relever leur patrie, la plupart des grandes familles polonaises, les Ojinski, les Sapieha, les Lubomirski, poussaient de toutes leurs forces au succès de ce hardi dessein. « Les Polonais, disait M. de Metternich, se laissent prendre à cette amorce; ils sourient à la perspective du rétablissement de leur ancienne patrie sous les lois de l'empereur Alexandre. La Galicie n'a rien à redouter des Polonais seuls, ni même des Polonais soutenus par les Français; mais il n'en serait pas de même s'ils l'étaient par la Russie. »

Le ministre autrichien ne parlait du chef illustre de la France qu'avec respect et attendrissement; il s'alarmait des périls qui menaçaient incessamment une vie si précieuse. « S'il entrait dans les convenances de la France, disait-il, de rester pendant un an sur la Vistule, jamais les Russes ne pourraient franchir cette barrière; mais c'est l'Allemagne, c'est la Prusse, c'est l'Autriche surtout qui souffrent cruellement d'un tel état de choses. Je ne doute pas que vous ne recommenciez la campagne prochaine d'une manière brillante; mais en définitive à quel résultat vous mènera-t-elle? Le peuple russe deviendra plus fanatique encore, plus remuant et plus opiniâtre; il apprendra de vous à faire la guerre, et il profitera de vos leçons pour tomber tôt ou tard sur l'Europe et l'asservir. » Afin de nous amener à ce qu'il désirait, M. de Metternich n'employait pas seulement des paroles caressantes; parfois il lui échappait des mots qui étaient presque des menaces. Il se complaisait à énumérer les forces militaires de l'Autriche; il montrait tous les peuples germaniques soumis encore à l'autorité de la maison de Hapsbourg. « Le jour, disait-il, où l'Autriche serait forcée de lever son drapeau contre la France, cinquante millions d'hommes se rangeraient de son côté. »

Afin de remplacer provisoirement le prince de Schwarzenberg, l'empereur François envoya à Paris le comte de Bubna; mais il lui donna pour instructions de ne prendre aucun engagement, de se borner à prêcher la paix et de tâcher de démêler à quelles conditions l'empereur Napoléon serait disposé à la conclure. Ce n'était point la médiation, c'était la coopération militaire de l'Autriche, sa coopération active et loyale, que Napoléon désirait obtenir. Le refus de cette puissance lui causa un très vif dépit, mais il sut le dissimuler. Elle se montrait du reste si confiante dans notre force, si alarmée des

desseins de la Russie, si désintéressée elle-même, il y avait tant de danger à lui montrer de la défiance, et, pour peu qu'elle voulût bien y mettre de la bonne foi, elle pouvait, à la faveur de son intervention officieuse, nous rendre de si grands services, qu'il n'hésita pas à accueillir ses offres. Le duc de Bassano écrivit le 7 janvier au comte Otto : « Préalablement il doit être bien entendu que, dans le cas où les dispositions de l'empereur Alexandre rendraient cette démarche inutile, l'Autriche prend dès aujourd'hui l'engagement d'agir avec vigueur et de porter la force du corps auxiliaire de 30,000 à 60,000 hommes. Sa majesté fournirait les sommes nécessaires pour la couvrir de l'augmentation de dépenses qui en résulterait pour elle. » Le duc de Bassano pose ensuite deux hypothèses. La première est celle où la Russie aurait contracté avec le cabinet anglais des engagemens qui ne lui permettraient pas de traiter de la paix séparément. « Dans ce cas, dit-il, voici nos conditions. Il y a un point duquel la France ne se départira pas et qui doit être tenu pour invariable, c'est qu'aucun des territoires réunis par des sénatus-consultes ne saurait être séparé de l'empire. Une telle séparation serait considérée comme une dissolution de l'empire même : il faudrait, pour l'obtenir, que 500,000 hommes environnassent la capitale et fussent campés sur les hauteurs de Montmartre. Hambourg, Munster, Oldenbourg, Rome, sont unis à l'empire par des liens constitutionnels, ils y sont unis à jamais; mais les provinces illyriennes, la Dalmatie, Corfou, non plus qu'une partie de l'Espagne, ne sont point réunis constitutionnellement à l'empire. Sa majesté pourrait donc considérer les provinces illyriennes comme des objets de compensation pour des restitutions que ferait le gouvernement anglais. »

Ainsi la restitution des provinces illyriennes était promise à l'Autriche comme le prix de ses loyaux efforts pour rétablir la paix générale. Restait la seconde hypothèse, celle où la Russie, ayant conservé sa liberté d'action, se prêterait à la négociation d'une paix séparée. Le ministre français déclare que, comme cette puissance a eu des succès dus, non à elle, mais à la rigueur du climat, l'empereur, ne consultant que son amour pour la paix, consentira à affranchir la Russie des obligations du traité de Tilsitt, et lui laissera l'intégrité de ses possessions polonaises; « mais, ajoute le duc de Bassano, si ces conditions ne lui suffisaient pas, si elle voulait faire des conquêtes, s'agrandir aux dépens, soit de l'Autriche, soit de la Prusse, soit du duché de Varsovie ou de la Turquie, l'Autriche serait la première intéressée à ce que cela n'arrivât pas. La France ne le saurait souffrir. La paix serait impossible. » Du reste, l'empereur n'entendait aucunement figurer dans la négociation qui allait s'ouvrir; c'était la cour de Vienne qui en avait pris l'initiative : c'était à elle de la diriger et de la conduire à bien.

M. de Metternich parut très satisfait des conditions préliminaires proposées par la France; il n'hésita pas à les qualifier de très généreuses. Il annonça que le comte de Lebzeltern et le baron de Wessenberg allaient se rendre prochainement, le premier à Wilna, le second à Londres, afin d'offrir à l'empereur Alexandre et au gouvernement anglais l'intervention officieuse de l'Autriche. M. de Wessenberg signifierait au cabinet britannique que, s'il refusait de prendre part aux négociations, les intérêts anglais seraient considérés comme séparés de ceux du continent, et que l'Autriche ne songerait plus qu'à négocier une paix continentale.

Dans le moment où ces communications d'un caractère si pacifique s'échangeaient à Vienne, un envoyé russe, M. de Stackelberg, s'y présentait au nom de l'empereur Alexandre, et il avait déjà eu plusieurs entretiens avec M. de Metternich. Selon ce ministre, l'envoyé russe aurait, dans la première conférence, tenu un langage si fier, il aurait fait une peinture tellement exagérée des succès militaires du tsar, annoncé d'un air si superbe la résolution de son maître de travailler à délivrer l'Allemagne de l'oppression commune, que M. de Metternich avait été obligé de l'arrêter en lui déclarant qu'il s'abusait beaucoup s'il prêtait au cabinet impérial d'autres vues que celle de rétablir la paix, que l'empereur son maître était invariablement décidé à rester l'allié de la France, et que le recouvrement de ses anciennes provinces serait à ses yeux trop chèrement acheté au prix d'une seule campagne. « Nous ne nous plaignons pas, aurait déclaré M. de Metternich, et nous ne reconnaissons à aucun cabinet le droit de ressentir nos malheurs plus que nous-mêmes. » Il aurait ajouté que la France avait fait des propositions qui avaient reçu l'approbation de sa cour. Cette déclaration aurait vivement impressionné M. de Stackelberg, qui se serait empressé de répondre que l'intention de la Russie était bien de négocier, mais que vraisemblablement elle n'arrêterait aucune détermination avant de s'être entendue avec son alliée la Grande-Bretagne. « La démarche que vient de faire la Russie est un grand pas, dit M. de Metternich au comte Otto; comptez sur nous : nous ne lâcherons rien, absolument rien, car nous y sommes pour le moins aussi intéressés que vous. »

Ce langage ouvert et sympathique avait complétement fasciné M. Otto. Déjà, avant ces dernières ouvertures, le 28 décembre, il écrivait : « Au milieu de l'effervescence générale des esprits contre la France, l'empereur est inébranlable. Il répugne à sa loyauté et à son cœur paternel de prêter l'oreille aux suggestions de nos ennemis. Il est mal entouré; on aiguillonne son orgueil de prince autrichien. Au fond, l'empereur ne cherche que le repos; il est disposé à tout faire pour l'obtenir. Après les intérêts de ses propres états, il n'a rien tant à cœur que de voir se consolider le gouvernement fran-

çais et sa nouvelle dynastie. Il craint que des distractions constantes et des guerres toujours incessantes ne laissent pas à l'empereur le temps d'achever son ouvrage. Il craint pour sa fille, pour son petit-fils, qu'il affectionne beaucoup; ses inquiétudes ont altéré sa santé. » Le 21 janvier, notre ambassadeur écrivait encore : « J'ai trouvé parfaitement franche et conséquente la politique du cabinet de Vienne. Il a proposé son entremise au moment où il a appris que sa majesté quittait Moscou. Les grands désastres survenus depuis n'ont point changé ses dispositions. Il nous a tenu constamment le même langage. » L'empereur d'Autriche se trouvant un jour chez la comtesse Duboucquoi, cette dame parla de la possibilité de recouvrer les provinces perdues. L'empereur l'interrompit par ces mots : « Mon règne a été très agité, mes peuples sont fatigués de même que moi; je ne cherche que le repos et les moyens de consolider la monarchie. Je désire avant tout que mes peuples soient heureux, et que je puisse mourir en paix. »

Il est incontestable que tout dans l'attitude de l'Autriche, ses actes, son langage et jusqu'à la physionomie de son principal ministre, attestait l'intention de rester en paix avec la France. Elle brûlait certainement de recouvrer les provinces perdues en 1809, en attendant qu'elle pût recouvrer celles perdues en 1806; mais son désir très sincère était d'arriver à ce grand but par la pacification générale ou continentale, lorsque la défection du général York changea toute la face des choses, déchaîna à Vienne comme partout les haines de nos ennemis, et poussa violemment cette cour hors des voies où elle eût désiré s'engager.

La défection du général York n'a été ni soudaine, ni imprévue. Elle a été, au contraire, le résultat de tout un ensemble de circonstances qu'il est indispensable de connaître, si l'on veut en apprécier sainement le véritable caractère.

York appartenait à cette noblesse de province pauvre, mais fière et vouée par tradition à la profession des armes. L'éducation n'avait fait que développer chez lui l'aptitude naturelle. C'était un militaire d'une grande distinction. Après la bataille d'Iéna, il commandait l'arrière-garde de l'armée royale qui se replia sur Lübeck, et, dans cette périlleuse retraite, il déploya un sang-froid et une fermeté qui le signalèrent à l'estime du roi. Après la paix, Frédéric-Guillaume le nomma général-major, et le chargea de réorganiser les débris de ses corps rassemblés autour de Memel. A l'occasion de ces nouvelles fonctions, il l'appela souvent près de sa personne, et peu après l'admit fort avant dans sa confiance et dans celle de la reine. York, touché de leur bonté et de leur infortune, sentit redoubler dans son cœur l'attachement qu'il leur portait. Jusqu'en 1812, il ne cessa d'exercer des commandemens militaires d'une grande importance

sur les frontières du nord, et, dans cette période d'angoisses qui précéda la grande expédition, il fut initié aux secrets les plus intimes de la politique du roi, investi des pouvoirs les plus étendus, autorisé en certains cas, dont il restait seul juge, à prendre des résolutions qui tranchaient la question de la paix et de la guerre avec la France.

Lorsque le roi eut signé le traité du 24 février 1812, il informa le général York que son corps allait devenir une division auxiliaire du 10e corps de la grande armée, commandé par le duc de Tarente, et qu'il était placé sous les ordres immédiats du général de Grawert, vieux militaire plein de courage et d'honneur qui avait subi le prestige du génie de Napoléon, et qui avait dû à ses opinions, dont il ne faisait point mystère, d'être désigné par le cabinet français au choix du gouvernement prussien. Le général York n'allait plus avoir qu'un rang subalterne au milieu de ces troupes qu'il avait exercées et disciplinées depuis plusieurs années avec une sorte d'amour, dans l'intention certainement d'en faire les instrumens futurs de la délivrance de son pays. Le roi, en lui commandant la soumission, lui avait fait comprendre qu'il attendait de lui cette nouvelle preuve de dévouement. York se résigna, mais il ne resta pas longtemps au second rang dans ce corps d'armée qui était le sien en quelque sorte. Le général de Grawert fut atteint d'une maladie si grave, qu'il fut obligé, le 28 juillet, de remettre provisoirement son commandement entre les mains du général York, et le roi s'empressa de sanctionner un changement qui était selon ses vœux. York ne possédait pas seulement sa confiance; il avait l'habitude des situations violentes qui exigent de l'initiative, assez de pénétration pour deviner ce qui ne pouvait s'écrire, assez de hardiesse pour oser ce qui ne pouvait se commander, et toutefois beaucoup de prudence, de circonspection, et un dévouement à toute épreuve. Il n'était pas jusqu'aux aspérités de son caractère, à son humeur hautaine, à la sécheresse de ses manières, qui dans les circonstances actuelles ne dussent concourir au succès de la mission dont il était chargé.

Après un combat livré le 19 juillet, sur les rives de l'Aa, et dans lequel les Prussiens avaient montré un élan remarquable, le duc de Tarente avait autorisé le général de Grawert à discuter et à régler avec le général Essen, gouverneur de Riga, les conditions d'un échange de prisonniers. York, sans y attacher aucune arrière-pensée, crut pouvoir continuer ces négociations, et il eut, à cet effet, une entrevue avec le général Essen, qui profita de l'occasion pour lui faire de secrètes ouvertures de la nature la plus compromettante. C'est à cette même époque qu'un Français, qui avait suivi la fortune de Moreau, et qui venait de prendre du service en Russie, le colonel Rapatel, évoquait l'amitié qui unissait autrefois Macdonald et le général exilé, et tentait d'ébranler la fidélité du premier.

Le général York avait repoussé avec indignation les offres d'Essen, rompu toutes négociations avec lui, et en avait aussitôt informé le roi. Ce souverain était en ce moment aux eaux de Tœplitz. Il répondit, le 12 septembre, au général qu'il partageait sa manière de voir quant à la nature compromettante des ouvertures qui lui avaient été faites, mais que néanmoins il lui paraissait désirable qu'il renouât la négociation commencée. Le chancelier d'état baron de Hardenberg écrivit le lendemain 15 au général : « L'exécution de l'ordre du roi exige la plus grande prudence. Pour éviter toute fausse interprétation, votre excellence trouvera sans doute dans son expérience éprouvée les meilleurs moyens à choisir. »

Ces lettres, où les secrètes et timides tendances du roi se trahissaient à peine sous les voiles d'une phraséologie énigmatique, eussent été pour tout autre inexplicables; mais habitué à lire dans les replis de l'âme troublée et irrésolue de son souverain, York y démêla les nouveaux indices de cette mobilité qui poussait incessamment ce prince à ménager tous les intérêts, à caresser toutes les chances, à épier, sauf à n'avoir point le courage d'en profiter, toutes les occasions de sortir de la douloureuse situation où l'avaient placé ses fautes et ses malheurs. Il devina qu'on attendait de son dévouement d'autres preuves que de seconder vigoureusement les entreprises du duc de Tarente, et que sa mission commençait à devenir plus politique que militaire.

La garnison de Riga ayant reçu de puissans renforts, le général Essen entreprit, du 27 septembre au 1er octobre, une série d'opérations qui furent toutes malheureuses, et dans lesquelles il perdit environ 10,000 hommes, dont 6,000 tués et blessés et 4,000 prisonniers. Les Prussiens, conduits par York en personne, montrèrent dans ces diverses affaires autant d'intrépidité que d'intelligence. Macdonald, empressé à saisir toutes les occasions de gagner la confiance du général York, rendit un éclatant hommage à sa belle conduite et à celle de ses troupes; mais York, indifférent à ces flatteuses avances, n'y répondait qu'avec une politesse froide et dédaigneuse. En vain Macdonald s'efforçait-il de l'attirer dans son cercle intime; le taciturne général s'en tenait obstinément écarté et ne semblait occupé qu'à empêcher tout contact étranger d'altérer dans son unité nationale le corps placé sous ses ordres.

Cependant l'hiver approchait. L'on reçut à Riga, au commencement de novembre, les premières nouvelles de notre retraite de Moscou. Le 4, le gouverneur de Riga en donna secrètement connaissance au général York et les fit répandre dans le camp prussien; il écrivit au général : « Arrêtez Macdonald, donnez à vos compatriotes l'exemple d'une résolution courageuse. Vous avez tout à gagner, rien

à perdre; montrez cette lettre au roi. » York transmit immédiatement ces faits à Potsdam par l'intermédiaire d'un jeune officier que sa naissance rattachait à la famille royale, le comte de Brandebourg.

Le gouvernement russe était mécontent des échecs militaires qu'avait essuyés le général Essen, plus mécontent encore du peu de tact qu'il avait montré dans la négociation secrète avec York : il le remplaça par un Italien doué d'une certaine dextérité et surtout de beaucoup de faconde, le marquis de Paulucci. La mission confiée au nouveau général, comme à Essen, était de combattre le duc de Tarente à la fois par les armes et par les manœuvres déloyales de l'embauchage et de la défection. Le 14 novembre, quatre jours après son arrivée à Riga, Paulucci écrivit à York pour l'exciter à jouer le rôle de La Romana : « Les bulletins ci-joints, lui disait-il, vous montreront la situation désespérée dans laquelle se trouve l'ennemi implacable de votre pays, le second Attila qui a renouvelé de nos jours toutes les horreurs du temps des Huns et des Vandales. Les circonstances mettent la Prusse en état de devenir le juge suprême du sort de l'Europe, et elles vous appellent vous-même à être le libérateur de votre patrie. »

L'honneur militaire commandait au général York de laisser sans réponse un pareil message; il répondit cependant : « Je prie votre excellence d'être bien convaincue que je ne connais et ne connaîtrai jamais d'autre intérêt que celui de mon roi et de ma patrie; mais permettez-moi de vous faire remarquer qu'un homme mûri par l'expérience ne voudra jamais compromettre ces intérêts sacrés par une *action émancipée ou prématurée*. L'exemple de La Romana ne m'est point applicable. »

Le général comte de Wittgenstein vint joindre ses efforts à ceux de Paulucci. Il écrivit à York : « Je vous offre la coopération de mon corps d'armée pour aider à l'anéantissement de ces forces oppressives qui ont réduit la Prusse à prendre part aux entreprises insensées de Napoléon. J'ai avec moi 50,000 hommes de braves troupes qui la plupart ont déjà combattu pour la cause de la Prusse sur les champs de bataille de Pulstuck, d'Eylau, d'Eilsberg et de Friedland. »

En même temps que les généraux russes ourdissaient cette trame, le général Steigel recevait l'ordre de prendre, de concert avec Wittgenstein et Paulucci, une offensive hardie, de se jeter sur les cantonnemens disséminés du 10e corps et de le refouler sur Tilsitt. Cette attitude menaçante de l'ennemi et la nouvelle de l'arrivée de la grande armée sur Smolensk déterminèrent Macdonald à se concentrer autour de Stalgen. En conséquence, il rappela la division Grandjean, qu'il avait dirigée vers Plosk afin de dégager Gouvion Saint-Cyr, et attendit de pied ferme dans ses cantonnemens les atta-

ques des Russes. De son côté, le marquis de Paulucci rassembla ses forces et sortit de Riga. N'éprouvant qu'une faible résistance, il devint plus entreprenant. L'intention du maréchal Macdonald était de l'attirer loin de la place, de l'engager insensiblement, puis de fondre sur lui, de le couper de Riga et de l'écraser. L'ennemi tomba dans le piége, perdit six de ses bataillons, tandis que de notre côté les pertes furent insignifiantes. Dans cette série de combats qui ne durèrent pas moins de six jours et par un froid très rigoureux, toutes les troupes qui faisaient partie du contingent rivalisèrent de valeur et d'intelligence. Ce fut la dernière fois que Prussiens et Français mêlèrent sur le même champ de bataille leur sang et leurs trophées.

Enflammée par les récits de nos désastres et les excitations des généraux russes, la haine profonde que nous portait York commençait à se manifester en toutes occasions. Irascible et insoumis, il contrariait tous les plans de Macdonald. Sur les champs de bataille, il n'était plus le même homme : on eût dit qu'il s'appliquait à refroidir l'ardeur de ses troupes en refusant la victoire lorsqu'elle s'offrait à lui. Sa correspondance avec le maréchal ne tarissait point en récriminations. Un jour il se plaignait des positions périlleuses assignées à ses troupes; un autre, qu'elles manquaient de tout, que ses chevaux mouraient de faim, et il demandait, dans une forme impérieuse, de nouveaux cantonnemens. Pendant longtemps, le duc de Tarente avait supporté avec une patience inaltérable les torts de son subordonné, aimant mieux les imputer à son humeur acrimonieuse qu'à un plan de conduite prémédité; mais enfin, poussé à bout, il écrivit, le 29 novembre, au général York : « Toute votre conduite est une suite d'infractions à l'obéissance que vous me devez comme à votre commandant en chef. Jusqu'ici, j'ai opposé la douceur et la condescendance à la haine peu dissimulée que vous portez à tout ce qui est Français. » Puis il lui prouva, par les rapports des intendans généraux de Courlande, que sa sollicitude n'avait jamais failli un seul jour, et il ajouta : « Je suis trop sincère pour vous cacher que j'instruirai l'empereur de vos dispositions, afin qu'il puisse s'en entendre avec le roi votre maître. Avant de finir, je veux vous dire, en me servant des propres termes de votre excellence, que si vos chevaux crèvent, ce ne sera pas de faim, mais d'embonpoint (1). »

Le 30 novembre, les Russes firent une nouvelle sortie et attaquèrent nos cantonnemens. Cette fois encore ils furent repoussés, et ils eussent été complétement défaits, si, à dix heures du matin, au plus fort de l'action et à la grande surprise de l'armée, le général York n'eût fait tout à coup cesser le combat et la poursuite. A cette nouvelle, Macdonald éclate indigné, et le 2 décembre il écrit de Stalgen

(1) Dépôt des archives des affaires étrangères.

au major-général : « Le général York n'a pas su, ou plutôt n'a pas voulu profiter des avantages que la fortune lui a offerts le 30 novembre; il a suspendu le combat et la poursuite, fait écharper le lendemain quatre de ses bataillons, et les jours suivans laissé insulter ses avant-postes. »

Ce même jour, 30 novembre, York chargea un de ses aides de camp, le capitaine Schack, de porter à Potsdam les lettres de Paulucci et de Wittgenstein, ses propres réponses, et le récit de ses derniers démêlés avec le duc de Tarente. Il voyait s'approcher, avec une émotion qu'il ne pouvait plus contenir, le moment où son pays pourrait reprendre dans les affaires du monde la haute situation que lui avaient fait perdre ses malheurs; mais il fallait, sans plus tarder, saisir l'occasion. Le 5 décembre, le général écrivit au roi qu'en faisant la paix avec l'empereur Alexandre aux dépens de la Prusse, comme il l'avait faite à Tilsitt, Napoléon écarterait les dangers que venaient d'attirer sur son trône les désastres de la grande armée; qu'il ne manquerait pas de saisir cette chance de salut, si on lui en laissait le temps; qu'il s'agissait de prévenir à tout prix une telle calamité, et qu'on le pouvait de deux manières, soit en s'arrangeant directement avec la France et en lui arrachant d'autres conditions que celles de l'alliance de 1812, soit en traitant avec les Russes et en anéantissant les derniers débris de l'armée française. Il ajoutait, dans des termes respectueux, mais fermes, que l'honneur comme le salut de la maison de Hohenzollern commandaient une résolution prompte et hardie. Il terminait en suppliant son souverain, dans le cas où sa conduite lui semblerait en quelque point répréhensible, de vouloir bien accepter sa démission et lui désigner un successeur. Celui de ses aides de camp qui était le plus avant dans sa confiance, le major Seidlitz de Müllen, fut chargé de porter à Potsdam cet important message.

De son côté, Paulucci pressait de ses plus vives instances le général York de séparer son drapeau de celui de Macdonald. Il lui envoya le récit du désastreux passage de la Bérésina, et le supplia de lui accorder au moins une entrevue. York lui répondit le 8 décembre : « Une démarche imprudente de ma part pourrait forcer le roi à s'éloigner de ses états et tout perdre. Une entrevue avec votre excellence me semble, quoique je la désire, impossible; je suis trop surveillé. » A Potsdam, l'on était livré à toutes les angoisses de l'irrésolution et de la peur. Ne sachant que répondre aux instances du général York, n'osant point l'exciter à la défection, ne voulant pas non plus le décourager, bien moins encore le rappeler, dominé par la crainte d'exposer ses états, sa royale maison, sa personne peut-être, aux ressentimens légitimes d'un allié trahi, le roi retenait tous les officiers qui lui avaient été successivement expédiés. Aussi le major Seid-

litz de Müllen avait-il emporté de Mittau des instructions qui lui enjoignaient d'insister absolument auprès du roi pour qu'il le renvoyât avec une solution et des ordres. Après beaucoup d'irrésolutions, il fut enfin décidé que cet officier repartirait le 21 décembre. Le matin de ce jour, le major vint prendre congé du roi, et le supplia de vouloir bien lui dire comment devait agir son général. A cette prière, le roi tressaillit : « L'empereur Napoléon, dit-il, est un grand génie, il sait toujours trouver des moyens de salut. » Alors le major Seidlitz crut devoir poser la question en ces termes précis : « Dans le cas où la ruine des troupes françaises serait aussi complète qu'on doit maintenant le supposer, le roi veut-il que nous restions strictement fidèles à l'alliance ? » Pour toute réponse, le roi dit ces simples mots : *Selon les circonstances;* puis il leva immédiatement l'audience et congédia le major.

Cependant les événemens se précipitaient. Le 9 décembre, le prince Berthier écrivit de Wilna, par ordre du roi de Naples, au duc de Tarente, que l'empereur avait quitté l'armée, que tous les corps se retiraient sur le Niémen, et il l'invita à diriger celui qu'il commandait sur Tilsitt. Cette lettre, au lieu d'être expédiée par triplicata et à toute vitesse, fut confiée à un étranger, à un Prussien, le major Schrinck, qui employa neuf jours à faire un trajet qu'il aurait pu faire en trois, et qui ne la remit au maréchal que dans la journée du 18. Une seconde lettre, beaucoup plus explicite que la première et datée du 14, informa le duc de Tarente de la véritable situation des choses. Elle lui apprit la détresse de l'armée, l'impossibilité qu'elle tînt pied nulle part, son mouvement de retraite sur les places de la Vistule, et l'intention toutefois du roi de Naples d'attendre à Gumbinen l'arrivée du 10e corps. Il était prescrit à Macdonald, conformément aux instructions laissées par l'empereur, de se diriger sur Wehlhau et de prendre position sur la ligne de la Pregel. Ces nouvelles navrèrent de tristesse le duc de Tarente. Déjà les sinistres rumeurs qui circulaient dans le camp ne l'y avaient que trop préparé. Il déplora amèrement le retard qu'on avait mis à lui envoyer des ordres. Il écrivit le 20 au major-général : « Je suis accablé de douleur en pensant que le 10e corps, averti à temps, aurait pu servir de noyau à la grande armée et la flanquer avant l'évacuation de Kowno. » Il ne cacha pas au prince que les dispositions dont était animé le contingent prussien lui causaient de vives inquiétudes, et il le supplia de ne pas l'abandonner dans cette situation critique. Sa lettre se terminait par ces mâles paroles : « Pour sauver le 10e corps, je ferai tout ce que l'honneur commande, tout ce que le devoir prescrit : je ferai plus que l'impossible. » Murat envoya au-devant de lui, pour le recueillir et le soutenir, le maréchal Ney avec douze bataillons de la division du général Heudelet.

Quelque diligence qu'il y apportât, il fut impossible au maréchal Macdonald de lever ses camps avant le 20 décembre; il divisa son corps en deux colonnes : la première, forte de 11,000 hommes, composée des divisions Bachelu, Grandjean et Massenbach, dont il prit lui-même la direction; l'autre, plus faible, destinée à former l'arrière-garde sous les ordres du général York; puis, ouvrant la marche, il se porta vivement sur Tilsitt. Malheureusement les Russes l'avaient partout prévenu. Wittgenstein avait inondé le pays de partisans et fait occuper par de fortes colonnes d'infanterie et plusieurs batteries d'artillerie les défilés par lesquels il devait passer. De leur côté, les Cosaques de Benkendorf, de Tettenborn et du jeune Kutusof, au nombre de 2,000, avaient fait irruption dans Tilsitt et en avaient chassé les 300 hommes qui en formaient la garnison sous les ordres du commandant Terrier, en sorte que Macdonald se trouva un instant coupé des places de la Vistule, des débris de la grande armée et du général York. Au moment où il débouchait sur Pictupohnen, il trouva devant lui une masse de cavalerie et d'infanterie russe; une autre colonne, conduite par le général Diebitch, opérait sur son flanc droit. Macdonald, admirablement secondé par les hussards noirs et les dragons de Massenbach, fondit sur les Russes, leur tua et blessa 1,500 hommes, leur en prit 600, et poursuivit sa marche. Ses dangers cependant renaissaient à chaque pas. Enfin, après huit jours de marches pénibles par un froid de 25 degrés, grâce à l'admirable discipline qu'il sut maintenir dans son corps, à l'habileté avec laquelle il sut déjouer les projets de l'ennemi, en tournant les obstacles et en changeant de route, il parvint à gagner Tilsitt, qu'à son approche les Cosaques de Tettenborn et du général Kutusof s'étaient hâtés d'évacuer. Il y arriva le 28, en informa aussitôt le major-général, et lui annonça que la seconde colonne le rejoindrait certainement le soir même, ou au plus tard le lendemain. Le 29, le général Bachelu s'avança sur Regnist, où s'étaient retirés les escadrons du jeune Kutusof et de Benkendorf, et les força de s'éloigner. Toute cette journée se passa sans qu'on eût aucune nouvelle des généraux York et Kleist. Macdonald ne dissimulait point son anxiété, que semblaient alors partager le général Massenbach et son état-major. Même silence dans la journée du 30; mais le soir de ce jour on remarqua un changement soudain dans la physionomie des officiers prussiens. De soucieuse et agitée qu'elle était la veille, elle était redevenue calme, elle trahissait même une joie contenue, et l'on sut que le matin un message secret leur était parvenu. Enfin la fatale nouvelle arriva.

A peine le général York avait-il ébranlé ses troupes, qui se composaient de 7,500 hommes d'infanterie, de 300 hussards et de 31 pièces de canon, que les généraux Lewis et Diebitch se lancèrent

à sa poursuite, le débordèrent et interceptèrent ses communications avec le duc de Tarente. Le 25 décembre, au moment où les Prussiens allaient déboucher de Taurogen, le général Diebitch envoya un parlementaire à York pour solliciter de lui une entrevue. La situation des Prussiens était critique; ils traînaient après eux une quantité de fourgons et d'ambulances et un matériel d'artillerie considérable qui embarrassaient leur marche; mais les Russes n'étaient en mesure de leur opposer que de faibles détachemens. La plus forte de leurs colonnes avait été à peu près détruite par Macdonald à Pictupohnen, et York avait plusieurs marches d'avance sur Wittgenstein. Pour des gens de cœur décidés à s'ouvrir la route l'épée à la main, il y avait certitude de rejoindre Macdonald. York néanmoins accepta l'entrevue et dès-lors se livra moralement. Diebitch s'attacha à le convaincre que s'il persistait à se retirer sur Tilsitt, il perdrait infailliblement ses convois et son artillerie. L'entretien se termina sans qu'il eût été pris aucun arrangement.

Le 27, York écrivit à son souverain : « Depuis deux jours, je suis coupé du maréchal Macdonald; je ne crois pas que je réussisse à me réunir de nouveau à lui, et je serai forcé, dans le cas où je serais enveloppé par un corps russe, de songer à sauver, avant tout, l'armée du roi. Je suis du reste sans instructions : ni le comte de Brandebourg, ni le capitaine Schack, ni le major Seidlitz ne sont encore revenus de Potsdam. Je suis donc, avec la meilleure volonté du monde, exposé à me tromper. Si je fais mal, je mettrai sans murmurer ma vieille tête grise aux pieds de votre majesté : la crainte de lui déplaire me préoccupe. »

L'on touchait au moment décisif, et c'était pour ce moment que l'astucieux Paulucci avait tenu en réserve un dernier et suprême moyen. Le 26 décembre, le comte de Dohna se présente de sa part devant le général York, et lui remet une lettre de l'empereur Alexandre, datée du 6 décembre et adressée au gouverneur de Riga. L'empereur l'autorisait à déclarer au général York qu'il était prêt à conclure avec la Prusse un traité par lequel il s'engagerait à ne mettre bas les armes qu'après avoir obtenu pour la Prusse une extension de territoire assez considérable pour lui rendre, parmi les grandes puissances européennes, la position qu'elle avait avant la guerre de 1806. A la lettre de l'empereur Alexandre en était jointe une autre du marquis de Paulucci, dans laquelle ce général recourait tour à tour aux plus pressantes sollicitations, à la flatterie, à l'imposture même, présentant l'armée russe comme étant dans la position la plus florissante, et enfin à la menace, si le général prussien refusait de signer la convention. La passion qui remplissait depuis longtemps le cœur d'York ne le portait que trop à en finir et à se démasquer. La lettre de l'empereur Alexandre le décida, et le 28 dans la soirée il remit

au comte de Clausewitz, officier prussien qui était passé au service des Russes et que lui avait envoyé le général Diebitch, la déclaration suivante : « Je resterai aujourd'hui 29 à Taurogen, et demain 30 je pousserai mes colonnes, sans être inquiété, dans la direction de Tilsitt. Alors, si d'une part je trouve la route de Tilsitt occupée, si de l'autre un corps ennemi me ferme le chemin de Neustadt, si enfin je ne puis reculer, je conclurai la convention suivante :

« Le corps placé sous mon commandement conservera les positions de Tilsitt et de Memel, et tout le pays situé entre ces deux points. Sur ce terrain neutre, le corps restera inactif jusqu'à ce qu'il ait reçu du roi mon maître une nouvelle destination. Dans le cas où le roi ne m'approuverait pas, je resterai libre de me diriger vers le point que m'indiquera sa majesté. »

Le 29, Seidlitz arriva de Berlin, et ce même jour le général reçut par le capitaine de dragons Wentsdorf un message verbal du maréchal Macdonald qui l'informait de la défaite des Russes à Pictupohnen et lui prescrivait de hâter la marche de sa colonne. A la lecture de cette lettre, York crut qu'il était le jouet des impostures de Paulucci et de Diebitch, il dit à Clausewitz : « Je ne veux plus avoir rien à démêler avec vous; je ne conserve plus aucun doute : vos troupes ne paraissent pas; vous êtes trop faibles; je vais marcher en avant et m'abstenir désormais de négociations qui pourraient me coûter la tête. » Pour toute réponse, Clausewitz lui remit une dépêche adressée par le général d'Auvray, aide-de-camp du comte de Wittgenstein, au général Diebitch, qui lui faisait connaître les positions que les divisions russes devaient occuper dans la journée du 31. York lut cette lettre attentivement, puis, tendant la main à Clausewitz, il lui dit : « Je suis tout à vous. Rapportez au général Diebitch que je me trouverai demain matin aux avant-postes russes. » Il renvoya immédiatement Wentsdorf non à Macdonald, mais à Massenbach pour l'instruire de tout; puis il réunit autour de lui ses généraux et officiers et leur dit : « L'armée française a été anéantie, foudroyée par les décrets de la Providence. Le moment est venu de recouvrer notre indépendance en nous alliant aux Russes. Quiconque voudra, comme moi, risquer sa vie pour sa liberté et sa patrie n'a qu'à suivre mon exemple. Quelle que soit l'issue de l'entreprise que je tente aujourd'hui, je garderai, en tout cas, mon estime à ceux qui, ne partageant pas ma manière de voir, ne voudront pas s'associer à mes résolutions. Si je réussis, le roi notre maître daignera peut-être me pardonner; si j'échoue, ma tête est perdue. » Pas une voix ne s'éleva pour protester contre la résolution du général.

Le 31 décembre, la convention fut conclue et signée à Taurogen dans les termes précis qu'avait rédigés le général York. A la lecture de l'ordre du jour qui leur annonçait la conclusion de la convention,

les troupes témoignèrent une joie délirante, prélude des sentimens qui bientôt allaient faire explosion dans la nation prussienne tout entière. York informa immédiatement de sa conduite le roi et Macdonald. Il écrivit au roi : «..... Si je me suis trompé, je mourrai fusillé, avec calme et sérénité, ayant la conscience d'être toujours resté fidèle sujet et bon Prussien. Le moment est arrivé, pour votre majesté, de se soustraire aux désastreuses exigences d'un allié dont les vues sur la Prusse, si la fortune lui était restée fidèle, sont encore enveloppées d'un voile impénétrable. Ce sont ces considérations qui m'ont décidé. Puissent-elles aider, avec la volonté de Dieu, au salut de ma patrie! »

La défection du général York fut suivie immédiatement de celle de Massenbach. Il avait sous son commandement direct deux batteries d'artillerie, six bataillons d'infanterie et dix beaux escadrons de cavalerie. Ayant été averti de se tenir prêt à combattre, il leur avait fait prendre les armes, et toutes ces troupes semblaient attendre sur la rive gauche du Niémen l'ordre de marcher, lorsqu'à un signal donné elles se dirigèrent au pas de course vers le nord, passèrent le fleuve sur la glace, et livrèrent perfidement Macdonald, qui n'avait plus ni cavalerie, ni canon, ni subsistances, aux coups des escadrons de Tettenborn, de Benkendorf et de Kutusof. « Le général York, écrivait Macdonald au major-général le 1er janvier 1813, a justifié pleinement les présomptions que j'avais contre lui; j'avais lu dans son âme qu'il était notre ennemi le plus implacable, mais jamais je ne l'aurais cru capable d'une trahison aussi noire! Du moins je me flattais que le corps prussien ne la partageait pas. J'ai eu constamment pour ces troupes les procédés les plus délicats, et j'avais une confiance entière dans leurs sentimens d'honneur. »

Les sympathies personnelles de Frédéric-Guillaume, non moins que les passions de son peuple, le poussaient irrésistiblement vers nos ennemis. La trame ourdie avec les généraux russes préparait la rupture des liens qui l'unissaient à la France. D'un mot, il aurait pu tout arrêter; ce mot, il ne l'avait pas dit, et, par son silence, il s'était rendu solidaire de la défection du général York. Toutefois il ne pouvait se dissimuler que cet acte, consommé dans la vue de hâter sa délivrance, pouvait également le perdre. A la nouvelle que le général York avait traité avec les Russes, l'empereur Napoléon ne se persuaderait-il pas qu'il n'avait agi que par l'ordre exprès de son souverain? La vengeance ne suivrait-elle pas immédiatement la trahison? Les Français étaient maîtres de Berlin et des places fortes. Ils tenaient tout le pays, la personne du roi était en quelque sorte entre leurs mains. Qui pouvait prévoir à quelles extrémités la colère, une politique inexorable, la nécessité de s'assurer un otage ne les pousseraient pas? D'ailleurs la défection d'York saisissait le roi

dans le moment où précisément l'empereur Napoléon s'efforçait de resserrer ses liens avec lui, et il n'avait encore, par aucune mesure, préparé la transition de l'alliance française à l'alliance russe. Enfin il avait une conscience timorée, et il était incapable de cette duplicité froide et soutenue qu'eût exigée, dans les circonstances terribles où il était placé, le rôle d'allié parjure. Lorsqu'il apprit que le coup était fait, qu'York avait traité avec les Russes, il s'écria : « Il y a de quoi être frappé d'apoplexie. Que faut-il faire? Arrêter York, et, si on ne peut l'arrêter, le faire juger par contumace! Mon contingent appartient à l'empereur; c'est par conséquent au général en chef de l'armée française à décider de son sort. »

D'abord les actes répondent aux paroles. Un aide de camp du roi, le colonel Natzmer, ira porter à Murat et à York le désaveu formel de la convention de Taurogen. Le commandement du contingent est donné au général Kleist. Ce général fera arrêter York, le dirigera sur Berlin, et se mettra, lui et son corps, à la disposition du généralissime français. Le roi ne sait qu'imaginer pour convaincre Napoléon qu'il n'a point trempé dans la trahison de son lieutenant. Le prince de Hatzfeld est envoyé à Paris; il annoncera à l'empereur que si le corps d'York est perdu pour l'alliance, 20,000 autres soldats vont être mis à notre disposition. Frédéric-Guillaume donne lui-même ses instructions au prince. « Assurez bien l'empereur, lui dit-il, que rien n'est capable d'ébranler ma fidélité. Mes sujets sont indisposés contre les Français : ces sentimens ne s'expliquent que trop par la nature des choses; mais, à moins qu'ils n'y soient poussés par des exigences intolérables, ils ne remueront pas..... Je suis l'allié naturel de la France; si je changeais de système, je serais toujours sacrifié par les Russes et ensuite de nouveau par la France, qui me traiterait en ennemi, et avec raison..... Dites à l'empereur que des sacrifices pécuniaires, je ne puis plus en faire, mais que, s'il me donne de l'argent, je puis encore lever et armer pour son service de 50 à 60,000 hommes. »

A tous ces témoignages, ce malheureux prince en ajoute un dernier; ainsi que le descendant des Hapsbourg, le chef des Hohenzollern sollicite l'honneur d'unir son sang à celui du vainqueur d'Iéna. « S'il est nécessaire, dit le roi, de consacrer mon alliance politique avec la France par un mariage entre le prince royal et une princesse de la famille impériale, et si le résultat d'une telle union doit être de placer ma monarchie dans une situation plus élevée et plus solide que celle où elle est actuellement, je n'hésiterai pas. »

Aucune des mesures de rigueur ordonnées contre le général York ne fut suivie d'effet. Lorsque le colonel Natzmer se présenta aux avant-postes russes pour demander passage et aller remplir sa mission auprès du général, il fut conduit devant le comte de Wittgens-

tein, qui lui déclara qu'il ne lui appartenait pas de préjuger les dispositions de l'empereur Alexandre, que quant à lui personnellement, il ne pouvait ni autoriser le corps commandé par le général York à se remettre à la disposition du généralissime français, ni laisser le colonel se rendre auprès du général York.

La nouvelle de l'événement de Taurogen arriva aux Tuileries dans la nuit du 9 au 10 janvier; elle y causa plus que de l'indignation. L'empereur ne s'abusa ni sur le caractère ni sur la portée de ce terrible événement; il comprit que la trahison d'York n'était pas l'acte isolé d'un général mécontent ni d'un fanatique, mais le premier symptôme d'un ébranlement général, un appel fait à tous les cœurs ulcérés des Prussiens, un signal de soulèvement de tous les peuples germaniques contre son alliance et sa politique. Sans s'arrêter plus qu'il ne convenait aux protestations d'un souverain qui cédait toujours sous la pression des circonstances, il s'appliqua avec plus d'ardeur et d'activité que jamais à organiser les élémens d'une nouvelle armée, et, proportionnant la grandeur de ses mesures à la grandeur du péril, il résolut de demander à la France toute la plénitude de son concours, tous les sacrifices qu'après vingt ans d'épreuves il lui était possible de faire.

II.

Dans l'état de détresse où l'avait placé la destruction de son armée, l'œuvre la plus difficile que pût entreprendre Napoléon était d'en créer une nouvelle assez nombreuse et assez fortement organisée pour faire face à tous les dangers de la situation. Il s'agissait de refaire à neuf tous les services. Il fallait reporter à leur effectif de guerre cinq cents bataillons d'infanterie et deux cent cinquante-cinq escadrons, qui avaient tout perdu, hommes, armes, chevaux et matériel; réorganiser l'artillerie, les charrois, les ambulances et les approvisionnemens; équiper, armer et instruire ces milliers de jeunes soldats qui, de tous les points de l'empire, allaient être appelés sous les drapeaux. Il fallait demander ce suprême effort à une nation épuisée par vingt années de guerre, et, pour l'accomplir, Napoléon n'avait que trois mois. Soutenu par le sentiment des périls qui menaçaient son pays et par ce grand cœur qui animait toutes ses actions, il s'y appliqua, aussitôt après son retour de Russie, avec une ardeur passionnée, et jamais peut-être son génie administratif ne déploya une activité plus féconde et plus puissante.

Pour opérer la réorganisation de ses bataillons d'infanterie et les porter à l'effectif de 400,000 hommes, il prit d'abord les conscrits levés depuis plusieurs mois et déjà instruits de 1813, ainsi que les quatre-vingt-huit cohortes de la garde civique, créées par le sénatus-

consulte du 12 mars 1812. Il avait destiné celles-ci à la garde exclusive des places fortes et des frontières de l'empire; mais, en présence des dangers du pays, il n'hésita pas à les approprier aux exigences du service actif. Puis, il appela sous les drapeaux tous les jeunes gens des classes de 1810, 1811, 1812 et 1813 qui n'étaient point tombés au sort, leva par anticipation la conscription de 1814, réintégra dans les cadres de l'armée de terre les bataillons qu'il avait attachés à chacune de nos divisions navales, troupes excellentes, composées tout entières de vieux soldats, avec lesquels il reconstitua ses régimens de la vieille garde; il rappela d'Espagne tous ses bataillons d'élite.

Mais ce n'était pas assez d'avoir des hommes; il fallait en faire des soldats, les instruire, les discipliner, leur inculquer le goût et l'habitude des armes, et de tous ces élémens, si jeunes encore, composer un tout complet et solide qui pût se mouvoir avec autant de souplesse que de précision et de vigueur. Pour opérer cette transformation, et l'opérer avec la célérité que commandaient les circonstances, il fallait des cadres nombreux. Là résidait la grande difficulté de l'œuvre entreprise par l'empereur. Les cadres faisaient partout défaut. Napoléon ne cessait d'écrire au major-général : « Hommes, chevaux, voitures, artillerie, rien ne manque ici; des généraux, des officiers, des cadres, voilà ce qui nous manque; envoyez-nous des cadres. » Malheureusement les pertes de la grande armée avaient été si considérables, qu'à peine lui restait-il assez de cadres pour instruire et former une trentaine de bataillons. Il fallut bien, au risque d'affaiblir sensiblement nos armées d'Espagne, leur demander les ressources que nous refusait l'armée de Russie. En conséquence, l'empereur en tira un grand nombre de cadres et une multitude infinie d'officiers de tous grades; il amalgama ces vieux élémens avec les nouveaux, et réussit à donner, sinon à tous ses régimens, du moins à sa jeune et vieille garde et à quelques-uns de ses corps d'armée, de l'ensemble et de la solidité.

La réorganisation de la cavalerie rencontrait des obstacles plus grands encore; pour mettre en ligne la formidable cavalerie qui avait fait l'expédition de Russie, il avait fallu épuiser la majeure partie des ressources que possédaient la France et l'Allemagne. Cependant nous étions en présence des nécessités les plus impérieuses : il nous fallait absolument, et dans un délai très court, de 70 à 80,000 chevaux : 58,000 pour la remonte de nos escadrons, 22,000 pour nos batteries et nos équipages. L'empereur estimait (1) que la France possédait encore assez de chevaux pour lui en fournir cette année environ 50,000; il espérait trouver les 30,000 autres en Allemagne.

(1) Lettre de l'empereur à M. de Cessac. (Dépôt de la guerre.)

Marchés à conditions onéreuses, réquisitions forcées opérées dans tous les départemens, dons volontaires offerts par les corps de l'état, par les particuliers, par les cantons (trois cavaliers tout montés pour chaque canton), tous ces moyens furent mis simultanément en œuvre.

En Allemagne, le général Bourcier passa des marchés pour 10,000 chevaux de trait, 5,200 de grosse cavalerie, 2,400 de dragons et 14,000 de cavalerie légère, en tout pour 31,000 chevaux, qui devaient nous être livrés du 1er février au 15 juin 1813. On prit à la gendarmerie tous ses meilleurs officiers, sous-officiers, et on en composa des cadres pour les jeunes escadrons. Napoléon ne laissa en Espagne qu'autant de cadres qu'il s'y trouvait de fois 125 hommes montés, et il rappela tous les autres. Il fit également revenir une multitude de cadres de ses escadrons de dragons et de chasseurs, en outre des escadrons entiers et tout montés, tant de cavalerie que d'artillerie à cheval et des équipages; il prit tous les gardes forestiers à cheval, les postillons, les fils de maîtres de poste, et les enrôla dans ses nouveaux escadrons. Enfin il institua les quatre régimens de gardes d'honneur, brillant corps d'élite auquel furent attribués certains avantages, et dans lequel entrèrent des jeunes gens riches qui durent s'équiper à leurs frais.

En calculant toutes ces ressources, Napoléon s'était flatté qu'il pourrait ouvrir la campagne prochaine avec 255 escadrons, présentant un effectif d'environ 59,000 cavaliers montés, dont 20,600 de grosse cavalerie, et 38,400 de cavalerie légère; mais le département de la guerre s'était bercé d'illusions : il avait accepté comme des réalités acquises des offres et des espérances qui ne purent s'accomplir. En Allemagne, ce furent les Russes et les Prussiens qui se chargèrent de déchirer les contrats passés par le général Bourcier et qui s'approprièrent les chevaux qui nous étaient destinés. En France, les autorités, les cantons, les particuliers, les éleveurs surtout, les uns pour étaler leur zèle, les autres par entraînement, beaucoup par cupidité, avaient promis plus qu'ils ne pouvaient tenir, en sorte qu'au moment où s'ouvrit la première campagne de Saxe, à peine nous fut-il possible de mettre en ligne 10,000 chevaux de qualité plus que médiocre. Ce ne fut que beaucoup plus tard, dans le courant de l'été, que les éleveurs, les cantons et les départemens purent remplir les obligations qu'ils avaient contractées, ou que la loi leur avait imposées.

L'artillerie, le génie et les équipages du train furent reconstitués avec le même soin et la même activité que le furent l'infanterie et la cavalerie. L'artillerie de la grande armée fut réorganisée à l'aide des compagnies d'artillerie des cohortes, et elle le fut à raison de 400 bouches à feu. Bientôt la France ne fut plus qu'un vaste camp.

Ici l'on fondait des canons, là on forgeait des armes de toutes espèces; on confectionnait des cartouches et des équipemens; l'on construisait des chariots, des ambulances. L'empereur était l'âme de cette immense réorganisation; il présidait à tout, ne dédaignait point d'entrer dans les détails les plus minutieux et déployait, pour la formation de ses bataillons d'équipage, pour le confectionnement des habillemens des troupes, la même précision, la même vigilance que pour la réorganisation de ses régimens d'infanterie et de cavalerie. C'est en lisant les ordres admirables qu'il passait ses jours et ses nuits à dicter, qui embrassaient tant de choses et des choses si diverses, que l'on comprend les hautes raisons qui, à Smorgoni, l'obligèrent à se séparer de son armée. Lui seul était capable, par sa présence, par son énergie, de communiquer à tous cette activité féconde, ce zèle ardent, opiniâtre, sans lesquels il eût été impossible de créer en trois mois une nouvelle armée de 400,000 hommes. Aucun ministre n'eût su accomplir une telle œuvre. Le retour de l'empereur en France était pour le pays une condition absolue de salut, et s'il ne fût pas revenu, il n'y a aucun doute qu'au printemps l'Europe nous eût trouvés à peu près désarmés.

Tous nos alliés de la confédération du Rhin furent invités de la manière la plus pressante à reporter à leur effectif de guerre leurs contingens. Nous demandâmes au roi de Westphalie 12,000 hommes, à la Bavière 15 bataillons d'infanterie de 1,000 hommes chacun, plus 18 escadrons de cavalerie formant 3,600 chevaux, et 40 pièces de canon. Les rois de Saxe et de Wurtemberg, les grands-ducs de Bade, de Hesse-Darmstadt et de Nassau durent concourir à nos efforts dans la même proportion.

En organisant dans l'espace de trois mois une armée de 400,000 hommes, Napoléon avait accompli une tâche prodigieuse, et cependant, malgré ce suprême effort, il n'était parvenu qu'à faire une œuvre très incomplète. A ces forces nouvelles qu'il venait de créer comme par enchantement, il manquait les conditions essentielles qui constituent une armée vraiment solide et résistante. Elles étaient composées de soldats trop jeunes. Les conscrits, arrachés à leurs familles avant d'avoir achevé leur croissance, allaient affronter d'incalculables périls sans y avoir été préparés par ces épreuves successives, indispensables pour tremper le cœur et le corps d'un soldat; on ne leur avait pas laissé le temps de s'accoutumer à l'absence du foyer domestique, au joug de la discipline, aux intempéries, aux longues marches. A peine rendus dans leurs dépôts respectifs, on les avait acheminés sur l'Elbe; un grand nombre ne savaient pas même se servir de leurs armes; n'ayant aucune expérience de la vie des camps, ils n'avaient pu contracter ni le goût de la guerre, ni cette intrépidité froide, contenue, intelligente, qui sait également enlever la vic-

toire ou résister à l'action dissolvante d'un revers. Ces précieuses qualités ne s'improvisent pas, et il faut des années pour faire un bon soldat.

Pendant que ce suprême effort s'accomplissait en France, les conséquences de la défection du général York se développaient rapidement. La position du duc de Tarente était devenue extrêmement critique; les Prussiens l'avaient abandonné au milieu d'un mouvement de retraite opérée dans les conditions les plus périlleuses. Il ne lui restait plus que 5,000 hommes de la division Grandjean; il n'avait plus un seul escadron, plus de vivres, plus de munitions, tandis que les Russes avaient une cavalerie nombreuse et ne manquaient de rien. Néanmoins il put s'échapper de Tilsitt avec sa petite colonne, gagna rapidement Lapiau et Taplaken, où Ney s'était porté avec la division Heudelet pour le recueillir, et atteignit Kœnigsberg, serré de fort près par les bandes de Lestoc, de Pavis, de Diebitch et du jeune Kutusof. Wittgenstein avec son corps s'avançait également, mais distancé de plusieurs marches. Les Russes se portaient sur Elbing dans l'espoir de déborder Macdonald, d'empêcher sa jonction avec le roi de Naples et de l'enfermer dans les murs de Kœnigsberg. Leurs dispositions ne permirent pas au maréchal de s'arrêter dans cette place. Il l'évacua au plus vite avec les divisions Grandjean, Heudelet et Marchand, se dirigea d'abord sur Braumberg, puis sur Fraumbourg, et, apprenant que les Russes poursuivaient leur marche, dut accélérer son mouvement rétrograde.

Tandis que Wittgenstein poussait devant lui sur la Basse-Vistule les troupes de Macdonald, le vieux Kutusof, avec le gros de l'armée russe, se portait sur Schwarzenberg, dont le corps d'armée occupait le grand-duché de Varsovie, et qui s'en montrait très alarmé. Dans cet état de choses, Murat résolut de faire un suprême effort pour arrêter Wittgenstein. Il fit savoir à Macdonald qu'il était décidé à ne plus évacuer de terrain sans combattre, qu'il se rendait à Elbing, et qu'au premier avis il le rejoindrait pour livrer bataille. C'était là une résolution téméraire; on s'était abusé sur le nombre des soldats valides qui, après le désastre de la Bérésina, avaient jeté leurs armes et étaient venus se réfugier dans les places de la Vistule. On avait espéré en recueillir de 20 à 25,000. Les états de situation dressés par les chefs de corps donnaient des résultats lamentables; ils constataient que la plupart des soldats et des officiers avaient leurs extrémités gelées, et ne sortiraient des ambulances que morts ou mutilés. Le nombre de ceux qui survécurent sains de corps et d'esprit à ce grand désastre fut imperceptible. Des corps d'armée tout entiers se trouvèrent réduits chacun à un bataillon de 5 à 600 hommes. Murat n'avait donc d'autres forces pour le moment disponibles que la division Grandjean, celle du général Marchand, les dix-huit batail-

lons du général Heudelet, un certain nombre de bataillons de marche arrivés récemment de France, les escadrons du duc d'Istrie, du général Cavaignac et du colonel Farine, en tout environ 21,000 hommes d'infanterie, 1,500 chevaux et 55 pièces de canon.

La division Heudelet, ainsi que la brigade Cavaignac, supérieurement armées et équipées, avaient la plus belle apparence; mais elles n'étaient composées que de très jeunes conscrits. Les soldats de Marchand, débris de la division Loison, échappés comme par miracle aux calamités de la retraite, revenaient avec des cœurs pervertis par l'excès des souffrances. Indisciplinés, pillards, tenant les propos les plus dissolvans, ils avaient abjuré toute vertu militaire, et étaient devenus la honte de l'armée, le fléau des campagnes qu'ils traversaient (1). A leur approche, les paysans désertaient leurs chaumières, fuyaient avec leurs chevaux et leurs bestiaux dans les bois, et nous laissaient en proie aux plus cruelles privations. La seule partie saine, résistante, disciplinée, de l'armée, était la division du général Grandjean; mais, obligée depuis un mois à faire des marches forcées par un froid de 25 degrés, à combattre tous les jours, elle avait perdu plus du tiers de son effectif. Ses habillemens et sa chaussure étaient en lambeaux, et ses armes ne fonctionnaient plus. Wittgenstein n'avait guère, pour le moment, plus d'infanterie que Macdonald; seulement il avait une cavalerie beaucoup plus nombreuse et plus de canons. Chaque jour il recevait des renforts; ses troupes étaient endurcies par l'âpreté de leur climat, soutenues par le succès, encouragées par les sympathies des habitans, qu'elles savaient se concilier en observant une discipline sévère, en se montrant partout polies et pleines d'égards, et en payant tout comptant. Aussi vivaient-elles dans l'abondance.

Macdonald n'admettait pas que, dans un tel état de choses, il fût possible de livrer bataille. Il écrivait le 9 au major-général qu'on n'arriverait à d'autre résultat que de retarder de quelques heures la marche de l'ennemi et qu'on perdrait inutilement des braves. Il jugeait que l'armée ne pouvait plus tenir la campagne, et il demandait qu'on lui assurât des lieux de refuge dans les places fortes. « Là seulement, écrivait-il, il sera possible de donner du repos aux troupes, de les réparer et de les ramener au sentiment de l'ordre et de la discipline. » Le 10 janvier, il écrivait encore de Fraumbourg : « Nous sommes sans vivres, sans fourrage et sans moyens d'en envoyer chercher. Les chevaux, soit de la cavalerie, soit de l'artillerie, sont exténués de fatigue et de faim; il faut s'attendre qu'au moindre échec nous perdrons artillerie et bagages. »

Ces lettres étaient navrantes; elles étaient l'œuvre d'un esprit

(1) Dépêche du duc de Tarente, 8 janvier. (Dépôt de la guerre.)

attristé et trop fortement saisi par le spectacle des souffrances qu'il avait sous les yeux pour apprécier sainement la situation générale. C'était au roi de Naples à dominer les impressions isolées des chefs de corps et à subordonner leurs avis aux vues de l'ensemble. Il y avait en ce moment un intérêt supérieur qui devait dominer tous les autres : c'était de conserver le plus longtemps possible la ligne de la Vistule. De tous côtés, on nous signalait la haine du peuple prussien contre notre drapeau, les mauvaises dispositions des autorités et les symptômes précurseurs d'un soulèvement général. Dans une situation aussi critique, quel intérêt n'y avait-il pas à nous maintenir en forces sur la Vistule en appuyant Schwarzenberg, ne fût-ce qu'afin de lui enlever tout prétexte pour évacuer le grand-duché? Macdonald poussait Murat dans une voie détestable, lorsque, peignant à cet esprit mobile et faible les douleurs de l'armée, il l'excitait à enfermer toutes les troupes dans les places fortes. La raison commandait au contraire de n'y laisser que les bataillons démoralisés ou trop fatigués, et de conserver pour tenir la campagne tout ce qui était sain, jeune et vigoureux. Au lieu d'envisager de sang-froid sa situation, périlleuse sans doute, non pourtant désespérée, le roi de Naples passa tout à coup de l'extrême audace à l'extrême découragement : il jeta pêle-mêle dans les murs de Dantzig toutes les troupes de Macdonald, les bataillons d'élite de Grandjean et les jeunes soldats de Heudelet, aussi bien que les bandes indisciplinées de Marchand. Il annihila ainsi les seules forces capables de tenir la campagne, et, abandonnant à l'ennemi tout le pays jusqu'à la Basse-Vistule, il transporta son quartier-général à Posen, ordonna au vice-roi, aux ducs d'Istrie, de Trévise et de Bellune de venir l'y rejoindre avec tout leur monde, aux princes de la Moskowa et d'Eckmühl de se rendre à Custrin. Prendre de telles mesures en face d'un ennemi très entreprenant, bien que très fatigué, et d'un auxiliaire douteux peut-être, mais en tout cas timoré, c'était tout compromettre à la fois et notre situation militaire et nos alliances. Cet homme, d'un héroïsme antique, toujours prêt à braver la mort pour mériter la gloire, irrésistible lorsqu'à la tête de ses escadrons il enfonçait les carrés ennemis, était étranger aux détails d'une grande administration militaire. Ce fut une faute de lui avoir laissé un fardeau qu'il ne pouvait porter. Humilié de voir ses ordres enfreints un jour par Macdonald, un autre par Davoust ou par Schwarzenberg, manquant de l'autorité nécessaire pour dominer toutes ces volontés divergentes et jugeant la situation perdue, cédant peut-être aussi à une préoccupation secrète, celle de sauver sa couronne dans ce naufrage général, Murat, arrivé à Posen, signifia le 15 au prince Berthier, sous prétexte de maladie, sa résolution de déposer le commandement et

de le remettre entre les mains du prince vice-roi. Le major-général, en l'entendant, fut consterné. Il lui représenta l'effet désastreux que sa détermination allait produire sur l'armée, la juste douleur qu'en ressentirait l'empereur, et le conjura de revenir sur sa funeste détermination. Le roi répondit que sa décision était prise et qu'il allait partir. « Mais, sire, répondit Berthier, le prince vice-roi n'est pas encore ici, et l'armée ne peut rester un seul moment sans chef (1). »

Le prince arriva le soir même, et il y eut entre lui et le roi de Naples une scène extrêmement vive. Eugène parla avec l'éloquence d'une âme indignée. Il dit au roi qu'abandonner l'armée dans l'état de détresse où elle était, en face d'un ennemi audacieux, sous les yeux de l'Allemagne frémissante et déjà presque hostile, c'était trahir les intérêts de l'empereur, leur bienfaiteur à tous; que, quant à lui, il refusait le commandement, parce qu'il ne se croyait pas plus le droit de l'accepter des mains du roi qu'il ne reconnaissait au roi celui de le lui offrir. Murat fut inflexible, ses voitures étaient prêtes; dès-lors, il ne resta plus aux maréchaux qu'à vaincre les scrupules du vice-roi et à le presser, sous leur responsabilité, de prendre le commandement. Il s'y résigna enfin, mais il entendit ne l'accepter que des mains des maréchaux.

Cet acte d'abandon de la part d'un homme qu'il aimait et qui méritait d'être aimé pour sa bonté naturelle et sa bouillante valeur, auquel il avait donné la main de sa sœur Caroline et un trône, remplit d'amertume le cœur de Napoléon. Quel exemple pour tous ses lieutenans, pour cette foule de princes dont la fidélité chancelait déjà! Plus calme dans sa douleur qu'on n'aurait pu l'attendre d'une âme aussi véhémente, il se contenta d'écrire au roi de Naples : « J'espère que vous n'êtes pas de ceux qui pensent que le lion est mort; si vous faisiez ce calcul, il serait faux. Vous m'avez fait tout le mal que vous pouviez me faire depuis mon départ de Wilna. Lorsque vous n'êtes pas devant l'ennemi, vous êtes plus faible qu'une femme. Le titre de roi vous a tourné la tête. »

L'empereur confirma l'élévation du prince Eugène au poste de commandant de l'armée. Le premier acte du nouveau généralissime fut de se mettre en mesure d'appuyer Schwarzenberg, Regnier et les places de la Vistule. Il venait de recevoir des renforts. Il réunit en une seule masse tout ce qu'il avait d'hommes disponibles, environ 12 ou 15,000 hommes, dont 1,500 de cavalerie; il y joignit 25 pièces de canon, et les employa à couvrir ses communications avec Varsovie. Cependant d'épaisses colonnes russes débouchaient de tous côtés, et ce n'était pas avec une si petite armée qu'il pouvait espérer de les contenir.

(1) Lettre du major-général à l'empereur, 16 janvier. (Dépôt de la guerre.)

Au moment où le roi de Naples et les maréchaux avaient repassé le Niémen, Kutusof et Wittgenstein ne traînaient plus après eux que des débris, ce qui nous avait fait croire qu'avant plusieurs mois les Russes seraient hors d'état de rien entreprendre. C'était là une grande erreur. L'empereur Alexandre, non moins prévoyant et actif que son adversaire, n'avait pas attendu la fin de la campagne pour se créer de formidables réserves. Il s'était adressé à toutes les passions généreuses de ses peuples. Souverain et pontife tout ensemble, parlant au nom des intérêts les plus chers, l'indépendance nationale et la religion, il avait ému et entraîné toutes les âmes. Il n'y avait pas une province, si reculée qu'elle fût, pas une peuplade, pas une tribu, dans le sein desquelles la voix des prêtres, appelant les sujets de l'empereur à la guerre sainte, ne se fût fait entendre, pas une qui n'eût répondu à cet appel patriotique. Pendant toute l'année 1812, d'immenses levées d'hommes et de chevaux n'avaient pas cessé d'être opérées dans tout l'empire. Aussitôt enrôlés, les nouveaux soldats avaient été habillés, armés, instruits, organisés, et, sans tenir compte de l'inclémence de la saison, subordonnant toutes considérations, même celle de l'humanité, à un intérêt supérieur, celui d'anéantir les derniers débris de l'armée envahissante, on les avait successivement acheminés sur les frontières occidentales. Ces corps, dans leur long trajet par un froid de 25 degrés, avaient perdu une partie considérable de leur effectif. Néanmoins ils formaient dans leur ensemble une masse imposante. Ils s'avançaient par échelons très espacés, et ils étaient composés de troupes régulières et irrégulières. Ces dernières constituaient à elles seules une cavalerie pour ainsi dire innombrable; on y voyait mêlés les contingens (1) des peuplades et tribus d'Europe et d'Asie, des Cosaques de toute race, des Bashkirs, des Tartares sédentaires et nomades. Ces hommes étaient montés sur des chevaux de petite taille, mais infatigables; ils portaient le costume national et venaient combattre l'Europe civilisée avec leurs armes héréditaires; ils accouraient à la voix de leur empereur, enflammés, comme autrefois leurs aïeux, par l'amour du butin et du soleil.

Dans les derniers jours de janvier 1813, tous les corps russes s'ébranlèrent à la fois et se portèrent, leur aile droite commandée par Wittgenstein, sur Newstettin, leur centre composé des troupes de Wintzingerode de Landskoï, de Doctorof et de Miloradovitch, présentant un effectif d'environ 40,000 hommes, sur Plock, Bromberg et Thorn, et leur aile gauche d'environ 20,000 hommes, conduite par les généraux Sacken et Essen, sur la Haute-Vistule, dans la direction de Pulstuck et d'Ostrolenka. Une de leurs colonnes eut l'ordre

(1) Dépêche du général Regnier. (Dépôt de la guerre.)

de descendre le Bog, de manière à se trouver en mesure, dans le cas où les Autrichiens manœuvreraient pour se rapprocher du vice-roi, d'intercepter ses communications avec la Galicie. Enfin l'empereur Alexandre était à quelques marches en arrière avec le corps de Tormasov et ses gardes, réunissant ensemble 25,000 hommes. Ainsi l'effectif total des forces russes qui, à la fin de janvier, débouchèrent sur la Vistule était d'environ 120,000 hommes, y compris la cavalerie irrégulière. Le prince de Schwarzenberg écrivait le 21 janvier au vice-roi : « Les corps de Wintzingerode de Landskoï et de Miloradovitch manœuvrent dans mon flanc gauche; Sacken et Essen paraissent suivre ce mouvement. Déjà notre avant-garde à Ostrolenka est enveloppée par une nuée de Cosaques qui marque la direction des troupes ennemies. Si cette manœuvre prend un caractère décisif, je me verrai forcé d'abandonner mes cantonnemens pour m'installer sur la rive gauche entre Modlin et Varsovie. Mes troupes, après une telle campagne, sont bien fatiguées. » Ce même jour 21, le prince informe le vice-roi qu'il vient d'envoyer le colonel comte de Latour à Ostrolenka *avec toute latitude pour parlementer*, « ne fût-ce, écrit-il, que pour gagner du temps et pouvoir opérer mon mouvement derrière la Vistule en ordre et sans trop fatiguer les troupes. » L'on ne tarda pas à savoir que l'avant-garde du corps de Miloradovitch, arrivée à Lomza, s'était complaisamment arrêtée, et que le commandant, le général Vasilikof, était entré en pourparlers avec le colonel de Latour. Tout aussitôt après cet échange de communications, le prince de Schwarzenberg et le général Regnier levèrent leurs cantonnemens et concentrèrent leurs troupes entre Modlin et Varsovie. Les Russes, de leur côté, passèrent le fleuve, qui était gelé, entre Varsovie et Thorn, s'étendirent sur le flanc gauche du corps autrichien et l'enveloppèrent insensiblement. Davoust eut à peine le temps de s'échapper de Thorn et de gagner Custrin. Schwarzenberg disposait de 27,000 hommes; Regnier et Poniatowski en avaient 13,000; le vice-roi, à qui le maréchal Augereau venait d'envoyer 4,000 hommes, 18,000 : c'était en tout 60,000 hommes. Essen, Miloradovitch et Doctorof n'en avaient pas autant réunis en masse. Le vice-roi fit valoir cette considération auprès de Schwarzenberg et mit en œuvre tous les moyens imaginables de persuasion pour le décider à combattre. Il lui annonça l'arrivée prochaine du corps du général Grenier, qui était de 21,000 hommes, et il lui promit qu'aussitôt que paraîtrait la tête de cette colonne, il la dirigerait sur la gauche du corps auxiliaire. La lettre qui contenait ces informations fut confiée au commandant de Labédoyère, jeune officier audacieux, brillant et rempli de dextérité. Le commandant remit d'abord la lettre au prince de Schwarzenberg, puis il se fit présenter au corps des officiers autrichiens, passa deux jours avec eux, leur commu-

niqua sa gaieté et son entrain, joua gros jeu, perdit noblement, et, au milieu de l'abandon des causeries familières, sut démêler les intentions des chefs. De retour à Posen, il raconta au vice-roi tout ce qu'il avait vu, entendu, deviné. « Le prince de Schwarzenberg, lui dit-il, ne songe qu'à se retirer le plus vite possible sur la Galicie; il ne brûlera pas une amorce; il est de connivence avec les Russes. » En effet, malgré les vives instances du prince Eugène, le commandant du corps auxiliaire évacua, dans la journée du 5 février, Varsovie, que les Russes occupèrent immédiatement.

De son côté, le général Bulow, qui formait notre aile gauche à Graudentz avec 10,000 Prussiens, avait dû, pour n'être point débordé par les Russes, quitter cette position avancée et se retirer avec son corps sur Newstettin, de manière à rester en ligne avec le vice-roi. C'en était fait de la ligne de la Vistule; elle fut occupée tout entière par les Russes.

La perte de Varsovie et du grand-duché nous enlevait le concours d'une population guerrière et dévouée, et mettait à la disposition de nos ennemis d'immenses ressources en hommes, en chevaux, en fourrages et en subsistances; elle entraînait d'autres conséquences plus graves encore. L'empereur Alexandre poursuivait un but plus grand que celui de nous déposséder de la ligne de la Vistule; il voulait se porter directement sur la frontière de la Silésie, montrer ses soldats aux Prussiens, qui les attendaient comme des libérateurs, provoquer un soulèvement en masse, et de gré ou de force entraîner le roi. Il était pour nous de la plus haute importance de déjouer ce hardi dessein, et nous ne le pouvions qu'en conservant et en défendant opiniâtrément la ligne de l'Oder; mais pour nous trouver partout en forces sur cette ligne, il nous fallait absolument la coopération du corps auxiliaire, des Polonais de Poniatowski et des Saxons de Regnier. Il s'agissait d'obtenir que ces trois corps d'armée, qui présentaient une masse de 40,000 hommes, consentissent à lier leurs mouvemens avec les nôtres, et effectuassent leur retraite, non sur Cracovie, qui les mènerait en Galicie, mais sur Kalish, où leur gauche viendrait appuyer la droite du vice-roi.

Écartant les sinistres présages apportés par le jeune commandant de Labédoyère, le vice-roi écrivit, le 31 janvier et le 3 février (1), au prince de Schwarzenberg deux lettres très pressantes, dans lesquelles il le supplia de concerter ses mouvemens avec les siens et de se replier sur Kalish et Posen. Il lui assura que, dans dix jours, il aurait 40,000 baïonnettes, et qu'ils seraient ainsi en mesure l'un et l'autre d'en opposer 80,000 aux Russes, qui certainement n'en auraient pas autant sur le même point. La ligne de la Vistule étant

(1) Dépôt de la guerre.

perdue, l'on aurait du moins celle de l'Oder, qui s'appuyait sur de nombreuses et solides forteresses. La chaîne qui liait ensemble tous les corps de la grande armée ne serait point rompue et couvrirait efficacement Dresde, Breslau et Berlin. Mais le prince de Schwarzenberg avait reçu de sa cour des instructions diamétralement contraires à celles que lui adressait le vice-roi. Il fit l'opposé de ce que nous lui demandions. Au lieu de se retirer, comme le commandait la raison stratégique, sur Kalisch et Posen, il prit sa direction vers Cracovie, découvrit ainsi le flanc gauche du vice-roi et lui rendit impossible la conservation de la ligne de l'Oder. Pour se justifier, il allégua (1) l'extrême fatigue de ses troupes, la nécessité de les faire reposer, une lettre de son souverain qu'il communiqua au général Regnier, et qui lui enjoignait de mettre son corps d'armée en état d'entreprendre avec succès la campagne prochaine, *de conclure même, s'il le voulait, quelque arrangement pour assurer la tranquillité de ses cantonnemens.* Dans un langage doux et captieux, le prince ajoutait : « Tout ce que tenteraient les armées alliées pour arrêter un ennemi supérieur en nombre et lui disputer des pays ouverts les épuiserait inutilement; il valait mieux qu'elles s'appliquassent à se réorganiser. Le printemps revenu, elles regagneraient facilement tout le pays où les armées russes seraient venues se répandre et se consumer loin de leurs réserves et de leurs ressources (2). » L'on sut plus tard que dans les derniers jours de janvier il y eut entre le prince de Schwarzenberg et M. d'Anstett une entrevue mystérieuse, dans laquelle furent arrêtées et signées les conditions d'un armistice secret. Il fut convenu que le corps auxiliaire se retirerait dans la direction de Cracovie, et que, lorsqu'on voudrait recommencer les hostilités, on se préviendrait de part et d'autre plusieurs jours d'avance. A dater de ce moment, les mouvemens des corps d'armée russes et autrichiens ne furent plus que les résultats d'un jeu combiné, d'après lequel les uns s'avancèrent et les autres reculèrent avec méthode et une parfaite entente. C'est ainsi que les Autrichiens se retirèrent successivement de Lomza sur Ostrolenka, Pulstuck, Sieroch, Varsovie, et enfin sur Cracovie. La comédie fut complète, et l'acteur principal, le prince de Schwarzenberg, joua son rôle avec un art consommé.

La retraite excentrique du corps auxiliaire sur Cracovie était un événement désastreux, aggravé encore par la situation nouvelle de la Prusse. Partout dans ce royaume éclataient les signes d'un soulèvement prochain et général contre nos armes et notre domination. Déjà toute la Prusse orientale était en feu, et les autorités comme le peuple y avaient arboré hautement les couleurs ennemies. De toutes

(1) Dépêche de Regnier au major-général, 6 février. (Dépôt de la guerre.)
(2) Lettre du prince de Schwarzenberg au vice-roi. (Dépôt de la guerre.)

les provinces prussiennes, c'était celle qui avait le plus cruellement souffert. A toutes les amertumes de l'orgueil national outragé étaient venues se joindre pour elle des charges inconnues aux autres parties de la monarchie. Depuis 1807, elle n'avait pas cessé de servir de champ de bataille, de passage ou de séjour, à de nombreuses armées qui l'avaient épuisée. La grande armée, en la traversant, avait achevé de la ruiner; elle lui avait pris tous ses blés, tous ses fourrages et tous ses chevaux. La misère y était si profonde, que la population y avait rapidement diminué d'un cinquième. Aussi la haine de notre puissance y avait-elle atteint un degré d'intensité extrême. Aussitôt que nous eûmes quitté le pays, la population tout entière se leva et demanda à marcher contre nous. Le général York était à Tilsitt; il y était triste, découragé, fort inquiet de la désapprobation publique dont l'avait frappé le roi et du sort qui lui était réservé. Les autorités de Kœnigsberg députèrent vers lui pour le presser de venir prendre le commandement militaire de la province et régulariser le soulèvement de la population. York hésitait à accepter une telle mission; il ne fallut rien moins que les vives instances des présidens de Kœnigsberg et de Gumbinen, Auerswald et Schœn, pour le décider. Il quitta donc Tilsitt et se rendit à Kœnigsberg, qui le reçut avec enthousiasme; mais il n'était pas au bout de ses tribulations.

Dans le moment même où les autorités de la Prusse orientale lui remettaient la plénitude des pouvoirs militaires, l'empereur Alexandre, par une décision du 18 janvier, nommait le baron de Stein son commissaire dans cette même province, et l'investissait des attributions les plus étendues. Stein était cet ancien ministre que la politique de Napoléon avait, en 1808, violemment écarté des conseils du roi et frappé d'exil, qui s'était retiré d'abord à Prague, plus tard en Russie, où il n'avait pas tardé à prendre sur l'esprit de l'empereur Alexandre un grand ascendant. Il rentrait aujourd'hui en Prusse avec la double autorité des services rendus autrefois à son pays et d'un commissaire du tsar. Ce fut pour ce souverain un bonheur singulier d'être secondé, dans l'exécution de ses vastes desseins, par les talens et les passions d'un tel homme. Stein réunissait les aptitudes les plus diverses : une science profonde de l'administration financière et l'intelligence philosophique des grandes réformes commandées par les progrès du siècle, la fierté d'un descendant de ces anciens barons du Rhin, feudataires des empereurs d'Allemagne, et un art incomparable pour manier et entraîner les masses; homme du reste trempé pour la lutte, plus fait pour vivre au milieu des orages d'un pays libre que sous la pression et la règle d'un gouvernement absolu. Impétueux et plein de ressources, il avait l'initiative, la fécondité et l'audace d'un esprit militant; il en avait aussi la véhémence, et son énergie dégénérait trop souvent en dureté.

Depuis les malheurs qui avaient accablé la Prusse, son esprit ardent et inventif n'avait cessé de combiner les moyens de la retirer de l'abîme où l'avaient précipitée ses fautes. L'emploi des procédés réguliers lui paraissant insuffisant, il avait jugé que c'était dans le sentiment moral des masses graduellement excité qu'il fallait chercher le levier destiné à relever la puissance prussienne. Dans son exil, il fut constamment l'âme de cette opposition contenue, mystérieuse, mais ardente et générale, qui, à dater de 1808, se forma dans ce pays contre notre domination. Jamais il ne déploya plus d'activité et de ressources que dans les années qu'il passa à Prague et à Saint-Pétersbourg, et, proscrit, il nous a peut-être fait plus de mal que s'il eût continué de siéger dans les conseils du roi. Les lettres qu'il adressait à ses amis, les frères du roi, le prince Antoine Radzivill, Scharnhorst, Blücher, Gneisenau, Pfuhl, Munster, étaient de véritables programmes de soulèvement. « Organisons militairement et sans retard toute la nation, écrivait-il; soutenons l'esprit public en l'élevant, tant au nom des principes moraux et religieux que par des combinaisons politiques qui développent dans toute leur activité les forces nationales. » Puis il proposait pour modèle les Vendéens, la convention, si grande dans sa résistance contre l'Europe, les montagnards du Tyrol et les bandes fanatisées des *guerrillas*.

Frédéric-Guillaume connaissait les menées ténébreuses de son ancien ministre. Il lui eût été facile de les lui interdire; il ne le voulut pas, parce qu'il entrait dans ses calculs de ménager, pour le temps des grandes épreuves, ce puissant moteur de la passion nationale.

Dans les premiers temps de son séjour à Saint-Pétersbourg, Stein avait su démêler les vues ambitieuses que nourrissait le gouvernement russe sur le grand-duché de Varsovie. Il en avait été vivement alarmé, et il n'avait pas hésité à signaler le danger à tous ses amis. Le 7 novembre 1812, il écrivait au comte de Munster, qui se trouvait alors à Londres : « Empêchons à tout prix la formation d'un royaume de Pologne, en tout cas inutile, et peut-être menaçant pour l'Allemagne. Que l'Angleterre et l'Autriche se réunissent pour s'opposer à ces désirs sauvages ! » Lorsque le baron de Stein écrivait ces mots si judicieux, l'homme d'état maîtrisait encore chez lui la véhémence du chef de parti et les ressentimens de l'exilé. Bientôt malheureusement cette sagesse l'abandonna : dominé par la crainte que le tsar ne fît sa paix directement avec Napoléon aux dépens de la Prusse, préoccupé avant tout de lier étroitement les intérêts russes aux intérêts allemands, il se donna sans réserve à l'empereur Alexandre, et en acceptant les pouvoirs de commissaire impérial dans la Prusse orientale, il tomba à la condition d'un fonctionnaire russe. Emporté par l'ardeur de la lutte, il crut que tout serait sauvé, si les Français étaient chassés de l'Allemagne. Il ne vit pas qu'arracher la

Prusse aux étreintes de Napoléon pour la jeter aux pieds du tsar, ce n'était point détruire le mal, mais simplement le déplacer, et qu'une médiation officieuse et pacifique, exercée simultanément par l'Autriche et par la Prusse, eût mieux valu pour l'Allemagne que l'intervention violente et armée de la Russie.

Stein et York, serviteurs dévoués de la même cause, mais la servant d'une manière très différente, présentaient le plus étrange contraste. Stein ne voyait de salut pour son pays que dans la régénération sociale et dans l'excitation patriotique des classes moyennes et inférieures; York au contraire, esprit méthodique et contenu par le respect de la règle et de la discipline, considérait comme un danger l'appel aux passions de la multitude; il ne plaçait la force de son pays et du trône que dans le dévouement de l'armée et le perfectionnement des institutions militaires. Stein n'avait pas cru faillir à ses devoirs en mettant sa personne, son génie, ses passions, au service du tsar. York, même en séparant, sans y avoir été autorisé, son drapeau de celui de l'allié de son souverain, n'avait pas cessé de rester le sujet le plus respectueux et le plus soumis. Il n'admettait pas que personne, le baron de Stein moins qu'aucun autre, se crût le droit de faire, dans une province prussienne, au nom d'un souverain étranger, ce souverain fût-il le tsar, des actes, attributs essentiels de l'autorité royale.

Du contact de ces deux hommes si dissemblables devaient nécessairement surgir les conflits d'autorité les plus violens. Stein, par ses actes d'omnipotence, blessa les susceptibilités les plus légitimes. York lui fit des remontrances et les lui fit avec l'amertume naturelle de son humeur. Le fougueux Stein ne s'en montra que plus impérieux. Il leva, dans les ports de la province, le blocus continental, fit un emprunt de 500,000 thalers, et décréta le cours forcé du papier-monnaie russe. A l'occasion de ces mesures, Stein et York éclatèrent. Un jour Stein s'emporta au point de s'écrier qu'il ne restait plus aux Russes qu'à recourir aux armes. « Eh bien! soit, lui répliqua York avec une froide énergie, je ne demande pas mieux, j'accepte le défi; je laisserai sonner la charge, et vous verrez ce que je ferai de vos Russes. » Puis il s'éloigna en proie à la plus douloureuse émotion. Sa situation était affreuse. Compromis par la convention de Taurogen, désavoué par le roi, trahi par les Russes, qui, au mépris du texte et de l'esprit de cette convention, refusaient d'évacuer et de lui rendre Memel, qui était une possession du roi, en lutte ouverte avec le commissaire du tsar, dont les armées couvraient le pays, il n'imaginait plus d'autre voie de salut honorable pour lui que de se jeter dans un navire et de chercher un refuge en Angleterre. Le président Schœn dut intervenir. Il montra au général des lettres de Berlin qui le rassurèrent sur les secrètes intentions du roi;

puis il alla trouver Stein, lui peignit l'effet désastreux causé par le scandale de ses débats avec le général York, et le décida à faire cesser une telle anarchie en s'éloignant de Kœnigsberg.

Les présidens de la province avaient convoqué une diète. Elle se réunit dans cette ville, témoigna le plus profond respect pour la prérogative royale, se déclara résolue à repousser toute influence étrangère, et sanctionna avec acclamation tout ce qu'avait fait le général York; elle arrêta ensuite un plan de défense générale, leva et équipa aux frais de la province 12,000 hommes d'infanterie et 7,000 de cavalerie.

Ainsi, quelques divergences de vues qui se manifestassent quant au choix des mesures à prendre pour combattre la France, tous, dans cette partie de la monarchie, chefs militaires et civils, comme la population, étaient d'accord sur le but, unanimes pour y sacrifier leur vie et leurs dernières ressources. Dans les provinces situées entre l'Oder et l'Elbe, et qu'occupaient nos troupes, la passion publique était comprimée, mais non moins ardente que dans les provinces du nord. La situation du roi à Potsdam n'était plus tenable. Deux forces se le disputaient matériellement en quelque sorte; d'une part, les plus ardens parmi ses serviteurs voulaient l'arracher de son palais, gagner la Prusse orientale, et de là le conduire dans le camp de l'empereur Alexandre. De l'autre, M. de Saint-Marsan et le maréchal Augereau, le traité d'alliance à la main, exigeaient l'exécution du pacte juré. Dans un tel état de choses, la crainte, la défiance, le soupçon étaient partout. La cour à Potsdam, la garnison française à Berlin, ne se croyaient plus en sûreté; dans l'attente de soudaines éventualités, chaque parti cherchait à s'assurer des garanties contre les embûches du parti contraire.

Le roi résolut de sortir à tout prix d'une situation qui ne lui permettait ni la dignité dans le malheur, ni la sécurité dans la résignation. En conséquence, le 18 janvier il quitta Potsdam, accompagné de toute sa cour, de M. de Saint-Marsan, du ministre d'Autriche, du chancelier Hardenberg, et transporta sa résidence à Breslau. Là du moins il échapperait à notre surveillance; il serait plus libre et plus près de l'empereur Alexandre. A sa vue, la population de la Silésie n'attendit point la présence des Russes pour éclater. L'explosion fut soudaine, et le cri aux armes retentit dans toutes les familles. Le roi se vit bientôt entouré par les ennemis les plus dangereux de la France. Entre tous se distinguaient l'ancien ministre de la guerre, le général Scharnhorst, patriote ardent, qui, sous l'apparence d'une disgrâce, n'avait pas cessé de rester le conseiller secret du roi; Blücher, le personnage le plus considérable de l'armée, qui, dans un corps déjà vieux, avait conservé la plus virile ardeur, opiniâtre, impétueux, que les échecs enflammaient au lieu

de l'abattre, qui n'était jamais plus audacieux que le lendemain d'une défaite, mais dont les lumières étaient obscurcies par la haine insensée qui l'animait contre la personne de Napoléon, et, sous ce rapport, vrai type des passions populaires de l'Allemagne à cette époque; Gneisenau, doué de talens éminens, mais également aveuglé par son animosité contre l'empereur. Ces hommes et bien d'autres encore avaient une grande autorité morale. Ils représentèrent à Frédéric-Guillaume que, sans préjuger le parti qu'il adopterait, il importait absolument que, sans plus tarder, il dominât, en le régularisant, le soulèvement de son peuple. Le roi suivit l'avis de ses généraux; il envoya partout des ordres secrets pour presser une levée générale. Sous prétexte de remplacer le contingent perdu, il rappela tous les anciens soldats, les amalgama avec les nouveaux, et organisa immédiatement deux corps d'armée, chacun de 20,000 hommes, l'un à Newstettin, sous les ordres du général Bulow, et l'autre en Silésie. Puis il rendit plusieurs édits qui constituaient dans leur ensemble une véritable levée en masse. Le premier, daté du 3 février, invitait tous les jeunes gens non obligés au service militaire à s'organiser en bataillons de chasseurs et à s'équiper à leurs frais. Un second édit, rendu le 9, appelait formellement sous les drapeaux tous les jeunes gens de dix-huit à vingt-quatre ans. Enfin un troisième, publié le 10, s'adressait aux hommes âgés de plus de trente et un ans, et les excitait à s'enrôler par tous les stimulans de l'honneur et du patriotisme.

Telle était, au commencement de février, la situation générale : elle était infiniment critique. La retraite du corps auxiliaire sur Cracovie livrait passage au torrent de l'invasion russe. N'étant plus contenu par aucune digue, il avait pris son cours vers l'Oder. Wintzingerode marchait sur la Silésie par la route de Kalish et de Posen, Wittgenstein sur Newstettin, pour de là inonder les Marches et s'ouvrir une issue sur Berlin et le Bas-Elbe. Dans cet état de choses, il ne nous était plus possible de conserver la position de Posen. Déjà des milliers de Cosaques voltigeaient sur notre flanc droit et l'inquiétaient. Le 10 février, une première colonne ennemie régulière, avec du canon, assaillit les avant-postes du prince Eugène à Rogasse, et bientôt l'alarme fut donnée à tout le camp. Cette attaque, dont le prince s'exagéra l'importance, le décida à lever ses cantonnemens et à aller au-devant de ses renforts; il quitta Posen le 13, et porta son quartier-général à Meseritz, dans la direction de Francfort-sur-l'Oder. Le 3 février, le vice-roi avait prescrit formellement à Regnier et au prince Poniatowski de se porter à marches forcées sur Kalish, tout en restant, s'il était possible, en communication avec le corps autrichien; mais les instructions données à Wintzingerode étaient précisément de marcher rapidement sur Kalish, afin d'y pré-

venir l'arrivée du 7e corps et des Polonais, et de les couper du vice-roi. Regnier avait pris ses mesures pour arriver en temps opportun à Kalish; il dut ralentir sa marche pour attendre la division polonaise. Il avait beau écrire à Poniatowski que les forces russes s'accroissaient tous les jours, qu'elles ne s'arrêteraient point sur la Vistule, qu'elles feraient certainement une campagne d'hiver : le prince ne l'avait pas cru, et, au lieu de manœuvrer avec précision, de serrer ses cantonnemens et ses étapes, il avait opéré avec une lenteur et un décousu qui mirent en grand péril le 7e corps. Regnier ne put arriver que le 13 à Kalish, et avec une partie seulement de son corps, distancé par une demi-marche de sa cavalerie, de son artillerie à cheval et de plusieurs régimens d'infanterie, qui opéraient en flanqueurs sous les ordres du général saxon Gablew, et par trois marches de la division polonaise. Wintzingerode était déjà rendu sur le terrain. Vers les trois heures de l'après-midi, les Russes firent irruption entre les deux parties disjointes du 7e corps, foudroyèrent les troupes de Regnier, le rejetèrent affaibli de plus de 3,000 hommes sur Kalish et contraignirent le général Gablew à se replier d'abord sur Poniatowski, puis, avec la division polonaise, sur le corps autrichien. Le 7e corps, réduit à 4,000 hommes, 2,000 de la division Durutte et 2,000 Saxons épuisés par des marches forcées, arriva le 18 à Glogau dans un état déplorable.

Au moment de se retirer sur l'Oder, le vice-roi avait ordonné au général Bulow, qui occupait Newstettin avec 20,000 hommes, de venir, sans plus tarder, se réunir à lui. Ce général répondit, le 10 février (1), que ses communications avec l'armée française étaient en ce moment coupées par les Cosaques de Czernichef et de Tettenborn, que d'ailleurs son corps ne faisait point partie du contingent, et qu'il formait un corps de réserve distinct qui était exclusivement à la disposition de son souverain. La réponse du général Bulow était un refus formel de concours et faisait pressentir une nouvelle et prochaine défection.

Dans le moment où l'Autriche abaissait la barrière qui contenait les Russes sur la Haute-Vistule et leur ouvrait le cœur de l'Allemagne, elle continuait de nous accabler de ses protestations d'amitié. « Votre alliance avec la Russie, disait M. de Metternich le 15 février au comte Otto, était monstrueuse. Elle n'avait qu'un seul point d'appui très précaire, celui de l'exclusion du commerce anglais; c'était une alliance de guerre commandée par le vainqueur, elle devait se dissoudre. La nôtre, au contraire, est fondée sur les rapports et les intérêts les plus naturels, les plus permanens, les plus essentiellement salutaires; elle doit être éternelle comme les besoins qui

(1) Dépôt de la guerre.

l'ont fait naître. C'est nous qui l'avons recherchée, et nous avons bien réfléchi avant de la conclure; si nous avions à la refaire, nous ne voudrions pas la stipuler autrement qu'elle ne l'a été; elle nous mènera à la paix générale et servira plus tard à la consolider. »

Deux jours plus tard, il disait encore : « Pendant que vous acquériez des succès dans le Midi, la Russie faisait des pas de géant dans le Nord, et arrivait à son but par les formes les plus insinuantes. Elle a acquis infiniment plus de territoires que la France, et elle a su si bien déguiser son ambition, que les peuples, loin de la haïr, ont l'air de lui savoir gré de ses empiétemens; de là notre alliance avec vous. Certes la France nous a fait bien du mal, mais il est de notre intérêt d'oublier le passé; nous voulons lui être utiles en ce moment, parce que, dans un autre temps, elle pourra nous rendre le même service. Pesez donc ce fait, et considérez comme une vérité incontestable que nous ne cherchons que votre bien, que nous ne redoutons plus la France, mais la Russie, dont vous-mêmes, par vos concessions successives, avez étendu la puissance. »

Cependant, au milieu de ces témoignages si vifs de confiance cordiale, M. de Metternich n'était plus précisément le même homme qu'avant la défection du général York. Il commençait à écarter les voiles dont il avait jusqu'alors enveloppé ses pensées; son argumentation était plus ferme, sa parole plus incisive, ses conclusions plus tranchées. Il était visible qu'il se sentait enhardi par ce qui se passait dans le nord de l'Allemagne. Pour la première fois, il osait attaquer les bases mêmes sur lesquelles reposait toute notre politique extérieure; il énonçait des idées aussi neuves que hardies qui semblaient n'être encore que des vœux, mais qui étaient bien près de devenir des exigences. « Il est impossible, disait-il au comte Otto (1), que le grand-duché de Varsovie continue de subsister. Objet des espérances les plus folles et des craintes les plus réelles, c'est un pays qui ne se soutient que par le sentiment qui le porte à s'épuiser pour fomenter l'insurrection parmi les sujets des puissances voisines. » Il ajoutait que la paix avec la Russie serait impossible aussi longtemps que nous persisterions à maintenir l'existence du grand-duché. « Il n'est pas admissible, disait-il, que vous vouliez faire de trop grands sacrifices pour élever une barrière qui n'en sera pas une aussi longtemps que nous ne nous en mêlerons pas. Pourquoi voulez-vous prendre un rôle qui appartient plutôt à la Prusse et à l'Autriche qu'à vous? Si la Russie devient trop formidable, l'Autriche et la Prusse se trouveront les premières en ligne, et alors vous viendrez à notre secours. »

« De toutes les combinaisons, ajoutait le ministre autrichien, la

(1) Dépôt du ministère des affaires étrangères.

plus désirable, c'est que le grand-duché de Varsovie soit donné à la Prusse. La Prusse ne peut pas rester dans ses conditions actuelles, et c'est une vaine prétention de votre part d'imaginer que ce royaume et le grand-duché, constitués comme ils le sont, seront des barrières efficaces contre les entreprises de la Russie, tandis que la Prusse, agrandie de tout le territoire du grand-duché, serait assez forte pour opposer, de concert avec l'Autriche, un obstacle infranchissable aux envahissemens du Nord. »

Il n'était que trop vrai, le rétablissement de la Pologne sur ses anciennes bases était une entreprise colossale que toute la puissance de Napoléon n'était plus en état d'accomplir. C'en était fait du grand-duché de Varsovie : il allait disparaître sous les ruines de l'expédition de Russie; déjà, dans la pensée de Napoléon, le sacrifice était consommé. La question n'était plus que de savoir la destination qui serait donnée à ce territoire. L'important pour l'Allemagne était d'empêcher qu'il ne tombât sous la domination russe. L'appréhension à cet égard était très vive à Vienne. La guerre allait recommencer, plus terrible que jamais; quelle en serait l'issue? Que ce fût la France ou la Russie, l'Autriche craignait de trouver dans le vainqueur un maître; toute sa peur était de n'échapper à l'action de Napoléon que pour tomber sous celle du tsar, ce qui arriverait infailliblement, si la Russie poussait ses limites jusqu'à la Saxe. M. de Metternich était donc sincère lorsqu'il manifestait ses anxiétés. Malheureusement l'Autriche n'avait pas su mettre ses actes d'accord avec ses pensées, ni montrer autant de courage que de bon sens. Elle n'avait qu'une seule manière de prendre sur l'esprit de Napoléon un ascendant réel, c'était de gagner sa confiance en méritant son estime. Quelle autorité n'aurait-elle pas acquise sur cette âme véhémente, mais grande, si, en même temps qu'elle demandait que le territoire du duché de Varsovie fût réuni à la Prusse, elle avait hardiment arrêté les colonnes du tsar sur la Vistule! Elle voit le danger, elle nous le signale épouvantée : elle a un moyen certain de le tenir à distance, c'est de marcher résolûment sur lui et de le combattre; mais elle n'ose, et, par cette défaillance, elle livre la Prusse, l'Allemagne elle-même à la merci de la puissance russe.

Au moment où cette puissance donnait passage aux Russes, elle entreprenait chez elle des armemens considérables; ses arsenaux étaient jour et nuit en travail. Non contente d'appeler sous les armes toutes ses réserves, elle envoyait partout des recruteurs pour stimuler l'ardeur guerrière des jeunes gens, et, comme les engagemens volontaires ne suffisaient pas, elle y suppléait par une véritable presse : on enlevait les hommes la nuit, on les traquait jusque dans leur lit, et on les incorporait de force dans les cadres. Un décret récent de l'empereur François venait de mobiliser 100,000 hommes.

Tous les chevaux propres au service de guerre étaient mis en réquisition, et ces grandes dépenses étaient ordonnées au milieu d'une véritable détresse financière. Il n'y avait aucun doute que l'Autriche se préparait à faire une grande guerre; la question était de savoir contre qui elle armait.

Napoléon avait en haute estime les vertus privées de l'empereur François. Il lui répugnait de penser qu'un père si tendre méditât de tourner ses armes contre l'homme à qui il avait confié le bonheur de sa fille, surtout dans un moment où cet homme lui témoignait une si grande confiance; mais d'une part la retraite du corps auxiliaire sur Cracovie, de l'autre les vastes armemens entrepris par l'Autriche, lui donnèrent fort à penser. Pour la première fois, il eut des soupçons. Il ne pouvait lui convenir de laisser plus longtemps à Vienne un agent fasciné qui n'avait point deviné le secret des variations de cette cour; il rappela donc M. Otto, et nomma à sa place son aide de camp, le général comte de Narbonne. M. de Narbonne avait un esprit fin, plein de ressources, de dextérité et de grâce; malheureusement, par son éducation et ses antécédens, il était complétement étranger aux délicates affaires de la diplomatie. C'est un préjugé trop répandu que, dans cette épineuse carrière, l'esprit et le tact naturel peuvent remplacer l'expérience. Dans des circonstances aussi graves, sur un terrain aussi difficile que celui de Vienne, c'était certainement une faute d'envoyer un général au lieu d'un diplomate.

Cependant les Russes faisaient chaque jour de nouveaux progrès. Partout les populations les recevaient comme des libérateurs et laissaient éclater les ressentimens longtemps contenus qu'elles nourrissaient contre nous. Partout où ne se trouvaient point nos troupes, les édits des 3, 9 et 11 février, qui appelaient aux armes toute la population, avaient reçu immédiatement leur exécution. Ces édits, accueillis comme un signal de guerre, embrasèrent tous les cœurs et armèrent tous les bras. Bientôt la Prusse n'est plus qu'un vaste camp. Tout ce qui est jeune, tout ce qui est en état de manier un fusil ou un sabre, se précipite sous les drapeaux; les comptoirs, les administrations, les tribunaux eux-mêmes, tout se vide; les affaires privées sont suspendues; il n'y a plus dans toutes les âmes qu'une passion, c'est de s'armer pour combattre la France et affranchir l'Allemagne. Les premières familles donnent l'exemple des sacrifices : de jeunes seigneurs encore adolescens, conduits par leurs précepteurs, abandonnent leurs châteaux, leurs familles, et s'enrôlent comme simples soldats. Les professeurs donnent à leurs élèves l'exemple du patriotisme; ils se mettent à leur tête, délaissent leurs chaires et volent dans les camps. Le trésor public épuisé ne peut subvenir aux frais d'équipement de tous ces jeunes soldats : le dévouement des citoyens lui vient en aide; les riches se chargent d'équiper et d'armer ceux

qui ne peuvent le faire à leurs frais. Le vice-roi veut comprimer ce grand mouvement, qui de tous côtés se propage et l'enveloppe : vains efforts! à Berlin, sous les yeux du maréchal Augereau, toute la jeunesse virile se lève. Aucun sacrifice ne coûte à cette capitale; hommes, chevaux, équipemens, approvisionnemens, argent, elle donne tout ce qu'elle peut donner; chaque jour, une foule d'habitans partent électrisés au milieu des acclamations et des cris de guerre de la ville entière.

Sachons juger avec la haute impartialité de l'histoire les implacables ennemis de nos pères. C'est un grand spectacle que celui de ce peuple froid, contenu, raisonneur, si fier de la gloire que lui avait donnée Frédéric II, tombé si bas après Iéna, se relevant tout entier aujourd'hui sous l'aiguillon de la vengeance, et prodiguant à son roi son sang et ses dernières ressources. Puisse cet exemple servir de leçon aux nations sceptiques et frivoles, et leur apprendre qu'elles sont solidaires de leur gouvernement, même de ses fautes, lorsque ces fautes n'ont eu d'autre mobile que l'amour et la grandeur du pays, et qu'il y a des outrages qu'elles ne doivent jamais oublier!

C'est par l'action incessante des sociétés secrètes que les chefs du mouvement prussien étaient parvenus à passionner graduellement les masses. Ces sociétés poursuivaient toutes un but commun, l'expulsion des Français de l'Allemagne; mais la plupart d'entre elles aspiraient à réaliser encore d'autres espérances : elles voulaient compléter l'œuvre civilisatrice commencée en 1808 par le baron de Stein, introduire ces grands principes d'égalité civile et de liberté politique au nom desquels s'était accomplie la révolution française. Toutes ces affiliations, enfantées au milieu des misères de la défaite et de l'occupation étrangère, couvraient de leurs nombreux réseaux la Prusse entière; leur organisation était aussi souple que vigoureuse. Elles comptaient des adeptes dans toutes les classes et dans toutes les familles; elles avaient des consolations pour toutes les souffrances, des excitations pour toutes les vengeances, des encouragemens pour toutes les théories. Elles s'adressaient à tous les penchans, aux plus déréglés comme aux plus nobles; il n'y avait pas une fibre, bonne ou mauvaise, qu'elles n'eussent trouvé le secret de toucher et de faire vibrer. Le mouvement qui soulevait le peuple prussien avait donc un double caractère : il était tout à la fois guerrier et révolutionnaire. C'est par le concours simultané de ces deux forces que les chefs des sociétés secrètes étaient parvenus à passionner toutes les âmes. Ces sociétés ne se bornaient pas à appeler la haine publique sur l'homme qui avait abaissé le front couronné du descendant des Hohenzollern : elles couvraient encore d'anathèmes le destructeur des libertés de son pays.

Voilà ce qui explique la violence et l'unanimité de l'explosion du

patriotisme prussien en 1813 et les prodiges qu'il enfanta. Au moment où le général York donna le signal du soulèvement, tous les cœurs et tous les bras étaient prêts. Le gouvernement prussien avait estimé que la levée en masse régularisée par les dernières ordonnances porterait l'armée à 100,000 hommes; mais ce chiffre fut bientôt dépassé, et le roi eut plus de soldats qu'il n'en pouvait armer et habiller. A la vue des populations se levant et courant aux combats au nom de l'honneur allemand, tous les peuples germaniques tressaillirent d'enthousiasme. Dans les pays compris entre la Vistule et le Rhin, il n'y eut pas une ville, pas un hameau qui ne fussent disposés à prendre les armes pour concourir à la délivrance de la commune patrie. Les gouvernemens fidèles encore à l'alliance de la France furent dénoncés par leurs propres sujets comme traîtres à la cause de l'Allemagne; le vide se fit tout à coup autour d'eux, et les émissaires du tsar, partout répandus, ne surent que trop bien exploiter cette impopularité du moment. M. de Metternich, qui voyait l'exaltation populaire déchirer une à une toutes les mailles de la trame qu'il avait tissée avec un art si laborieux, manifestait un véritable désespoir. Le 19 février, il disait au comte Otto avec une émotion qui avait toutes les apparences de la sincérité : « La Silésie est en proie à la plus terrible agitation; il en est de même de la Bohême; si la Silésie s'insurge contre son souverain, c'en est fait, 100,000 hommes viendront se joindre aux Russes. La Westphalie s'agite; dans le Tyrol, dans les anciennes provinces prussiennes de Baireuth et d'Anspach, sur la rive droite du Rhin, on signale une sourde fermentation; partout l'incendie allumé par es Russes étend ses ravages. Je ne m'aveugle point sur les conséquences de ces mouvemens populaires : provoqués au nom de l'honneur et de l'indépendance de l'Allemagne, ils ne tarderont pas à briser tous les liens politiques et sociaux, et j'y vois les tristes présages des plus grands malheurs et de la ruine des trônes. Croyez que dans peu de temps l'insurrection de la Prusse s'étendra jusqu'au Rhin. »

Cependant Wittgenstein s'avançait lentement, mais sûrement, par toutes les routes qui conduisent de la Basse-Vistule sur l'Oder, et se présentait devant Newstettin, où Bulow avait établi son quartier-général. Les habitans de la ville allèrent à la rencontre des Russes, et les fêtèrent comme des amis impatiemment attendus. Quant au général prussien, il ne daigna même pas déguiser sa défection. Ses soldats et ses officiers ne joignirent les Russes que pour fraterniser avec eux, et dans de joyeuses libations célébrèrent leur rapprochement et l'union prochaine de leurs souverains. Les rapports personnels des généraux en chef prirent également, bien qu'avec plus de réserve, le caractère d'une parfaite entente.

La défection de Bulow, en livrant la ligne de l'Oder, découvrait Berlin et les Marches. Czernichef, à la tête de 3,000 Cosaques, s'élança au-delà du fleuve; ne trouvant partout que sympathie et encouragemens, il courut sur Berlin. A son approche, la ville s'émut d'une joie convulsive : toute la population sortit des maisons dans l'attente et l'espérance d'une collision. La passion se peignait sur tous les visages; une insurrection était imminente. Augereau n'avait sous la main que quelques milliers d'hommes; mais sa ferme contenance, la précision et la vigueur de ses mesures, imposèrent à la multitude. Il fit avancer ses canons, marcha sur la bande de Czernichef, la dispersa, et rétablit l'ordre matériel dans les rues. Malheureusement c'était un calme trompeur, le trouble et la passion étaient au fond de toutes les âmes. Le moindre incident pouvait déterminer un soulèvement et compromettre la retraite du vice-roi.

Sur notre droite, le corps autrichien s'enfonçait de plus en plus dans une direction excentrique. Le général Frimont, qui venait de remplacer le prince de Schwarzenberg, rappelé à Vienne, écrivait le 21 février que son flanc gauche était tellement découvert et son flanc droit si menacé par les généraux Moskin, Puskin et Rott, qu'il allait quitter ses cantonnemens derrière la Pilica, se reporter derrière les forêts et les gorges de Kolla, appuyer sa droite aux frontières de la Galicie, et sa gauche au corps de Poniatowski, placé entre Czersechau et Cracovie. Ainsi le vice-roi se trouvait découvert et menacé de tous côtés, — sur son flanc droit, par la retraite du corps auxiliaire, — sur son front, par l'échec que Regnier venait d'essuyer à Kalish, — sur sa gauche, par la défection de Bulow, — sur ses derrières enfin, par les édits du roi qui armaient toute sa population. Il fallait non plus songer à défendre la ligne de l'Oder, mais se porter sur le point décisif, qui était Berlin, et y prévenir à tout prix une insurrection. En conséquence le vice-roi évacua Francfort-sur-l'Oder, rallia successivement toutes les forces éparses entre ce fleuve et l'Elbe, les divisions Grenier et Gérard, réunies en un seul corps, le 11e, sous les ordres du maréchal Gouvion Saint-Cyr, et formant ensemble 36,000 hommes, les débris du 7e corps et un certain nombre de bataillons de marche; puis il prit possession le 21 de la capitale, et le 23 il transporta son quartier-général à Kœpnick, placé à une petite distance de la ville.

La situation personnelle du roi de Prusse n'était pas moins critique que celle du vice-roi. Quelque empressement que missent ses sujets à répondre à l'appel qu'il leur avait fait, il n'était pas encore en mesure d'entrer en guerre avec la France. Il avait une immense quantité de recrues, mais point d'armée organisée. Il lui fallait absolument deux mois au moins pour se trouver dans des conditions qui lui permissent d'ouvrir la campagne. De leur côté, les Russes

étaient trop loin encore pour engager la lutte avec le vice-roi. Ces deux considérations, à défaut d'autres, eussent suffi pour imposer à Frédéric-Guillaume une grande circonspection : il en était d'autres non moins graves qui lui conseillaient d'ajourner sa déclaration.

Avant de se précipiter dans une guerre à outrance qui allait mettre en question l'existence même de sa couronne, le roi de Prusse voulait savoir d'abord s'il pouvait compter sans réserve sur le concours des forces de la Russie, puis comment cette puissance entendait compenser, en faveur de la Prusse, les agrandissemens considérables de territoire qui allaient lui échoir par l'effet de la conquête du grand-duché de Varsovie. Le roi ne pouvait se dissimuler que, si la Russie s'avançait jusqu'à l'Oder ou même jusqu'à la Wartha, elle ne serait plus qu'à quelques marches de sa capitale découverte. Quel serait désormais le sort de ses possessions, qui s'allongeaient démesurément le long de la Baltique entre la Vistule et le Niémen? Devenues de véritables enclaves de l'empire moscovite, elles ne seraient plus pour elle une force, moins encore un boulevard, mais une sorte de gage permanent de sa vassalité vis-à-vis de la couronne des tsars.

Le roi était décidé à ne rompre avec Napoléon qu'après s'être assuré, du côté de la Russie, toutes les garanties désirables, après avoir discuté et arrêté avec elle toutes les conditions de sa nouvelle alliance. Les informations qu'il recevait du camp de l'empereur Alexandre étaient de nature à l'affermir dans cette politique prudente et réservée. Les opinions y étaient très divisées. Les uns, qui constituaient une sorte de parti allemand dont le baron de Stein était le chef et l'organe éloquent, s'attachaient principalement à développer cette idée, que la suprématie de Napoléon reposait sur l'organisation qu'il avait donnée à l'Allemagne, que la plupart des gouvernemens germaniques, fatigués du joug, n'attendaient que l'assistance de la Russie pour s'en délivrer, et que leurs peuples étaient plus impatiens encore de se soustraire à la commune oppression. « C'était donc en Allemagne qu'il fallait frapper la puissance de Napoléon et la frapper sans retard. L'Allemagne, morcelée comme elle l'était et divisée d'intérêts, était hors d'état de se délivrer toute seule; l'occasion pour la Russie n'avait jamais été plus belle : si elle la laissait échapper, peut-être ne la retrouverait-elle plus. Il n'y avait pas à compter sur l'Autriche; si la sécurité était pour elle à ce prix, elle s'humilierait plus bas que tous les autres. Maître absolu de l'Allemagne, Napoléon serait de nouveau un danger flagrant et incessant pour la puissance russe; tôt ou tard il finirait par lui arracher les possessions polonaises. En embrassant au contraire généreusement la cause de l'Allemagne, en devenant le libérateur des peuples asservis, le vengeur de tous les ressentimens légitimes, le

soutien de tous les intérêts compromis ou menacés, le tsar assurerait non-seulement pour jamais le repos de son empire, mais acquerrait sur les races germaniques et sur leurs gouvernemens un ascendant qui le rendrait l'arbitre de l'Europe. » Ces argumens flattaient trop directement les penchans ambitieux et mystiques de l'empereur Alexandre pour ne l'avoir pas séduit, et il était, autant que pouvait l'être un esprit aussi mobile que le sien, le défenseur ardent des doctrines du parti allemand. Ce système ne rencontrait autour de lui que très peu d'adhérens, et parmi les généraux en renom, un seul, le comte de Wittgenstein, s'en était fait le champion. Tous les autres professaient une opinion ouvertement contraire. Les chefs réputés les plus habiles et les plus sages, Kutusof, Barclay de Tolly, Miloradovitch, montraient la plus vive répugnance à se jeter, pour des intérêts étrangers à leur pays, dans les hasards d'une guerre lointaine et continue avec l'empire français. « La Russie, disaient-ils, combattant chez elle, au milieu de ses foyers, était invincible; toutes les fois au contraire qu'elle avait envoyé ses armées opérer loin de ses frontières, elle avait défié la fortune et s'était attiré ses rigueurs. Aujourd'hui elle avait une grandeur de situation incomparable : elle n'avait pas seulement vaincu, repoussé l'invasion; elle avait conquis toute la Pologne. Elle était l'arbitre suprême du grand-duché de Varsovie, la dispensatrice de ses dépouilles. C'était là un résultat immense; elle l'avait acheté au prix des plus glorieux, mais des plus cruels sacrifices; il y aurait témérité à le compromettre en se précipitant dans des expéditions aventureuses, en allant chercher son ennemi au milieu de ses ressources, de ses places de guerre, sur des champs de bataille de son choix, et où il avait remporté autrefois ses plus beaux triomphes. Un grand revers, comme celui d'Austerlitz, remettrait tout en question, même les conquêtes aujourd'hui les mieux assurées. La Russie avait donné à tous les peuples l'exemple du courage et de l'abnégation; c'était à eux de le suivre. Devait-elle donc se sacrifier pour cette Allemagne qui, il y a quelques mois, avait jugé utile à ses intérêts de s'unir à la France pour l'envahir et l'asservir? »

En présence d'un si complet désaccord entre le tsar et ses généraux sur le but et la conduite de la guerre, il était naturel que Frédéric-Guillaume voulût attendre, avant de prendre un parti, que la situation fût nettement éclaircie. En conséquence il fut décidé qu'un officier qui avait toute la confiance du roi et qui avait aussi celle de l'empereur Alexandre, le colonel Knesebeck, serait envoyé immédiatement auprès de ce souverain et chargé de deux missions : l'une, toute confidentielle, qui avait pour objet d'éclaircir et de régler tous les points relatifs à l'alliance; l'autre, ostensible et officielle, destinée à justifier aux yeux de Napoléon l'envoi du colonel,

et à laquelle pourtant, si les circonstances le commandaient, M. de Knesebeck était autorisé à donner un caractère sérieux. L'empereur Alexandre serait invité à ouvrir des négociations pour arrêter les bases de la pacification générale ou continentale, et conclure immédiatement un armistice.

M. de Hardenberg fit connaître, le 19 février, à M. de Saint-Marsan l'objet officiel de la mission du colonel Knesebeck. « Les troupes françaises, lui dit-il, se retireraient derrière l'Elbe, les troupes russes derrière la Vistule; tout le pays intermédiaire serait neutralisé, et des négociations pour la paix générale seraient ouvertes. » La France fut invitée à déclarer si elle consentirait à entrer dans un pareil arrangement et à remettre la garde des forteresses de l'Oder, de Pillau et de Dantzig à des troupes mi-partie saxonnes et prussiennes. M. de Hardenberg ajouta que la sûreté et l'honneur du roi exigeaient que l'on sauvât un coin de terre où l'on pût agir en liberté; il affirma que le système fondé par l'alliance avec la France était encore intact, que sa cour n'avait fait aucune avance à l'empereur Alexandre, et que le désespoir causé par les refus réitérés de l'empereur Napoléon de secourir les misères de la Prusse pourrait seul la déterminer à se jeter dans les bras de la Russie. M. de Hardenberg, en prononçant ces derniers mots, était en proie à la plus vive émotion.

Comme il était facile de le prévoir, l'empereur Alexandre refusa de consentir à ce que le territoire de la Silésie fût neutralisé; mais il promit de n'occuper cette province que du consentement du roi, puis, afin de dissiper toute incertitude dans l'esprit de ce prince, il lui envoya en toute hâte le baron de Stein et M. d'Anstett.

Le roi avait toujours eu peu de goût pour la personne de son ancien ministre. Son esprit, timide et attaché aux traditions, se sentait troublé à côté du génie ardent et novateur du baron de Stein, et il ne lui avait jamais accordé sa confiance qu'avec de secrètes réserves. Aujourd'hui Stein représentait dans sa personne les deux grandes forces conjurées contre Napoléon, la coalition avouée ou cachée des rois et le soulèvement du peuple prussien. Il était ainsi devenu un personnage redoutable qui s'imposait à tous, aux souverains tremblans sur leurs trônes comme aux masses fanatisées. Le roi le craignait trop pour le revoir avec plaisir; mais il ne pouvait ni le désavouer, ni l'écarter : il le reçut donc. Stein fut tour à tour pressant, pathétique et véhément. Il traça un tableau saisissant de la situation; il dit que l'empereur Alexandre était prêt à donner au roi les garanties les plus efficaces, à contracter avec lui les engagemens les plus étendus, mais qu'il attendait du roi en retour une confiance sans bornes, que le temps pressait, qu'il ne fallait pas compliquer la grande affaire de l'alliance par d'autres questions qui pouvaient être ajournées,

qu'avant de délibérer sur la destination à donner au grand-duché de Varsovie, il fallait avoir le droit d'en disposer, ce qui ne pouvait se faire qu'en terrassant Napoléon. Il rappela les fautes passées qui devaient servir de leçons pour l'avenir, et parla de l'excitation des masses en homme qui l'avait préparée de longue main. Il ajouta que le tsar était décidé, dans le cas où la Prusse refuserait de se détacher de la France, à incorporer à la Russie tout le pays compris entre la Vistule et le Niémen, puis à ravager les territoires situés entre la Vistule et l'Elbe. Il termina en déclarant que si le roi voulait comprimer l'élan généreux des peuples, il aurait la douleur de voir sa volonté méconnue, qu'il ne lui restait donc qu'à se mettre à leur tête et à marcher sur le Rhin.

Ces vives représentations émurent profondément Frédéric-Guillaume. De son côté, M. d'Anstett lui fit les déclarations les plus rassurantes. Il affirma que son souverain n'était entré en Prusse que pour délivrer ce royaume et le rétablir dans des conditions de force identiques à celles où il se trouvait avant la guerre de 1806. Il offrit toutes garanties contre le danger auquel une extension de la puissance russe pourrait exposer les provinces septentrionales du royaume. Malgré ces promesses, le roi semblait hésiter encore : il appela Scharnhorst et lui demanda son avis. Le général joignit ses plus instantes prières à celles du baron de Stein et conjura son souverain de se prononcer sans retard. Frédéric-Guillaume céda enfin et consacra sa défection par un traité d'alliance qui fut conclu, le 28 février, à Kalish, entre la Russie et la Prusse. La Russie prit l'engagement de concourir à la guerre active avec 150,000 hommes et la Prusse avec 80,000 (art. 3). Les deux puissances convinrent d'employer tous leurs efforts pour obtenir l'adhésion de l'Autriche (art. 7). Par les articles secrets, l'empereur de Russie promit de ne poser les armes que lorsque la Prusse aurait été replacée dans les mêmes conditions de force où elle était avant 1806, et garantit formellement au roi la possession de la Vieille-Prusse, à laquelle serait joint un territoire qui, sous tous les rapports, tant militaires que géographiques, relierait cette province à la Silésie. Le 19 mars, il fut arrêté à Breslau, entre les deux souverains, qu'ils déclareraient ne s'être proposé d'autre but que de soustraire l'Allemagne à l'influence et à la domination de la France. Tout prince allemand qui ne répondrait pas à cet appel dans un délai fixé serait menacé de la perte de ses états.

Le roi dissimula pendant trois semaines l'alliance qu'il venait de contracter avec la Russie; mais le jour même où son plénipotentiaire signait le traité de Kalish, le 28 février, un fait significatif se passait à Berlin. Un piquet de Cosaques entrait à toute bride dans la ville, cernait l'hôtel de M. de Saint-Marsan, et, sous les yeux des au-

torités, au mépris du droit des gens et de tous les usages pratiqués entre nations policées, enlevait la personne du premier secrétaire de la légation de France, M. Édouard Lefebvre, s'emparait de tous ses papiers et le faisait conduire en Russie, où il fut détenu prisonnier jusqu'à la paix.

La Prusse signifia officiellement sa déclaration de guerre à M. de Saint-Marsan le 17 mars, et le 27 au duc de Bassano.

Dans la nuit du 2 mars, le vice-roi dut évacuer Koepnick, se replier sur Wittenberg et repasser la rive gauche de l'Elbe. De puissans renforts lui arrivaient de tous côtés : c'étaient d'abord les 16 seconds bataillons du 1er corps et les 16 seconds bataillons du 2e corps, qui venaient de se réorganiser à Erfurt, et qui présentaient ensemble un total de 26,000 combattans, puis la division du général Lagrange, destinée à faire partie du 2e corps, et enfin tout le 5e corps, déjà réuni à Magdebourg, sous les ordres du général Lauriston.

York, Stein et Wittgenstein en insurgeant la Vieille-Prusse, les chefs des sociétés secrètes par l'activité de leur propagande, le gouvernement par ses édits de février, avaient mis sous les armes toute la jeunesse virile du royaume. C'était un résultat immense; mais l'empereur de Russie voulait plus encore : il voulait faire violence à tous les gouvernemens allemands, et, en dépit des obligations qui les liaient vis-à-vis de la France, les entraîner en soulevant leurs peuples. Pour réussir, le tsar et le roi de Prusse ne reculèrent devant aucune extrémité; avec une témérité sans exemple, ils n'hésitèrent point à faire appel à des passions toujours promptes à s'éveiller dans le cœur des hommes. Abolition des distinctions féodales, égalité civile, liberté politique, ils promirent tout aux peuples allemands. Une force nouvelle, souvent désordonnée et aveugle, toujours terrible dans l'explosion de ses premiers accès, la passion populaire, apparaît alors et altère sensiblement l'action froide et contenue des cabinets. Ici c'est Blücher qui parle aux Saxons un langage inspiré : « Nous portons nos pas dans les lieux que nous montre le doigt de la Providence. Vaillans Saxons, l'heure de la délivrance est venue. Aux armes! levez l'étendard contre vos oppresseurs, soyez libres! » — « Dieu est à nos côtés, s'écrie un autre général; nous affrontons l'enfer et ses alliés; toute distinction de naissance, de rang, de pays est bannie de nos légions; nous sommes tous des hommes libres. » Mais ces appels à de nobles passions ne suffisent pas encore aux alliés; leurs généraux, dans des proclamations qui sont des ordres, affectent la sauvage énergie des Espagnols. « La levée en masse, disent-ils, doit combattre à outrance, harceler l'ennemi, lui couper les vivres; elle ne doit pas craindre d'anéantir les soldats marchant isolément. Elle s'arme indifféremment de fusils, de faulx, de sabres et de fourches. A l'approche des Français, les habitans doivent évacuer

les villages et se retirer dans les bois, emporter les farines, faire couler les tonneaux, brûler les moulins et les bateaux, combler les sources et couper les ponts. Les bals, les fêtes, les mariages même sont interdits dans les villes qui sont occupées par les Français. »

Conçues dans le délire de la haine contre Napoléon, accueillies par tous avec frénésie, ces terribles ordonnances annonçaient que les temps étaient changés, que ce n'étaient plus des armées régulières que nous allions avoir à combattre, mais des peuples tout entiers. La défection et le soulèvement de la Prusse étaient pour nous bien autre chose que la perte d'un corps auxiliaire de 24,000 hommes : c'était le cri de guerre poussé par les Allemands du nord, auquel allaient bientôt répondre les Allemands de l'ouest et du midi. Partout déjà se manifestait une fermentation inexprimable. Comme la mer battue par la tempête, l'Allemagne entière se remuait dans ses profondeurs.

La France présentait un spectacle bien différent. Le fanatisme révolutionnaire, qui autrefois avait levé et armé 1,400,000 hommes, était depuis longtemps éteint. En se disciplinant sous la main du chef puissant qui s'était emparé de toutes ses forces vives, la nation avait perdu cet élan impétueux, irrésistible, contre lequel étaient venues se briser les armées et les haines de l'Europe. Éblouie par une gloire incomparable, d'humeur naturellement guerrière et aventureuse, plus ardente que ferme, aussi prompte à se décourager qu'à s'enflammer, elle avait suivi aveuglément son chef dans toutes ses entreprises, même les plus téméraires. A peine si elle s'était rendu compte du but où on la conduisait, et à son insu elle avait obéi plus encore à son imagination qu'à sa raison. Elle était heureuse alors, parce qu'elle se sentait la première puissance du monde. La gloire et l'ambition la consolaient de la perte d'une liberté qui ne lui rappelait encore que des désordres ou des crimes. Enfin l'abus des succès avait appelé sur elle de soudains et cruels revers. Comme elle n'y avait point été préparée, elle en avait été plus accablée. Aux récits lamentables des désastres de la retraite de Russie, elle était sortie comme d'un rêve; elle avait été navrée de douleur; elle avait eu là, rassemblées dans un même tableau, toutes les désolations qui peuvent affliger un grand peuple. Quelle famille n'avait pas eu à pleurer un père, un frère, un ami! La France, qui pendant si longtemps avait disposé des couronnes et des états, se voyait aujourd'hui menacée dans sa sécurité et son indépendance. Elle était toujours valeureuse; mais son courage commençait à n'être plus que celui de la résignation. Ainsi, tandis que l'Allemagne, pleine de foi, d'espérance et de passion, était prête à se lever tout entière pour s'affranchir de la domination de la France, la France, silencieuse, attristée et refroidie, commençait à douter de son chef, de l'avenir et d'elle-même.

III.

Napoléon n'avait que trop le sentiment des difficultés de sa situation. A la vue du grand mouvement que soulevait contre lui le nord de l'Allemagne, il ressentit un trouble profond. Évidemment il ne s'était pas attendu à un tel déchaînement de passions hostiles. Comment conjurer ces dangers qui se dressaient de toutes parts contre lui? Où trouver une digue assez forte pour contenir ces flots d'ennemis arrachés de leur lit et prêts à déborder sur ses frontières?

Le prince de Schwarzenberg était venu reprendre possession de son poste d'ambassadeur à Paris. Le langage qu'il tenait était, comme celui de M. de Metternich, doux, empressé et amical. Il prêchait la modération et la paix; il proposait la médiation de sa cour, sans oser la qualifier encore de médiation armée. En même temps il pressait le duc de Bassano de lui faire connaître les conditions précises sur lesquelles Napoléon entendait traiter; il demandait si l'intention de l'empereur serait de restituer les villes anséatiques, de rétablir l'indépendance de la Hollande, de renoncer à la création du grand-duché de Varsovie? L'empereur était peu disposé à traiter en ce moment. Son orgueil répugnait à négocier sous le coup des désastres qui avaient terni l'éclat de ses armes. Il fallait que d'abord il reparût puissant sur les champs de bataille, et effaçât par de nouvelles victoires l'impression produite par de récens revers. Puis il se défiait des intentions de l'Autriche; dans son langage, cette puissance restait toujours une alliée dévouée, quand déjà depuis longtemps elle ne l'était plus dans ses actes. La retraite du corps auxiliaire sur Cracovie et les armemens considérables qu'elle entreprenait chez elle avaient éveillé à Paris de légitimes soupçons, et Napoléon ne croyait pas devoir livrer à une puissance qui présentait dans sa conduite tant de contradictions le secret des sacrifices qu'il ferait plus tard pour obtenir la paix. D'ailleurs ces sacrifices dépendraient des circonstances et du caractère qu'aurait la pacification. Serait-elle générale? serait-elle simplement continentale? C'étaient là des hypothèses qui comportaient des solutions très différentes. Les sacrifices que l'empereur serait disposé à faire à la paix générale, il ne les ferait certainement pas à une simple paix continentale. En tout cas, le moment des explications décisives n'était point venu : il s'agissait aujourd'hui, non de négocier, mais de combattre. S'il était vrai que l'Autriche fût aussi sincèrement dévouée à nos intérêts qu'elle persistait à nous le dire, l'occasion allait se présenter pour elle de nous le témoigner. La campagne ne pouvait tarder à s'ouvrir; qu'elle resserrât les nœuds qui l'unissaient à nous, que l'Autriche consentît à nous garantir la coopération loyale et énergique de ses armées, et Napoléon lui assure-

rait de son côté les plus grands avantages. Déjà une première fois, après son retour de Smorgoni, il l'avait vivement sollicitée de s'unir étroitement à sa cause. Cette tentative n'avait point réussi. Pouvait-il espérer que de nouvelles ouvertures seraient mieux accueillies aujourd'hui? Dût une seconde démarche être également infructueuse, il résolut de la tenter.

Le 27 mars, son ministre des affaires étrangères écrit sous sa dictée au comte de Narbonne les instructions suivantes. — Il reconnaît que l'état des choses est changé par la défection de la Prusse. Il déplore que la Russie, au lieu de recourir à cette puissance comme à un intermédiaire pour négocier la paix, ait mieux aimé s'en servir comme d'un moyen de guerre. « Il l'a poussée, dit-il, à la défection pour faire avec elle une campagne, réaliser, en cas de succès, ses vues sur la Pologne, et en cas de revers sacrifier la Prusse, comme elle l'a fait à Tilsitt. Si elle triomphe, elle prendra toute la rive gauche de la Vistule et donnera à la Prusse un équivalent en Allemagne. Puisque l'Autriche veut la paix, il faut qu'elle agisse vivement, qu'elle s'adresse à la Russie et lui demande d'ouvrir immédiatement des négociations. L'empereur Alexandre y consentira. On conviendrait d'un armistice pendant lequel on négocierait. Les plénipotentaires se réuniraient entre Breslau et Dresde. Si les Anglais voulaient en envoyer un, il serait reçu. L'armistice une fois admis, le langage et les forces de l'Autriche amèneraient promptement la conclusion de la paix. L'empereur Alexandre et Frédéric-Guillaume étant à Breslau, l'empereur François pourrait être à Prague et l'empereur Napoléon à Dresde. La négociation serait courte. Si l'empereur Alexandre refuse de négocier, voilà ce que nous proposons : l'Autriche ne peut, dans ce cas, manquer de prévoir la perte de la Prusse. La population de la monarchie prussienne est de 5 millions d'âmes. On en formerait trois lots. Un million serait laissé à la Prusse sur la rive droite de la Vistule; deux millions seraient réunis à l'Autriche, et les deux autres millions à la Saxe et à la Westphalie. La plus belle part serait celle qui reviendrait à l'Autriche. La Silésie, qui se lie à la Bohême, et qui forme la meilleure et la plus belle partie des possessions de la Prusse, a une bien autre valeur que n'en ont les territoires qui seraient cédés aux alliés de sa majesté.

« Les jours sont comptés : dans les premiers jours de mai, l'empereur Napoléon sera sur l'Elbe, l'Autriche en mesure d'agir vigoureusement, et nous battrons de concert les Russes et les Prussiens. L'armée de Bohême et de Cracovie, présentant un effectif de 60,000 hommes, serait prête à agir; le total des forces autrichiennes qui entreraient en campagne devrait s'élever à 100,000 hommes, 30 à 40,000 hommes formeraient l'armée de Silésie; 30 à 35,000, celle du prince de Schwarzenberg. Le reste serait à la disposition de la France

dans la Bukovine et dans la Galicie. L'empereur Napoléon manœuvrerait de manière à couper la Silésie de toutes communications avec la Russie et à faciliter à l'armée autrichienne la conquête de cette province. »

Là ne se bornèrent point les offres de la France, et on laissa espérer au prince de Schwarzenberg que, si l'Autriche consentait à resserrer ses nœuds avec nous, on lui restituerait les provinces illyriennes. M. de Narbonne communiqua le 10 avril à M. de Metternich la substance de nos dernières propositions. Treize jours s'étaient écoulés depuis celui où elles avaient été expédiées. Dans cet intervalle, la situation s'était bien aggravée. Un événement considérable s'était accompli : la Prusse avait officiellement déclaré la guerre à la France, et cette nouvelle avait jeté la capitale et les populations allemandes de l'Autriche dans un véritable délire. L'impatience de nous combattre et d'anéantir notre suprématie avait envahi toutes les classes, et Vienne présentait le même spectacle que Berlin en 1806, avant la bataille d'Iéna. Des écrits pleins de fiel circulaient dans toutes les familles et les poussaient à la guerre sainte. La haute noblesse et l'armée, honteuses de leur inaction, enviaient aux Prussiens l'honneur de délivrer l'Allemagne. Elles disaient que l'Autriche ne pouvait laisser le premier rôle à sa rivale, et qu'à moins de renoncer pour jamais à sa suprématie séculaire, elle devait sans retard et d'une main ferme prendre la haute direction des intérêts allemands. L'alliance de famille n'arrêtait point la véhémence des discours. M. de Narbonne écrivait le 1er avril : « Les journaux et écrits périodiques qui appellent les peuples aux armes et leur promettent une constitution portent le désespoir dans le cœur de M. de Metternich. Il n'hésite pas à comparer à des comités de salut public les conseils de l'empereur de Russie et du roi de Prusse. Partout ici, dans les cafés, sur les murs, dans les cris du peuple, éclate l'horreur du nom français. Tous les malheurs qui affligent ce pays, la cherté des vivres, la disette de l'argent, c'est à la France qu'on les attribue. La haine des salons contre nous tient du délire. » Il était visible qu'à mesure que s'élevait la passion publique, le gouvernement mollissait; il ployait sous la tempête déchaînée. L'impulsion était si violente, les esprits tellement emportés, que si quelque grand événement ne venait changer le cours des idées, M. de Metternich serait inévitablement forcé, ou de se prononcer contre la France, ou de se retirer.

L'accueil fait à nos dernières propositions se ressentit d'un tel état de choses. Moins que jamais l'Autriche était disposée à former avec nous une alliance intime. Elle n'avait qu'une ambition, c'était de profiter des avantages de la situation pour imposer aux puissances belligérantes sa médiation, non plus simplement amicale,

officieuse et toute pacifique, mais armée. M. de Metternich, naguère si expansif, affecta, pendant la lecture que lui fit M. de Narbonne de la dépêche du 27 mars, une contenance pleine de froideur, et se borna à demander si la France ne renoncerait pas aux territoires dont elle s'était emparée dans les dernières années, notamment aux villes anséatiques et à la Hollande. « Il est impossible, dit-il encore, que les provinces illyriennes ne nous reviennent pas. *L'empereur Napoléon a pris à peu près l'engagement de nous les restituer.* »

M. de Metternich fit attendre sa réponse pendant cinq jours; elle était compassée, pleine de réticences et de subtilités, doucereuse dans la forme, très dure au fond, presque comminatoire. M. de Metternich, qui était tourmenté du désir de rompre l'alliance de 1812, déclara que, pour atteindre le grand but de la paix, il n'existait qu'une forme diplomatique, celle de la *médiation armée.* « L'empereur mon auguste maître, dit-il, se prête en conséquence à prendre cette attitude. » M. de Metternich, qui connaissait le prix du temps et les dispositions peu pacifiques de l'Angleterre, représenta qu'avant d'ouvrir les négociations, il était convenable d'attendre la réponse de cette puissance aux ouvertures qui lui avaient été faites.

Napoléon avait demandé à l'Autriche de concourir aux efforts de la campagne prochaine dans la proportion de 100,000 hommes. M. de Metternich répond et prononce le mot fatal : « Le rôle de l'Autriche ne peut plus être celui d'un simple auxiliaire, et, dans le cas où la médiation n'aurait point le succès qu'elle espère, il ne lui resterait d'autre alternative que de se retirer derrière ses frontières ou de s'engager dans la guerre comme partie principale. *Les stipulations de secours limités de notre traité d'alliance ne sont plus applicables aux circonstances actuelles.* »

La campagne allait s'ouvrir. La France et la Russie avaient un égal intérêt à ne point forcer l'Autriche à se prononcer plus tôt qu'elle ne le voulait; mais il était impossible qu'elles ne l'obligeassent pas à s'expliquer sur la destination du corps auxiliaire. En effet, comme si la France et la Russie s'étaient donné le mot, le 11 avril le général russe Sacken dénonçait l'armistice conclu à la fin de janvier, et ce même jour le duc de Bassano écrivait au comte de Narbonne : « L'empereur a communiqué au prince de Schwarzenberg son plan d'opérations. Sa majesté sera probablement le 20 à Mayence. Elle enverra immédiatement au général Frimont l'ordre de dénoncer l'armistice. Prévenez M. de Metternich, afin que le général Frimont n'ait pas le plus léger prétexte pour refuser d'agir. » Le prince de Schwarzenberg avait formellement déclaré que, sans aucun doute, le général Frimont obéirait aux injonctions de l'empereur.

Le 18, aussitôt après avoir reçu les ordres de sa cour, le comte

de Narbonne se rendit chez M. de Metternich, et il lui dit : « L'empereur s'explique nettement au sujet du corps auxiliaire. Il considère ce corps comme faisant partie de son armée; il lui assigne son poste et vous annonce d'avance les mouvemens qu'il va lui prescrire. »

A ces mots, M. de Metternich ne peut maîtriser son trouble. Sa figure pâlit et rougit tour à tour; sa voix elle-même est altérée. Il objecte que le corps auxiliaire est bien faible, qu'il est le seul boulevard qui couvre la Galicie, et que l'exposer dans une lutte inégale, ce serait compromettre le cœur de l'empire. « Mais, répond M. de Narbonne, considérez que le contingent est un corps de la grande armée qui lie ses opérations à celles des autres. Les mesures que l'Autriche croira devoir prendre pour faire respecter la Galicie ne sauraient influer sur la destination du contingent, dont elle ne doit pas disposer. Encore une fois, faites que ce corps demeure dans sa position actuelle. S'il se retire, c'est vous qui serez responsable des complications qui en résulteront. » Pensif, silencieux, M. de Metternich semblait abîmé dans ses réflexions. M. de Narbonne reprit avec l'accent de la persuasion : « Quel avantage trouvez-vous à gagner du temps, et qu'attendez-vous pour vous décider? Les événemens de la guerre vous ôteront nécessairement une partie de cette prépondérance que nul ne vous conteste aujourd'hui. » M. de Metternich rompit enfin le silence : « Nous ne voulons que la paix, dit-il; mais sur quelle base l'établir? Savez-vous vous-même ce que veut la France? L'empereur ne prétend céder sur rien. Les villes anséatiques par exemple, il s'obstine à les détenir. »

Le ministre promit d'adresser le soir même la réponse de l'empereur son maître. Tout ce jour et le lendemain s'écoulèrent sans que la réponse promise fût envoyée. Le 20, l'ambassadeur de France se transporta de nouveau chez M. de Metternich, qu'il trouva malade et agité. Le ministre lui dit avec un embarras inexprimable que l'empereur d'Autriche venait d'apprendre que le général Frimont était en pleine retraite. A cet aveu, M. de Narbonne témoigne plus que de la surprise. M. de Metternich cherche à justifier la résolution de sa cour. « Le corps du général Sacken, dit-il, comptait plus de 30,000 hommes; conséquemment le corps auxiliaire n'avait pu faire autrement que de se replier sur la Galicie. » M. de Narbonne répliqua que les corps combinés du général Frimont et du prince Poniatowski étaient, de l'aveu même du ministre, plus nombreux que ceux de l'ennemi. « Ainsi, s'écria-t-il avec l'accent d'une âme indignée, vous prétendez que le contingent ne doit pas se battre, malgré le traité qui l'y oblige, malgré les assurances que vous-même vous m'avez données! »

Confus, interdit, M. de Metternich ne trouvait plus d'argumens pour se justifier. « Ne serait-il pas absurde, disait-il, que les Autrichiens se battissent pour les Polonais? Jamais on ne déterminera les troupes du général Frimont à se battre pour leur conserver Cracovie. » Alors M. de Narbonne reprit avec une dignité solennelle : « Considérez bien de quelle immense responsabilité vous vous chargez. Si votre parti est pris contre la France, je n'ai plus rien à dire; mais si vous balancez encore, quelle conclusion pensez-vous que nous puissions tirer de la retraite du général Frimont? » M. de Metternich, poussé à bout, répliqua que l'empereur des Français, en exigeant la coopération du corps auxiliaire, n'avait voulu qu'une chose, c'était de mettre l'Autriche à l'épreuve. « Et quand cela serait, dit vivement M. de Narbonne, vous conviendrez qu'il aurait eu quelque raison, puisque la première démarche que vous faites est de violer le traité qui subsiste encore. Je ne puis différer de m'expliquer avec vous : l'empereur mon maître a désiré et désire encore la bonne intelligence entre la France et l'Autriche. Il a désiré voir les forces de cette dernière puissance consacrées à la pacification générale. Dans cette pensée, il a fermé les yeux sur plusieurs démarches, et particulièrement sur l'armistice conclu en janvier, sans son aveu, par un corps d'armée soumis à ses ordres. En vain m'objecterez-vous l'utilité prétendue de cet armistice. Le mal que le corps auxiliaire aurait pu faire aux Russes était incalculable. Son commandant n'avait pas le droit de conclure un tel armistice. La France ne s'est pas plainte pourtant : elle n'a point provoqué de nouvelles résolutions de votre part; elle vous a laissé le temps de les peser et s'en est tenue religieusement au traité de Paris. »

Après ce second entretien, M. de Narbonne, aussi ému qu'attristé, rentra chez lui, rédigea une note qui constatait la violation du traité de Paris, et l'envoya à M. de Metternich. Le 23, il demanda et obtint la faveur d'être reçu par l'empereur d'Autriche. Ce souverain ouvrit l'entretien en annonçant que le général Frimont avait déjà reçu l'ordre de se retirer, que la cause déterminante de ce mouvement était qu'en conservant ses positions avancées, il s'exposerait inutilement. L'empereur ajouta : « Je ne veux pas que mes troupes soient morcelées. Les Polonais feront ce qu'ils voudront, mais je conseille à votre maître de ne point se fier à eux. » M. de Narbonne allégua les stipulations précises du traité de Paris. L'empereur reprit : « Mais c'est votre maître qui l'a annulé en me pressant de proposer la médiation armée. » Alors M. de Narbonne conjura son auguste interlocuteur de vouloir bien confondre les deux rôles, celui d'allié et celui de médiateur. « C'est ma conviction, reprit ce prince, que je ne puis pas être à la fois en guerre et médiateur. Cette confusion de rôles détruirait

toute la confiance que je puis inspirer. — Mais enfin, dit M. de Narbonne, votre majesté veut donc considérer comme non avenu le traité de Paris? — C'est votre maître qui le veut, puisqu'il exige que je réunisse toutes mes forces et que je rassemble 200,000 hommes. » M. de Narbonne objecta que son souverain n'en avait demandé que la moitié. « Enfin, dit l'empereur avec une sorte d'impatience, c'est ma conviction; je veux que toutes mes troupes soient réunies pour agir d'accord avec les vôtres. — Elles seront donc destinées toutes à agir pour nous? demanda M. de Narbonne. — Oui, dit l'empereur, dans le cas où, comme je l'espère, votre maître accédera à des propositions raisonnables. — Mais, reprit l'ambassadeur, qui jugera le véritable caractère de ces propositions? Et dans le cas contraire aux prévisions de votre majesté qu'adviendrait-il? » La question était pressante, trop pressante certainement. L'empereur François garda un instant le silence; puis, comme un homme qui répond à ses pensées intérieures, il dit : « Il faudrait être fou pour vouloir aller par-delà le Rhin et ne pas laisser un peu de puissance de ce côté-ci, absurde de vouloir rien tenter du côté de l'Italie. Je dois compte à mes sujets de tout le sang que je leur fais verser. » S'adressant plus directement à la personne de notre ambassadeur, il ajouta : « Prenez garde, monsieur le comte; j'ai des raisons de croire que l'on ne sera pas content à Paris que vous ayez donné votre dernière note, à laquelle je ferai réponse aujourd'hui. »

L'entretien durait déjà depuis longtemps; avant de se retirer, M. de Narbonne supplia encore l'empereur de ne pas séparer sa cause de celle de son gendre. L'empereur d'Autriche lui répondit avec fermeté : « Non, je ne changerai rien à ma résolution; en la prenant, j'ai obéi à mes convictions; c'est ma conscience qui le veut et qui me le commande. Si j'agissais autrement, je serais responsable devant Dieu. » Ces mots furent les derniers de ce grave entretien.

Le 1er mai, M. de Metternich envoya la réponse de son souverain. « L'empereur d'Autriche, disait M. de Metternich, s'est placé vis-à-vis de l'Europe dans l'attitude la plus belle qui puisse être réservée au souverain d'un grand état, celle de *médiateur*. Dès que sa majesté veut la chose, elle doit en vouloir les moyens. Ces moyens existent dans les formes de la plus complète impartialité et dans le déploiement de grandes forces. Nous avons adopté les premières; les secondes sont toutes prêtes. L'empereur veut la paix et ne veut que la paix. Ce n'est pas avec de faibles moyens que l'empereur François soutiendra ses paroles de paix et qu'il sera prêt à combattre les ennemis des intérêts de la France, qu'il ne séparera jamais de ceux de son propre empire. »

C'en était fait, le voile était déchiré, la situation mise à nu. L'Autriche rompait l'alliance signée le 14 mars 1812, et elle choisissait pour la rompre le moment où la France, assaillie par des ennemis redoutables, lui demandait, avec autant de loyauté que de confiance, de négocier la paix, si la paix était possible, et, si elle ne l'était pas, d'unir ses efforts aux siens pour la conquérir. Ce n'est pas sans ressentir un grand trouble que l'empereur d'Autriche et M. de Metternich avaient pris une résolution aussi hardie. Elle venait trop tôt pour le succès de leurs combinaisons. Forcés dans leurs derniers retranchemens par les sollicitations de M. de Narbonne, ils n'avaient pu échapper au danger d'une explication. Le coup était porté maintenant; ils craignaient qu'à cette nouvelle Napoléon ne fît explosion. Les événemens pouvaient tourner au profit de sa gloire et à la confusion de tous ses ennemis. Aussi, dans le moment même où M. de Metternich brise les liens formés en 1812, il s'applique avec tout l'art dont il est capable à nous persuader que sa cour n'a pas changé de système. Le 1er mai, il écrit confidentiellement à M. de Narbonne : « J'espère que l'empereur Napoléon voue quelque confiance à l'homme qui, en grande partie, a fondé les rapports qui existent entre l'Autriche et la France. Serait-il dans la nature des choses que cet homme pût contribuer au renversement d'une œuvre de plusieurs années dans ce moment où un résultat entièrement favorable à l'empereur votre maître ne lui présente aucun doute? »

M. de Narbonne avait un esprit trop délié pour se laisser abuser par ces doucereuses paroles. Ses convictions étaient formées. D'une main trop brusque, il venait d'arracher le voile dont M. de Metternich enveloppait sa pensée. Il le tenait pour un ministre cauteleux, plus faible encore que perfide, entraîné malgré lui, mais à coup sûr déjà en voie de défection, et qui ne voulait intervenir en médiateur armé que pour nous dicter des lois. Il ne laissa pas un instant à ce ministre la satisfaction de croire qu'il l'avait trompé. Il lui déclara qu'acceptant toutes les conséquences de la nouvelle position que venait de prendre l'Autriche, l'empereur Napoléon allait lever immédiatement deux cent mille hommes.

ARMAND LEFEBVRE.

MARTHE

I.

Qui a pu aimer une femme belle et artiste sans maudire dans certains momens son talent et sa beauté? Qui n'a pas vu dans les regards admiratifs attachés sur elle une profanation de sa personne? Qui ne s'est pas irrité des émotions que sa voix faisait naître, comme d'une sorte de prostitution de son âme? Comment se résigner à voir la femme qu'on aime parler au public la langue par excellence de la passion? Et le chant est si bien cette langue, que dans le langage ordinaire lui-même, les mots n'expriment tout au plus que les idées; c'est l'intonation qui est chargée de traduire toutes les nuances du sentiment. Une femme dit : « Je l'adore! » en parlant de son épagneul, et quand elle murmure les mêmes paroles à l'oreille de son amant, les trois syllabes dont ce verbe est composé ne changent pas. Quel abîme pourtant entre les deux phrases!

Manuel pensait aussi, avec tous les amoureux, qu'il y a une atroce et impudente coquetterie, de la part d'une femme, à répandre sa vie en brûlans accens devant un homme dont elle se sent aimée, à se montrer à lui le sein palpitant, l'œil humide de tendresse, comme pour lui dire : « Voyez comme ma voix sait trembler, voyez comme mon cœur sait battre, voyez comme je comprends l'amour! Mais malheur à vous si vous oubliez que ce n'est qu'un jeu, car quand je vous aurai enivré, troublé jusqu'au délire, je redeviendrai calme, froide, impassible, et je n'aurai pour vos souffrances qu'un sourire de dédain. »

Toutes ces impressions, il les avait déjà ressenties en entendant

chanter Marthe, mais jamais avec le degré de violence qu'elles atteignirent au moment où commence cette histoire, car la jalousie venait de changer en certitude un vague soupçon qu'il nourrissait depuis longtemps. Dans le jeune homme qui chantait un duo avec elle, il voyait un rival.

Quoique sa tête fût inclinée sur sa main, personne dans le salon n'apercevait aussi distinctement que lui le front lumineux de Marthe, les ondulations de ses admirables cheveux noirs et les lignes harmonieuses de son corsage. Quand toute la vie de la jeune fille et du jeune homme passait dans les sons qu'exhalaient leurs deux poitrines soulevées en même temps par un même rhythme, et que ces sons, en s'unissant, semblaient confondre leurs deux âmes, quand leurs regards se cherchaient et se pénétraient, il les eût volontiers poignardés.

« C'est donc vrai, se disait-il, il l'aime! Comment ai-je pu en douter si longtemps? Pouvait-il la voir chaque jour et ne pas l'aimer? Et elle? Pourquoi pas?... George n'est-il pas beau, distingué? Dans quel aveuglement ai-je donc vécu jusqu'ici! Ces longues soirées que j'employais à approfondir le sens de ses moindres paroles, à inventer une interprétation de ses plus imperceptibles gestes, il les passait, lui, à lui parler une langue divine, une langue qui amenait sans cesse sur ses lèvres le mot d'amour, ce mot que je n'osais prononcer devant elle dans la crainte de rompre le charme qui la retenait près de moi. Mais qu'est-ce qu'un mot? N'a-t-elle pas mille fois compris ce qui se passait en moi? Ne l'ai-je pas vue émue, profondément émue en m'écoutant? Ses regards mentaient donc? Qui sait pourtant? Je ne ressemblais pas à tous les hommes qu'elle avait connus jusqu'alors? J'éveillais sa curiosité, j'étonnais parfois son imagination, j'avais enfin près d'elle le succès d'un orateur ou d'un poète; cela ne lui ôtait pas le droit de donner son cœur à un autre. Oh! elle ne saura jamais combien je l'ai aimée, combien je l'aime! Jamais!...

A l'instant où Manuel se répétait à lui-même ce serment, les applaudissemens éclataient de toutes parts, et un gros homme, aux allures tant soit peu vulgaires, qui n'en était pas moins maître Servet, l'avocat le plus renommé du département du Finistère, se retournait vers lui dans un état de complet épanouissement en s'écriant : — Voilà des artistes! qu'en dites-vous, don Manuel?

— Mais c'est très beau, répondit Manuel d'un ton si froid et si distrait, que maître Servet quitta la place qu'il occupait près du jeune étranger pour aller chercher ailleurs des auditeurs plus enthousiastes.

On ne s'étonnera pas de son zèle musical, quand on saura que le jeune homme blond, gracieux et frêle, qui venait de dire un duo de la *Norma* avec une ampleur toute magistrale, était son fils, un fils unique, auquel il avait régulièrement envoyé, sans récrimination

aucune, cinq mille francs chaque année à Paris, pendant tout le temps qu'il y avait passé à étudier Mozart et Beethoven au lieu de suivre les cours de droit.

Le Cicéron bas-breton recueillit des félicitations plus bienveillantes qu'éclairées. Parmi les personnes qui remplissaient le grand salon du château de Cernan, bien peu étaient capables d'apprécier le chef-d'œuvre du célèbre compositeur italien et la merveilleuse intelligence musicale de ceux qui l'avaient interprété.

A l'extrémité du salon était assise la maîtresse de la maison, Mme la baronne de Cernan. C'était une femme de soixante ans environ, veuve d'un ancien ministre de Charles X. Sa physionomie échappait par sa nullité même à toute observation. A première vue, il était impossible d'en rien dire, si ce n'est qu'elle portait noblement ses dentelles d'Alençon et sa robe de velours noir.

Près de la baronne s'étalait une autre femme, d'une dizaine d'années plus jeune qu'elle, qui, à en juger par l'échancrure exagérée de son corsage et les artifices de sa coiffure, conservait encore quelques prétentions. Amie d'enfance de Mme de Cernan, la marquise de Rosbac se trouvait depuis huit jours au château, et la soirée se donnait en son honneur. Il était évident qu'elle avait été fort belle, et sa figure eût pu sembler encore assez attrayante, si je ne sais quel mélange de froideur, d'inflexibilité et de ruse, n'avait percé par intervalles derrière le sourire doucereux stéréotypé sur ses lèvres; mais il aurait fallu un œil bien exercé en ce moment pour apprécier cette révélation du caractère vrai de la marquise, tant elle mettait d'entraînement et de chaleur à féliciter Mme de Cernan sur la beauté, la grâce et les talens de la jeune fille qui se trouvait au piano. Cette jeune fille n'était autre que Mlle Marthe de Montbrun, nièce et héritière présomptive de la baronne.

Une blonde pensionnaire de quinze ans, fille de la marquise, jouait avec son éventail à côté des deux amies, et jetait à la dérobée des regards pleins d'une satisfaction naïve sur les nœuds de ruban et les bracelets dont elle se voyait parée pour la première fois de sa vie.

A quelques pas de là, une demi-douzaine de jeunes gens étaient groupés autour de la vicomtesse Julia de Cernan, veuve peu désolée d'un époux septuagénaire. Encore vêtue de crêpes funèbres qui faisaient admirablement ressortir l'éblouissante blancheur de ses bras et de ses épaules, la très jolie et très coquette vicomtesse paraissait n'accorder qu'une médiocre attention à la musique, et adressait de temps en temps un sourire ou un mot à ses adorateurs, comme pour les empêcher d'oublier qu'elle était dans le salon la seule femme dont il leur fût permis de s'occuper.

Le reste de l'auditoire pouvait se comprendre dans deux grandes divisions. D'un côté du salon était rassemblée l'aristocratie féodale du département; de l'autre, l'élite de la bourgeoisie de B... Le château de Cernan était un terrain neutre où l'on pouvait se rencontrer sans se compromettre; si la noblesse et la roture ne s'y donnaient pas la main, elles s'y contemplaient du moins face à face. La baronne aurait peut-être assez volontiers ouvert exclusivement ses portes aux châtelains des manoirs environnans; mais le baron de Cernan avait eu, comme bien d'autres, des velléités de députation, et tout en déplorant la triste nécessité où le réduisait le malheur du temps, il n'en avait pas moins prodigué ses visites, ses pâtés truffés et ses poignées de main aux fonctionnaires et aux petits propriétaires de B... Cette condescendance intéressée avait créé entre le château et les habitans de la petite ville des relations que Mme de Cernan, devenue veuve, ne s'était pas donné la peine de briser. D'ailleurs les jeunes hôtes des castels d'alentour auraient suffi difficilement à défrayer une soirée dansante, et si les majestueuses épouses des hobereaux bretons se récriaient tout haut contre ce flagrant mépris des convenances et cet encouragement évident donné aux principes révolutionnaires, leurs maris et leurs filles acceptaient d'assez bonne grâce une dérogation aux us et coutumes de la noblesse bas-bretonne, compensée par un notable renfort de frais visages et de polkeurs intrépides.

En définitive, l'avantage ne restait pas à l'aristocratie. Si la tournure et la toilette des beautés de B... sentaient fort la province, il faut bien avouer que les jeunes filles élevées à l'ombre des tourelles héréditaires étaient pour la plupart de lourdes villageoises, encore bien moins initiées que les premières aux raffinemens de la civilisation. Les gentilshommes campagnards en jugeaient bien ainsi, et on en avait vu plus d'un, à la suite de ces réunions, mettre son cœur et ses quartiers de noblesse aux pieds de quelque Circé plébéienne, au grand scandale de la province et au désespoir plus grand encore des mères de famille riches d'une collection trop variée de filles d'un sang illustre, mais déplorablement majeures.

Ces énormités creusaient des abîmes d'inimitié entre les deux camps féminins. Hostiles sur tous les points, ils ne s'accordaient que dans une jalousie sans bornes pour la fortune, la distinction et les ravissans colifichets parisiens de Mlle de Montbrun. Cette jalousie se traduisait par d'amères critiques de ses goûts et de son caractère, critiques qui s'appuyaient sans scrupule sur de fantastiques exagérations et de très gratuites calomnies. On la déclarait fière, dédaigneuse, pédante, enfin *excentrique*, adjectif qui résume en province les plus accablantes accusations. Il était généralement

admis qu'elle faisait des armes comme le chevalier de Saint-George, écrivait un traité d'astronomie et fumait vingt cigarettes par jour. Quand de pauvres vieilles femmes, soignées et consolées par elle, exaltaient sa bonté devant quelque rigide douairière et la nommaient la providence des paysans, la bonne dame haussait les épaules et murmurait tout bas le mot de *socialisme*. Les hommes eux-mêmes, d'ordinaire portés à l'indulgence envers les femmes aussi belles que Marthe, faisaient volontiers leur partie dans ce concert d'absurdes commérages. Les lions de B..., — à savoir trois officiers de cavalerie en garnison dans cette ville, un professeur de rhétorique, deux premiers clercs de notaire et un poète incompris, — se regardaient comme justement offensés de son indifférence pour leurs madrigaux en prose et en vers, de sa persistance à ne jamais assister aux bals de la sous-préfecture, aux concerts d'amateurs et aux parties de campagne, dont la vicomtesse Julia ne dédaignait pas de faire le plus bel ornement. Les gentilshommes des environs avaient encore de bien plus sérieux griefs. Bon nombre d'entre eux, auxquels les terres de la baronne auraient été d'un grand secours pour relever l'éclat d'une maison jadis florissante, avaient vu leurs prétentions à la main de Marthe absolument repoussées, après s'être résignés pendant des mois entiers à des dépenses exorbitantes de gants jaunes, de cravates multicolores et de complimens mythologiques.

Quand Manuel vit Mlle de Montbrun quitter le piano, il se leva et suivit d'un regard anxieux tous ses mouvemens. Bientôt il se rassit avec colère : elle s'apprêtait à chanter un second duo avec George Servet. Il lui fallut faire un immense effort sur lui-même pour supporter ce nouveau supplice sans que ses regards révélassent ses tortures. Il ouvrit une *Revue*, et affecta de la lire attentivement; mais il ne voyait qu'une seule phrase sur toutes les pages : « Quand donc pourrai-je lui parler? » Dès que le chant eut cessé, il releva la tête, et vit Mlle de Montbrun traverser un salon où on jouait au whist et au boston, entrer dans un boudoir qui touchait à l'appartement de la baronne et en refermer la porte sur elle. Il éprouva un soulagement énorme : personne ne pouvait plus ni la voir, ni l'entendre, ni lui parler. Pendant cinq minutes, il promena autour de lui le regard joyeux d'un homme qui vient d'être délivré d'un cauchemar; il s'aperçut alors que George n'était plus dans le salon.

Une pensée horrible, une de ces pensées qui se traduisent immédiatement par une souffrance physique et étreignent le cœur comme une main de fer, lui vint aussitôt. Il fit quelques pas, puis s'arrêta. De quel droit pouvait-il ouvrir la porte que Mlle de Montbrun avait fermée? Une idée lumineuse traversa en cet instant son cerveau. Un vaste balcon régnait sur toute la façade du château; il pouvait arriver par là jusqu'au boudoir et voir ce qui s'y passait. C'était de l'es-

pionnage s'il en fut; mais la passion arrivée à un certain degré d'exaltation n'est jamais scrupuleuse. Il fut bientôt sur le balcon et arriva quelques secondes après devant la croisée du boudoir.

A peine y eut-il jeté un regard, qu'il respira librement : Mlle de Montbrun était seule. A travers la mousseline transparente des rideaux, il l'aperçut à moitié couchée sur un sopha. Ce n'était plus l'éblouissante créature que cent personnes contemplaient tout à l'heure avec admiration ou envie; son front était pâle, son regard était voilé; il y avait un indicible découragement dans sa pose.

— Cette femme aime, se dit Manuel; est-ce George, est-ce moi? Il faut que je le sache.

Il poussa la croisée, qui céda sans difficulté, entr'ouvrit les rideaux, et se trouva à trois pas de Mlle de Montbrun.

Au bruit qu'il fit en exécutant ce mouvement, Marthe écarta sa main de son front, et, sans témoigner ni surprise ni frayeur, elle attacha sur lui un regard triste et profond. Manuel se crut aimé. Il allait se jeter à ses pieds quand la porte s'ouvrit brusquement. La ritournelle d'une valse et la blonde pensionnaire dont nous avons déjà parlé firent en même temps irruption dans le boudoir.

— Je savais bien que je la trouverais, moi, s'écria la jeune fille avec une gaieté enfantine. Mon frère vous cherche partout depuis cinq minutes. Viens donc, Gaston, continua-t-elle en se retournant vers la porte.

Un jeune homme frisé et ganté à ravir se précipita dans le boudoir, et rappela à Mlle de Montbrun qu'elle devait danser avec lui. Marthe prit son bras; subitement transformée, elle passa devant Manuel vive, gracieuse, légère, et lui jeta ces mots en souriant :

— Vous ne dansez donc jamais, monsieur Belmar?

L'indignation empêcha Manuel de répondre.

En sortant, la blonde pensionnaire, restée en arrière, se retourna pour lui lancer un regard sympathique. Elle se croyait sur la voie d'une histoire d'amour, et se jurait à elle-même de remplir dignement l'emploi de confidente. Manuel la trouva horrible. Rien n'était pourtant plus frais et plus délicieusement mutin que cette jeune fille.

Une fois seul, il se jeta sur le sofa, précisément à la place que Mlle de Montbrun venait de quitter, posa sa tête sur le coussin où elle s'était appuyée, et aspira lentement le vague parfum qu'elle y avait laissé; mais bientôt, cédant à un sentiment involontaire, il rentra dans le salon, se mêla à un groupe de causeurs, et regarda Marthe valser avec un mélange de ravissement et de fureur. L'inévitable maître Servet l'attendait encore là.

— Voyez donc le joli couple! dit l'avocat en désignant de la main Marthe et son danseur.

Le jeune homme avec lequel Mlle de Montbrun valsait était la

copie exacte de la gravure de modes du mois précédent : coupe des cheveux et de la barbe, forme du gilet, pose apprêtée, rien n'y manquait. Tout cela constituait aux yeux de M. Servet le type suprême de l'élégance et du bon goût.

— Comme elle écrase toutes les autres femmes! poursuivit-il en regardant Marthe. Et lui, *quel joli cavalier!* Entre nous, je crois qu'il pourrait bien songer à devenir pour elle quelque chose de plus qu'un valseur. Je ne donne pas beaucoup dans l'amitié de jeunesse qui a amené cette vieille marquise de Rosbac de l'autre bout de la France ici, pour présenter à la baronne son fils et sa fille. Je jurerais qu'il y a là-dessous quelque arrière-pensée matrimoniale; je me défie d'elle malgré tous ses grands airs. Je ne serais pas étonné qu'il y eût quelque brèche à sa fortune. J'y veillerai. Je l'attends au contrat, et quelque fine qu'elle soit, elle ne parviendra pas à me tromper.

Manuel était à bout de patience, quand la fin de la valse amena la dispersion du groupe dont il faisait partie. Il se sépara de l'avocat sans aucune cérémonie et essaya de se rapprocher de Marthe. Malheureusement pour Manuel, le danseur de Marthe s'appuya sur le dos du fauteuil où elle était assise, et ayant rencontré une pose qui faisait ressortir les grâces de sa personne, il sembla décidé à lui débiter le plus longtemps possible de délicieuses fadeurs, qu'il supposait irrésistibles, à en juger par le sourire de satisfaction répandu sur son visage.

Ne sachant que faire de lui-même, Manuel se mêla aux admirateurs empressés que la vicomtesse Julia savait retenir autour d'elle. Un nouveau supplice l'attendait là.

La vicomtesse n'avait rien épargné pour captiver Manuel; mais avec le tact que possèdent toutes les femmes coquettes pour apprécier le degré précis d'admiration qu'on accorde à leurs charmes, elle avait depuis longtemps reconnu qu'elle prodiguait inutilement ses plus séduisans sourires et ses toilettes les plus inimitables. Le dépit qu'elle en ressentit augmenta sensiblement, quand elle crut découvrir que Manuel aimait Marthe. Julia détestait Marthe, elle la détestait pour sa beauté, pour ses talens, quoiqu'elle affectât de les dédaigner, et plus encore peut-être pour la position qu'elle occupait au château, comme fille adoptive de la baronne. Devinant ce qui se passait dans l'âme de Manuel, elle voulut se donner le plaisir de la vengeance. Elle l'accabla de plaisanteries moqueuses et d'ironiques complimens sur son dédain des vains amusemens du monde et sur son zèle immodéré pour la science. Manuel, dont le cœur était plein de tristesse et d'amertume, eut d'abord moins d'esprit qu'il n'en aurait fallu pour repousser victorieusement d'aussi terribles attaques; puis, s'irritant de se sentir presque ridicule devant les élégans de B...,

qu'il méprisait cordialement, il finit par n'avoir plus d'esprit du tout, et fut très heureux qu'une mazurka vînt mettre un terme à ce tournoi de paroles.

Marthe dansait cette fois avec George. C'en était trop. Manuel entra dans le salon où l'on jouait, et frappa sur le bras d'un jeune homme qui suivait avec un recueillement parfait les vicissitudes d'un *piccolo*. — Juan, si nous partions? dit-il.

Le regard de Juan quitta un dix de trèfle pour se fixer sur son ami avec une expression de stupéfaction telle que Manuel jugea une explication nécessaire. — J'ai une migraine affreuse; cette chaleur me tue.

— Comme tu voudras, dit Juan en se levant.

Quelques minutes après, les deux amis roulaient sur la route de B...

— Toutes les femmes se ressemblent, s'écria tout à coup Manuel en jetant un cigare qu'il venait d'allumer avec le plus grand soin; toutes sont froides, artificieuses, coquettes...

— Je croyais que tu aimais Mlle de Montbrun, dit Juan du ton le plus calme.

— Moi! aimer cette femme de marbre, cette sirène sans cœur!

— Et ces traits de bienfaisance et de sensibilité dont tu m'as entretenu si souvent?

— Bah! — dit Manuel, enchanté de trouver une opposition qui lui permettait de parler de Marthe et d'épancher sa colère, — vertus d'apparat, sensibilité d'héroïne de roman! Ces femmes-là pleurent sur des orphelines d'opéra-comique; puis, quand elles ont des enfans, elles les abandonnent à des mercenaires pour aller faire de la philanthropie à travers champs. On accuse les Espagnoles d'être ignorantes, sensuelles, que sais-je? Eh! parbleu, j'aime mieux cela, on sait au moins à quoi s'en tenir! Mais ces Protées en robe de gaze qui passent d'une théorie sentimentale à une dissertation philosophique, et du lit d'un malade aux enivremens de la valse, qu'en penser? Oui, je leur préfère mille fois une femme qui a franchement dix amans.

Notez que si quelque imprudent bavard eût avancé devant Manuel que Marthe avait bien pu éprouver dans sa vie quelques sentimens d'amour pour un autre que lui, il n'aurait pas hésité à lui lancer à travers la figure le fouet avec lequel il frappait impitoyablement un pauvre cheval de louage qui trottait pourtant de son mieux.

Juan, pour toute réponse, lâcha la fumée de son cigare, et s'étendit au fond de la voiture en homme qui sait parfaitement à quoi s'en tenir, et qui trouve peu digne de lui de prodiguer ses paroles dans une discussion inutile.

II.

Juan et Manuel étaient depuis deux mois en Bretagne. Tous les deux étaient Espagnols, tous les deux venaient d'être proscrits à la suite d'une de ces révolutions, si fréquentes dans la Péninsule, qui, à défaut d'un plus sérieux résultat, ont du moins l'avantage de faire étudier forcément les mœurs des nations voisines à ceux qui se mêlent de travailler dans un sens ou dans un autre au bonheur de leur pays. Unis par des principes politiques communs, ces deux jeunes gens n'avaient du reste aucun rapport ni dans les goûts, ni dans le caractère.

Juan de Villa était un Castillan pur sang, grave, silencieux et indolent. pprendre les nouvelles politiques à la *Puerta del Sol*, absorber deux ou trois tasses de chocolat, dormir la sieste et fumer quelques cigares au Prado, en admirant les grâces coquettes des beautés madrilègnes, constituait une somme de bien-être et de distraction suffisante pour remplir ses journées depuis le 1er janvier jusqu'au 31 décembre, sans qu'il ressentît jamais la plus légère attaque d'ennui. Les idées modernes avaient cependant trouvé moyen de s'infiltrer sous la monotonie habituelle de cette existence. Juan avait mordu au fruit défendu; il ne disait plus « Dieu et mon roi! » mais « mon pays et la liberté! » et se jetait volontiers dans les insurrections bizarres dont l'Espagne possède la spécialité à peu près exclusive. De plus, il était riche, généreux, dévoué à ses amis; il avait enfin assez de cœur pour qu'on ne songeât pas trop à s'inquiéter de son esprit. Nous ajouterons, pour nos lectrices, que Juan avait vingt-huit ans, de fort beaux yeux noirs et une tournure très distinguée.

Don Manuel Belmar était un homme d'une tout autre trempe. Il était beau, non pas de cette beauté purement matérielle qui séduit les douairières et fait rêver les femmes de chambre, mais beau par la mobilité expressive de ses traits, l'énergie passionnée de son regard et la fierté audacieuse qui rayonnait sur son front vaste et brun. Il unissait l'imagination enthousiaste et la vivacité d'impression de l'Andaloux aux tendances méditatives et à l'insatiable ambition intellectuelle des races septentrionales. Depuis deux ou trois ans, il était compté parmi les écrivains politiques les plus distingués de Madrid. Fougueux dans ses opinions et fort intolérant pour ceux qui n'adoraient pas ses idoles, il avait de zélés admirateurs et des détracteurs opiniâtres. Son éducation, commencée par des prêtres fanatiques, s'était achevée à Paris, à une époque où les idées nouvelles faisaient explosion de toutes parts. C'est ce qui expliquait son caractère. A son excessif amour

pour toutes les libertés, à son horreur pour toutes les entraves, pour tous les priviléges, on reconnaissait le nouveau converti et l'esclave qui vient de briser ses chaînes. Manuel, tel que nous le dépeignons, se fût trouvé en France d'une vingtaine d'années en retard sur ses contemporains. Nous sommes en fait de politique si désillusionnés sur les messies modernes et sur leurs nouveaux dogmes, si blasés par des changemens à vue sans cesse répétés, en fait de religion si accoutumés à voir le siècle et l'église suivre paisiblement deux lignes diamétralement opposées, qu'aux yeux de notre sénile expérience les croyances ardentes et les haines juvéniles de nos voisins sont bien près de ressembler à un anachronisme ou à une naïveté; mais Manuel était Espagnol, ce qui suffirait à l'excuser. Il avait d'ailleurs assez d'esprit pour se faire pardonner, même par un Français, de croire encore à quelque chose.

Les ombres ne manquaient pourtant pas au portrait que nous venons d'esquisser. Il y avait plus d'audace d'imagination que de force réelle dans ce que Manuel appelait l'indomptable énergie de son caractère, assez d'égoïsme dans le peu de compte qu'il tenait des obstacles que pouvait lui opposer la volonté d'autrui, un mélange très notable de puérile vanité dans les hautes aspirations de son orgueil, enfin un germe d'ambition personnelle en bonne voie de développement sous la générosité de ses doctrines et le noble désintéressement de ses paroles. Manuel, il est vrai, n'avait pas assez vécu pour que les côtés faibles de sa nature eussent pu encore se produire au grand jour, et il aurait repoussé de très bonne foi, comme des accusations mensongères, ce que nous donnons ici pour des vérités constatées.

Les deux proscrits étaient venus en Bretagne sans trop savoir pourquoi. Ils s'arrêtèrent à B... parce que la situation très pittoresque de cette petite ville leur plut, et y restèrent, l'un parce que la pêche lui parut un divertissement fort agréable, l'autre parce qu'il devint amoureux de Mlle de Montbrun.

Nous n'entreprendrons pas de décider lequel des deux fut le plus sage ou le plus heureux dans son inclination. Ce serait recommencer une fois de plus l'éternelle et inutile querelle entre les caractères calmes et les caractères passionnés, entre la végétation et la vie. Le fait est que Juan et Manuel jouissaient depuis deux mois de presque toute la somme de félicité qu'ils étaient capables de connaître, bien que leurs deux existences différassent profondément. Juan passait toutes ses journées en mer, très joyeux quand le vent était bon et que les poissons daignaient mordre à sa ligne, prenant philosophiquement son parti quand un *grain* le mouillait jusqu'aux os, ou que les habitans de l'Océan se montraient d'une défiance obstinée à l'en-

droit de l'hameçon. De retour à B..., il dévorait le produit de sa pêche avec cet appétit féroce que les marins et les chasseurs connaissent seuls, et ne manquait pas de trouver à ses saumons et à ses rougets une saveur toute particulière. Puis il fumait deux ou trois cigares et s'endormait avec la tranquillité d'une bonne conscience et l'espoir d'une brise favorable pour le lendemain.

Le temps que Juan consacrait à ces divertissemens aquatiques, Manuel le passait en grande partie au château de Cernan, où George Servet l'avait présenté dès les premiers jours de son arrivée en Bretagne. Il n'avait pas tardé à gagner les bonnes grâces du vieil abbé qui remplissait les fonctions d'aumônier chez la baronne. Sous prétexte d'entomologie et de botanique, il était admis dans la bibliothèque, où se trouvait presque toujours Mlle de Montbrun, et s'associait aux longues promenades, moitié charitables, moitié scientifiques, que le savant ecclésiastique et son élève faisaient dans les environs du château. N'osant pas retourner deux fois dans la même journée chez Mme de Cernan, et préférant, bien entendu, les conversations intimes du matin aux visites officielles du soir, il employait le reste de ses heures en courses solitaires qui se prolongeaient parfois bien avant dans la nuit, ou en causeries avec maître Servet, qui avait à ses yeux le charme immense d'être l'homme d'affaires et le conseiller intime de la tante de Mlle de Montbrun.

En apparence, la vie de Manuel était aussi monotone, aussi paisible que celle de Juan, en réalité c'était une perpétuelle alternative de joie folle et de désespoir, un orage sans fin. Il y avait certains jours où, quand il traversait à cheval les bois de sapins, les landes et les étroits sentiers qui séparaient le château de la petite ville, il se fût aisément persuadé que les arbres n'étendaient leurs rameaux au-dessus de sa tête que pour l'abriter, que les oiseaux chantaient pour saluer son passage, que les genêts en fleurs répandaient pour lui seul leurs suaves parfums. Ces jours-là, la Bretagne lui semblait un coin privilégié de la création, un véritable paradis terrestre. Ses côtes granitiques éternellement battues par la mer, ses collines revêtues de bruyères roses, ses plaines de blé auxquelles le vent communique les ondulations de la vague, sa ceinture de roches grises que d'innombrables goëlands couronnent d'une frange vivante, ses landes sans bornes où l'œil se perd comme la pensée dans la contemplation de l'infini, composaient, selon lui, le spectacle le plus grandiose, le plus émouvant, le plus profondément poétique qu'il eût jamais admiré. Maître Servet pouvait aussi ces jours-là, sans crainte d'être interrompu, dresser le bilan de toutes les fortunes du département, remonter jusqu'aux racines les plus problématiques des arbres généalogiques de tous les hobereaux de la province et faire l'historique de tous les procès fameux plaidés depuis trente ans

dans le ressort. Il n'est pas bien prouvé que Manuel l'écoutât toujours, mais il est certain qu'il l'écoutait souvent sans ennui, car rien de ce qui se passait dans le pays habité par Marthe ne pouvait lui sembler tout à fait dénué d'intérêt. Pourquoi donc tout cela? Marthe l'avait regardé d'une certaine manière, lui avait fait une réponse insignifiante avec une certaine intonation, avait pris en l'écoutant une certaine pose; en un mot, il se croyait aimé.

Le lendemain de ces jours heureux, il partait pour le château le cœur gonflé de joie, convaincu que le premier regard de Marthe allait confirmer ses espérances, fixer à jamais sa destinée; mais soit fatalité, soit dessein préconçu, les choses prenaient toujours alors une tournure inusitée. Tantôt il trouvait Marthe écoutant avec une si imperturbable attention les doctes dissertations de l'abbé, qu'il était absolument impossible d'obtenir d'elle une phrase ou un regard; tantôt elle se montrait d'une gaieté folle, d'une insouciance d'enfant, le plaisantait, taquinait l'abbé, et leur faisait faire des courses immenses à travers champs, à la recherche de quelque introuvable fleurette. Tant qu'il était près d'elle, il ne savait trop lui-même s'il était plus furieux que charmé; mais, une fois seul, le mécontentement et la colère dominaient tous les autres sentimens. Il accusait Marthe de manquer de cœur, de se jouer de lui, et se jurait à lui-même de ne pas la revoir sans lui parler de son amour en termes si clairs qu'elle ne pourrait plus se croire le droit d'oublier le lendemain ce qu'elle avait fait ou dit la veille. Il allait quelquefois jusqu'à décider qu'il ne reviendrait plus au château. Cette seconde résolution, si toutefois c'en était une, ne résistait jamais au premier rayon du soleil. Quant à la première, il parvenait à l'entretenir dans toute sa force jusqu'à la porte de la bibliothèque; mais si Marthe l'accueillait avec un affectueux sourire, si elle rapprochait sa chaise de la sienne avec un chaste abandon, si elle se penchait pour lire dans le même livre que lui avec une intimité fraternelle, il se sentait heureux, si heureux qu'il oubliait tout, et restait devant son bonheur comme l'enfant qui retient son souffle devant la bulle de savon qu'il craint de voir s'évanouir dans l'air.

Tant qu'il voyait Marthe, Manuel n'était donc pas tout à fait à plaindre; mais il avait à subir de plus rudes épreuves. Il arrivait parfois, — et cela précisément alors qu'il se croyait le plus près d'atteindre à la félicité, — que Marthe passait un jour, deux jours, trois jours même sans paraître dans la bibliothèque. Ces jours-là, Manuel était à peine de retour à B..., qu'il reprenait au galop la route de Cernan. Il errait pendant toute la soirée dans les environs du château, et, la nuit venue, gagnait le coin d'un champ, d'où l'on apercevait les fenêtres de la chambre de Marthe.

Arrêtons-nous ici; nous craindrions que ces continuelles hésita-

tions et ces embuscades dans les chemins creux ne donnassen une très fausse idée du caractère de Manuel. C'était un garçon d'imagination, partant un peu romanesque, mais nullement timide, beaucoup plus passionné que sentimental, comme tous les méridionaux. Il s'étonnait lui-même de tout ce qu'il sentait et faisait depuis deux mois, car si quelques succès de salon obtenus d'après des règles stratégiques savamment appliquées ne l'avaient pas rendu fat, ils lui avaient du moins inspiré une idée exagérée de sa force contre les entraînemens du cœur. Enfin il aimait, il aimait pour la première fois, et l'amour fait et fera toujours faire bien des niaiseries et bien des extravagances aux hommes de tous les caractères et de tous les pays.

Nous avons laissé Manuel au coin d'un champ. Il y passait souvent de longues heures, attendant que l'appartement de Marthe s'éclairât. Dans cette fiévreuse attente, sa tête s'exaltait jusqu'à la folie; il se livrait à des suppositions aussi ridicules qu'absurdes, et formait mille projets absolument inexécutables. L'ombre de Marthe, plutôt supposée qu'aperçue derrière les rideaux, suffisait pour changer sa disposition d'esprit. Nous n'entreprendrons pas d'expliquer comment un fait aussi simple et aussi prévu que la présence de Mlle de Montbrun dans sa chambre pouvait avoir tant d'importance aux yeux de Manuel : certes il ne se l'expliquait pas à lui-même; mais dès qu'il l'avait entrevue, il découvrait mille causes fort naturelles à ce qui lui avait semblé jusque-là phénoménal, inoui, et retournait à B... presque joyeux.

Son espionnage nocturne n'avait malheureusement pas toujours un résultat aussi satisfaisant. Parfois les mains soigneuses d'une femme de chambre fermaient si hermétiquement les persiennes et les volets, que le plus mince filet de lumière ne trouvait pas moyen d'arriver jusqu'à lui. Il regagnait alors dans un état de fureur sans nom l'appartement qu'il partageait avec Juan, et, s'irritant de voir ce dernier dormir d'un profond sommeil tandis qu'il était torturé par l'insomnie, il l'éveillait impitoyablement pour lui faire subir le supplice prolongé d'une très maussade conversation. Après la soirée que nous venons de raconter, le repos du pauvre Juan aurait donc couru des dangers sérieux, si Manuel, recherchant l'espace et la fraîcheur comme tous les êtres brûlés par la fièvre, n'avait pas quitté sa chambre quelques minutes après y être entré pour descendre dans le jardin.

C'était une de ces nuits d'été où la nature, transfigurée par le clair de lune, présente des aspects tellement magiques, qu'on trouverait tout naturel de voir des sylphes se promener sur la pointe des herbes et danser de folles rondes sur les pétales des marguerites. Pas une feuille ne tremblait, tant l'air était calme. Deux rossignols cachés dans les jasmins se livraient une de ces luttes acharnées qu'on a vu

plus d'une fois se terminer par la mort du vainqueur, et le bruit lointain d'une chute d'eau formait une basse continue à leurs cadences sans fin; mais ce n'était ni pour le clair de lune, ni pour le rossignol, ni pour la cascade, que Manuel avait quitté sa chambre; aussi n'y faisait-il aucune attention. Il marchait à grands pas entre deux plates-bandes d'œillets, repassant dans sa mémoire tous les crimes commis par Marthe depuis le jour où il l'avait vue pour la première fois, et faisant des frais extraordinaires d'imagination pour découvrir des abîmes de machiavélisme et de perversité dans la conduite qu'elle avait tenue pendant la dernière soirée. Il lui écrivait en pensée des billets d'un laconisme terrifiant, dont les moindres paroles, profondément méditées, devaient écraser et confondre la coupable.

Après deux heures de cet exercice, il remonta dans sa chambre un peu soulagé par ces débauches de vengeance mentale, et écrivit tout simplement la lettre suivante :

« Marthe, je vous aime, vous le savez depuis longtemps. Je vous aime, et pourtant je ne sais que penser de vous. Vous étiez à mes yeux, non pas une créature plus belle et plus parfaite que toutes les autres, mais une révélation de Dieu, et je me demande aujourd'hui si vous n'êtes pas la plus vulgaire des femmes.

« Pardonnez-moi de vous parler ainsi, pardonnez-moi, j'ai trop souffert ce soir, j'ai trop souffert depuis deux mois que je vous aime. Depuis deux mois!... ne vous ai-je pas aimée toujours? N'est-ce pas vous qui avez enchanté mes premiers rêves? N'est-ce pas vous qui m'avez rendu dur et cruel envers les femmes que j'ai essayé d'aimer? J'étais avide d'amour, j'en rencontrais à peine le fantôme, et je brisais mes idoles. J'avais fini par croire que j'épuisais mes forces à la poursuite d'une chimère. Je m'en prenais à Dieu, je l'accusais de m'avoir fait entrevoir un type irréalisable ici-bas.

« Enfin je vous ai connue, et j'ai cru le bonheur possible sur la terre. Me serais-je encore trompé? Oh! je le sens, je ne pourrais supporter une déception. Sachez-le bien, si je perdais ma foi en vous, tout serait fini pour moi.

« Mais pourquoi vous parler ainsi? Peut-être suis-je seul coupable, peut-être me jugez-vous indigne de votre amour. Pourtant, j'en suis certain, si vous m'aviez aimé, j'aurais été bon, j'aurais été grand. Si par vanité, pour m'élever au-dessus de la foule, pour des applaudissemens qu'au fond je méprisais, j'ai su m'imposer de rudes labeurs, que ne ferais-je pas si j'avais l'espoir que vous, vous, Marthe, vous me disiez un jour : « Je suis heureuse, je suis fière de vous! »

« Que vous importe cependant? dois-je vous le dire? Oui, je veux tout vous dire aujourd'hui. Hier, quand votre regard s'est arrêté sur le mien, j'ai osé croire un instant que vous m'aimiez. Ne vous irritez

pas, l'illusion a été courte, et vous avez pris soin d'en effacer jusqu'à la moindre trace. Je le sais, Marthe, une femme ne parle pas à l'homme qu'elle aime avec ces yeux sourians et cette inflexion de voix moqueuse.

« Mais où donc espérez-vous trouver le bonheur, si vous dédaignez l'amour? Croyez-vous que l'étude et la contemplation de la nature puissent satisfaire tous les besoins du cœur de l'homme? N'auriez-vous pas encore compris que les livres mentent, que la nature est muette, que ce n'est qu'à travers l'amour, à travers l'amour seul, que nous pouvons entrevoir Dieu?... Peut-être savez-vous cela aussi bien que moi, peut-être un autre.... Oh! je vous en prie, dites-moi la vérité. Je sais que certaines femmes brisent un cœur sans scrupule et croiraient commettre un crime si elles manquaient à la plus niaise des prescriptions du monde; mais vous, si grande en tout, vous ne pouvez pas agir comme ces tristes esclaves des convenances. Dites-moi la vérité, je vous la demande à genoux! »

III.

Qu'on ne s'étonne pas si Manuel, sceptique comme nous avons laissé entrevoir qu'il l'était, parlait de Dieu à tous propos dans sa lettre : c'est une des plus inévitables conséquences de l'amour. Nous connaissons une femme qui arrêtait ses adorateurs au milieu de leurs plus brûlantes tirades et leur disait en riant : « Non, vous ne m'aimez pas, car vous ne m'avez jamais parlé de Dieu! » — Cette femme-là, qu'elle en eût conscience ou non, avait parfaitement raison. Toute émotion qui remue l'homme jusqu'au fond des entrailles excite en lui la soif de l'absolu. Le sentiment borné, purement individuel, qui n'aboutit qu'à fondre deux âmes dans la volupté, n'est pas de l'amour. Pour que le cœur de l'homme soit comblé, il lui faut quelque chose de plus que ce que la terre seule peut donner. Tous le sentent instinctivement, et voilà pourquoi croyans et incrédules, quand ils sont profondément ébranlés, ont sans cesse sur les lèvres et sous la plume le nom dans lequel se personnifie l'infini, quelle que soit du reste la définition dogmatique ou philosophique qu'ils se donnent à eux-mêmes du mot Dieu.

Après avoir cacheté son épître avec les soins minutieux (nous dirions puérils, si rien de ce qu'inspire un grand sentiment pouvait l'être) que tout homme se souviendra d'avoir pris pour la première lettre d'amour écrite à la première femme sérieusement aimée, Manuel se demanda comment il la ferait parvenir à Marthe.

Quelques minutes à peine après s'être posé cette question, il montait à cheval, et au bout d'une heure il s'arrêtait devant une chaumière isolée sur une vaste grève. Quoiqu'il ne fût que cinq heures

du matin, une femme était assise sur le seuil de cette pauvre demeure et raccommodait des filets, tandis que deux enfans à demi nus et beaux malgré leur aspect un peu sauvage se roulaient dans le sable à ses pieds. Manuel fut reçu comme une vieille connaissance par la mère et par les enfans.

— Comment va le père Joseph, Catherine? dit-il.

— Assez bien, mon bon monsieur, si ce n'est que depuis sa dernière attaque il n'entend guère plus qu'il ne voit.

Le père Joseph sembla vouloir prouver qu'il n'était pas aussi sourd qu'on le disait, car une voix cria de l'intérieur de la cabane :

— Avec qui causez-vous si matin, Catherine?

— Avec l'ami de M. l'abbé et de Mlle Marthe, répondit la paysanne.

— Que Dieu leur rende tout le bien qu'ils nous ont fait! dit le vieillard.

Joseph était un vieux marin pour lequel la terre n'avait été dès son enfance qu'un accessoire très insignifiant de l'Océan. Quand la vieillesse vint l'obliger à quitter son navire, il se rappela qu'une femme qu'il avait trouvé le temps d'épouser entre deux campagnes lui avait laissé une fille, et s'établit dans la cabane qu'elle habitait avec son mari, intrépide pêcheur dont le bateau était la seule fortune. La pauvre famille vécut pendant deux ou trois ans sans trop de misère, et le père Joseph commençait à trouver assez doux de dormir dans un lit, quand une nuit de tempête engloutit le pêcheur et sa chaloupe.

A son retour en Bretagne, le printemps suivant, Marthe trouva Catherine pâle et décharnée; ses enfans se mouraient de faim et de maladie, et le vieillard grelottait sous des haillons dans une chaumière en ruines. Elle usa de son influence sur sa tante en faveur de ces malheureux. Mme de Cernan fit au père Joseph une pension viagère, et la jeune femme eut un nouveau bateau avec lequel elle put gagner son pain et celui de ses enfans en transportant de la terre ferme aux îles voisines les habitans de la côte et les étrangers.

Dans les classes cultivées de la société, les dettes de cœur s'acquittent généralement en phrases sonores; ces pauvres gens ne savaient pas en faire, mais leur dévouement pour Marthe était sans bornes, absolu. Si elle avait ordonné à Catherine de se jeter dans un gouffre comme Curtius, ou d'étendre sa main sur des charbons ardens comme Mucius Scœvola, Catherine n'aurait cru faire que son devoir en lui obéissant. Manuel le savait, aussi n'hésita-t-il pas à confier son message à cette bonne paysanne.

Catherine n'avait aucune idée de nos préjugés arbitraires, qui font aux jeunes filles bien élevées un crime presque irrémissible de la réception de toute lettre non écrite par un parent au troisième degré

au plus. Elle avait souvent vu Manuel causer avec Marthe, et ne songea nullement à s'étonner qu'il lui écrivît, puisqu'il savait écrire. L'expresse recommandation de ne remettre la lettre à Mlle de Montbrun qu'en l'absence de tout témoin n'éveilla même pas l'ombre d'un scrupule dans sa conscience villageoise.

Manuel distribua quelques petites pièces de monnaie aux enfans de Catherine, et la quitta après lui avoir plusieurs fois recommandé de lui apporter avec toute la célérité possible la réponse qu'il espérait.

N'avez-vous pas éprouvé quelquefois l'envie de briser la boîte aux lettres pour en retirer la missive que vous trouviez d'une éloquence sublime tant qu'elle touchait le bout de vos doigts, et qui vous semblait subitement vulgaire ou ridicule, dès qu'en disparaissant dans l'étroite ouverture, elle était devenue la propriété de l'administration des postes? Manuel ressentit quelque chose d'analogue quand il eut fait une demi-lieue sur la route de B...; mais ce qui ne fut d'abord qu'une velléité prit des proportions démesurées à l'heure où il supposa que sa lettre pouvait être entre les mains de Mlle de Montbrun. En conséquence, il reprit au galop le chemin de la chaumière de Catherine, espérant arriver à temps pour empêcher sa lettre de tomber sous les yeux de Marthe, mais n'espérant peut-être pas moins qu'elle y aurait déjà répondu, sans s'inquiéter de mettre d'accord ces deux idées contradictoires.

Il trouva la paysanne, ses deux enfans et son vieux père assis en dehors de la cabane autour d'un énorme bassin de cuivre. Tous les quatre plongeaient successivement une grossière cuillère de bois dans une pâte noirâtre, mélange peu appétissant de blé noir et de millet cuits dans l'eau. Cette scène domestique, éclairée par les rayons dorés d'un beau soleil couchant et encadrée par la mer, ne manquait pas d'une certaine poésie rustique et patriarcale; elle n'inspira pourtant à Manuel qu'une violente indignation.

— Quelle brute est-ce donc que cette femme pour se repaître ainsi tranquillement quand elle a dans sa poche ma lettre ou celle de Marthe? se dit-il en descendant de cheval. Et s'approchant de Catherine, il l'interrogea brusquement. Sa réponse lui prouva que l'appétit de cette pauvre femme était moins coupable qu'il ne l'avait supposé d'abord. Elle lui raconta, avec la prolixité habituelle aux gens du peuple, son entrevue avec Mlle de Montbrun. Ce n'était que vers quatre heures du soir qu'elle avait pu la rencontrer seule dans la grande allée de châtaigniers. Elle lui avait remis le message dont elle était chargée, en lui disant que c'était de la part de M. Belmar. Mlle de Montbrun avait mis la lettre dans sa poche sans répondre un seul mot, puis elle était rentrée dans le jardin en la congédiant.

Manuel se fit répéter cinq ou six fois ces détails, et partit convaincu qu'il aurait une lettre de Marthe le lendemain. Le lendemain à midi, il n'avait rien reçu, et il se rendit chez Catherine, espérant y apprendre quelque chose. La paysanne était en mer avec ses deux enfans. Manuel revint le soir, il revint le lendemain matin, puis le soir encore. Catherine n'avait pas entendu parler de Marthe, et, ne comprenant rien à l'agitation de Manuel et à ses questions incohérentes, elle commençait à le regarder avec de grands yeux étonnés qui disaient assez clairement : — Est-ce que ce pauvre monsieur devient fou ?

Nos orages de tête et de cœur seront toujours des folies pour les êtres simples qui vivent dans une continuelle communication avec la nature. On croit rendre raison de ce phénomène moral en disant que les sentimens et les idées ne peuvent guère se développer chez des créatures condamnées à épuiser leurs forces dans des travaux matériels pour gagner leur vie de chaque jour, ou bien encore en admettant que nos passions excessives sont un produit maladif de notre éducation, que les sciences, les arts, les lettres dépravent l'homme, comme l'a dit un philosophe célèbre. La preuve que cette explication est insuffisante, c'est que les ouvriers des villes, placés dans les mêmes conditions de travail et d'ignorance que les campagnards, sont bien loin de la résignation et de la quiétude de ces derniers. Il faut donc chercher une autre cause à la placidité d'âme des paysans. Dans les autres classes de la société, les hommes luttent contre des hommes, et le succès dépend d'une supériorité de volonté, de talent ou de savoir faire. La partie pouvant toujours se gagner, l'homme s'enfièvre et s'acharne au combat; mais que faire contre la gelée qui dessèche en une nuit les fleurs roses du pommier? contre la grêle qui hache les épis presque mûrs? contre la rivière qui déborde et ravage le potager? contre le vent qui brise et couche à terre le brin de trèfle et les grands arbres? Écrasé par l'inexorable puissance de la nature, l'homme des champs perd jusqu'à la notion de la résistance. Devant le fléau qui ruine ses espérances, il ne peut que croiser les bras et courber la tête. Inévitablement il devient fataliste en tout ce qui concerne ses intérêts, et porte dans les autres actes de sa vie ses habitudes de soumission à la destinée.

Manuel paya cher, au mois de juillet 1840, l'honneur d'être un représentant distingué des classes civilisées de la société. Pendant quatre fois vingt-quatre heures, il vécut dans un inexprimable état d'angoisse et de fureur. Dans la nuit du quatrième au cinquième jour, il écrivit à Marthe une seconde lettre mille fois plus passionnée que la première; à cinq heures du matin, il était devant la chaumière de Catherine. Il causait depuis quelques instans avec la paysanne, quand il distingua dans le lointain une forme blanche et légère qui

s'avançait rapidement sur le sable dans la direction de la cabane. Quelques secondes après, il reconnut Mlle de Montbrun. Elle arriva près d'eux pâle, émue, tremblante.

— Viens vite, Catherine; venez vite, monsieur; votre ami se meurt.

— Quel ami? dit Manuel.

— George, George, répéta-t-elle.

Puis, sans se reposer, sans répondre à aucune question, elle reprit précipitamment le chemin du château.

Elle ne s'arrêta que dans un petit bois de hêtres où Manuel aperçut George gisant évanoui à quelques pas des murs du jardin; sa tête avait porté contre une grosse pierre, et le sang ruisselait avec abondance de sa blessure. Le chapeau de Manuel servit à puiser de l'eau dans une fontaine voisine, Marthe lava la plaie et la banda avec son mouchoir. George entr'ouvrit alors un instant les yeux, puis les referma aussitôt sans prononcer une seule parole.

— Je vais aller chercher du secours, dit Manuel, que l'étonnement avait rendu muet jusque-là, et qui venait de reconnaître que George avait une jambe cassée.

— Non, dit Marthe, d'un ton absolu, il faut auparavant le transporter au fond du ravin, près du rocher qu'on nomme *le Saut du Cerf*. Aidé de Catherine, cela vous sera facile. Catherine, continua-t-elle, jette de la terre et des feuilles sur ces traces de sang.

Catherine obéit; puis elle unit ses forces à celles de Manuel, et en prenant des précautions infinies pour éviter à George des secousses douloureuses, ils descendirent, chargés de leur fardeau, une pente rapide qui conduisait à l'endroit indiqué par Marthe.

— Maintenant, monsieur, dit Mlle de Montbrun, dès que George fut déposé à terre, je vous confie M. Servet. Dites à son père et à tout le monde qu'en s'efforçant d'atteindre des plantes pariétaires que l'abbé désirait pour son herbier son pied a glissé sur la mousse humide du rocher, et qu'il a roulé jusqu'au fond du ravin. Cet accident n'est pas sans exemple dans le pays. Ayez soin de répéter cette fable devant lui, dès qu'il aura repris connaissance. Tu entends, Catherine.

Aussitôt elle disparut derrière les massifs de houx qui bordaient le sentier et laissa Manuel stupéfait.

Des bûcherons travaillaient dans le voisinage, la paysanne les appela. Ils firent un brancard avec quelques branches d'arbres et portèrent George dans la chaumière de Catherine. On l'étendit sur un lit, et un paysan à qui Manuel prêta son cheval fut chargé d'aller à la ville et d'en ramener en toute hâte un médecin.

Manuel s'assit près de George. De poignantes réflexions commencèrent à se faire jour au milieu de l'horrible confusion qui régnait dans son esprit. Il croyait faire un mauvais rêve et luttait de toutes

ses forces contre les convictions que lui apportait l'examen attentif de la réalité. Il imaginait des circonstances impossibles, des complications d'événemens inouis pour s'expliquer, sans accuser Marthe, les faits dont il venait d'être témoin; mais cet échafaudage de justifications élevé à grand'peine s'écroulait en un instant. Comment douter de l'amour de Marthe pour George? Mais pourquoi donc alors avait-elle reçu sa lettre? Ce qui le confondait plus que tout le reste, c'était l'inaltérable présence d'esprit de Marthe, ce mensonge si lestement inventé, ces adroites précautions pour détourner tout soupçon. Comment une jeune fille avait-elle pu déployer tant de sang-froid, d'habileté, d'audace dans un semblable moment? Pendant les trois heures qu'il passa seul près du blessé, Manuel versa plusieurs fois des larmes de désespoir. Sa tête se perdait, et il serrait convulsivement son front entre ses mains. L'entrée du médecin et de M. Servet dans la chaumière vint enfin l'obliger à contenir cette agitation délirante.

Après avoir examiné attentivement la jambe de George, le médecin déclara qu'il ne voyait là qu'une fracture simple très facile à réduire. Quant à la blessure au front, ce n'était qu'une écorchure sans importance. Pendant qu'il posait un premier appareil, Manuel raconta à M. Servet l'accident arrivé à son fils conformément aux instructions de Marthe, et cette explication sembla parfaitement plausible à l'avocat. On coucha George sur les coussins de la voiture qui avait amené son père et le médecin, et tous trois reprirent la route de B...

Manuel, resté seul avec la paysanne, lui demanda la lettre qu'il lui avait remise le matin; puis, déchirant une page de son porfeuille, il écrivit rapidement au crayon les mots suivans :

« Depuis quatre jours que vous avez reçu ma lettre, mademoiselle, comment n'avez-vous pas trouvé le courage de m'avouer que vous aimiez George? En perdant tout espoir de bonheur en ce monde, j'aurais pu du moins conserver des illusions que vous venez d'anéantir à jamais. A qui pourrai-je croire désormais, puisqu'il faut douter de vous? »

Il remit ce billet à Catherine en lui ordonnant de le porter immédiatement à Mlle de Montbrun et passa le reste de la journée à errer dans la campagne.

Les réverbères projetaient déjà leurs modestes lueurs sur les pavés déserts quand il rentra dans B... Il ne trouva pas Juan dans sa chambre et en fut contrarié. Il éprouvait ce besoin de se replonger dans le courant des vulgarités de la vie qui est assez ordinaire après les grands désastres, quand la douleur est mélangée d'irritation. Agir comme tout le monde, c'est une protestation contre la souffrance qui nous a été infligée. Cette disposition d'esprit conduisit Manuel dans l'un des deux cafés que la petite ville se glorifiait de posséder.

Dès qu'il se montra sur la porte du café de Paris, la dame du comptoir fit un geste aux nombreux adorateurs qui l'entouraient pour leur imposer silence. Des regards significatifs s'échangèrent entre les habitués attablés devant leurs dominos, et des phrases commencées à voix haute s'achevèrent sur un ton infiniment plus discret.

La vérité est que le cordon bleu d'un château voisin, allant chercher ses provisions à la ville, avait aperçu, sous les murs du parc de Cernan, George étendu par terre et baigné dans son sang, et près de lui Mlle de Montbrun. Elle n'avait pas jugé nécessaire de quitter le bât rustique sur lequel elle se prélassait entre deux paniers pour porter secours au blessé; mais elle avait mis un louable empressement à raconter ce qu'elle venait de voir à la première domestique qu'elle avait rencontrée, et celle-ci s'était hâtée de redire à ses maîtres la tragique histoire. Au bout d'un quart d'heure, le récit de la cuisinière avait fait le tour du marché; au bout d'une heure, le tour de la ville. Après avoir subi un nombre illimité de variantes et s'être embelli en route des commentaires les plus dramatiques, il avait reçu enfin une forme définitive et consacrée par l'opinion. On ne s'arrêta pas à des invraisemblances de détail, et il fut admis que Manuel, dont les visites journalières à Cernan préoccupaient beaucoup la petite ville, ayant surpris son rival au moment où il enjambait le mur du château, l'avait frappé de plusieurs coups de poignard. A part le vulgaire plaisir du scandale, les membres de la belle société de B... trouvaient une jouissance toute particulière à s'entretenir d'une anecdote qui perdait de réputation l'objet de leurs jalousies ou de leurs rancunes. Aussi l'explication parfaitement innocente que donna la mère du malade aux innombrables curieux qui vinrent s'informer de l'état de George ne rencontra-t-elle que des incrédules. Les affirmations mêmes du médecin persuadèrent à bien peu de gens qu'un tibia rompu et une égratignure au front ne sont pas des coups de poignard. Dans les groupes de fumeurs, comme dans les conciliabules des coquettes émérites, on s'en tint à la première version.

Manuel s'aperçut bientôt de l'attention dont il était l'objet, et quoiqu'il n'en démêlât pas clairement le motif, la sourde colère qui grondait en lui augmenta sensiblement. Il s'assit devant une tasse de café, et parut absorbé dans la lecture d'un journal. Quelques jeunes officiers, placés près de lui, se bornèrent pendant quelques instans à des chuchotemens moqueurs et à des rires contenus; mais l'un d'entre eux, dont la taille était plus prodigieusement étranglée dans son corset et la moustache plus crânement retroussée que celle de ses camarades, reprit bientôt la suite des plaisanteries auxquelles il se livrait avant l'arrivée de Manuel, sans baisser le moins du monde le diapason ordinaire de sa voix. Manuel comprit alors à peu près de quoi il

s'agissait et se contint à grand'peine. Une phrase dans laquelle le bel esprit du régiment, donnant carrière à sa fertile imagination, comparait Mlle de Montbrun, qu'il lui plaisait de faire apparaître à sa fenêtre pendant la lutte des deux rivaux, à Hélène contemplant du haut des remparts de Troie le combat singulier de Pâris et de Ménélas, vint enfin le mettre hors de lui.

— Et de quel droit, monsieur, s'écria-t-il, parlez-vous ainsi d'une femme que vous ne connaissez probablement pas?

— Je pourrais vous demander, monsieur, de quel droit vous prenez sa défense? répondit l'officier en se redressant fièrement.

— Du droit qu'a tout homme bien élevé de donner une leçon à un insolent, répliqua Manuel exaspéré.

L'insulte était flagrante, les cartes des deux adversaires furent échangées, et la rencontre fixée au lendemain matin.

Le jour de l'accident de George, les hôtes et les habitans de Cernan étaient partis, dès huit heures du matin, pour aller visiter un vieux parent de la baronne qui habitait dans les environs, et n'étaient rentrés au château qu'à une heure très avancée de la soirée. Catherine ne put donc remettre à Marthe le billet de Manuel que le lendemain. Dès qu'elle y eut jeté les yeux, son visage pâlit, et des larmes roulèrent lentement sur ses joues. Elle les essuya aussitôt et écrivit quelques mots. — Va sans retard à la ville, dit-elle à la paysanne, et remets toi-même ce billet à M. Belmar. A quelque heure que tu reviennes, monte dans ma chambre et fais-moi prévenir par Jenny. Emprunte un cheval au fermier pour aller plus vite.

Quand Catherine arriva devant la maison habitée par Manuel, toutes les commères du quartier étaient réunies devant la porte et se livraient à de bruyantes exclamations. Obéissant ponctuellement aux recommandations de Marthe, la paysanne demanda à l'épicière retirée, propriétaire de la maison, qui jouait le principal rôle dans cet attroupement féminin, si M. Belmar était chez lui.

— S'il est chez lui! Et où voulez-vous qu'il soit, le pauvre monsieur? Croyez-vous qu'on se promène avec un coup d'épée dans la poitrine? Jésus, mon Dieu! comment ne meurent-elles pas de honte sous leurs dentelles, ces grandes dames qui s'amusent à faire égorger les gens pour leurs beaux yeux?

— Et comment ce malheur est-il arrivé? dit la paysanne.

— Comment? Demandez-le à cette belle demoiselle que vous promenez quelquefois dans votre bateau. Une jolie histoire! continua l'épicière en commentant à sa façon les événemens. Elle avait trois amoureux, M. George, un officier, et notre pauvre *monsieur*, et leur faisait croire à tous les trois qu'elle les aimait; mais un beau jour ils en sont venus à s'expliquer, et l'officier a dit aux deux autres qu'ils mentaient, que la demoiselle n'était amoureuse que de lui. Les deux

autres ont voulu se battre tout de suite, et l'officier, dont c'est le métier de tuer les gens, a blessé M. George et mis notre pauvre *monsieur* à toute extrémité.

— S'il n'est pas mort, on peut le voir? Je suis chargée d'une commission pour lui, dit Catherine.

— Montez si cela vous plaît; mais que voulez-vous qu'il fasse de votre commission dans l'état où il est? dit l'épicière. Vous feriez aussi bien de la reporter à la personne qui vous l'a donnée.

Sans tenir compte de ce conseil, Catherine s'élança sur l'escalier qui conduisait à la chambre de Manuel, et fut bientôt devant la porte. Juan vint lui ouvrir.

— J'ai une lettre à remettre à M. Belmar, dit la paysanne.

— Une lettre de qui?

— De Mlle de Montbrun.

Juan n'était pas très au courant des circonstances qui avaient amené le duel de Manuel, mais il en savait assez pour être convaincu que les coquetteries de Marthe étaient la seule cause d'un événement qui allait peut-être lui enlever un ami qu'il chérissait tendrement. Il nourrissait donc contre elle un profond ressentiment.

— Reportez son billet à Mlle de Montbrun, dit-il avec amertume, et dites-lui que M. Belmar sera probablement mort demain.

Vers trois heures de l'après-midi, Marthe était au piano, et jouait un morceau à quatre mains avec la fille de la marquise, quand sa femme de chambre vint lui dire quelques mots à l'oreille. Un tremblement involontaire agita ses mains; mais elle n'en arriva pas moins assez heureusement jusqu'à l'accord final. Elle quitta alors le salon et monta précipitamment dans sa chambre.

L'air consterné de la paysanne la frappa tout d'abord. — Qu'as-tu donc? que s'est-il passé? lui dit-elle. — Catherine lui remit son billet et lui raconta tout ce qu'elle venait d'apprendre. Les alternatives de pâleur livide et de rougeur éclatante par lesquelles passa le visage de Marthe trahirent seules ses angoisses pendant ce récit.

— Attends-moi ce soir à dix heures et demie, dit-elle à la paysanne aussitôt que celle-ci eut cessé de parler; nous irons ensemble à la ville.

Catherine la regarda avec stupéfaction; mais l'idée de faire la moindre objection à une volonté exprimée par Mlle de Montbrun ne pouvait pas naître dans son esprit.

— Faudra-t-il préparer mon bateau? dit-elle.

— Non, le vent peut être mauvais, tu ne pourrais pas ramer seule, et personne ne doit savoir que je suis allée à B...

— Je demanderai alors son cheval au fermier.

— Je te le défends; j'irai à pied.

— Mais il y a deux bonnes lieues d'ici à B....

— Qu'importe? Attends-moi et prépare ton costume du dimanche, j'en aurai besoin.

Vers onze heures, Marthe était chez Catherine. La paysanne avait soigneusement fermé la porte qui séparait la première pièce de la chaumière de celle où dormaient son vieux père et ses enfans. Son unique jupe de drap noir, son corset brodé sur toutes les coutures et sa grande coiffe des dimanches étaient étalés sur son lit. Marthe laissa tomber le manteau qui l'enveloppait et revêtit ces habits grossiers; mais quand elle se regarda dans la petite glace entourée de bois rouge dont la cheminée de Catherine était ornée, elle éprouva un moment de découragement. Au lieu de dissimuler sa beauté, le léger échafaudage de mousseline blanche dont se compose la coiffure des femmes du Finistère ne faisait que mieux ressortir la rare pureté de ses traits et la fraîcheur délicate de son teint.

— Je ne puis me montrer ainsi, murmura-t-elle. — Catherine, ajouta-t-elle après un moment de réflexion, ta mère était du Morbihan; tu dois avoir conservé les grands capuchons qu'elle portait habituellement.

Catherine tira d'un vieux bahut un capuchon d'étamine brune.

— Voilà ce qu'il me faut, dit Marthe. Et, ôtant la coiffe brodée, elle jeta la lourde étoffe sur sa magnifique chevelure et l'abaissa sur ses yeux. — Maintenant, partons, dit-elle.

Il était une heure quand les deux voyageuses entrèrent dans B.... Marthe songea alors qu'il faudrait nécessairement expliquer cette visite nocturne à la personne qui les introduirait près de Manuel; mais le souvenir des bavardages que lui avait rapportés Catherine vint lui fournir un moyen facile de sortir d'embarras.

— Catherine, dit-elle, tu diras à la femme qui nous ouvrira la porte que tu as été envoyée par M. l'abbé pour demander si sa présence près de M. Belmar ne pourrait pas être utile, et tu me feras passer pour une de tes cousines que tu as amenée avec toi pour ne pas courir seule les champs la nuit.

Juan veillait près de son ami quand Catherine frappa à la porte du malade. Il vint ouvrir au bout de quelques instans et fronça le sourcil en reconnaissant la paysanne. Marthe s'avança alors et rejeta brusquement en arrière le capuchon qui voilait ses traits; Juan s'inclina respectueusement devant ce visage pâle et triste.

— M. Belmar pourra-t-il me reconnaître et m'entendre? dit-elle d'une voix tremblante en fermant la porte qui séparait la chambre du palier sur lequel était restée Catherine.

— Je l'espère, répondit Juan. Et il la conduisit près du lit du blessé.

— Manuel, dit Marthe, Manuel, m'entendez-vous?

Manuel ouvrit languissamment les yeux, puis les referma aussitôt, comme ébloui par une apparition inattendue.

— C'est un rêve, murmura-t-il. Marthe! non, c'est impossible.

— Oui, c'est bien moi, dit Marthe, c'est moi. Je suis venue pour vous dire que je n'ai jamais aimé George, que je n'ai jamais aimé personne, ajouta-t-elle plus bas.

Manuel saisit sa main et y appuya ardemment ses lèvres.

— Oh! maintenant je puis mourir, je mourrai heureux, dit-il d'une voix étouffée, et, épuisé par la souffrance et par une émotion au-dessus de ses forces, il retomba à demi évanoui sur son lit.

Marthe retira doucement sa main, qu'il tenait encore dans la sienne.

— Non, vous ne mourrez pas, dit-elle. Pensez à moi et guérissez-vous.

Puis, abaissant son capuchon, elle sortit de l'appartement.

— Ah! Juan, quel bonheur! Elle m'aime! dit Manuel avec une sorte de délire dès qu'il fut revenu à lui.

Rien n'était plus vrai : Marthe aimait Manuel.

IV.

Quelques détails sur la vie et sur le caractère de Mlle de Montbrun sont ici nécessaires.

Sa première enfance s'était écoulée dans un somptueux hôtel où de nombreux domestiques prévenaient tous ses caprices; mais sa mère, qu'elle adorait, était toujours pâle et triste, et ne posait jamais ses lèvres sur le front de sa fille sans le mouiller de ses larmes. Plus tard, Mme de Montbrun avait quitté Paris, n'emmenant avec elle que Marthe et une vieille femme de chambre, pour aller habiter au fond de la Touraine une humble maisonnette cachée dans les bois. Pendant le cours de quatre années, nul visiteur ne vint troubler la solitude des trois recluses, si ce n'est une cousine de Mme de Montbrun, mariée à l'unique notaire d'une petite ville des environs, qui, dans la belle saison, apparaissait souvent chez sa parente, suivie de six filles d'une remarquable laideur. Sans comprendre la cause d'un aussi complet changement d'existence, Marthe en jouit avec délices. Le grand air, la liberté, les soins de la campagne fortifièrent sa santé et lui causèrent mille ravissemens, jusque-là inconnus. La bienfaisante influence de cette paisible existence et de cette familiarité avec la nature semblait s'étendre jusque sur Mme de Montbrun. De légères couleurs commençaient à animer ses joues, jadis si blêmes : elle redevenait jeune et active pour partager les occupations champêtres de sa fille, et presque gaie pour sourire à ses jeux; mais ce bonheur ne devait pas durer.

Un jour que Marthe s'était laissé entraîner par un papillon assez loin de la maison maternelle, une chaise de poste passa près de la

prairie dans laquelle elle pourchassait de buisson en buisson l'insaisissable lépidoptère. Le postillon s'arrêta devant elle et lui demanda quelle direction il devait suivre pour arriver à l'habitation de Mme de Montbrun. Marthe se rapprocha du bord de la route pour lui répondre. Dès qu'elle eut prononcé quelques mots, la personne qui se trouvait dans la voiture mit la tête à la portière, et la jeune fille reconnut son père, qu'elle n'avait pas vu depuis son départ de Paris. Bien que le sentiment qu'elle avait de tout temps éprouvé pour M. de Montbrun tînt plus de la crainte que de l'affection, son premier mouvement fut de s'avancer vers lui pour se jeter dans ses bras; mais un regard froidement scrutateur la cloua à sa place. Le postillon, suffisamment renseigné, fouetta ses chevaux, et Marthe, toujours immobile, regarda la chaise de poste s'éloigner avec un vague pressentiment de malheur.

A son retour au logis, elle trouva la vieille servante bouleversée. Comme cette excellente créature ne brillait pas par la discrétion, elle confia à Marthe les bizarres commentaires que son imagination lui suggérait sur la visite de M. le comte, et finit par lui avouer qu'ayant écouté un instant à la porte de l'appartement dans lequel M. de Montbrun s'était renfermé avec sa femme, elle avait entendu cette dernière s'écrier : « Vous voulez donc ma mort, je n'y survivrai jamais ! »

Quand Mme de Montbrun parut dans la chambre de sa fille, elle la trouva baignée de pleurs. Trop émue elle-même pour songer à s'informer de la cause de son chagrin, elle la prit sur ses genoux, et, après l'avoir serrée longtemps contre son cœur, elle lui annonça entre deux baisers que son père devait l'emmener le soir même à Paris pour la présenter à une de ses tantes qui désirait vivement la connaître. L'existence de Marthe s'était tellement identifiée avec celle de sa mère, que l'idée qu'elle pouvait en être séparée un seul jour ne s'était jamais présentée à son esprit. Elle crut d'abord que Mme de Montbrun l'accompagnerait, et accueillit ce projet de voyage avec une joie enfantine; mais quand sa mère lui eut expliqué qu'elle devait partir seule, un profond désespoir s'empara d'elle. Elle se suspendit au cou de la comtesse, la couvrit de baisers et la supplia de la garder près d'elle. Par un effort sublime, Mme de Montbrun parvint à dominer sa propre douleur pour calmer celle de sa fille. Elle l'assura que leur séparation serait de courte durée, l'entretint longuement des joies du retour, et réussit si bien à endormir les inquiétudes de cette âme naïve, que Marthe monta sans trop pleurer dans la chaise de poste qui avait amené le comte. Le lendemain vers dix heures du soir, M. de Montbrun entrait avec sa fille dans le salon de sa sœur, Mme la baronne de Cernan.

Mme de Cernan était une ex-beauté, qui avait eu sur beaucoup de

ses rivales le rare avantage d'être incontestablement jolie. La nature l'avait du reste aussi bien douée que possible pour le rôle de femme à la mode; pas l'ombre d'esprit, de cœur, ou d'imagination; à part une très positive vanité, tout était négatif chez elle. Aussi fit-elle son métier en conscience. Pendant plus de vingt ans, il n'y eut pour elle que deux choses sérieuses dans la vie, les complimens et les chiffons; on l'admira, et elle fut heureuse. L'heure fatale de la retraite sonna pourtant enfin; mais le baron de Cernan ayant eu l'aimable attention de mourir précisément le jour où la comtesse fut forcée de s'avouer que ses dents jaunissaient, que son corset devenait trop étroit pour sa taille épaissie, et que les fils argentés envahissaient sans pitié l'ébène de ses bandeaux, cette coïncidence adoucit singulièrement les angoisses de ce moment suprême. Mme de Cernan eut ainsi un excellent motif pour quitter sans humiliation un monde qui la quittait, et s'enterra dans une de ses terres sous le spécieux prétexte d'y pleurer son mari, après avoir annoncé bien haut l'intention de n'en sortir jamais. Cependant, comme rien n'est moins divertissant qu'un éternel tête-à-tête avec l'ombre d'un époux qu'on n'a jamais aimé de son vivant, l'ennui vint bientôt renverser cette héroïque résolution. Au bout de dix-huit mois, Mme de Cernan était de retour à Paris, ne sachant trop à quel saint se vouer pour tuer le temps. Elle n'aimait bien entendu ni les arts, ni l'étude; restaient donc les *kings-charles*, le jeu et la dévotion. Elle en essaya. Le jeu la fatigua sans l'amuser, la profession de dame de charité la charma encore moins; elle fut plus heureuse du côté des quadrupèdes, et s'engoua fort d'une gracieuse petite levrette; mais cette distraction intime laissa encore bien du vide dans l'existence de Mme de Cernan. Ne pouvant supporter la solitude, elle finit par retourner dans le monde. Ce qu'elle y souffrit ne peut pas se décrire. Une actrice longtemps adorée du public et forcée tout à coup de rentrer dans l'humble troupeau des figurantes pourrait seule s'en former une juste idée. Un soir qu'elle était assise à l'extrémité d'une bruyante salle de bal, plus mécontente encore que de coutume d'elle-même et des autres, l'isolement et la tristesse développèrent chez elle des facultés d'observation qui ne s'étaient pas révélées jusque-là. Elle remarqua que plusieurs de ses amies, mères de fraîches jeunes filles de dix-sept à dix-huit ans, étaient aussi fêtées, aussi entourées, aussi gaies, que dans leurs plus beaux jours. Ce fut pour elle un trait de lumière. L'idée qu'il pouvait y avoir autre chose que de l'assujettissement et de l'ennui dans la maternité surgit pour la première fois dans son esprit, et dès le lendemain elle écrivait à son frère, le comte de Montbrun, avec lequel elle n'avait depuis longtemps que d'assez froides relations, pour lui témoigner son désir de connaître sa fille, lui laissant entrevoir qu'elle pourrait bien se charger de son

11.481

éducation et en faire son héritière, si la jeune Marthe lui plaisait.

Le comte s'était mis par de folles prodigalités dans une situation pécuniaire telle que rien ne lui paraissait plus incertain et plus sombre que l'avenir de sa fille, quand par hasard il y pensait. Il accueillit donc avec empressement les ouvertures de sa sœur, et n'hésita pas à user de l'autorité que la loi lui conférait pour enlever Marthe à Mme de Montbrun.

Le premier regard jeté par la baronne sur sa nièce décida de la destinée de la jeune fille. Marthe était aussi belle qu'on peut l'être à douze ans. Tranquille sur ce point, Mme de Cernan déclara immédiatement à son frère que Marthe serait traitée par elle comme si elle était sa propre fille.

L'enfant était très occupée à nouer des relations intimes avec la levrette pendant que se tranchait cette question si grave pour elle. Elle n'entendit rien, et s'endormit paisiblement une heure après, en rêvant au bonheur de revoir bientôt sa mère. Il se passa huit jours avant que son père, tourmenté par elle, lui apprît la vérité. Son désespoir fut horrible, et aurait pu nuire sérieusement à sa santé, si une lettre de Mme de Montbrun, la lettre la plus héroïque qu'une femme ait jamais écrite, ne fût venue lui faire un devoir de la résignation, et la bercer d'espérances que la pauvre mère était bien loin de concevoir.

Du reste, la baronne fit bien les choses. Marthe fut installée dans un délicieux appartement, on lui donna les meilleurs professeurs de Paris, ses robes et ses chapeaux vinrent de chez les meilleures faiseuses; Mlle Rosalie, première femme de chambre de la baronne, fut chargée de la partie morale de son éducation et du soin de sa garde-robe, et Mme de Cernan ne manquait guère d'emmener sa nièce avec elle toutes les fois qu'elle sortait à pied ou en voiture, car Marthe pouvait à la rigueur passer pour sa fille, ce qui au premier coup d'œil rajeunissait la baronne de quinze ou vingt ans.

Si on avait dit à Mme de Cernan que sa nièce n'était pas heureuse, elle eût haussé les épaules. Marthe mourait pourtant d'ennui et de tristesse au milieu de ce bien-être et de ce luxe. Elle n'avait pas tardé à reconnaître que sa tante l'aimait au fond un peu moins que son chien. Quant à Mlle Rosalie, c'était une vieille fille acariâtre, qui, comme toutes ses pareilles, avait les enfans en horreur. Très contrariée de la présence de Marthe chez la baronne, elle abusait singulièrement du pouvoir qu'on lui avait confié. L'idéal de la perfection consistait pour elle à se tenir droite, à ne pas faire de bruit et à ne jamais tacher ses robes. Pour une jeune fille habituée aux caresses d'une mère adorée et à l'entière liberté de la campagne, cette existence fut un enfer. Marthe était naturellement gaie, expansive, confiante; elle devint rêveuse et sauvage. Les premières inquié-

tudes de l'adolescence ne firent qu'augmenter cette disposition. Elle passait souvent des journées entières cachée au fond du jardin de l'hôtel, absorbée dans des pensées de révolte et combinant des projets de fuite. Dans l'amertume de ses rêveries, elle accusait souvent jusqu'à sa mère elle-même, car la mort de M. de Montbrun avait laissé la comtesse parfaitement libre de disposer de sa fille, et Marthe ne pouvait comprendre pourquoi, malgré ses supplications réitérées, elle ne la rappelait pas en Touraine.

Cette irritation sourde altérait sa santé et menaçait de fausser à jamais les belles qualités de son esprit et de son cœur. Heureusement pour elle, l'introduction d'un aumônier dans la maison de Mme de Cernan vint modifier son existence à l'époque où elle atteignait sa quinzième année.

Voici ce qui avait motivé cette innovation domestique. Dans le bourg le plus voisin du château habité l'été par la baronne, il n'y avait que deux prêtres, le curé et son vicaire. On n'y disait par conséquent que deux messes chaque dimanche, la messe basse à six heures du matin, et la grand'messe à dix heures, laquelle grand'messe était inévitablement accompagnée d'un sermon breton et suivie des vêpres. La baronne, revenue depuis quelques années aux pratiques du catholicisme, désirait cependant monter au ciel par la route la plus douce. Il lui déplaisait fort d'être obligée de se lever à quatre heures du matin, ou condamnée à passer trois heures au milieu de très sales laboureurs de la Bretagne, pour obéir aux prescriptions de l'église. Elle eut donc l'idée de faire restaurer une petite chapelle située à un quart de lieue du château et de prendre un aumônier. L'autorisation nécessaire lui fut aisément accordée par l'évêque du Finistère, qui lui désigna un vieux prêtre, rendu impropre aux rudes fonctions de curé de village par la faiblesse de sa santé. Il se trouva que cet ecclésiastique était à la fois un saint et un savant. La baronne ne s'en aperçut guère; mais comme son aumônier lui parut gai, spirituel et de première force au boston et au piquet, elle se félicita de son acquisition. Quant à Marthe, elle ne tarda pas à se sentir attirée vers lui par une irrésistible sympathie. Une affinité secrète ne pouvait manquer d'exister entre un vieillard dont l'âme avait conservé, grâce à l'austère pureté de ses mœurs, toute l'activité et toute la fraîcheur de la jeunesse, et une jeune fille en proie à l'agitation sans but et à la mysticité vague qui précèdent le développement des passions chez les organisations d'élite.

Au milieu des raffinemens égoïstes de la baronne et des absurdes tracasseries de Mlle Rosalie, Marthe étouffait. Son cœur se consumait lui-même faute d'aliment; son intelligence manquait d'air. Les conversations de l'abbé l'initièrent à une existence supérieure à laquelle elle aspirait sans s'en douter. Dans la bouche de ses professeurs, la

science n'était qu'une lettre morte, qu'une stérile nomenclature qui ne s'adressait qu'à sa mémoire. Dans celle du bon prêtre, ce fut une parole de vie. Les gens vulgaires parmi lesquels il avait vécu jusque-là étaient incapables de le comprendre; ce fut donc un bonheur pour lui que de rencontrer une élève telle que Marthe. Il trouva un extrême plaisir à éclairer son âme avide de lumière, à ouvrir des horizons nouveaux à son esprit, et entreprit de lui enseigner à peu près tout ce qu'il savait lui-même. Les premiers enivremens de la vie intellectuelle firent bientôt oublier à la jeune fille ses rébellions et ses ennuis. Elle cessa de se trouver malheureuse chez sa tante, et atteignit paisiblement sa dix-septième année, époque fixée pour sa présentation dans le monde.

La baronne avait depuis longtemps annoncé qu'elle donnerait un grand bal à cette occasion. C'était pour elle un événement de la plus haute importance. Elle connaissait l'influence d'une première impression et rêvait pour sa nièce un éblouissant triomphe. Aussi prodigua-t-elle des soins minutieux aux préparatifs de sa toilette. Elle médita profondément sur les différentes formes du corsage, fit torturer par sa femme de chambre la magnifique chevelure de Marthe pour décider quel système de coiffure il conviendrait d'adopter et lui essaya une douzaine de guirlandes. Elle se trouvait là dans son élément et s'y plongeait avec délices.

Ces préoccupations étaient cependant superflues. La jeunesse avait réalisé les promesses de l'enfance; Marthe était devenue une ravissante jeune fille, plus ravissante même qu'on ne l'est ordinairement à dix-sept ans, car le développement moral et intellectuel qu'elle devait à l'abbé ajoutait chez elle à la perfection de la forme le rayonnement de la pensée, qui est à la beauté physique ce qu'est le soleil dans un paysage.

Le jour solennel arrivé, Marthe entra toute parée vers huit heures du soir dans la chambre où sa tante achevait sa toilette.

— Vous êtes délicieuse ainsi, lui dit la baronne, en l'embrassant sur le front après l'avoir examinée avec une sérieuse attention.

Marthe s'assit près de la cheminée, tandis que Mme de Cernan mettait ses bagues et ses bracelets, en jetant de temps en temps un coup d'œil de satisfaction sur sa nièce. Elle se parait en imagination de la fraîche beauté de Marthe, et savourait d'avance les flatteries et les hommages, dont la mère adoptive d'une aussi charmante créature ne pouvait manquer d'être entourée.

A ce moment, un domestique remit à Mme de Cernan une lettre sur laquelle on lisait en gros caractères *très pressée*, preuve touchante de la naïveté de certains provinciaux qui s'imaginent sans doute que l'administration des postes fera chauffer un convoi spécial, ou ordonnera une distribution supplémentaire pour accélérer

l'envoi de leur missive. La baronne brisa le cachet et lut ces quelques mots :

« Madame la baronne,

« Votre belle-sœur la comtesse de Montbrun est dans un état désespéré. Le médecin m'a prévenue ce matin qu'elle n'avait peut-être pas vingt-quatre heures à vivre. Ma cousine connaît sa situation et désire vivement embrasser sa fille avant de mourir. Je vous supplie donc, madame, de faire partir Marthe immédiatement après la réception de cette lettre, car les minutes sont comptées.

« J'ai l'honneur, etc. « LOUISE SAUVAL. »

Rien ne pouvait plus contrarier la baronne qu'une semblable nouvelle. Comme tous les gens dont l'existence est complétement vide de sentimens, elle attachait une importance immense à ses distractions et à ses plaisirs. Elle jeta la lettre sur sa toilette, bien décidée à n'en parler à Marthe que le lendemain.

Marthe n'avait fait aucune attention à cet incident. Une altercation entre la baronne et sa caméristé à propos de la pose d'un nœud de ruban l'arracha enfin à son repos. Elle s'approcha de la toilette pour donner son avis, et ses yeux s'arrêtèrent par hasard sur l'enveloppe de la lettre, tombée au milieu d'un amas de chiffons. Elle reconnut immédiatement le timbre de L... et l'écriture de sa cousine.

— Une lettre de Mme Sauval, et vous ne m'en avez rien dit ! Ma mère est malade ! s'écria-t-elle avec une horrible angoisse en regardant la baronne.

— Indisposée, répondit Mme de Cernan en rougissant de contrariété, ne te tourmente pas. Nous causerons de tout cela demain matin.

Mais Marthe, sans attendre l'autorisation de sa tante, avait saisi la lettre et la lisait en fondant en larmes.

— Adieu, ma tante; je pars, s'écria-t-elle en s'élançant vers la porte.

— Mais où vas-tu? tu es folle! dit la baronne en l'arrêtant. Nous verrons plus tard; il faut attendre.

— Attendre que ma mère soit morte! dit Marthe d'une voix brisée. Je veux partir tout de suite, poursuivit-elle en jetant les roses blanches de sa coiffure sur le tapis.

La baronne vit qu'il n'y avait rien à faire et sonna Mlle Rosalie.

La soubrette émérite arriva bientôt dans une parure ébouriffante. Quand Mme de Cernan lui ordonna de faire la malle de Mlle de Montbrun, et de se rendre immédiatement avec elle à la gare du chemin de fer d'Orléans, Mlle Rosalie pâlit de fureur.

— Mais madame n'y pense pas, s'écria-t-elle avec l'insolence

dont toutes les femmes de chambre finissent par contracter l'habitude près des maîtresses nulles et oisives, qui pour se distraire causent toujours plus ou moins avec elles. — Me faire partir à une pareille heure, quand toute la maison est bouleversée !

— Faites ce que je vous ai dit, répondit la baronne d'un ton qui n'admettait pas de réplique.

Forcée d'obéir, Mlle Rosalie s'en vengea en distribuant d'énormes coups de poing aux vêtemens qu'elle entassait dans la malle, et en se répandant en invectives sur la dureté et l'ingratitude des maîtres, sans aucun égard pour la douleur de Marthe, qui pleurait silencieusement en changeant son costume de bal pour une robe de voyage.

V.

On venait d'administrer les derniers sacremens à Mme de Montbrun quand Marthe arriva près d'elle. Les cierges brûlaient encore, et Mme Sauval, entourée de ses six filles, priait agenouillée auprès du lit.

La comtesse fit un faible geste de la main. Les personnes qui l'entouraient comprirent qu'elle voulait être seule avec sa fille et se retirèrent dans une pièce voisine. L'agonisante prit la main de Marthe, et, lui indiquant des yeux une petite clé posée près d'une cassette en laque, elle murmura d'une voix éteinte : « Prends-la, c'est pour toi seule. » Elle fit ensuite des efforts pour parler; mais ses forces la trahirent, et bientôt un cri déchirant de Marthe annonça que tout était fini.

Le lendemain, après l'enterrement de sa mère, Marthe ouvrit la cassette; elle y trouva un manuscrit assez considérable, et lut ce qui suit.

« Ma bien-aimée Marthe, j'ai peut-être tort d'ébranler ta jeune imagination par le récit de mon existence; mais je sais que les personnes au milieu desquelles tu vis ne te parleront jamais de ta mère, ou t'en parleront pour la calomnier, et je ne puis me résigner à quitter un monde au milieu duquel j'ai vécu si isolée, sans laisser même un souvenir dans le cœur de ma fille. D'ailleurs tu seras bientôt une femme, bientôt tu seras exposée à souffrir comme j'ai souffert, et mon expérience pourra te servir. Écoute donc mon histoire.

« En 1819, j'avais ton âge et j'étais la plus heureuse jeune fille de l'univers. J'habitais Florence; mon père, dont je ne t'ai jamais parlé, car tu étais trop enfant pour me comprendre, et j'évitais pour moi-même de remuer les souvenirs de mes jeunes années, mon père était un musicien passionné pour son art. Dans sa jeunesse il avait eu de grands succès au théâtre de la Scala; mais sa voix s'était fatiguée

vite, et il s'était adonné tout entier à la composition. On applaudissait ses œuvres sur toutes les scènes de l'Italie. Doué au suprême degré des qualités du cœur et de la faculté d'enthousiasme qui font les grands artistes, il avait pour les détails de la vie ordinaire une inaptitude et une antipathie dont ma mère profitait pour le gouverner despotiquement. C'était une femme d'un esprit net, d'un caractère ferme et persévérant, d'une habileté sans égale, dans les choses pratiques. On aurait pu vanter la finesse et la rectitude de son jugement, si elle ne s'était pas laissé égarer par une passion pour les distinctions sociales et les titres nobiliaires qui touchait presque à la démence. Cette passion devait sembler inexplicable chez la femme d'un artiste à ceux qui ne connaissaient pas son origine. Ma mère était Française, ses parens, porteurs d'un grand nom et possesseurs d'une immense fortune, auraient certainement été les premières victimes de la révolution, s'ils n'avaient pas prévenu leur destinée en émigrant; mais comme ils n'avaient ni force d'âme, ni industrie, ils moururent dans la misère au bout de quelques années, laissant leur fille dans un horrible abandon. Ce fut à cette époque que mon père la rencontra, et que, touché de ses malheurs, il en fit sa femme. Pendant la fin de la période révolutionnaire et les bouleversemens de l'empire, ma mère se préoccupa assez peu de la France. En 1814 seulement, quand elle lut dans les journaux le nom d'un frère, qu'elle avait complétement perdu de vue, parmi ceux des gentilshommes qui accompagnaient le roi Louis XVIII, quand elle apprit plus tard que ce même frère avait reçu des indemnités considérables et se trouvait à la tête d'une magnifique fortune, son ambition, longtemps contenue par les circonstances, s'éveilla tout à coup. Elle tenta de nouer des relations avec son frère; mais ce frère était trop absorbé par la politique et les plaisirs pour se souvenir beaucoup d'une sœur qu'il n'avait jamais connue, et après une réponse aussi laconique que polie, la correspondance en resta là.

« Mes parens avaient eu plusieurs enfans; j'étais le seul qu'ils eussent conservé, et ils faisaient de moi leur idole. De mon côté je les aimais tendrement, mais j'aimais plus encore peut-être un de mes cousins nommé Luigi. Luigi était fils d'une sœur de mon père, qui était morte en le mettant au monde. Depuis son enfance, il faisait partie de notre famille. Les joies, les peines, les jeux et les études, tout était commun entre nous. Mon cousin et moi, nous nous aimâmes longtemps comme des frères; mais les années transformèrent la paisible affection que me portait Luigi en une passion ardente et profonde que je ne tardai pas à partager. Mon père connaissait notre amour et s'en réjouissait; ma mère elle-même l'approuvait, car, bien que cette union fût loin de satisfaire son orgueil, elle avait

plus grand calme; mais moi, je ne consentirai jamais à ce qu'elle devienne la femme de votre neveu.

« La présence et les paroles de ma mère firent tomber subitement la fureur de mon père.

« — Et pourquoi ne voulez-vous plus qu'elle épouse Luigi? dit-il d'une voix haute, mais dont l'intonation était presque soumise.

« — Parce que j'ai la certitude qu'il la rendrait malheureuse. Ne déplorez-vous pas chaque jour les fatales tendances auxquelles cèdent aujourd'hui tous les jeunes artistes? Croyez-vous que Luigi soit une exception? Vous vous tromperiez étrangement.

« — Qu'en savez-vous? dit mon père tout interdit.

« — J'en ai des preuves, dit ma mère avec une réserve mystérieuse qui lui était familière et qui imposait beaucoup à mon père. D'ailleurs une discussion était pour lui un supplice qu'il n'avait jamais le courage d'accepter.

« — Chère petite, me dit-il en m'embrassant, tu as entendu ce que vient de dire ta mère. Nous éclaircirons cela. Je suis convaincu qu'elle se trompe et que Luigi est digne de toi. Ne te chagrine donc pas; tu sais bien que nous ne voulons que ton bonheur.

« Entre l'inflexibilité de ma mère et la faiblesse de mon père, je compris qu'il n'y avait rien à faire, et je résolus de demander conseil à une jeune fille de mes amies, nommée la Rosina.

« La Rosina était la meilleure élève de mon père. Elle avait à peine deux années de plus que moi, mais c'était une fille du peuple. La nécessité de se diriger elle-même avait développé son caractère. Sa franchise, sa fermeté, son inflexible droiture, m'inspiraient une admiration mêlée de respect. Quand j'entrai dans sa chambre, elle chantait en repassant la robe blanche qu'elle devait mettre le lendemain, jour de la Fête-Dieu. En apercevant mon visage bouleversé, elle interrompit ses roulades et jeta son fer pour courir vers moi. — Qu'as-tu donc, chère Stella? dit-elle.

« — Croirais-tu que ma mère ne veut plus que j'épouse Luigi? lui répondis-je en pleurant.

« — J'ai eu la certitude que cela arriverait dès le jour où vous êtes devenus riches.

« — Jamais cette idée ne me serait venue; mais ce n'est pas tout, elle veut me marier au comte de Montbrun.

« — Comment ne l'as-tu pas soupçonné depuis longtemps? Avec le caractère de ta mère, cela ne pouvait pas être autrement. Eh bien! que vas-tu faire?

« — Je ne sais; conseille-moi. J'ai parlé à mon père, mais...

« — Tu sais, comme moi, qu'il faut compter ton père pour rien dans cette affaire, dit la Rosina en m'interrompant. Il voudra tout ce que

ta mère voudra, et elle ne cèdera jamais. Je ne vois qu'un parti à prendre; mais dis-moi, aimes-tu sérieusement Luigi?

« — De toute mon âme.

« — Alors écoute-moi. Je ne suis qu'une pauvre fille, je ne connais rien du monde; seulement j'ai, sans trop savoir pourquoi, la conviction que les gentilshommes, comme ils s'appellent, doivent avoir une générosité et une délicatesse de sentimens qu'on ne trouve pas toujours chez les gens de notre espèce. Dis franchement au comte que tu aimes Luigi, et sois sûre qu'il ne songera plus à t'épouser.

« — Dire cela au comte? Je n'oserai jamais.

« — Tu prétends aimer, et tu n'as pas de courage! dit la Rosina avec dédain.

« Piquée par ces paroles, je résolus de déclarer au comte mon amour pour Luigi la première fois que nous serions seuls ensemble. L'occasion ne se fit pas attendre. Depuis la scène qui avait eu lieu dans le cabinet de mon père, ma mère traitait ouvertement M. de Montbrun comme son futur gendre. C'était sa manière habituelle d'agir. Elle annonçait brusquement ses intentions, et n'avait jamais l'air d'admettre qu'elles pussent rencontrer d'obstacles.

« Un soir que dans le salon il n'y avait que ma mère, le comte et moi, ma mère sortit, sous prétexte de donner un ordre. Dès que nous fûmes seuls, le comte se mit à m'entretenir des charmes de la vie parisienne. Il me parla des bals, des théâtres, de la société française, du bonheur qu'il trouverait à m'initier à une existence si nouvelle pour moi. J'étais trop préoccupée pour l'écouter longtemps.

« — Monsieur le comte, dis-je en l'interrompant tout à coup, j'ai à vous parler sérieusement.

« Le comte me regarda de l'air le plus gracieux du monde. Je sentis tout mon sang me sauter au visage.

« — Monsieur le comte, vous devez savoir que mon mariage avec mon cousin est arrangé depuis longtemps? dis-je avec effort.

« — Je crois avoir entendu parler de cela chez des amis de votre famille, dit M. de Montbrun avec une urbanité parfaite.

« J'eus des éblouissemens et des bourdonnemens dans les oreilles; cependant je trouvai la force d'articuler le mot terrible : Monsieur le comte, j'aime Luigi!

« Il me sembla que la terre allait s'abîmer sous mes pieds. Le comte s'inclina légèrement pour caresser un petit épagneul qui jouait près de nous, et me répliqua avec le plus grand sang-froid : — Mais c'est très naturel, cela. Vous avez été élevés ensemble, et votre cousin est, m'a-t-on dit, un charmant jeune homme.

« J'étais stupide d'étonnement. Ma mère rentra en ce moment, et je m'enfuis dans ma chambre où je m'enfermai pour pleurer. Je ne sais

ce qui se passa entre elle et M. de Montbrun; mais, à ma grande surprise, elle ne me gronda pas le lendemain.

« Dès que cela me fut possible, je me rendis chez la Rosina, et je lui racontai tout.

« — Tu n'a pas dit cela comme il le fallait, et il t'a traitée comme une enfant, me répondit-elle.

« — Mais que faire?

« — Je n'en sais trop rien.

« — Que ferais-tu à ma place?

« — Oh! moi, c'est différent, dit la Rosina avec une naïve fierté, moi j'ai du courage, et j'épouserais Luigi. Quant à toi, tu as au fond le même caractère que ton père : tu épouseras le comte et tu seras bien malheureuse.

« La Rosina n'avait que trop raison. Deux mois après cette conversation, j'étais la femme de M. de Montbrun. Cela n'arriva pas sans luttes, sans pleurs, sans désespoir. Pendant six semaines, notre maison fut un enfer. Des scènes continuelles succédèrent à la parfaite entente qui régnait auparavant entre nous. Mon père, placé entre sa tendresse pour moi et ses habitudes de soumission conjugale, perdait tout à fait la tête; mais le premier besoin de son organisation, c'était le calme, le repos à tout prix. Lui aussi m'engagea bientôt à épouser le comte. Ce dernier l'avait séduit en parlant de l'art et des artistes avec le tact exquis et le goût éclairé de l'homme du monde. Accoutumé à voir ses travaux dédaignés et ses inclinations froissées par ma mère, il prit pour une vive sympathie ce qui n'était de la part de M. de Montbrun qu'une preuve de bonne éducation, et lui en sut un gré infini.

« Quant à Luigi, je n'en entendais plus parler. Après un silence de trois semaines, je me décidai à lui écrire une longue lettre dans laquelle je versais toute ma douleur et je l'engageais à revenir en toute hâte à Florence, s'il m'aimait encore. Je lui recommandais de m'adresser sa réponse chez la Rosina. Pas un mot n'arriva. Un matin, pendant le déjeuner, ma mère dit, du ton dont elle aurait rapporté le plus insignifiant bavardage de la ville : — J'ai appris hier que Luigi a quitté Venise pour suivre à Rome une danseuse française. — Je fus prise d'une suffocation, et je restai au lit pendant plusieurs jours. Dès que je me trouvai en convalescence, ma mère fit apporter ma robe de noces. Je l'essayai sans résistance, tout m'était indifférent puisque Luigi ne m'aimait plus.

« Un mois après, j'étais à Paris. Ma mère, transportant en moi les sentimens de vanité et d'orgueil qu'elle ne pouvait pas satisfaire directement, m'avait donné en dot plus de la moitié de l'héritage de son frère, soixante mille francs de rente. C'était toute notre fortune,

car j'appris bientôt que les biens personnels de M. de Montbrun étaient hypothéqués pour le double de leur valeur, et que les revenus suffisaient à peine à payer les intérêts des sommes que le comte avait empruntées et dissipées depuis longtemps.

« Ne t'étonne pas si j'entre dans de semblables détails; ils ont malheureusement dans la vie mille fois plus d'importance que tu ne l'imagines sans doute, et que je ne l'imaginais moi-même avant d'avoir quitté ma famille.

« Je compris bientôt que si on ne m'avait pas donné un million de dot, ou si ses terres n'avaient pas été hypothéquées, jamais le comte de Montbrun n'aurait songé à m'épouser. Surtout, ma chère enfant, ne crois pas que ce que je viens de te dire te donne le droit d'accuser ton père. En agissant ainsi, il ne faisait que suivre les traditions et les usages du monde où il vivait. Dans la classe aristocratique à laquelle il appartenait, peut-être même dans toutes les classes de la société, le mariage n'est guère qu'un échange des biens extérieurs que le hasard nous donne. Si j'étais riche, ton père était patricien. En faisant une comtesse de la fille d'un humble musicien, il compensait, et au-delà, aux yeux de bien des gens, les avantages qu'il pouvait trouver dans notre union.

« Pour moi, j'étais insensible à ces satisfactions de vanité, et, te l'avouerai-je? malgré la joie que me causa ta naissance, je sentais un vide horrible dans ma vie; je me trouvais profondément malheureuse. Bien des jeunes femmes m'enviaient pourtant, car la plupart des maris, tout en menant la vie la plus dissipée, font peser sur leurs femmes une lourde tyrannie. Ils leur imposent dans leur intérieur un rôle qui n'est guère supérieur à celui d'une gouvernante ou d'une bonne d'enfant, et leur interdisent sévèrement de chercher des distractions ou des amitiés au dehors. M. de Montbrun au contraire me laissait une indépendance égale à celle qu'il prenait lui-même. Il m'engageait souvent, dans les premiers temps de notre mariage, à me faire des amis, à recevoir, à aller dans le monde. Je lui savais gré de cette manière d'agir, mais j'usais fort peu de ma liberté. Avant mon mariage, il n'y avait eu que deux choses dans ma vie, les douces affections de la famille, et de sérieuses études musicales, qui, dirigées par mon père et faites en commun avec Luigi, avaient pour moi un charme extrême. L'agitation sans but des salons, des plaisirs où l'amour-propre seul est en jeu, ne me causait que de l'ennui. J'essayai de me lier avec quelques jeunes femmes dont les goûts simples et modestes me parurent avoir quelque analogie avec les miens; mais pas une seule d'entre elles n'avait la moindre idée du monde de sentimens et de poésie que j'avais un instant entrevu et que je regrettais sans cesse. Leur ima-

gination était si froide, leur esprit si borné, que je me lassai bientôt de les voir. J'excitai, du reste, moi-même peu de sympathies. Les femmes, absorbées par les soins de la maternité et les détails de la vie matérielle, me trouvèrent romanesque et sans énergie; elles m'accusaient enfin de ne pas posséder leurs vertus. Les femmes du monde me pardonnaient encore bien moins de ne pas partager leurs faiblesses. Je me trouvai ainsi dans un complet isolement.

« D'autres chagrins vinrent m'assaillir. Mon père et ma mère moururent à quelques mois de distance. Je les pleurai amèrement. En les perdant, je crus perdre une seconde fois mon bonheur et mes illusions de jeune fille. Tout lien était brisé entre moi et l'Italie, cette patrie de mon cœur, vers laquelle je tournais involontairement mes regards dans mes heures de tristesse. Mes parens morts, je me sentis murée à jamais dans ma morne et froide existence. Je connus aussi à cette époque les préoccupations d'argent auxquelles j'étais restée étrangère jusque-là. M. de Montbrun m'avait souvent présenté des papiers à signer, en me disant qu'il était indispensable de vendre telle partie de nos terres, ou quelqu'une des maisons que nous possédions à Paris. J'avais longtemps apposé ma signature au bas de ces actes sans me préoccuper du contenu. Peu à peu cependant une vague inquiétude s'éleva à ce sujet dans mon esprit. Le comte était joueur et joueur malheureux. Je savais de plus qu'il était lié avec des hommes beaucoup plus riches que lui, uniquement occupés de chevaux, de paris et d'autres fantaisies ruineuses. Je frémis en entrevoyant que ton avenir pouvait se trouver compromis. Mon amour pour toi m'inspira une prévoyance et un courage que je n'aurais jamais eus pour moi seule. Je me rendis chez notre notaire, et je lui demandai des conseils. Il ne me dissimula pas que notre fortune était dans un déplorable état par suite des dépenses inconsidérées de M. de Montbrun, et m'engagea à me refuser absolument à la vente de nos propriétés. Je mis bientôt cet avis en pratique. Il en résulta une discussion violente, la première qui se fût élevée entre le comte et moi. M. de Montbrun ne parvint pas à me faire fléchir, et à partir de ce moment une irritation sourde, une aigreur mal dissimulée remplacèrent les égards qu'il me témoignait auparavant. Sans toi, je serais, je crois, morte de chagrin. La musique, que j'aimais toujours avec passion, était encore pour moi une consolation. Le soir, après t'avoir endormie, je passais de longues heures à chanter les partitions que j'avais étudiées dans mon enfance, et la seule distraction que je prisse était d'aller de temps en temps au Théâtre-Italien.

« Au commencement de l'hiver de 1827, une sérieuse indisposition me priva de ce plaisir pendant plusieurs mois. Je le regrettai d'autant plus que le premier artiste de la troupe attirait cette année-là

tout Paris. Le merveilleux talent du ténor Tebaldi n'était pas la cause unique de l'intérêt qu'il excitait. D'étranges et romanesques histoires couraient sur son compte : elles contribuaient puissamment aux succès de Tebaldi près des femmes, et toutes celles que je voyais ne m'entretenaient que de lui. Bien que son talent seul m'intéressât, je me rendis aux Italiens avec Mme de Cernan dès qu'il me fut possible de quitter ma chambre. Nous étions placées dans une loge d'avant-scène d'où nous pouvions voir de très près les acteurs. Aussitôt que Tebaldi entra en scène, je poussai un cri et je tombai sans connaissance. Un regard m'avait suffi pour reconnaître Luigi. Quand mes yeux se rouvrirent au bout de quelques instans, il me sembla qu'une confusion inexplicable régnait dans la salle; mais j'étais trop troublée pour me rendre compte de ce qui se passait autour de moi. On me porta jusqu'à ma voiture, et je n'appris que le lendemain les suites de mon évanouissement. Luigi, dont l'attention avait été appelée sur notre loge par mon cri, éprouva un tel saisissement en m'apercevant demi-morte à quelques pas de lui, qu'il ne put achever la phrase qu'il avait commencée. Il chancela, fut obligé de s'asseoir, et la représentation demeura suspendue pendant plusieurs minutes, au grand scandale de l'auditoire.

« Ces détails me furent donnés par le comte de Montbrun lui-même au milieu d'une scène si triste, que je voudrais pouvoir te la taire absolument. Cette scène serait encore une énigme pour moi, si je ne savais à quels excès d'injustice et de dureté certaines situations pécuniaires peuvent pousser les hommes. Sans s'en douter peut-être, le comte profita de cette occasion pour se venger de mon opposition à ses volontés. Abusant de la confidence que je lui avais faite dans ma naïveté de jeune fille, il m'accabla d'outrages, m'accusa de déshonorer son nom, quoique les circonstances qui avaient donné lieu à sa colère fussent la preuve la plus évidente de mon innocence; il me menaça d'une séparation judiciaire, qui devait, disait-il, t'éloigner de moi. Je n'avais aucune connaissance des lois; la pensée que tu pouvais m'être arrachée me fit perdre tout à fait la tête. Je me jetai aux pieds du comte, et, devinant instinctivement le meilleur moyen de l'apaiser, je le suppliai d'accepter l'abandon absolu de ma fortune et de me permettre de me retirer avec toi dans une petite propriété que nous possédions en Touraine. Le comte se calma subitement. Dans la disposition d'esprit où je me trouvais, je lui fus très reconnaissante de ce prompt acquiescement à mes désirs.

« Deux jours après, j'étais installée dans la maisonnette où je t'écris aujourd'hui.

« Dans les premiers momens, je me félicitai de ma résolution; mais j'ai compris depuis que cette fois, comme toujours, la faiblesse

de mon caractère m'avait fait prendre le plus fatal de tous les partis. Le monde, si indulgent pour les coupables heureux qui savent le braver en face, est toujours impitoyable pour les êtres souffrans et timides qui semblent proclamer leur défaite en abandonnant le champ de bataille. Il les condamne alors sur les plus légères apparences. Je n'échappai pas à la loi générale. On inventa tout un drame sur mes relations supposées avec Luigi, et j'appris bientôt que j'étais si complétement perdue de réputation, qu'aucune voix n'osait s'élever pour me défendre.

« J'étais encore dans la première amertume de ma douleur, quand un matin la porte de ma chambre s'ouvrit, et je vis entrer Luigi. Comment avait-il découvert ma retraite? comment savait-il ce qui s'était passé entre moi et M. de Montbrun? Aujourd'hui même je l'ignore, car je ne songeai pas plus à le lui demander que lui à me l'apprendre dans notre courte et orageuse entrevue. Tout ce que je compris alors, c'est qu'il m'aimait plus que jamais, et n'avait pas cessé un seul instant de m'aimer. Les artifices employés par ma mère pour nous séparer me furent dévoilés par lui. Il s'efforça de me persuader qu'une union conclue dans de telles circonstances ne pouvait pas engager ma vie entière, que les procédés de M. de Montbrun envers moi suffisaient d'ailleurs pour me rendre ma liberté. Il me supplia à genoux de le suivre. Dois-je te l'avouer? je me laissai un instant ébranler par les sophismes que lui inspirait la passion. Cependant je sentais au fond du cœur que nos devoirs sont indépendans de toute question de bonheur et de malheur, et que les fautes des autres ne peuvent jamais servir de justification aux nôtres. Dieu me donna la force de résister aux larmes de Luigi. Il me quitta désespéré, et m'écrivit plusieurs lettres auxquelles je ne voulus pas répondre, dans la crainte d'entretenir en moi un sentiment qui me semblait coupable.

« Il me fallut longtemps pour me remettre de ces émotions violentes. Mes souffrances commençaient à peine à s'assoupir quand tu me fus enlevée. Après t'avoir perdue, je crus un instant que mon malheur ne pouvait plus augmenter. Cette triste conviction était encore une illusion. Le comte de Montbrun mourut, laissant des dettes énormes. Ses créanciers dédaignèrent de faire vendre la petite propriété que j'habitais, et dont le revenu, s'élevant à peine à douze cents francs par an, était la seule ressource qui me restât.

« Dans une telle situation, convaincue en outre que j'avais peu d'années à vivre, pouvais-je t'aliéner ta tante en te rappelant près de moi? Mais tu étais une enfant, tu ne pouvais comprendre de pareils calculs, et quand mon cœur se brisait dans la lutte que je me livrais à moi-même pour dominer le côté égoïste de l'amour mater-

nel, il me fallait subir tes reproches, et me laisser accuser par toi de ne pas t'aimer!

« J'eus encore d'autres combats à soutenir. Je t'en ai déjà trop dit pour te rien dissimuler. Après la mort du comte, je sentis se réveiller avec plus de force des sentimens que rien n'avait pu éteindre, et je songeai à faire savoir à Luigi que j'étais libre. De pénibles réflexions m'arrêtèrent. Plusieurs années s'étaient écoulées depuis ma dernière entrevue avec Luigi. Ma beauté s'était flétrie dans la souffrance et dans les larmes. Lui écrire, n'était-ce pas réclamer un amour devenu peut-être impossible? Non, je ne regretterai jamais d'avoir cédé aux scrupules généreux qui me retinrent alors, quelles qu'en aient pu être les conséquences. Tu sauras tout, ma chère enfant.

« Il y a quinze jours, j'ai reçu une lettre de Luigi, une lettre écrite à son lit de mort, dans laquelle il me répétait mille fois que j'avais les derniers battemens de son cœur, comme j'en avais eu les premiers, une lettre où le vide de la gloire et le dégoût d'une existence sans affection se lisaient si bien à toutes les pages, que je sentis que c'était moi qui l'avais tué. Si j'avais eu le courage de lui offrir mon amour, il vivrait encore!

« Je l'ai tué, mais j'irai bientôt le rejoindre. Sa lettre est sur mon cœur, et elle le brûle... »

Les phrases suivantes étaient absolument illisibles, et le manuscrit s'arrêtait là.

VI.

Certes il en coûte de blâmer le cri suprême d'une femme dont la vie n'a été qu'un perpétuel sacrifice au devoir et qu'une perpétuelle souffrance. On ne comprend que trop ce besoin de ne pas mourir tout entière par lequel fut inspirée la confession qu'on vient de lire. Il est dur de quitter ce monde sans laisser dans un autre cœur une empreinte du sien, ou en n'y laissant qu'une empreinte effacée et ternie. Les âmes héroïques seules trouvent la force d'emporter dans la tombe le secret de leur vie, car cette force suppose une foi sans bornes, ou ce complet mépris de l'humanité, auquel le vulgaire ne saurait atteindre. Cependant, si Mme de Montbrun fut excusable comme femme, comme mère elle fut bien coupable en laissant pour testament une pareille histoire à sa fille. Il faut avoir beaucoup vécu pour savoir que les œuvres des romanciers ne sont qu'un très pâle reflet de leurs impressions. Les drames de la vie réelle sont mille fois plus saisissans, plus hideux ou plus sublimes que ceux qui remplissent leurs livres. Dans la première jeunesse, on croit aisément

que les situations terribles, les péripéties inattendues dont vivent les romans, ne sont que des fictions poétiques, et c'est ce qui diminue le danger de ces lectures, car, dès que l'homme est convaincu de la possibilité d'une émotion, il est bien rare qu'il ne la recherche pas avec fureur. Ceci explique comment, quoi qu'en ait dit Rousseau lui-même, le moindre billet écrit par un amant authentiquement vivant et montré par une jeune fille à son amie produit plus de ravages dans une tête ardente que n'en pourraient produire toutes les épîtres de *la Nouvelle Héloïse*, fussent-elles aussi passionnées qu'elles sont froides et emphatiques.

Marthe n'échappa point à la règle commune. En arrivant en Touraine, ce n'était encore qu'une jeune fille insouciante : elle en repartit femme, analysant la société, agitée et rêveuse. Grâce à l'imprudence de sa mère, elle réfléchit donc avant de vivre, et rêva l'amour longtemps avant de le ressentir. Ce fut un grand malheur pour elle. Il est bon, sinon au point de vue moral, du moins au point de vue social, qu'une jeune fille soit jetée dans le mariage avec le double bandeau de l'ignorance et de l'innocence sur les yeux. S'il en résulte quelques éclatans scandales, il est cependant vrai que, la maternité aidant, la plupart des femmes arrivent, après quelques luttes secrètes, à un état de douce résignation et de bonheur négatif qui est peut-être ce qu'elles ont de mieux à attendre ici-bas; mais toute jeune fille qui aborde la vie le cœur gonflé de désirs et la tête remplie de rêves est sur la route des abîmes. Ou le mariage sera pour elle une déception amère, bientôt suivie de révoltes désespérées, ou elle fera quelque choix tout à fait en contradiction avec les convenances de position et de famille, qui ne pourra la conduire qu'au malheur. La puissance qui l'entraînera tient aux plus intimes, aux plus tristes mystères de notre nature : c'est l'irrésistible attraction de l'obstacle pour les organisations orageuses. Rien n'est au fond plus logique, puisque l'obstacle est l'élément le plus indispensable de la passion. Une conséquence tout aussi logique de cette dernière vérité, c'est l'amour *conscient*, si l'on peut s'exprimer ainsi, que les âmes raffinées et corrompues finissent par concevoir pour l'obstacle, dont les âmes ardentes et simples subissent l'influence sans la désirer et sans la comprendre. Demandez à toute femme qui a été dépravée par la science des livres et de la vie avant que son cœur parlât, si le jour où, se sentant envahie par l'amour et ayant la certitude d'être aimée, elle a entrevu qu'elle allait enfin connaître les angoisses mortelles, les frémissemens, les folles joies et les enfantillages divins de la passion; si ce jour-là elle aurait désiré qu'un notaire vînt lui présenter un contrat de mariage à signer. Si cette femme est franche, elle répondra : non ! Demandez

à l'homme blasé et en même temps avide d'émotions, ce qui ne s'exclut pas, quelle supériorité possède à ses yeux la courtisane insolente ou la grande dame dédaigneuse, pour qui il prodigue inutilement sa vie et sa fortune, sur la noble et pure jeune fille qu'il pourrait, s'il le voulait, conduire le lendemain à l'autel? Il ne l'ignore pas, la difficulté. Proposez au joueur de lui donner à six heures du soir, à la condition de ne pas toucher les cartes, une somme double de celle qu'il se désespérera à minuit d'avoir perdue; il refusera. Le cœur humain est ainsi fait, et les hommes s'étonnent d'être si rarement heureux!

Marthe subit toutes les fatales conséquences de sa précoce initiation aux passions et aux douleurs de la femme, et ne tarda pas à se trouver excessivement malheureuse. Le mal dont elle souffrait, et qu'elle nommait, après bien d'autres, dégoût de la vie, n'était en réalité qu'un immense besoin de vivre, mêlé d'un doute amer sur la possibilité du bonheur tel qu'elle le rêvait. Aucun de ceux qui admiraient dans le salon de Mme de Cernan l'exquise délicatesse de ses traits, l'éclat vif et doux de son regard, la blancheur nacrée de son teint, la grâce parfaite d'une taille qui laissait deviner la force sous la souplesse, ne pouvait avoir le moindre soupçon des pensées qui s'agitaient dans la tête de cette jeune fille belle et charmante.

« Voilà donc l'existence à laquelle je suis condamnée! se disait-elle en regardant les jeunes femmes auxquelles elle venait de serrer la main. Tandis que leurs maris sont au club ou à l'Opéra, elles dansent ce soir ici en toilette blanche, elles danseront demain à l'ambassade anglaise en toilette bleue, après-demain elles iront aux Italiens en toilette rose, et elles s'endormiront chaque jour en appréciant la quantité et la qualité des complimens que leur auront rapportés les différentes nuances de leur parure. Cela continuera ainsi jusqu'à la première ride, et elles seront ensuite oisives et ennuyées comme ma tante, ou médisantes et hargneuses comme Mme de S... Plutôt que de mener une semblable vie, j'aimerais mille fois mieux pleurer nuit et jour près du berceau de mon enfant, comme l'a fait ma pauvre mère. Peut-être ai-je eu tort de refuser ce jeune comte breton, qui désirait tant m'épouser l'été dernier. J'aurais plus de chances de ne pas m'abaisser à mes propres yeux, et d'être utile aux autres en vivant à la campagne. »

Et au milieu d'un salon étincelant de bougies et de diamans, au bruit des polkas et des conversations frivoles, Marthe se composait à elle-même une idylle, à laquelle rien ne manquait, ni les beaux enfants se roulant sur la pelouse, ni les bénédictions des pauvres accueillis comme des frères dans le vieux manoir, ni les cloches du village sonnant la prière, ni les aboiemens lointains des chiens de

garde apportés par le vent du soir; mais quand au printemps suivant elle se retrouvait en Bretagne, et voyait de près ce qu'elle avait réussi à poétiser de loin, ses illusions s'envolaient à tire d'aile. Le châtelain bas-breton est d'ordinaire illettré, grossier dans ses paroles, assez rustre dans ses manières. Accoutumé à vivre au milieu de ses domestiques et de ses fermiers, lesquels persistent bénévolement à se croire ses vassaux, et qu'il traite en conséquence, il contracte des habitudes d'absolutisme dont on ne s'aperçoit que trop dans son intérieur. Il touche au paysan par deux points, l'amour de la terre et le mépris de la femme. Dans certaines paroisses de la Bretagne les femmes servent encore à table leurs maris et leurs fils en bas-âge, sans avoir le droit de s'asseoir près d'eux; partout dans les églises elles s'agenouillent humblement au bas de la nef, tandis que les hommes entourent l'autel. Les femmes des seigneurs, c'est-à-dire des deux ou trois grands propriétaires de la commune, ont bien, il est vrai, leur banc à l'église tout près de la balustrade du chœur; mais dans leur ménage elles sont généralement traitées en Bretonnes. Si leur mari est riche, il se croira très généreux en leur octroyant trois ou quatre cents francs par an pour leur toilette; s'il est pauvre, elles deviendront ses premières servantes, et le hobereau laissera très bien sa femme et ses filles manger de la bouillie de blé noir et du laitage, tandis que lui et l'héritier présomptif de son nom seront attablés devant quelque succulente pièce de viande. Sans doute il aime sa femme, mais un peu comme il aime ses bœufs et ses chevaux, pour les services qu'elle lui rend. La plus appréciée des épouses est celle qui sait réaliser les plus belles économies sur ses gages et sur la nourriture de ses domestiques, faire tisser au meilleur marché possible les plus solides pièces de toile, ou confectionner avec le plus de talent les lourdes pâtisseries et les ratafias qui surchargent une table bretonne dans les grands jours. Ces grands jours reviennent assez souvent, car le Breton est hospitalier et associe volontiers ses amis aux interminables repas qui sont son unique distraction et sa plus vive jouissance. Nous devons ajouter qu'un vrai gentilhomme bas-breton compte pour rien le reste du monde, que l'univers finit pour lui à la limite de son domaine, et qu'on perdrait son temps, si on s'engageait dans quelque discussion ayant pour but de lui démontrer la grandeur et l'utilité de certaines idées nouvelles, car il est d'avance parfaitement décidé à les considérer comme non avenues.

Tous les hommes du monde et tous les gentilshommes campagnards qui aspirèrent à la main de Marthe furent donc également éconduits par elle, et cependant, quand elle chantait, elle s'arrêtait souvent suffoquée par les larmes. Si elle lisait une histoire d'amour, le cœur lui battait si fort, qu'elle jetait le livre loin d'elle, sans

pouvoir achever la page commencée, et parfois, en ôtant le soir devant sa glace les fleurs ou les rubans de sa coiffure, elle se disait avec tristesse : « Je n'aimerai donc pas; je ne serai donc jamais aimée! »

Ce n'est pas qu'elle fût arrivée jusqu'à sa vingtième année sans avoir entendu quelques déclarations passionnées; mais ceux qui les lui avaient adressées n'étaient inspirés près d'elle que par ce judicieux calcul : le cœur est la route la plus directe pour arriver à la dot d'une jeune fille. Or, quoi qu'on en dise, rien ne se joue aussi mal que l'amour, et Marthe n'avait fait que rire de leurs phrases et de leurs soupirs. Cependant, comme toutes les femmes belles et distinguées, elle avait été aimée aussi avec enthousiasme, avec idolâtrie par des hommes auxquels elle aurait peut-être donné sa vie, s'ils avaient eu le courage de lui dire un mot, ou de chercher son regard; mais ceux-là étaient pauvres et fiers : l'idée qu'on pourrait les accuser de vouloir capter une héritière faisait mourir les paroles sur leurs lèvres. Ils restaient assis dans quelque coin du salon, s'enivrant de sa beauté, buvant avec amour l'air qu'elle respirait, heureux quand les plis de sa robe les effleuraient par hasard. Ceux-là ne prenaient pas devant elle des poses à la Manfred, et ne lui récitaient pas des élégies à la Werther; mais, en rentrant chez eux, ils versaient leurs adorations et leurs souffrances dans des pages, souvent sublimes, qu'ils osaient à peine relire le lendemain matin. Combien d'œuvres que nous admirons ont été inspirées par des femmes qui n'en auraient pas reconnu l'auteur, si elles l'avaient rencontré dans la rue!

Ils eussent été bien étonnés, ces timides amoureux, s'ils avaient pu lire dans le cœur de leur divinité, de cette femme qu'ils croyaient si heureuse (on croit toujours heureuse la personne qui peut nous donner un immense bonheur!), s'ils avaient pu la voir, pendant les tièdes nuits de juin, penchée à son balcon, pâle et les yeux humides, se demandant pourquoi, quand les étoiles gravitaient amoureusement l'une vers l'autre, quand les oiseaux se répondaient du chèvrefeuille à l'églantier, quand les insectes s'appelaient sous l'herbe, quand les fleurs s'envoyaient leur âme dans un parfum, elle seule était isolée, elle seule souffrait dans la nature.

Marthe souffrait beaucoup en effet, et personne autour d'elle ne soupçonnait ses souffrances. A qui en eût-elle parlé? L'abbé, qui seul lui était sympathique, n'était pas un de ces prêtres qu'une longue pratique de leur ministère a initiés à toutes les maladies du cœur humain, à tous les mystères de la vie sociale. Son existence n'avait été qu'une continuelle aspiration vers Dieu, qu'une continuelle étude de ses œuvres. Il était doux comme l'Évangile et calme comme la

science; mais il ne connaissait guère ni l'homme, ni la société. D'ailleurs, quand Marthe eût eu près d'elle une âme pouvant comprendre la sienne, lui aurait-elle confié ce qu'elle éprouvait? Non. L'âme a sa pudeur, et cette pudeur se développe toujours en raison de nos agitations et de nos désirs. Si vous entendez une femme exalter sa sensibilité et faire parade de la profondeur et de la violence de ses impressions, soyez convaincu que cette femme-là n'a ni cœur ni passions.

Marthe, du reste, ne s'abandonnait pas sans lutte aux vagues inquiétudes qui la dévoraient. L'hiver elle cherchait un refuge dans l'étude et dans les arts, l'été elle demandait l'oubli d'elle-même et la fatigue physique à de longues courses à cheval; mais, nous l'avons dit, la musique, les livres, tout lui parlait d'amour. Quand elle avait parcouru au galop les landes immenses brûlées par le soleil, respiré à pleins poumons les brises fortifiantes de la mer, au lieu de calme elle ressentait une sorte d'enivrement, et au retour de ces promenades, ne sachant où répandre la vie qui l'inondait, il lui arrivait souvent de descendre de cheval pour embrasser les enfans du village qu'elle rencontrait sur son chemin.

Expliquerons-nous pourquoi et comment elle aima Manuel? Qui n'a pas essayé de s'expliquer pourquoi et comment il a aimé, et qui n'a pas échoué dans cette entreprise? Nous essaierons aussi, mais nous savons d'avance que le résumé le plus exact de tout ce que nous pourrons dire serait encore cette énorme naïveté : elle l'aima parce qu'elle l'aima.

Avant tout cependant, Manuel possédait les deux plus grandes séductions qui soient au monde, celle de l'inconnu et celle de l'impossible, ou à peu près, car l'impossibilité absolue empêche le désir de naître. L'amour d'un étranger, n'est-ce pas, à tous les points de vue, l'inconnu? La femme ne sait rien du passé de celui qu'elle aime, rien de ces prosaïques détails de la vie de chaque jour qui nuisent infailliblement au prestige du plus charmant des hommes. Elle peut créer à son gré l'auréole de son dieu, et l'imagination d'une femme est toujours en ce cas bien poétique et bien féconde! Elle-même se sent entraînée vers des régions inexplorées jusque-là, plus que toute autre elle peut se faire la douce illusion de croire que sa vie n'a commencé qu'avec le réveil de son cœur, et c'est avec délices qu'elle oublie tout ce qu'elle a connu auparavant pour contempler, à travers son amour, de nouveaux cieux et une terre nouvelle.

Quant à l'impossible, il n'était que trop évident pour Marthe que la baronne ne consentirait jamais à son union avec un proscrit, un plébéien, un homme sans fortune et sans position assurée. Manuel

avait en outre une certaine grandeur dans l'imagination, et comme il prenait de la meilleure foi du monde son imagination pour son caractère, il était impossible de ne pas partager une illusion dont il était la première dupe. On admirait donc en lui la plus généreuse et la plus énergique de toutes les natures, tant que la nécessité de traduire sa parole en actes n'était pas venue révéler sa faiblesse réelle. Dans la conversation, il savait faire vibrer toutes les nobles cordes de l'âme, et, sous l'influence de l'amour, il en tirait des sons magiques. L'incertitude de son avenir, l'immense disproportion qui existait entre ses désirs et sa situation actuelle, le servirent aussi beaucoup près de Marthe. Une gloire définie, classée, numérotée pour ainsi dire, une position déterminée, inamovible, ne peuvent, si grandes et belles soient-elles, exciter beaucoup d'enthousiasme: où la borne apparaît, le dégoût commence; mais quand on prend la mesure de sa statue sur celle de ses aspirations, quand on bâtit sa demeure dans les domaines illimités du rêve, rien n'empêche de s'élever jusqu'à des hauteurs inaccessibles, de remplir l'infini de sa personnalité, et comme une femme croit tout possible à l'homme qu'elle aime, elle s'envole pleine de confiance sur les ailes de l'amour pour prendre avec lui possession de l'univers. La nécessité d'abandonner tout, lieux, choses, personnes, l'ignorance complète de ce qui l'attendait ailleurs, tout fut un charme pour Marthe; sa pensée ne pouvant se prendre à rien de ce qui n'était pas l'amour, elle ne vit devant elle que l'identification absolue de deux existences, les voyages à deux, le travail à deux, le bonheur à deux, et surtout la souffrance à deux, la plus puissante de toutes les attractions pour le cœur d'une femme.

Dès les premières visites de Manuel au château, Marthe se sentit transformée. Quand il la quittait le soir, elle passait de longues heures accoudée à sa fenêtre; mais l'hymne de bonheur que la terre chante à Dieu pendant les belles nuits n'éveillait plus en elle ni colère, ni souffrance. Elle aurait voulu que les mondes marchassent plus rapidement l'un vers l'autre dans l'espace, que les oiseaux chantassent plus fort, que le cri des insectes fût plus aigu, le parfum des fleurs plus pénétrant, car elle aussi vivait, elle aussi vibrait de tout son être, elle aussi se baignait avec transport dans les effluves de vie qui sortaient de tous les pores de la création : elle n'était plus seule.

Elle s'oubliait jusqu'au matin dans les muets entretiens qui suivent les entrevues des amans, entretiens souvent plus délicieux dans leur vague infini que ceux qui les ont précédés, et dans lesquels on écoute et on répond, on s'irrite et on s'apaise, on attire et on repousse, car il y a bien deux vies dans un cœur qui aime, et celle qui semble sa vie propre n'est pas celle qu'il sent le plus fortement.

Cette ivresse avait pourtant son réveil. Marthe se reprochait alors son amour comme une faute et comme une folie. Quoiqu'elle eût pénétré depuis longtemps tous les replis de l'égoïsme mesquin de la baronne, elle ne pouvait oublier ce qu'elle lui devait. D'ailleurs un lien mille fois plus fort pour les âmes élevées que celui de la reconnaissance l'attachait à elle : elle sentait qu'elle lui était indispensable. Marthe était la joie, le charme, l'âme enfin de la maison de Mme de Cernan. Pouvait-elle abandonner sa tante au moment où la vieillesse allait l'atteindre, où elle aurait plus que jamais besoin de soins, de distraction, de tendresse? Cette pensée l'épouvantait comme celle d'un crime. Elle se jurait à elle-même de vaincre son cœur, de ne plus revoir Manuel, et réussissait parfois à se tenir parole pendant trois interminables jours. Qu'on ne s'y trompe pas : c'était héroïque, et l'homme le plus fort, aimant comme elle aimait, eût été probablement incapable d'en faire autant. Les femmes puisent dans leurs instincts de résignation et dans la pureté immaculée de leur âme des forces que les hommes ne connaissent pas.

Sans l'accident de George et le duel de Manuel, le combat que Marthe se livrait à elle-même eût sans doute duré longtemps encore; mais après l'aveu de son amour, car elle ne s'abusa pas un instant sur les conséquences de la démarche que lui avait conseillée le désespoir, elle retrouva un peu de calme. Les compositions de conscience, les réticences hypocrites, n'étaient pas faites pour une âme comme la sienne. Elle eut bientôt à le prouver.

MAX VALREY.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

ÉTUDES

SUR

L'INDE ANCIENNE ET MODERNE

III.

LES HÉROS PIEUX. — RAMA.

I.

Après les rois maudits (1), qui avaient essayé de lutter contre le brahmanisme, apparaissent les héros pieux, célébrés par tous les poètes de l'Inde ancienne, et dont la mémoire vit encore dans le souvenir des peuples hindous. Cédant aux instincts de la vie sauvage, les rois maudits entraînaient la race âryenne hors des voies de la civilisation; doit-on s'étonner que la tradition les ait flétris? Les héros pieux au contraire, fidèles aux inspirations religieuses qu'ils recevaient des brahmanes, devenus les précepteurs spirituels de la nation hindoue, s'appliquèrent de toutes leurs forces au maintien de la justice et à la pratique des vertus. Ils se montrèrent les protecteurs du culte brahmanique, les défenseurs des faibles contre les forts, et contribuèrent à étendre au loin l'influence des idées indiennes : de là l'auréole de gloire qui rayonne autour de leur front, de là l'empressement des peuples à chanter leurs louanges et à se raconter d'âge en âge, dans des poèmes immenses, leurs exploits plus ou moins fabuleux. Que la légende ait transformé en actions surhumaines et merveilleuses les faits et gestes les plus ordinaires de ces

(1) Voyez sur les *rois maudits* la livraison du 1er juillet 1856; voyez aussi le premier article de cette série dans la livraison du 1er mai 1856.

héros, qu'elle leur rapporte sans discernement tout ce que l'esprit humain peut concevoir de plus héroïque et l'imagination de plus extravagant, qu'elle nous les montre en communication constante avec les dieux dont ils exécutent les volontés sur la terre, — il n'y a rien là qui doive surprendre. Les grands noms qui ont dominé les époques lointaines ne ressemblent-ils pas aux sommets des hautes montagnes, rendus inaccessibles à nos regards, tantôt par les brumes épaisses qui en voilent les contours, tantôt par l'éclat trop éblouissant du soleil qui les fait paraître comme enflammés? Cependant la fable païenne n'a jamais inventé complétement les héros auxquels l'antiquité avait élevé des temples ou dressé des statues. Aux illustres personnages qu'ils ont considérés comme des incarnations de leurs dieux les poètes hindous n'ont fait que donner des proportions surhumaines. A la manière des grands artistes de toutes les époques, les écrivains de l'Inde ont idéalisé, agrandi leurs modèles; ils se sont appliqués à ennoblir tous les traits de ceux qu'ils voulaient proposer en exemple aux générations futures. Les demi-dieux de l'Inde, Râma, les fils de Pândou et Krichna, ont donc réellement existé, quoique l'on ignore l'époque précise de leur apparition sur la terre, et c'est à ce titre de héros réels, exprimant à des degrés divers le type de la perfection selon l'idée indienne, qu'ils méritent de fixer notre attention.

Pour apprécier à leur juste valeur les exploits des demi-dieux hindous, il importe de connaître les ennemis qu'ils avaient à vaincre et quels services ils rendaient à l'humanité par leurs victoires. Les tribus âryennes, on le sait déjà, ne s'établirent pas sur le territoire de l'Inde sans avoir de grands combats à soutenir contre les peuplades barbares qui occupaient le pays. A mesure que ces barbares dépossédés et vaincus se retiraient devant le flot envahissant de la race conquérante, celle-ci bâtissait des villes et fondait des royaumes. Autour des cités naissantes, la culture s'étendait peu à peu, mais assez lentement d'abord, et par-delà les hameaux semés dans la plaine, par-delà les habitations temporaires des bergers, les brahmanes voués à la méditation s'enfonçaient à travers les forêts inconnues, attirés et comme éblouis par la majesté de ces solitudes toutes remplies d'ombre et de mystère. Dans les bois, devenus la retraite des sauvages ennemis de la race âryenne, l'imagination effrayée des Hindous plaçait un grand nombre d'êtres malfaisans, supérieurs à l'homme en force, en énergie morale et en perversité, connus sous le nom de *rakchasas* ou ogres, *yakchas* ou gnômes, *piçatchas* ou vampires, etc. Établis dans de frais ermitages au bord d'un lac ou auprès d'une source, les sages avaient beau élever leur esprit au-dessus des choses humaines par l'étude du *Véda* et la mé-

ditation des perfections de Brahme (1), ils ne parvenaient point à bannir de leur cœur cette crainte superstitieuse et involontaire qui trouble l'homme dans les ténèbres, et lui fait sentir si tristement sa faiblesse. Il arrivait souvent que quelque barbare de la forêt, attiré par la curiosité ou poussé par la faim, s'approchait furtivement du solitaire, épiait l'heure du sacrifice et dérobait l'offrande destinée aux dieux. Dans son effroi, le solitaire criait : « Au *rakchasa!* » L'intervention du guerrier ou *kchattrya* devenait alors nécessaire. Lui seul pouvait défendre l'ermite désarmé contre les attaques de l'ogre. La tradition d'ailleurs s'accorde à représenter le *rakchasa* comme un géant à la face hideuse, changeant de forme à volonté, qui se faisait un jeu de troubler les sacrifices pour contrarier les dieux, enlevait volontiers les femmes des Aryens et dévorait les petits enfans. La peau blanche des Aryens paraissait avoir un attrait tout particulier pour le monstre cannibale.

Délivrer le pays de ces êtres redoutables, c'était d'abord protéger les brahmanes et leur culte, favoriser l'expansion de la loi védique, prendre en main la cause des dieux, dont les sacrifices étaient souvent interrompus : c'était accomplir le premier devoir du *kchattrya*. Aussi, quand les castes furent constituées dans l'Inde, dès qu'il y eut une classe d'hommes d'élite vouée à la profession des armes et tout à fait distincte de celle qui se consacrait à l'exercice du culte, vit-on commencer la lutte des guerriers contre la race des ogres et des démons. Tous les héros que la tradition considère comme des fils ou des incarnations de la Divinité ont débuté par des exploits de ce genre. Tout dieu qu'il est, Krichna enfant triomphera des démons qui, sous la forme d'un héron, d'une corneille, d'un taureau, d'une ogresse et même d'un tourbillon de vent, menacent son berceau, comme les serpens menaçaient celui d'Hercule. Les héros du *Mahâbhârata*, les cinq fils de Pândou, et le pieux Râma consacrent leur jeunesse et une partie de leur âge mûr à la destruction des géans et des titans. Ils sont des explorateurs aventureux et des princes triomphans de la famille des Jason, des Thésée et des Persée, des bienfaiteurs de l'humanité, comme le vainqueur du lion de Némée; ils sont enfin des chevaliers errans à leur manière, ayant pour amis et pour ennemis des enchanteurs, et destinés à vaincre toujours, quoiqu'à travers mille périls et mille aventures.

(1) Il ne faut pas confondre Brahme avec Brahma. Le premier est le dieu impersonnel de qui émane toute création; le second est la première des trois divinités qui composent la triade indienne, le créateur, le grand père des êtres. Brahme, qui est du genre neutre en sanskrit, peut être défini : la cause divine, l'essence du monde, le grand tout d'où sont sorties les créatures, et qui les absorbera de nouveau à la fin des temps.

Pour montrer sous ce triple point de vue les grands guerriers de l'Inde, il nous suffira de choisir quelques épisodes des épopées les plus célèbres, le *Râmâyana* et le *Mahâbhârata*, et de dessiner nettement, si cela est possible, la physionomie de ces personnages un peu étranges qui rappellent à la fois les héros qu'Homère a chantés et ceux qu'a raillés Michel Cervantes. Commençons par Râma, le plus divin, le plus accompli de tous.

II.

A l'aurore du second âge du monde naquit Râma. Son père, le prince Daçaratha, régnait à Ayodhya (Oude), ville célèbre dans le monde, dit le grand poète Vâlmiki, auteur du *Râmâyana*.

« Ville aux portes bien espacées, aux grandes voies bien étendues, embellie par une rue royale où la poussière est tempérée par l'eau qu'on y répand, garnie de marchands de toute sorte..... — ornée de grands édifices, difficile à prendre, décorée de parcs et de bosquets, défendue par un fossé difficile à franchir et profond, munie de toute sorte d'armes, avec des parapets au-dessus des portes, et garnie d'archers en tout temps. — Le roi Daçaratha gouvernait cette ville... aux grandes rues fermées par des portes solides, aux marchés spacieux, munie de machines de guerre et d'armes diverses..... — sur les portes de laquelle flottent des bannières déployées, remplie d'éléphans, de chevaux, de chars, troublée par le bruit de toute sorte de véhicules, etc (1). »

Vâlmiki ne consacre pas moins de vingt distiques à la description de la cité royale, marchande et guerrière, où doit naître son héros. Il y a dans cette peinture un peu chargée, où les épithètes abondent, où les lignes se mêlent et se confondent, comme un reflet du désordre pittoresque qui surprend le voyageur à son entrée dans une ville asiatique. Toutefois une pareille capitale, si bien ornée et si bien défendue, donne l'idée d'une civilisation déjà fort avancée. Ayodhya fut, en effet, la première ville de l'Inde à une époque fort reculée. Au moment choisi par le poète, elle compte un grand nombre de pieux et savans brahmanes, de sages conseillers, de guerriers pareils aux dieux, et c'est au milieu de cette cour choisie que se montre le roi Daçaratha, prince puissant, victorieux de ses ennemis, habile à gouverner selon la justice et à réprimer ses sens. Partout, dans le royaume de ce grand monarque, régnait la paix et florissaient les vertus.

(1) Chant de l'*Adikanda*, chap. v. Dans ce passage et dans ceux qui sont traduits plus bas, je suis l'excellent texte publié par M. G. Gorresio, de l'académie de Turin, sous les auspices du roi Charles-Albert.

Cependant Brahma, le dieu créateur, n'avait point accordé d'enfans à Daçaratha malgré sa piété, et ce fut pour obtenir une postérité que ce prince, conseillé par les sages brahmanes de sa cour, offrit le plus solennel des sacrifices, le sacrifice du cheval. L'offrande de Daçaratha a été agréable au dieu suprême, créateur des trois mondes; ses vœux seront exaucés. Brahma décide que de ce roi voué à la pratique des vertus naîtront quatre fils; mais l'un d'eux, Râma, appelé à de hautes destinées, viendra au monde dans des circonstances toutes particulières. Brahma a fait connaître son décret au ciel avant de l'annoncer à la terre, et tout aussitôt les *dévas* ou divinités secondaires, montant vers le dieu suprême, entourent son trône. Alors se passe au plus haut des cieux une scène grandiose que Vâlmiki décrit de la manière suivante :

« Portant les mains à leur front en signe de respect, les *dévas* dirent tous à Brahma, celui par excellence qui accorde les dons : O Brahma! l'être qui a reçu de toi le plus de puissance est un rakchasa du nom de Râvana. — Dans son orgueil, il nous tourmente tous, ainsi que les grands solitaires appliqués à la pratique des austérités, car, ô bienheureux! tu lui as accordé autrefois un don, étant satisfait de lui.— Les dévas, les démons, les yakchas ne pourront te tuer tant que tu le voudras, lui as-tu dit, et nous, par respect pour ta parole, nous supportons tout de lui; — et il fait périr les trois mondes, ce destructeur, roi des rakchasas, ainsi que les dévas, les solitaires, les yakchas, les musiciens célestes et la race humaine. — Contre toute justice et fier du don suprême qu'il tient de toi, il tourmente la création; là où il est, le soleil ne chauffe pas, le vent n'ose souffler. — Le feu n'a plus de flamme non plus là où se tient Râvana, et dès qu'il le voit, l'Océan lui-même, avec sa ceinture de grandes vagues, se prend à trembler..... Donc protége-nous, ô bienheureux! contre ce Râvana qui afflige les mondes. — Tu dois créer un moyen de le mettre à mort, ô toi qui accordes les dons (1)! »

Dans les vers qui précèdent se résume l'idée du poème tout entier; on y voit s'épanouir le sentiment religieux qui le domine d'un bout à l'autre. Le maître des dieux, les divinités secondaires, les êtres supérieurs à l'homme et malfaisans par nature, l'homme enfin, entrent en scène. Il s'agit de régler les destinées des trois mondes, le ciel, la terre et l'empire des démons, et cette grande œuvre amènera la réhabilitation de la race humaine, créée pour régner sur la terre qu'elle habite. Râvana, le roi des ogres, a pris les proportions d'un géant des saintes écritures, d'un titan de la fable. Il apparaît comme le dernier survivant d'une création antérieure qui doit périr, comme un être surhumain, doué d'une puissance exagérée, et dont le poids fatigue la terre, trop faible désormais pour le porter. Tant qu'il vivra, tant qu'il opprimera le monde, les autres enfans du

(1) Même chant, chap. XIV.

Créateur, destinés à posséder le ciel et la terre, les dévas et les hommes, ne pourront accomplir les volontés divines, et la création demeurera pour Brahma lui-même une œuvre stérile. S'il ne fait disparaître le géant auquel il a jadis accordé sa protection, le dieu suprême restera en contradiction avec lui-même; s'il le détruit, il aura violé sa promesse. Après avoir médité quelques instans, Brahma, perçant l'avenir de son regard divin, laisse tomber ces paroles prophétiques :

« Il est trouvé, celui qui le tuera, celui dont je me servirai pour la destruction de ce pervers! Il m'avait dit, ce rakchasa : Que je ne puisse être tué ni par les dévas, ni par les grands solitaires, ni par les musiciens célestes, ni par les yakchas, ni par les rakchasas, ni par les serpens! — Et je lui avais répondu : Qu'il en soit ainsi! Or, dans son mépris pour les hommes, ce rakchasa ne les avait pas même mentionnés. — Ainsi donc, par la main d'un homme il peut périr, sans que la parole donnée par moi soit violée. »

C'est dans ces termes que Brahma annonce aux *dévas* la réhabilitation de la race humaine, qui va s'opérer au moyen de l'alliance du dieu créateur avec l'homme. Le rakchasa trop puissant qui abuse de sa force, et que le dieu se repent d'avoir doué de si magnifiques attributs, périra par la main d'un être faible, inférieur à lui, mais auquel la nature divine donnera la force qui lui manque. Voilà donc l'homme élevé tout à coup au-dessus des *dévas*, des grands solitaires, des titans, des démons, de tous les êtres, bons et mauvais, supérieurs aux lois de la nature, — ceux-ci rebelles à ces mêmes lois qu'ils refusent de subir, ceux-là prédestinés au bonheur éternel. L'orgueil a perdu la race des géans antérieure à la race humaine; l'homme les détruira, mais il ne devra sa victoire sur de si puissans ennemis qu'à son obéissance aux volontés divines. Qu'il soit pieux, qu'il sache mériter le secours d'en haut qui lui est promis, et il pourra tout accomplir. L'harmonie, longtemps troublée, va se rétablir entre le ciel et la terre; mais comment se réalisera cette promesse de Brahma? Personne ne le sait encore, même dans le monde des dieux, où se développe cette scène solennelle, et voici comment l'explique le poète Vâlmiki :

« Ayant entendu cette parole favorable prononcée par Brahma, les dieux, Indra à leur tête, furent tous remplis de joie, et là, dans l'intervalle, Vichnou, qui est le bienheureux, arrive en personne. — Brahma n'avait fait que décréter en son esprit et par l'effet de la méditation la naissance d'un héros à l'éclat incommensurable qui devait détruire le rakchasa, et il dit alors à Vichnou, qui se trouvait avec tous les dieux secondaires : « Pour les mondes affligés, tu es celui qui détruit la douleur, ô Vichnou! Dans notre affliction, nous t'implorons donc comme notre refuge, ô impérissable! »

Vichnou, on le sait, est la seconde personne de la triade indienne, le dieu qui s'incarne pour sauver le monde en péril. Égal en puissance à Brahma, dont il conserve et soutient la création, il arrive au moment où la pensée de celui-ci décrète la naissance d'un héros destiné à détruire le rakchasa; il paraît sans que les *dévas* l'appellent et de son plein gré, comme s'il n'était que la pensée suprême et féconde prenant tout à coup une personnalité pour agir. A sa vue, les *dévas* sont remplis de joie, et lui, tournant vers eux son regard bienveillant, prononce ces simples paroles : « Que dois-je faire? » Les *dévas* lui racontent comment Daçaratha, roi d'Ayodhya, après avoir pratiqué de grandes austérités, a offert le sacrifice du cheval à l'effet d'obtenir une postérité. « Ce roi, ajoutent-ils, connaît à fond la justice; il est renommé pour ses vertus, véridique, attaché à ses devoirs. En t'associant à lui, ô Vichnou! acquiers la qualité d'être l'un de ses fils. » Un peu surpris de leur demande, Vichnou interroge tour à tour les *dévas;* il veut savoir quel être redoutable leur cause tant de frayeur, et les habitans du ciel, répétant avec plus de verve encore le récit des méfaits de Râvana, représentent le monstre ennemi de la création comme perpétuellement occupé à interrompre le sacrifice, à détruire les sages anachorètes, les hommes, les rois avec leurs chars, leurs éléphans, etc. Touché de ces plaintes un peu prolixes, le dieu compatissant répond : « Oui, je le ferai ! »

Dans cet exposé du poème de Vâlmiki, la grandeur de la pensée l'emporte encore sur la beauté du style et sur la richesse de l'expression. Je ne connais pas dans l'antiquité païenne une conception aussi haute que celle-ci, et si j'osais comparer le profane au sacré, la fable païenne aux données bibliques, je mettrais presque la scène de Vâlmiki dont je viens de donner une courte analyse en regard d'un passage de Milton si justement admiré. Qu'eût dit l'auteur du *Paradis perdu*, s'il lui eût été donné de lire ces premiers chapitres du *Râmâyana* où la croyance de tous les peuples à la régénération de l'homme par le secours et avec l'aide de Dieu se peint d'une manière si éclatante? Mais restons dans l'Inde avec le poète Vâlmiki, et n'oublions pas que nous sommes, selon le calcul des Hindous, à l'aurore du second des quatre âges, celui de la *préservation*. C'est la septième fois, d'après les traditions rétrospectives des poèmes cosmiques et religieux, que Vichnou descend sur la terre. Il avait pris déjà la forme d'un poisson, celle d'une tortue, d'un sanglier, d'un lion à face humaine; il avait emprunté deux fois le corps d'un brahmane (1). Le tour des *kchattryas* ou guerriers est enfin venu. Le

(1) Il avait été d'abord le nain Vamana, qui enleva par surprise la possession des

guerrier des temps héroïques, le héros demi-dieu va paraître au moment où la société indienne se développe avec le plus d'éclat, et avec lui naîtra la poésie épique.

III.

Le jeune prince en qui s'est incarné Vichnou, le pieux Râma, ne sera point un réformateur comme plus tard le divin Krichna et Çâkya-Mouni, le fondateur du bouddhisme. Il restera un guerrier, mais un guerrier vertueux, docile à l'enseignement des brahmanes, soumis aux volontés de son père, qui l'exile injustement et pour donner le trône à un autre de ses fils, un personnage purement humain, éprouvé par la douleur, et dont les dieux se servent pour purger la terre des titans qui l'oppriment. L'épopée qui a débuté d'une façon si élevée, en nous faisant assister aux conseils de la divinité suprême, ne se soutient pas longtemps dans les hautes régions. Une fois que Vichnou a consenti à s'incarner, nous retombons sur la terre, où doit se passer l'action. Râma, forcé de quitter la capitale de son père, s'éloigne tristement, escorté par tous les habitans qui pleurent et se lamentent. Il ignore la terrible et glorieuse destinée qui l'attend, il s'avance vers le sud, allant ainsi à son insu au-devant du géant Râvana, roi de Ceylan (1), qui doit lui enlever son épouse chérie et qu'il mettra à mort pour venger celle-ci. Tout le poème de Vâlmiki roule sur les combats que Râma livre aux rakchasas, combats féeriques, mêlés d'enchantemens et de sortiléges, à travers lesquels retentit toujours le cri du cœur et l'accent de la fidélité conjugale. Il s'y mêle aussi des légendes cosmiques, des dialogues philosophiques et religieux entre Râma et les solitaires : c'est le propre de la poésie indienne de revenir sans cesse sur les grandes questions qui intéressent le plus vivement le passé et l'avenir de l'humanité.

Notre intention n'est pas d'analyser ici cette longue histoire, mais seulement de montrer le héros tel que l'entendent les poètes indiens, le chevalier sans peur et sans reproche, admiré des hommes et aimé des dieux. Nous détacherons donc de l'immense épopée un petit épisode tout à fait propre à éclairer la physionomie du guerrier des premiers âges, — celui qui montre Râma débutant dans la carrière des aventures.

A peine le jeune prince est-il en état de porter les armes, qu'il se

trois mondes au puissant roi Bali, puis Paraçoû-Râma, dont nous parlerons plus loin. Le héros du *Râmâyana* est désigné plus spécialement par le nom de *Râma-Tchandra*.

(1) Quelques savans ont vu dans le nom de Taprobane, donné par les anciens à l'île de Ceylan, une altération du mot hindoustani *Tâpou-Râvana*, île de Râvana.

met vaillamment au service des solitaires troublés dans leurs retraites par les ogres et les démons. Suivons-le sur les bords du Gange, dans l'ermitage de Viçvâmitra, ce vieux guerrier dont nous avons parlé déjà (1), qui, sur la fin de sa vie, obtint de passer de la caste des kchattryas dans celle des brahmanes. Viçvâmitra a pratiqué durant bien des années les plus rudes austérités, et, devenu ermite, il offre des sacrifices, comme les brahmanes parmi lesquels il a pris rang. Malheureusement les rakchasas le tourmentent, lui aussi, et il s'en va trouver le roi d'Ayodhya pour lui demander aide et protection : c'est Râma qu'il lui faut, il le réclame avec instance. Le jeune prince part sans plus attendre et va trouver, en compagnie de Lakchmana, son frère et son inséparable ami, le vieux kchattrya, qui s'est voué à la vie contemplative. Celui-ci accueille dans sa cabane les deux fils de roi absolument comme un ermite du moyen âge aurait reçu deux paladins allant en Terre-Sainte. Tout guerriers qu'ils sont, ils ne doivent point oublier que la prière est une arme aussi.

« Or, comme le jour allait paraître, Viçvâmitra, le grand solitaire, interpella Râma, qui dormait sur un amas de feuillage.— O toi qui as pour mère Kaôçalyâ, lève-toi; que le crépuscule du matin reçoive tes hommages, car le temps d'accomplir la cérémonie religieuse de la première heure du jour est arrivé, ô seigneur (2) ! »

Fatigués par une longue marche, les jeunes princes dorment encore, et déjà les étoiles pâlissent à l'horizon.

« Et ayant entendu la parole noble et franche du solitaire, les deux frères Râma et Lakchmana, les deux héros, après s'être baignés, firent la cérémonie de l'eau, et récitèrent à demi-voix la prière que l'on doit prononcer au matin. — Puis, les cérémonies du matin une fois accomplies, tous les deux ensemble, pour témoigner leur respect à Viçvâmitra, riche en mortifications, ils se tinrent là debout devant lui. — Ensuite tous les deux aussi ils allèrent voir la divine rivière au triple cours, la Gangâ... — Sur la rive du fleuve, ils aperçurent le gracieux et pur ermitage des solitaires aux œuvres pieuses qui pratiquent des austérités saintes et excellentes, — et alors, après avoir vu cet ermitage, les deux princes dont la curiosité s'était éveillée, Râma et Lakchmana, dirent au solitaire, etc... »

Quelle sereine matinée, commencée dès l'aurore par la prière, au milieu des paisibles solitudes où les sages appliquent leur pensée à la méditation! Comme ils sont calmes et doux, ces héros antiques dont la renommée remplira le monde! On les prendrait pour deux héros grecs égarés dans les forêts de la Germanie. Entrevus ainsi dans le crépuscule du matin, ils rappellent encore ces guerriers

(1) Voyez la *Revue des Deux Mondes*, livraison du 1er juillet 1856.
(2) Chant de l'*Adikânda*, chap. XXVI.

adolescens si finement peints sur les vases étrusques, qui marchent d'un pas grave en se donnant la main. Le silence règne sur les bords du grand fleuve, et pourtant c'est bien là le Gange qui entendra retentir les pas d'Alexandre, qui reflétera dans ses eaux sacrées les murailles de tant de villes célèbres, que troublera le cri des Mogols victorieux, et sur lequel les nations européennes feront un jour naviguer leurs vaisseaux mus par une puissance irrésistible et merveilleuse. Vâlmiki, le poète inspiré qui a dérobé les secrets de la naissance de Râma, n'avait rien entrevu de cette réalité lointaine. A l'époque où Râma parcourt les forêts qui bordent le Gange et ses affluens, à peine y voit-on rayonner les premières lueurs de la civilisation brahmanique. Elle s'y manifeste cependant sous la forme du solitaire brahmane et du kchattrya fils de roi, double symbole de la loi divine et de la justice humaine, refoulant devant eux la barbarie. On assiste aux premiers établissemens de ces brahmanes austères, vivant de fruits et de racines, cultivant la pensée et honorant les dieux de tout leur cœur. Autour d'eux règne la paix; les bois d'alentour semblent participer à la quiétude de leur esprit. Quelle différence avec cette autre forêt sauvage, séjour des rakchasas, que le poète décrit un peu plus loin!

« Là, devant leurs pas, les deux héros, fils de Daçaratha, ayant aperçu une autre forêt terrible, demandèrent avec insistance au solitaire : — A qui cette forêt qui apparaît sombre comme la nuée menaçante, difficile à traverser, remplie de troupes d'oiseaux, où retentissent les cris d'une foule d'insectes; — forêt troublée par le bruit de diverses bêtes fauves redoutables qui poussent des rugissemens, asile des lions, des tigres, des sangliers, des ours, des rhinocéros, des éléphans? »

Cette forêt ténébreuse et remplie de bêtes fauves, située sur le bord opposé de la rivière qui coule auprès de l'habitation des solitaires, c'est la forêt enchantée que l'ermite a montrée du doigt aux hardis chevaliers, et il les y conduira lui-même dans une nacelle. Là habite un démon femelle, une *yakchî* (1) redoutable, dont le fils, maudit par un saint des anciens âges, est tombé à l'état de rakchasa. Ce démon femelle, qui met obstacle aux sacrifices et empêche les brahmanes de s'avancer vers le Gange, il faut que Râma la mette à mort. Le jeune prince s'avance, calme et résolu :

« Râma ajuste la corde de son arc et le dresse, puis il en fait vibrer la corde avec un bruit si perçant, que l'espace est rempli de cette vibration. —

(1) Féminin de yakcha, gnôme, esprit qui hante les bois. Le yakcha est beaucoup moins puissant et surtout moins pervers que le rakchasa. Les bouddhistes en ont fait une espèce de lutin qui se cache dans les arbres pour narguer les voyageurs et se livre au clair de lune à des danses joyeuses.

Par ce bruit furent épouvantées les bêtes fauves qui hantent cette forêt, et Tâdakâ (la yakchî), toute troublée, fut comme réveillée par le bruit de la corde de l'arc. — Elle hurle, dans la colère qui la transporte, la yakchî difforme au hideux visage; entendant ce bruit, elle courut vite là d'où venait le bruit strident de l'arc. — Voyant cet être au corps épouvantable, difforme, au visage hideux, aux proportions colossales, qui arrivait sur lui, Râma dit à son frère Lakchmana : — Vois, ô Lakchmana, la face difforme et effroyable de cette rakchasî en fureur, sa face gigantesque, capable d'inspirer une grande frayeur. — Vois-la, ô héros, frappée au cœur par ma flèche, mortellement atteinte, tomber sur le sol, toute baignée dans son sang. Cette rakchasî terrible, aux œuvres grandement perverses, consumée par le feu de ma flèche, va être purifiée de ses péchés ! — Comme il parlait ainsi, Tâdakâ, aveuglée par la colère, lève ses bras en rugissant et s'élance d'un bond avec rapidité; — et comme elle se précipitait avec la rapidité de la foudre qui s'échappe des mains d'Indra, cette Tâdakâ difforme, avide de tuer, terrible à voir, — pareille à une grosse masse de nuages, les deux bras levés et tendus, il lui perça le sein avec une flèche armée d'un croissant. — Et celle-ci, mortellement percée de cette flèche pareille à la foudre, vomit des flots de sang, tomba sur la terre et expira. »

Tout aussitôt les habitans des sphères célestes se montrent dans l'espace et applaudissent au triomphe du jeune Râma : singulier triomphe cependant ! Il a percé de sa flèche une femme sauvage, maladroite comme le cyclope de la fable grecque, qui n'a d'autres armes que sa difformité, sa taille gigantesque et ses deux bras inertes qu'elle jette en avant ! Le véritable mérite du jeune prince en cette occurrence, ce qui constitue son héroïsme, c'est que, fort de sa foi et comptant sur le secours des dieux, il a affronté sans crainte le monstre redouté des solitaires. La forêt maudite est devenue, grâce à lui, habitable pour les pieux ermites, qui sont comme les pionniers de la civilisation brahmanique, les enfans perdus de la société âryenne. Aussi Viçvâmitra s'écrie avec joie :

« Je suis satisfait, ô Râma! Bonheur à toi, à cause de l'œuvre que tu viens d'accomplir; par affection, je vais te faire un présent, te donner toutes les armes sans exception, toutes celles que je connais, ô Râma, car tu es à mon sens digne de les recevoir! Cette arme de Brahma, qui est la première (la science du Véda), arme suprême et divine, ô Râma! je te la donne, — et aussi celle qui enlève la crainte du milieu des trois mondes ensemble, le châtiment, arme qui retient les créatures dans le devoir. — Je te donne, ô Râma, celle qui te rendra invincible, inattaquable au milieu de tes ennemis, l'arme de la loi, de la justice, aussi puissante que la mort et si précieuse; je te la donne, ô Râma!... »

Ne dirait-on pas d'abord que Viçvâmitra, le vieux guerrier devenu ermite, va armer chevalier le jeune Râma sur le lieu même de son triomphe? Mais il ne s'agit point ici de conquêtes purement humaines, ni de ces grands coups de lance qui ont élevé si haut la re-

nommée des héros de l'Occident. La gloire des armes n'a jamais été pour les Hindous le dernier mot de l'ambition terrestre. En lui conférant les dons qu'il a énumérés avec une certaine emphase, Viçvâmitra consacre dans la personne de Râma les droits des guerriers à la puissance temporelle. Il revêt Râma des attributs de la royauté, telle que l'entendait le législateur Manou. L'arme de Brahma, c'est l'initiation aux textes sacrés, le droit de lire les saintes écritures et d'offrir des sacrifices avec le secours des prêtres officians; il la lui accorde comme à un Aryen de pure race qui sait combattre et se dévouer pour les intérêts de sa nation. Il lui donne encore le *châtiment*, qui est le sceptre des rois, la justice, qui en règle l'usage, et enfin le droit de vie et de mort, qui en est l'application suprême.

IV.

Le solitaire qui a conféré à Râma les attributs de la royauté, le vieux Viçvâmitra, est un brahmane; il a renoncé au métier des armes et remplit désormais les fonctions de prêtre sacrificateur. Dans la pensée du poète comme dans celle des législateurs, toute autorité, toute puissance procède donc du brahmane, qui la tient lui-même de Brahma; le guerrier reste toujours soumis, au moins moralement, à la suprématie de la caste sacerdotale, et comme associé à son œuvre civilisatrice. Aussi les héros de l'antiquité indienne, exempts d'orgueil et de jactance, ne célèbrent-ils jamais eux-mêmes leur gloire ni leurs exploits. C'est au brahmane qui leur a donné l'investiture, c'est au poète inspiré qui retrace leur histoire, de déclarer s'ils ont bien mérité de la postérité. Il y a d'ailleurs pour le guerrier plus d'un genre d'initiation, et l'habileté dans la pratique des armes ne suffit pas au plus brave d'entre les kchattryas pour atteindre la renommée : il lui faut encore le *don de la science*, tel qu'il fut accordé à Râma par ce même solitaire. Ce que le poète Vâlmiki appelle la science ressemble beaucoup à un talisman, comme on en peut juger par les lignes suivantes :

« Mon fils Râma (c'est Viçvâmitra qui parle), il faut que, selon la loi, tu touches l'eau avec la main, et je t'enseignerai le souverain bien. Que l'occasion soit donc mise à profit !—Reçois les deux sciences que voici, *la forte* et *la très forte;* il n'y aura pour toi ni fatigue ni vieillesse dans ton corps, ni altération non plus dans tes membres. —Ni pendant ton sommeil, ni dans un moment où ton esprit serait troublé, l'ennemi ne pourra t'opprimer, et un autre qui t'égale en force, ô Râma, n'existera pas! — Ni parmi les dévas, les hommes et les serpens, ni dans les mondes ici-bas, ni parmi les hommes et les femmes, soit en félicité, soit en adresse, soit en sagesse, en connaissance des saintes écritures ou en héroïsme, — il n'y aura personne qui t'égale, ni non plus quand il s'agira de répondre. Après que tu auras obtenu

cette double science, tu acquerras une gloire impérissable. — Quand tu posséderas les deux sciences qui sont les mères de la science divine et de la science profane, la faim et la soif ne te tourmenteront plus guère, ô Râma! Victorieux à travers les défilés, les passages difficiles et les pays lointains, comme aussi à travers les forêts, tu atteindras, dans les trois mondes, au suprême héroïsme, ô Râma! — car elles sont filles de Brahma, ces deux sciences; elles soutiennent la vigueur durant toute la vie. Tu es digne, ô Râma, de les recevoir toutes les deux..... — Et alors Râma, ayant touché l'eau, les mains jointes sur le front, incliné et debout, reçut ces deux sciences de Viçvâmitra, riche en mortifications (1). »

Dans ces vers, que le poète Vâlmiki semble avoir rendus obscurs à dessein, on entrevoit une cérémonie religieuse pendant laquelle le néophyte touche avec sa main une eau consacrée, tandis que le brahmane lui confère une sorte de sacrement. Achille, trempé dans les eaux du Styx, était resté vulnérable au talon : pour avoir seulement touché l'eau sainte, Râma, destiné à vaincre tous ses ennemis, sera à l'abri de leurs coups, et bravera les maléfices des esprits pervers. Il y a dans cette donnée un côté qui semble puéril : si Viçvâmitra remettait une fiole entre les mains de son jeune héros, on penserait involontairement au baume de Fier-à-Bras; mais que l'on dégage la pensée morale et religieuse qui se cache sous le voile des mots, et l'on verra que l'une de ces deux sciences est appelée *divine*. Or cette science divine, qu'est-elle, sinon la connaissance des destinées humaines? L'homme vient de Dieu et doit retourner à Dieu; que lui importent les traverses et les périls, les coups et les blessures? Le guerrier qui est initié à ces mystères dont la connaissance était le privilége du brahmane, le guerrier qui a la foi triomphera des ogres et des démons; il sera au moins l'égal des dieux secondaires qui ne peuvent atteindre jusqu'à Brahma, et le poète a raison de dire qu'il n'aura guère à souffrir de la faim et de la soif. En un mot, Viçvâmitra a révélé à Râma cette grande vérité, que les brahmanes ne dévoilaient pas aux ignorans : — il y a en nous un principe immortel que la vieillesse n'atteint pas, que les maladies ne peuvent altérer, et qui ne meurt jamais. — La connaissance de cette vérité solennellement annoncée au guerrier qui l'avait seulement entrevue, ou qui n'y songeait guère, ne suffisait-elle pas pour l'élever tout à coup au-dessus des autres hommes, pour le grandir à ses propres yeux et lui faire voir comme à ses pieds toutes les choses de ce monde?

N'oublions pas que cette scène mystérieuse et solennelle de l'initiation se passe dans l'ermitage de Viçvâmitra. C'est surtout dans le silence des forêts, en face de la nature, que l'idée brahmanique s'épanouit dans toute sa force. Aux kchattryas appartiennent les palais et les citadelles; la ville proprement dite, avec ses rues encom-

(1) Chant de l'*Adikânda*, chap. xxv.

brées d'éléphans, de chevaux et de chariots, où retentit le bruit de l'enclume, est le séjour des *vaïcyas* ou marchands; la caste servile des *çoûdras* habite les champs et fait paître les troupeaux; les sages, voués à la contemplation, se plaisent à vivre seuls avec eux-mêmes, entourés d'un petit nombre de disciples. Tout en méditant beaucoup, il est vrai, souvent même à force de penser, les pieux ermites tombaient dans une vague rêverie, et le philosophe se transformait alors en visionnaire. On peut donc admettre que si la sagesse indienne arrivait dans les villes du fond des bois, c'était du fond des bois aussi que sortaient les contes fabuleux et les merveilleuses histoires. La foule accueillait la fable au moins avec autant d'empressement que la vérité; la poésie elle-même puisait à cette double source, et il en est résulté ce mélange de grandes pensées et de puériles inventions, de haute philosophie et de fantastiques histoires qui s'enchevêtrent dans les épopées indiennes. D'ailleurs les ermites pieux, ce sont encore les poètes qui nous l'apprennent, n'aimaient rien tant qu'à s'entretenir, le soir, après la chaleur d'un jour brûlant, de tout ce qui se disait et se racontait dans les ermitages voisins, bien loin à la ronde, et il s'établissait ainsi, en plein désert, dans les solitudes à peu près inhabitées, un courant de traditions et de légendes qui se répandait dans toutes les contrées de l'Inde. Un peuple voyageur et marchand eût fait de ces récits des contes comme les *Mille-et-une-Nuits*. Dans une société guerrière et galante, ces traditions eussent pris la forme de chroniques rimées, de fabliaux ou de poèmes chevaleresques. Dans l'Inde, où la littérature restait exclusivement entre les mains de la caste sacerdotale, ennemie des lointains voyages, du bruit des armes et de la galanterie, l'imagination, si prompte à s'éveiller, ne l'emporta cependant jamais sur l'enseignement dogmatique et moral; l'épopée garda son caractère religieux.

Suit-il de là que les grands poèmes indiens, et le *Râmâyana* en particulier, soient toujours amusans dans le sens que nous attachons à ce mot? Non, certes; mais du moins offrent-ils toujours de l'intérêt aux esprits sérieux et réfléchis. Ils nous apprennent, non l'histoire des faits, pour laquelle les sages de l'Inde ont professé trop d'indifférence, mais celle de l'esprit humain cherchant sa voie à travers le panthéisme. Si les poètes, quand il s'agit de décrire une chaîne de montagnes, un fleuve, une forêt, entassent comme au hasard une foule d'épithètes emphatiques trop souvent répétées, s'ils sortent à chaque instant du réel et du possible pour se jeter dans le fantastique et le merveilleux, au moins savent-ils marquer avec précision, en traits énergiques et saillans, tout ce qui peut rehausser la nature humaine, et rappeler à l'homme, à la femme même, le sentiment de ses devoirs. Les faiblesses du cœur et les égaremens de l'esprit ne sont jamais glorifiés dans leurs vers; tout au contraire,

c'est la vertu avec les sacrifices qu'elle impose, c'est l'abnégation et l'abandon de soi-même qu'ils célèbrent à chaque pas, au milieu des épisodes les plus dénués de vraisemblance. Ainsi la fidèle Sitâ, femme de Râma, qui a suivi le héros dans son exil, heureuse de partager ses périls et ses souffrances, obtiendra, elle aussi, un talisman merveilleux. Après une longue marche, elle arrive un soir, accompagnée de son époux, dans l'ermitage d'Atri. Cet Atri était un sage des premiers temps, un des aïeux de la race âryenne, qui a dû exister bien des siècles avant Râma; n'importe, il faut que le héros rencontre ces patriarches toujours vivans dans le souvenir des Hindous, et qu'il leur adresse ses respectueux hommages. Sitâ, de son côté, va saluer la femme du solitaire, la vieille brahmanie Anasoûyâ (celle qui est sans envie); c'est Atri lui-même qui l'y invite. Elle est bien cassée, la vieille brahmanie! Depuis dix mille ans, elle pratique dans la solitude de rudes austérités : ses cheveux sont blanchis par l'âge, elle peut à peine se soutenir; mais dans ce corps brisé vit une âme illuminée, épurée par la méditation. Dès que Sitâ s'est nommée en la saluant, Anasoûyâ lui répond avec dignité :

« Abandonnant ta famille, ô Sitâ! le repos et les honneurs, ô femme, par affection, voilà que tu suis Râma dans la forêt; ah! que cela est bien! — Que l'époux soit dans la paix ou dans les afflictions, qu'il soit criminel ou bien exempt de fautes, les femmes qui savent l'aimer ont en partage les mondes de la béatitude éternelle. — Qu'il ait une conduite mauvaise, qu'il vive dans les désordres ou même qu'il ne pratique en rien les devoirs de la justice, la divinité suprême, pour les femmes qui se respectent, c'est encore leur époux. Non, je ne vois pas de lien de parenté plus excellent pour une femme bien née; l'époux, c'est la famille, le maître, l'unique soutien, le dieu, et même aussi le précepteur spirituel! — Elles ne comprennent pas cela, par l'effet de leur conduite vicieuse, les femmes mauvaises qui, cédant aux caprices blâmables de leurs passions, agissent mal à l'égard de leur mari. — Elles trouvent la honte, ces pécheresses, et la chute hors de la voie du devoir, elles deviennent la proie du mal certainement, les femmes qui sont ainsi; — mais celles qui sont comme toi, douées de qualités, c'est au ciel qu'elles habiteront, ô bienheureuse! comme les saints (1)! »

Voilà l'enseignement brahmanique nettement formulé en ce qui concerne les femmes; l'obéissance passive et absolue de l'épouse envers son mari en est le dernier mot; le précepte est répété partout et sur tous les tons (2). Sitâ ne l'ignore pas non plus; aussi répond-elle naïvement : « Il n'y a rien de merveilleux, ô femme respecta-

(1) Chant de l'*Aranyakânda*, ch. IIe.

(2) Deux épisodes du *Mahâbhârata* souvent traduits, l'histoire de Nala et celle de Sâvitri, ont développé de la façon la plus dramatique et la plus touchante cette théorie de la fidélité que la femme doit à son maître.

ble, dans ce que tu me dis; je savais bien aussi que pour les femmes l'époux est la *voie suprême!* » Et elle ajoute que les grandes qualités de son époux lui rendent plus facile qu'à aucune autre l'accomplissement de ces devoirs sacrés. Sous les paroles de Sitâ se cache sans nul doute un avertissement discret pour les maris; le poète semble leur dire : Soyez sages, vertueux, pieux comme Râma, et vous serez plus assurés encore d'avoir des épouses fidèles comme Sitâ!

Nous sommes donc en pleine morale. On dirait que le poète a oublié la forêt dans laquelle son héros s'avance à la manière d'un *caballero andante;* mais voici que le fantastique reparaît après le sérieux discours de la vieille brahmanie, et cette femme austère, qui parlait comme un précepteur spirituel, prend tout à coup les traits d'une bohémienne habile dans l'art de préparer les philtres. Au moment du départ, elle donne en présent à Sitâ un onguent, — je cherche vainement un mot plus poétique, — un onguent qui éternisera la beauté de la jeune femme, et la rendra chaque jour plus gracieuse et plus agréable à son époux. Sitâ accepte avec reconnaissance la précieuse recette; Râma n'a-t-il pas reçu de son côté le don de l'éternelle jeunesse et de l'inaltérable énergie? Entre la vieille brahmanie et la belle Sitâ s'établit aussitôt une grande intimité. Elles causent beaucoup, restant femmes par ce côté, précisément au moment où le poète cherchait à les élever au-dessus de la nature humaine. Depuis longtemps, Sitâ ne trouvait à qui parler dans la solitude des bois; aussi se dédommage-t-elle en racontant à Anasoûyâ sa naissance extraordinaire (1), les circonstances de son mariage et ses premiers pas sur le chemin de l'exil. Peu à peu on se sent descendre des hautes régions de la fiction dans un milieu plus réel, plus riant aussi, où se meuvent, à travers une douce obscurité, les solitaires pieux, surpris dans l'exercice de leurs pratiques habituelles. Sitâ a fini de raconter; la vieille brahmanie l'embrasse en lui jetant ses deux bras autour du cou :

« Tu me fais là, ô ma fille, un récit bien agréable, excellent; j'ai plaisir à t'écouter raconter, un grand plaisir, ô toi qui parles avec douceur! — Mais voilà que le soleil s'en va vers le couchant, et déjà commence la nuit, qui repose, avec son cortége de planètes et de constellations, et toute transparente..... — Des oiseaux dispersés pendant le jour, et qui s'assemblent aux lieux choisis pour prendre leur nourriture, on entend le bruit. — Les solitaires qui étaient partis vers l'étang pour y faire leurs ablutions, la cruche à la main, ont fini de se baigner, ils reviennent avec leurs vêtemens

(1) Sitâ est considérée comme la fille de Djanaka, roi du Mithila, — aujourd'hui le Tirhut, — au nord-est du Bengale. Un jour que Djanaka traçait avec la charrue le lieu destiné au sacrifice, la jeune fille sortit de terre, tenant ses deux mains levées. Râma l'avait obtenue pour épouse en rompant un arc merveilleux qu'aucun prince n'avait pu tendre.

d'écorce tout baignés par l'eau. — Du milieu des feux où se consume l'offrande des solitaires selon le rite prescrit s'élève une fumée brune comme le cou de la tourterelle qui se montre à travers le ciel sans nuages. — Les arbres qui n'ont presque plus de couleur se confondent dans des masses obscures; dans le pays environnant, gracieux et calme, ils forment des groupes pareils à des montagnes. — Les êtres qui marchent durant la nuit errent de toutes parts, et les gazelles, hôtes de cette forêt où les solitaires pratiquent leurs austérités, sont venues se coucher au milieu des autels (1). — Elle s'étend et règne, ô Sitâ, la nuit qu'entoure un cercle de constellations et de planètes, et la lune revêtue de sa douce clarté paraît déjà haute à travers le ciel. — Je te le permets, va auprès de ton époux Râma, etc. (2)... »

Avant de renvoyer Sitâ vers son époux, la vieille brahmanie l'invite à faire sa toilette; malgré son grand âge, — et le poète indique finement ce détail sans y insister, — elle se plaît à voir une jeune belle femme revêtir tous ses ornemens. Râma retrouve son épouse plus gracieuse encore qu'avant sa courte absence : le charme de la recette merveilleuse opère déjà; mais la beauté de Sitâ pâlit, à notre avis, devant la splendeur de la nuit qui commence. Sereine clarté au ciel, ombres profondes sur la terre, calme partout et silence à peine troublé par la marche des vieillards qui sortent tout trempés de l'eau pure des étangs et par le léger bruit des oiseaux qui se rapprochent des ermitages, tout cela compose un tableau plein de douceur et d'harmonie. Il y a dans ces vers un sentiment intime de la nature tropicale, et je ne sais quelle rêverie mélancolique dont les poètes de l'antiquité classique offrent peu d'exemples, Virgile excepté. Le poète de Mantoue, je me hâte de le reconnaître, a dans ses paysages plus de suavité, il parle au cœur. Vâlmiki vise plus haut; il s'adresse directement à l'âme. Le premier a des accens que nos sociétés troublées comprennent à merveille, et comme il chante au lendemain des révolutions, il se plaît à peindre les troupeaux qui paissent, les bœufs qui labourent sur un sol ravagé, à peine rendu à l'agriculture. Le second, venu avant les révolutions, décrit une terre vierge qui n'a point souffert encore, et son regard, indifférent aux riches moissons et au bien-être matériel des populations auxquelles l'espace ne manque pas, cherche à travers les solitudes une seule chose : la pensée indienne, la sagesse de sa nation, qui brille au milieu des ténèbres comme un feu sacré.

V.

En insistant quelque peu sur un passage du *Râmâyana*, en apparence tout poétique, nous ne nous sommes point écarté du sujet

(1) C'est-à-dire dans les espaces creusés au-dessous du niveau du sol et destinés à recevoir l'offrande.

(2) Chant de l'*Aranyakânda*, chap. v.

qui nous occupe. Le poète Vâlmiki nous y ramène lui-même, en signalant dans ces forêts mystérieuses la marche des êtres malfaisans qui errent pendant la nuit. Ces mots, qui semblent jetés au hasard, rappellent au lecteur la marche aventureuse de Râma, et au héros lui-même la mission qu'il doit accomplir. Râma, on l'a vu déjà, a reçu d'abord les armes symboliques par lesquelles les législateurs caractérisent la puissance royale. Plus tard, le don de la *double science* lui a été accordé : il ne peut vieillir, ni être vaincu, ni ressentir les effets d'aucun maléfice. Au moment où il va quitter l'ermitage d'Atri pour pénétrer dans la forêt Dandakâ, — laquelle n'est autre que la presqu'île de l'Inde, alors inhabitée, — marchant ainsi vers Ceylan, où il rencontrera le géant Râvana, le vieux solitaire lui parle d'un autre sage des temps anciens, nommé Agastya. Celui-là non plus ne pouvait être d'aucune manière le contemporain de Râma; mais les poètes hindous procèdent ainsi : au lieu de conduire leurs héros dans les champs élyséens ou de les y transporter en rêve, pour leur montrer les grands hommes de leur race, ils placent ces mêmes personnages sur leur route et les mettent en scène dans le récit.

Prenons donc Agastya tel qu'il est dans le *Râmâyana*, pieux anachorète, paisible habitant de la *Forêt-Noire*, et guéri des grands accès de colère auxquels il était jadis trop sujet. La légende en effet lui reproche d'avoir, dans une circonstance mémorable, avalé l'Océan tout d'un trait, et dans une autre, non moins célèbre, abaissé d'un mot les monts Vindhyas, qui séparent l'Hindoustan de la presqu'île indienne, châtiant ainsi la mer et les montagnes, qui avaient osé lui désobéir! Guidé par les indications que lui a données Atri, le jeune héros, suivi de sa femme et de son frère, va chercher la demeure d'Agastya. Voyez-les passer tous les trois : Râma ouvre la marche, la belle Sitâ vient ensuite, et à l'arrière-garde paraît Lakchmana, qui porte l'arc et les flèches. Autour des trois voyageurs se déroule un immense paysage coupé de lacs et de rivières, et que de hautes montagnes encadrent à l'horizon. Sur les arbres et à travers les broussailles épaisses voltigent en gazouillant et rugissent dans l'ombre toutes sortes d'oiseaux et de gros quadrupèdes : on dirait un tableau de Breughel de Velours. Les gracieux volatiles et les bêtes féroces reviennent souvent dans les poèmes indiens, parce que les animaux qui errent librement dans les bois rappellent les époques primitives où l'homme n'avait pas encore pris possession de la terre. Placés dans ce milieu sauvage, Râma, Sitâ et Lakchmana, qui voyagent à pied et se suivent à la file, ressemblent un peu à trois Indiens de l'Amérique descendant des hautes vallées des Cordillères vers les rives de l'Orénoque; mais le poète a su mettre l'auréole au front de ces faibles mortels. Râma a pour mission de porter jusqu'à Ceylan la

civilisation brahmanique, dont il est le représentant le plus accompli. Dans la démarche silencieuse et presque furtive du héros, respecté par les lions et les tigres, salué par tous les saints anachorètes, qui s'avance vers la pointe extrême de la presqu'île, on reconnaît l'incarnation d'un dieu : *patuit deus!*

Un disciple d'Agastya a rencontré les trois voyageurs, qui l'ont chargé d'avertir leur maître. Au nom de Râma, le solitaire a tressailli; il attendait, lui aussi, la venue du jeune prince, incarnation de Vichnou, qui devait assurer aux Aryens la possession paisible de toute la terre. Il lui remettra donc avec empressement les armes merveilleuses que les dieux lui ont confiées. Après avoir honoré de son mieux le héros prosterné devant ses pieds et qu'il appelle « la voie et le sauveur du monde, » il lui offre respectueusement des racines, des fleurs et de l'eau, puis il lui adresse ces paroles :

« Cet arc excellent et divin, enrichi de diamans et d'or, cet arc de Vichnou, ô prince des hommes! il a été fabriqué par Viçvakarman (1), — et ces flèches qui ne manquent pas le but, ces flèches brûlantes données jadis par Brahma, je les ai reçues du grand Indra, ainsi que ces deux carquois aux traits indestructibles, — tout remplis de flèches acérées pareilles à des serpens enflammés, et aussi ce grand glaive enfermé dans un grand fourreau et qui brille comme l'or. — Avec cet arc, ô Râma, ayant tué dans les combats les grands démons, Vichnou a conquis jadis la félicité radieuse des habitans du ciel.—Cet arc avec les deux carquois, ce glaive que je te présente, accepte-les pour la victoire..., — car jadis Indra m'a dit : Lorsque Râma viendra ici, donne-lui cet arc; — et toi, qui es ce Râma, enfin te voilà venu à notre ermitage; prends-le, cet arc divin, excellent et sans égal. — Avec cet arc, ô Râma! tu dompteras le monde tout entier, ô héros victorieux (2)! »

Après lui avoir remis ces armes surnaturelles, cet arc qui « doit assurer la paix des trois mondes, » le sage Agastya donna encore à Râma une tunique merveilleuse et une paire de pendans d'oreilles qu'il tenait d'Indra. Voilà donc Râma revêtu d'armes plus terribles, quoique moins riches et moins brillantes, que celles d'Achille. Incarnation vivante d'un dieu, il n'a ni bouclier, ni cuirasse, ni casque, mais il tient à la main l'arc à la longue portée avec des flèches enflammées pareilles aux rayons du soleil des tropiques, l'arc dont la corde, en vibrant, fait tressaillir la nature entière, comme la foudre qui éclate dans les airs. Toutes ses armes sont offensives, parce qu'il sera le héros divin destiné à purger la terre des monstres qui l'oppriment, et non le guerrier emporté par la colère qui se jette au milieu de la mêlée, bravant la mort et la portant lui-même dans les rangs ennemis. Il n'aura point affaire à des hommes, mais à des *puis-*

(1) Le Vulcain de la mythologie indienne.
(2) Chant de l'*Aranyakânda*, chap. XVIII.

sances; ses alliés eux-mêmes seront des êtres pris en dehors de la race humaine (1).

L'ère des grands combats et des aventures commence pour Râma dès qu'il a pris congé d'Agastya. Il a reçu toutes les initiations, tous les dons qui le rendent invincible. Notre intention n'est point de le suivre dans ses entreprises, ni de raconter le dénoûment de ce long drame. Les personnages surnaturels avec lesquels Râma entre en relations avant et pendant la conquête de Ceylan appartiennent à la mythologie; ce n'est pas la fable, mais la physionomie du héros que nous voulons étudier jusqu'au bout, son caractère à la fois humain et divin. Comme dieu, il lui sera donné de triompher de tous ses ennemis; comme homme, il devra lutter et souffrir. Il lui a été prédit que, grâce au don de la science, la faim et la soif ne le tourmenteront plus, que la fatigue n'aura pas de prise sur son corps; mais la douleur morale ne lui sera pas épargnée : il se verra séparé de son épouse chérie, de la fidèle Sitâ, qui a tout quitté pour le suivre dans l'exil. Enlevée par le géant Râvana, qui la transporte à Ceylan à travers les airs, Sitâ a trouvé le moyen de laisser tomber quelques-uns de ses ornemens, espérant ainsi apprendre à son époux la route qu'elle a suivie et le mettre sur sa trace. A ce moment, la nature s'émeut d'épouvante et de pitié; un frémissement inaccoutumé parcourt la forêt, les bêtes fauves poussent des hurlemens plaintifs, le soleil se voile, et la mer qui baigne Ceylan de ses vagues écumantes se soulève indignée. Râma, ne retrouvant plus sa femme là où il l'avait laissée, la redemande à Lakchmana, son frère. Où est-elle? en quel lieu est-elle allée? a-t-elle été tuée? a-t-elle été dévorée par quelque ennemi invisible? Puis, voyant ses alliés qui pleurent sans répondre, il se met à se lamenter et s'écrie en se tordant les bras :

« Si tu te caches derrière un arbre pour te jouer de moi, ô Sitâ! cesse ce jeu, car ton absence me fait trop souffrir (2). — Les jeunes faons apprivoisés avec lesquels jouait Sitâ, ne trouvant pas leur maîtresse aux longs yeux, se montrent ici, ô Lakchmana! — Ces joyaux étincelans qui appartiennent à Sitâ, ces gouttes d'or tombées en désordre sur la terre avec la guirlande, — vois-les, ô mon frère! qui jonchent le sol de toutes parts, mêlées à des gouttes de sang pareilles à de l'or fondu et qui me font peur! — Oh! oui, par des rakchasas changeant de forme à volonté, qui l'ont déchirée et mise en pièces, elle a été lacérée et dévorée, la pieuse Sitâ!... — Quand je serai mort du grand chagrin que me cause l'enlèvement de Sitâ, dans l'autre monde le grand roi mon père me dira : « Comment, après m'avoir promis de rester

(1) Le roi des vautours, qui semble avoir appartenu, comme Râvana, à une création antérieure, et les grands singes, conduits par Hanouman, leur chef.

(2) On retrouve la même pensée dans l'épisode de Nala; mais c'est Damayanti qui adresse ces paroles à son époux, qui l'a lâchement abandonnée : « Tu es là, tu es là, on te voit bien; oh! prince, je te vois; caché là derrière des broussailles, pourquoi ne me réponds-tu pas?... » *Mahâbhârata,* chant du *Vanaparva,* épisode de Nala, lecture 63e.

en exil dans la forêt, parais-tu ici, en ma présence, sans avoir accompli le temps convenu? — Malheur à toi, qui agis selon ton caprice, homme méprisable qui fausses ta promesse et méconnais tes devoirs! » Ainsi, sans aucun doute, me parlera mon père dans l'autre monde... — Par toute la forêt, j'ai fait des recherches, et dans les étangs, où abondent les lotus, et dans les montagnes aux reflets étincelans, remplies de cavernes et de torrens.— Et je ne vois point Sitâ, qui m'est plus chère que la vie, bien que je l'aie cherchée à travers les montagnes et dans la forêt, de toutes parts, de tous côtés... — O maître suprême des trois mondes, Indra, toi qui es un dieu, fais-moi connaître si c'est pour longtemps que mon épouse vertueuse m'a abandonné? — Le temps où l'homme jeune, ayant obtenu une épouse, sent redoubler sa joie, ce temps était arrivé pour moi, et voici que cette épouse chérie m'abandonne!... — Pour moi, qui suis séparé de ma famille et qui ne vois plus la fille du roi, je le sens, les nuits seront longues, car je les passerai dans les veilles (1). »

Aux prises avec l'adversité, le divin héros se lamente comme un simple mortel : ainsi, privé de sa chère Eurydice, Orphée la redemandait aux échos de la Thrace; mais le poète grec avait perdu sa femme par la volonté des dieux, elle était pour toujours dans les enfers : il ne lui restait donc qu'à pleurer. Le guerrier indien sait que la sienne lui a été enlevée par un ennemi de la race humaine, par un géant qu'il peut combattre, et après un moment de faiblesse il retrouve, sous l'inspiration de la colère, toute son audace, toute sa fierté. Il s'indigne à la pensée que le rakchasa, étranger à tout sentiment de pitié, le méprise parce qu'il contient sa fureur. S'il a pénétré dans la forêt Dandakâ, c'était pour obéir à son père; le devoir, la fidélité à sa parole, l'ont conduit à s'exiler; il est donc en règle avec la justice, et le bon droit est de son côté. Sitâ lui a été enlevée, il faut qu'il la retrouve ou qu'il venge sa mort; les mondes n'auront pas de repos que cet acte de réparation n'ait été accompli. Râma, qui semblait avoir perdu la tête, comprend tout à coup qu'il s'agit d'un combat tel qu'il n'y en a pas eu depuis celui que les titans soutinrent contre les dieux.

« Si elle est vivante, la *vaïdéhi* (2), tant mieux pour les mondes, ô Lakchmana! si elle a péri, tu verras périr toute la création! — Parmi les immortels, je jetterai le trouble avec mes flèches aux pointes enflammées, et cela à cause de Sitâ, moi qui ne suis qu'un mortel! — Et si les dieux ne me rendent pas la vertueuse Sitâ, tout à l'heure, ô Lakchmana, ils verront ce que je puis faire. »

Pour un héros pieux ce sont là des paroles un peu vives et qui ressemblent presque à des blasphèmes; mais les dieux auxquels s'adressent ces menaces sont des dieux peccables, comme les *dii*

(1) Chant de l'*Aranyakânda*, chap. LXVII et LXVIII.
(2) L'un des noms de Sitâ, littéralement l'*étrangère*.

minores de l'antiquité grecque et latine, des divinités secondaires soumises au créateur, comme l'homme lui-même, et souvent moins agréables à leur maître que le mortel vertueux. Il ne faut donc point voir dans les paroles qui expriment la colère de Râma ce sentiment d'impiété qui animait Ajax, fils d'Oïlée, après son naufrage : elles sont, comme l'éclair avant la tempête, le prélude des combats terribles qui vont épouvanter la terre et le ciel. L'enlèvement de Sitâ aura provoqué une guerre dont les générations futures garderont le souvenir, et qui retentira dans toute l'Inde, comme dans la Grèce celle de Troie. Seulement ici les Grecs sont représentés par Râma, par Lakchmana, son frère, et par les singes devenus ses auxiliaires; les Troyens sont les géans, les esprits pervers qui reconnaissent Râvana pour leur chef. Au lieu d'un fait historique embelli par la poésie, on découvre dans le *Râmâyana* une allégorie qui exprime le triomphe de la race âryenne sur les barbares ennemis des dieux. Râma, qui a percé de ses longues flèches les géans établis dans l'île de Ceylan, ressemble, au moment de son triomphe, à Apollon vainqueur des cyclopes qui habitaient la Sicile. Le héros du *Râmâyana* ne disparaît point toutefois de la scène du monde dans un nuage de gloire. Après avoir reconquis son épouse Sitâ, il reprend avec elle la route de sa capitale, où ses sujets l'accueillent avec des cris de joie.

VI.

Le cadre de cette longue épopée renferme en réalité quelque chose comme une odyssée terminée par une iliade. Cependant le sujet du *Râmâyana* est peu compliqué. Il s'agit des pérégrinations d'un jeune prince, fils du roi d'Oude, exilé par son père, et contraint d'aller passer dans la forêt un certain nombre d'années. Un sauvage lui enlève sa femme, et il résulte de cette agression une guerre à outrance qui se termine par la mort du barbare et la destruction de sa tribu. De cette donnée fort simple, la tradition religieuse et poétique a fait une œuvre complexe. On peut voir dans Râma un mythe, la personnification de la race âryenne, ou simplement le nom collectif d'une dynastie qui sut, en restant fidèle aux traditions religieuses, se concilier l'affection et même le respect de la caste sacerdotale : ce sont là des questions que chacun peut traiter comme il lui plaît. Ce qu'il y a de certain, c'est que le *Râmâyana* marque une ère nouvelle dans la croyance et dans la littérature de l'Inde. La nouveauté, au point de vue de la doctrine religieuse, consiste dans l'importance qu'a prise Vichnou comme divinité protectrice des hommes et dans le rôle qui lui est attribué comme seconde personne de la triade; au point de vue littéraire, elle se trahit dans le fait même d'une épopée immense dont un guerrier est le héros. L'autorité royale, contre la-

quelle l'esprit brahmanique avait protesté dans des légendes sans nombre après lui avoir longtemps résisté, la puissance temporelle, personnifiée dans le souverain choisi parmi les guerriers, s'affermissait à mesure que la société âryenne prenait plus de développement. Chargé de gouverner les hommes, ou, comme le disent les législateurs hindous, de les maintenir dans le devoir par la crainte du châtiment, le roi devint la personnification du dieu qui conserve le monde et l'empêche de périr. Comment cette divinité protectrice se sépara du créateur, grand père des êtres, en qui elle semblait d'abord contenue, comment elle prit une forme particulière, les brahmanes n'en ont rien dit. Toujours est-il qu'on la voit s'incarner dans Râma, guerrier, fils de roi, à la demande des dieux inférieurs épouvantés de l'audace des géans et des démons, et du consentement de Brahma lui-même. Ce que Brahma accepte, les brahmanes l'accepteront aussi. Ils remettront donc aux mains du guerrier devenu roi la *double science*, les armes merveilleuses dont ils prétendaient avoir conservé le dépôt, et la puissance temporelle s'accroîtra d'autant. Ils auront livré de bonne grâce la part de pouvoir qui leur échappait; dès-lors tout sujet de querelle entre les castes aura cessé, et la paix régnera dans le monde.

Jamais cependant on ne sent mieux le prix de la paix qu'après une longue guerre, une guerre intestine surtout. L'Inde, si l'on en croit les légendes, avait traversé une de ces crises terribles, dont on retrouve les traces dans l'histoire un peu confuse d'un Paraçoû-Râma (Râma à la hache), considéré, lui aussi, comme une incarnation de Vichnou. Voici en quelques mots cette histoire, qui se lie indirectement au sujet du *Râmâyana*. Jadis une querelle s'éleva entre le brahmane Djamadagni, père de Paraçoû-Râma, et un roi voisin, à propos de la *vache d'abondance*, — symbole de la terre, ou si l'on veut de la puissance temporelle, — dont les deux castes rivales se disputaient la possession. Djamadagni périt dans la lutte, et son fils pour le venger jura d'exterminer les guerriers. Il les battit dans vingt et une rencontres et les détruisit tous, à l'exception de la dynastie dite *solaire*, qui régnait à Oude, d'où sortit le Râma chanté par Vâlmiki. Son arme était cette hache terrible qui lui valut son nom; il l'avait reçue de Civa, troisième personne de la triade, emblème de la destruction. Sur la fin de sa vie, ayant entendu dire que l'autre Râma, fils du roi d'Oude, avait brisé l'*arc de Civa*, il voulut l'attaquer aussi, mais il sentit bientôt que la force du jeune héros surpassait la sienne. Il se retira donc dans la forêt pour y terminer ses jours. De ces faits il résulte clairement que des brahmanes appartenant à la secte des adorateurs exclusifs de Civa se soulevèrent contre les rois sous la conduite de Paraçoû-Râma, et tentèrent de leur enlever l'autorité temporelle. Cette insurrection paraît s'être calmée lorsque la vieillesse

diminua les forces de celui qui l'avait suscitée. Une réaction eut lieu en faveur des guerriers; les brahmanes établis sur le territoire d'Oude, et qui, selon toute apparence, avaient adopté la croyance plus pacifique d'un dieu clément et compatissant représenté par Vichnou, s'abritèrent sous la protection des rois de ce pays pour faire prévaloir leur doctrine. Le fils du roi Daçaratha, le destructeur des barbares habitans de Ceylan, devint pour eux l'incarnation véritable de cette divinité tutélaire, activement occupée du salut des hommes. Pour bien comprendre le héros du *Râmâyana* et le sens véritable de cette épopée, il faut donc placer le Râma à la hache en regard du Râma vainqueur des géans (1). Le second, venu bien peu de temps après le premier, marque déjà d'autres tendances; l'esprit brahmanique s'est adouci. La fatalité ne pèse plus sur les destinées de l'humanité, on voit paraître enfin un homme né hors de la caste privilégiée, qui saura mériter par ses vertus et par ses efforts persévérans cet amour des dieux et cette puissance irrésistible que les anciens sages se croyaient seuls dignes d'obtenir.

Dans l'ordre des temps, Râma est le premier homme, le premier héros dont le souvenir se soit gravé dans l'esprit des peuples de l'Inde. Les *Pourânas*, poèmes cosmiques et religieux, sont lus par des savans qui les comprennent tant bien que mal; des listes généalogiques entremêlées de légendes fabuleuses ne peuvent intéresser bien vivement les populations. Une épopée, au contraire, dans laquelle sont racontés les exploits merveilleux d'un héros divin par la naissance, mais humain par ses traverses et ses douleurs, une pareille épopée ne pouvait manquer de rendre populaire le nom et la personne de Râma. On ne saurait d'ailleurs refuser au pieux guerrier des qualités et des vertus propres à être offertes en exemple. Si Didon ne se fût rencontrée sur sa route, le pieux Énée se rapprocherait beaucoup de Râma par ses grands côtés. Seulement l'austère Vâlmiki, que la tradition représente faisant ses méditations sur un nid de grosses fourmis dont il ne sent pas même les piqûres, n'aurait point passé à son héros de ces gracieuses faiblesses si facilement excusées par l'antiquité classique.

En abordant l'épopée, la poésie indienne n'a rien perdu encore de son austérité. Elle enseigne toujours; seulement elle joint l'exemple au précepte, qui se fait mieux écouter. Résignation à la volonté paternelle, même quand cette volonté est contraire à la justice, piété envers les dieux, fidélité conjugale, dévouement à la

(1) Il est difficile de s'expliquer comment ces deux personnages, si différens dans leurs actions, peuvent être des incarnations d'un même dieu. Paraçoû-Râma n'est au fond qu'un brahmane *civotte*, emporté, vindicatif et implacable comme le dieu qui lui a mis en main son arme vengeresse. Il descendait du terrible Bhrigou, sage des anciens âges dont nous avons déjà parlé. Voyez la livraison du 1er juillet 1856.

cause des opprimés, affabilité envers les vieillards, respect pour les sages vivant dans la pauvreté, telles sont les vertus que le *Râmâyana* proclame. En les faisant briller dans la personne d'un prince, Vâlmiki a créé le type le plus accompli du héros sans peur et sans reproche, et j'ajouterais du héros doué de raison, car toutes ses actions tendent au même but : l'extinction de la race ennemie de l'humanité. Mais quelle est la part qui revient à Vâlmiki dans la composition du *Râmânaya?* Celle qui revient à Homère dans la composition de l'Iliade. Il a recueilli et coordonné les récits qui avaient cours de son temps et leur a donné l'unité, c'est-à-dire la vie et le mouvement. De plus, il a mis en lumière et en corps de doctrine la croyance en une divinité protectrice, en une providence active, toujours prête à intervenir dans les affaires humaines, et qui se nomme Vichnou, — croyance qui appartient au second âge de la race âryenne, et semble avoir pris naissance après l'époque des législateurs, lorsqu'il y avait déjà dans l'Inde des dynasties puissantes. Il a fait sortir des légendes où elle restait dans l'ombre cette physionomie vraiment admirable du héros pieux, du héros selon les dieux, qui devait être le modèle des rois et consacrer plus définitivement que par le passé la puissance et la grandeur de l'autorité royale, en la colorant d'un reflet divin. Dans son œuvre si longue et remplie de beautés de l'ordre le plus élevé, l'esprit indien se manifeste pleinement avec ses tendances mystiques, ses aspirations vers la Divinité, et son admiration pour les vertus qui font les grandes âmes. Père de la poésie épique, Vâlmiki passe parmi les Hindous pour un poète inspiré, ou, si l'on veut, pour une incarnation de la déesse de la parole. Contemporain de Râma, selon la tradition, il habitait une montagne du Bundelkand, au lieu même qui marqua la première étape du héros dans son exil. C'est là que la postérité aime à le représenter, assis au pied d'un arbre, vieilli par l'âge, amaigri par les jeûnes et couvert de fourmis. Cette fourmilière est devenue le trône du vieux poète, qui ne l'eût pas changé pour celui d'un roi. Quant au héros immortalisé par lui, il a eu de plus hautes destinées. Le fils de Daçaratha est resté dans la croyance des populations de l'Inde ce que Vâlmiki l'avait fait, un dieu, l'une des manifestations de Vichnou. Son nom était le cri de guerre des vaillantes tribus du Radjasthan durant les luttes héroïques qu'elles soutinrent contre les Mogols. De nos jours encore, de pieux pèlerins suivent sa trace à travers la presqu'île jusqu'à la fameuse digue bâtie par les singes pour joindre Ceylan au continent, et les sectaires qui ont voué à Vichnou un culte particulier sont assurés d'aller droit au ciel, s'ils prononcent en mourant cette invocation sacrée : « Ram ! Ram ! »

TH. PAVIE.

SIR ROBERT PEEL

ET

M. GUIZOT

La vie de sir Robert Peel écrite par M. Guizot, voilà un titre significatif (1) : il réunit deux des plus grands noms contemporains de deux monarchies constitutionnelles. La belle figure de sir Robert Peel, le tableau entier du développement anglais de son temps n'avaient encore été retracés nulle part, même en Angleterre, avec ce degré de précision et de grandeur. Aussitôt traduit en anglais que publié en français, ce beau livre a déjà passé le détroit; il va entretenir et fortifier la cordiale entente entre les honnêtes gens et les esprits sérieux des deux pays. M. Guizot continue, comme écrivain, les traditions de sa diplomatie; il ne pouvait donner une preuve plus éclatante de sa sympathie pour la grande nation libre et de sa parfaite connaissance de tout ce qui la touche. De leur côté, tous les hommes de quelque valeur en Angleterre accueilleront, je n'en doute pas, avec respect et reconnaissance, cet éloquent hommage, et les nuages qu'un malentendu passager avait élevés achèveront de disparaître.

Pour nous, Français, cette publication contient un enseignement de plus, en ce qu'elle suscite une comparaison entre le sujet et l'historien, sir Robert Peel et M. Guizot, ou pour mieux dire entre les deux nations qu'ils ont servies avec des destinées bien différentes.

A quelque parti qu'on appartienne, on n'aura pas lu, sans un profond sentiment de tristesse, une page comme celle-ci : « Sage

(1) L'étude sur sir Robert Peel, publiée par M. Guizot dans la *Revue* du 15 mai, 1er juillet, 1er août et 1er septembre 1856, vient d'être réunie en un volume in-8°, chez Didier.

et glorieux conseiller d'un peuple libre, ainsi, le lendemain de sa mort, on qualifiait sir Robert Peel dans son pays. J'ajouterai : aussi heureux que glorieux, heureux dans ses derniers jours comme dans le cours de sa vie, malgré l'accident lamentable qui l'a si fatalement terminée. Pendant quarante ans, il a été debout dans l'arène politique, toujours combattant et le plus souvent vainqueur. La veille de sa mort, il était encore debout, mais en paix, *à sa place dans le parlement*, répandant sans combat sur la politique de son pays les lumières de sa sagesse, *et jouissant avec sérénité de son ascendant accepté de tous.* » Pas un mot de plus; ce n'était pas nécessaire. Le contraste est assez frappant et parle assez haut. Heureux en effet sir Robert Peel! heureux tous les hommes publics de cette calme et libre Angleterre! heureuse surtout la nation elle-même qui sait conserver et honorer jusqu'au bout ses serviteurs éprouvés!

Voyez comment se forme un premier ministre dans ce pays-là. Un manufacturier du comté de Lancastre fait une fortune de soixante millions; il a un fils qui annonce d'heureuses dispositions, il se promet de bonne heure d'en faire un homme d'état. Rien n'est épargné pour l'éducation du futur ministre, soit au collége, soit à l'université, soit dans le monde. Dès son enfance, il entend traiter autour de lui toutes les questions qui touchent à la grandeur et à la prospérité nationale. A vingt et un ans, il entre dans la chambre des communes; il s'y distingue par des qualités plus solides que brillantes, un esprit réfléchi, une grande aptitude au travail, une réserve digne, mais froide; à vingt-quatre ans, il occupe un grand poste dans le gouvernement. Dès ce moment, il entre au pouvoir et en sort tour à tour, selon les vicissitudes de l'opinion, qui tantôt se rapproche de lui et tantôt s'éloigne, mais toujours conservant son siége au parlement, traitant de près les grandes affaires, exprimant librement son jugement de tous les jours, étudiant, discutant sans cesse, et gagnant pas à pas une influence prépondérante. Trente-deux ans après son entrée dans la chambre des communes, il devient le chef du gouvernement; cette autorité qu'il a conquise en trente-deux ans, il ne la perd pas un jour; il s'en sert pour imposer à son propre parti deux ou trois grandes mesures qui lui répugnent profondément, mais qui n'en sont pas moins nécessaires. Renversé du pouvoir par les ressentimens qu'il a provoqués, il attend paisiblement que les faits lui donnent raison, il assiste avec un légitime orgueil au développement de prospérité qui est son ouvrage, voit peu à peu les hommages revenir vers lui de toutes parts, et quand il meurt, l'Angleterre entière prend spontanément le deuil; la reconnaissance universelle écrit sur son tombeau ces mots qui sont le plus beau couronnement d'une vie humaine : *sage et glorieux conseiller d'un peuple libre!*

A côté de cette existence radieuse et sereine, plaçons celle d'un premier ministre français. Né protestant dans un pays catholique, un enfant n'ouvre les yeux que pour apprendre qu'il appartient à un culte persécuté; à sept ans, il voit monter son père sur l'échafaud révolutionnaire; il fuit, et va faire ses premières études hors de France, à Genève, dans les tristesses et les souffrances de l'exil. Dès que l'ordre se rétablit un peu dans sa patrie bouleversée, il y rentre, mais sans fortune, sans amis, sans secours, forcé de travailler pour vivre. Dix ans lui suffisent pour sortir de cette obscurité et se faire un nom malgré les obstacles de tout genre qu'un gouvernement sans publicité met à toute renommée qui n'est pas militaire. L'empire tombé, il ne peut prendre part que de loin aux affaires publiques; la législation lui interdit l'entrée des chambres avant l'âge de quarante ans : il remplit cet intervalle en occupant avec éclat une chaire d'histoire, on la lui ferme. Il devient enfin député, c'est pour assister à une révolution qu'il aurait voulu prévenir. Loin de perdre courage, il s'attache au nouveau gouvernement, travaille sans relâche pendant dix-huit ans à fonder l'alliance de l'ordre et de la liberté, de la démocratie et de la loi, et déploie dans ce pénible labeur des qualités incomparables, une intégrité de caractère, une hauteur d'éloquence, une fermeté de vues, généralement reconnues et admirées. Un beau matin, tout s'écroule sous ses pieds, il est forcé de reprendre le chemin de l'exil, et n'en revient que pour passer ses derniers jours à l'écart délaissé par son pays, qui lui doit ses plus belles années, et témoin douloureux et impuissant de révolutions nouvelles.

Cette histoire n'est pas seulement celle de M. Guizot. J'en pourrais citer bien d'autres. Comparez par exemple la fin du duc de Wellington et celle du maréchal Soult : l'un respecté, écouté comme un oracle, déifié en quelque sorte de son vivant; l'autre insulté impunément par l'émeute victorieuse et allant mourir dans l'oubli.

Je sais bien que, pour s'excuser, l'ingratitude publique jette la faute sur nos hommes éminens, qui n'auraient pas su mériter la popularité, mais il me paraît bien difficile d'admettre que tous les personnages politiques de la nation anglaise aient raison et que tous les nôtres aient tort. Je ne vois pas que les uns soient plus exempts que les autres des faiblesses humaines. Sir Robert Peel a passé sa vie entière à se démentir, à appuyer le lendemain ce qu'il avait vivement combattu la veille. Je ne veux en faire aucun reproche à sa mémoire; il a eu raison de changer, quand il a vu qu'il se trompait. Je dis seulement qu'une pareille conduite eût été impossible en France et lui eût bien vite attiré la déconsidération universelle. Est-ce par la valeur de ses services qu'on voudra expliquer son succès? Je ne vois pas en quoi ils dépassent ceux que nous a rendus dans le

même temps notre gouvernement. Ceux-ci ne sont pas de la même nature, mais à des besoins différens il faut des satisfactions différentes. Chacun des deux peuples a sa marche et son génie à part; le cadran ne marque jamais la même heure des deux côtés du détroit, et nous ne pouvons nous avancer parallèlement vers le même but qu'en nous arrêtant à d'autres étapes.

Toutes les nations modernes ont une cause commune, le progrès matériel et moral du plus grand nombre, le triomphe définitif de la liberté et de l'égalité parmi les hommes. Sir Robert Peel a puissamment servi cette grande cause en Angleterre : c'est là sa gloire, et d'autant plus belle qu'il était né dans d'autres rangs; mais a-t-il plus fait pour la démocratie anglaise que M. Guizot pour la démocratie française? J'en doute fort. S'il y a un reproche à faire au gouvernement de 1830, c'est plutôt d'avoir été trop vite en fait de liberté démocratique, et de n'avoir pas proportionné les institutions à l'éducation politique de la nation. Quel est en définitive celui des deux pays qui a encore le plus de priviléges? Sir Robert Peel aurait-il pu jamais, dans ses momens de plus grande audace, concevoir seulement la pensée de toucher à la pairie héréditaire? La réforme qui a supprimé les *bourgs pourris* ne l'a-t-elle pas eu pour constant adversaire? N'était-il pas lui-même, par son immense fortune, par son titre de baronet, par ses alliances, par ses amitiés, par toutes les distinctions de sa vie, un personnage aristocratique malgré son origine plébéienne, tandis que M. Guizot le protestant, le professeur, le journaliste, le bourgeois, c'était la démocratie vivante? Prenez le plus démocrate des Anglais et le plus aristocrate des Français, il y a gros à parier que le premier aura plus de préjugés aristocratiques que le second.

Il en est des peuples comme des rois : ce n'est pas en les flattant qu'on les sert le mieux. M. Guizot a eu souvent maille à partir avec les idées démocratiques; il n'en est pas moins le représentant de ces idées dans ce qu'elles ont de plus noble et conséquemment de plus puissant. Toute sa vie, il a voulu donner à la démocratie française ce qui lui manque le plus, l'esprit de sagesse et de gouvernement. Si elle l'avait écouté, elle ne serait pas où elle en est. Au lieu de faire avancer les idées démocratiques dans le monde, la révolution de février les a fait reculer; elles reprendront leur cours sans aucun doute, mais elles portent pour le moment la peine de leurs excès et de leurs fautes. La monarchie de 1830 avait fait bien autrement leurs affaires. Au moment où cette monarchie est tombée, toute l'Europe, étonnée de voir un tel développement de liberté se concilier avec tant d'ordre, de richesse et de lumières, avec un tel respect des personnes et des propriétés, perdait rapidement ses craintes, et de toutes

parts les rois se montraient prêts à donner des constitutions à leurs peuples. On sait ce que la révolution a fait de cette tendance universelle, qui avait pour chef le plus haut représentant de l'autorité sur la terre, un pape réformateur.

Le premier grand acte politique de sir Robert Peel a été l'émancipation des catholiques irlandais : il n'y a sans doute rien de pareil dans les dix-huit ans de notre monarchie parlementaire; mais la raison en est fort simple, c'est qu'il n'y avait pas lieu. Depuis longtemps, Dieu merci, toutes les incapacités religieuses sont éteintes en France. Quand je cherche dans mes souvenirs ce qu'on peut le mieux comparer à cette tardive réparation d'une iniquité séculaire, je trouve la loi du 28 juin 1833 sur l'instruction primaire, conçue et proposée par M. Guizot. Si ce n'est pas tout à fait la même chose, c'est peut-être plus et mieux, car s'il s'agit d'un côté de six millions de catholiques à doter de droits politiques, il s'agissait de l'autre d'arracher vingt millions de Français aux ténèbres de l'ignorance.

La seconde grande mesure de sir Robert Peel est l'établissement de la taxe sur le revenu, ou *income-tax*. On ne peut encore rien signaler de semblable dans l'administration financière de la France à la même époque, et pour le même motif. Quand Peel a pris cette grave résolution, les finances anglaises avaient été mises par l'administration whig dans un état fâcheux et inquiétant. Pour combler le déficit, on pouvait difficilement accroître les impôts ordinaires ou la dette publique dans un pays qui avait épuisé toutes les inventions fiscales, et dont la dette est déjà si lourde; il fallait donc avoir recours à la ressource des temps de détresse, et ce qu'il y a de plus remarquable dans l'adoption de cette taxe exceptionnelle, c'est que, si le ministre n'a pas hésité à la proposer, les chambres n'ont fait aucune difficulté pour la voter, bien qu'elle portât uniquement sur les revenus supérieurs à 3,750 francs. En France, la même nécessité n'existait pas; il n'aurait pu être question d'une taxe sur le revenu que pour remplacer quelques-uns des impôts existans, et certes, si les circonstances eussent été les mêmes en Angleterre, sir Robert Peel n'y aurait jamais songé. Il a pu profiter de son *income-tax* pour faire des remaniemens d'impôts : ce n'était là qu'un détail partiel; la mesure en elle-même avait pour but non de transformer, mais d'accroître les recettes publiques, afin de rétablir dans le budget l'équilibre rompu. Ajoutons que la taxe sur le revenu, réduite aux classes aisées, rapporterait infiniment moins en France qu'en Angleterre, et aurait bien d'autres inconvéniens chez une nation tourmentée par l'esprit révolutionnaire que dans le pays de l'ordre légal.

Il faut être possédé de la rage de l'imitation pour regretter qu'on n'ait pas importé chez nous ce que nos voisins n'ont subi que par

force, ce qui a toujours soulevé et soulève en ce moment même parmi eux de violentes réclamations. Il peut arriver, si les dépenses publiques suivent la même progression, que la taxe sur le revenu soit quelque jour établie en France; ce sera un mal qu'il faudra savoir accepter pour en éviter un plus grand, ce ne sera jamais un bien. Rien n'est plus inutile et plus dangereux que les innovations financières, tant qu'elles ne sont pas indispensables. La véritable tendance, dans un pays bien ordonné, doit être beaucoup plus de réduire des impôts que d'en créer. Félicitons-nous d'avoir échappé jusqu'ici à la taxe sur le revenu, et ne l'acceptons que comme un exemple à suivre le plus tard possible. Quoi qu'il arrive dans l'avenir, le gouvernement de 1830 aura toujours la gloire d'avoir laissé les finances dans un état assez florissant pour que la république ait pu ajouter un milliard, et l'empire un milliard et demi à la dette nationale, sans que cette taxe soit devenue nécessaire.

La troisième loi qui a illustré la carrière politique de sir Robert Peel est son fameux acte de 1844 sur la banque. Cette matière est toute spéciale, délicate et difficile. Qu'il me suffise de dire que les jugemens, même en Angleterre, sont divergens. Les économistes radicaux n'approuvent pas l'acte de 1844, qu'on a été obligé de suspendre en 1847, et accusent sir Robert Peel d'avoir sacrifié en cette occasion le principe de liberté à la manie de réglementation; les hommes pratiques le louent au contraire d'avoir préféré la prudence à la théorie.

En France, l'organisation des banques a suivi dès l'origine des règles analogues. Ce qu'a fait sir Robert Peel n'était pas à faire. Je n'examine pas la question de savoir s'il aurait fallu faire autre chose : il en est peu de plus obscures. Somme toute, le système adopté a réussi, et c'est surtout en fait de crédit que le mieux peut devenir l'ennemi du bien. Puisqu'en Angleterre, où les banques fonctionnent depuis deux cents ans, où l'esprit de précision et de calcul est général, un économiste aussi éminent que sir Robert Peel a cru devoir en venir à des mesures restrictives, il serait peut-être téméraire de condamner l'excès de précaution dans un pays comme le nôtre, où les banques sont beaucoup plus jeunes et où l'exagération du crédit a fait autrefois tant de victimes. La banque de Law, les assignats, voilà des souvenirs peu encourageans; les idées de papier-monnaie avec émission illimitée, qui reparaissent de temps en temps et qui dénotent une si incroyable ignorance des faits les plus élémentaires, ne sont pas de nature à rassurer sur les conséquences possibles d'une plus grande liberté. Dans tous les cas, l'exemple de sir Robert Peel est beaucoup plus favorable que contraire au principe de réglementation et de centralisation. Ce principe

une fois admis, on peut encore signaler dans notre système quelques imperfections, mais que l'expérience a jusqu'à un certain point justifiées, et qui ne peuvent donner lieu qu'à des réformes secondaires, dont l'opportunité est la meilleure règle.

J'arrive à la dernière, à la plus importante des grandes mesures qui ont signalé l'administration de sir Robert Peel, l'abolition des droits sur les grains et sur les denrées alimentaires en général. Tout le monde sait que M. Guizot n'a pas fait de la science économique l'objet de ses études spéciales; assez illustre à d'autres égards pour ne pas prétendre à une aptitude encyclopédique, il a toujours laissé à d'autres, dans les cabinets qu'il a formés, le gouvernement des intérêts matériels, se réservant ce qui lui convenait le mieux, la conduite des intérêts moraux. Il n'en a pas moins tracé, dans sa biographie de sir Robert Peel, le récit le plus complet qui ait paru de ce qui a amené la réforme des douanes en Angleterre. Il est vrai que, dans ce grand mouvement d'opinion qui a fini par entraîner le premier ministre, tout n'est pas exclusivement économique; le triomphe d'une idée juste et féconde a été obtenu par une de ces crises majestueuses qui mettent en jeu toutes les forces vives des peuples libres, et dont M. Guizot excelle à peindre et à démêler les ressorts. C'est surtout le côté politique de la question qu'il s'est attaché à décrire, et avec raison; quiconque n'y voit que le côté économique ne la connaît qu'à moitié.

Au point de départ, quelque versé qu'il fût dans la science de l'économie politique, sir Robert Peel était fortement opposé à la réforme des *corn laws*. Il avait souvent rappelé, dans la chambre des communes, ces paroles de M. Huskisson, un des premiers et des plus illustres promoteurs des idées de liberté commerciale : « Je n'ai nul désir de mettre en vigueur des principes nouveaux quand les circonstances n'en provoquent pas l'application; une expérience déjà longue des affaires publiques m'a appris et chaque jour m'apprend encore qu'en présence des intérêts si vastes et si complexes de ce pays, les théories générales, *quelque incontestables qu'elles soient abstractivement*, ne doivent être appliquées qu'avec une extrême circonspection, en tenant compte de l'état actuel de la société, et avec de grands ménagemens pour tous les établissemens qui se sont formés dans son sein. » En rappelant ces sages idées d'un réformateur habile et heureux, sir Robert Peel expliquait sa propre conduite : il avait soin de mettre en pratique les principes économiques toutes les fois que les circonstances lui paraissaient favorables; mais dès qu'il s'agissait des lois sur les grains, il s'arrêtait. Représentant du parti agricole et tory, qui croyait son existence engagée dans le maintien de ces lois, il ne s'attribuait pas le droit de faire violence à des

intérêts considérables, qui lui étaient confiés, tant que la nécessité la plus manifeste ne l'y avait pas autorisé.

M. Guizot raconte à merveille comment cette nécessité a fini par se montrer. La grande association populaire connue sous le nom de *ligue contre les lois sur les grains* a commencé à Manchester en 1838; il ne lui a pas fallu moins de dix ans pour arriver à ses fins. Elle a eu pourtant, presque dès le premier jour, 25,000 adhérens, une souscription publique de 1,250,000 fr. et un de ces hommes qui font réussir les idées en les personnifiant, Richard Cobden. M. Guizot fait de ce grand agitateur un portrait excellent; il le montre aussi habile que résolu, aussi modéré qu'énergique, constamment appliqué à contenir la ligue dans ses limites et à en écarter toute passion étrangère qui aurait pu lui nuire en l'exagérant, tour à tour caressant et menaçant, patient et impérieux, n'ayant qu'un but et y marchant toujours, pas à pas ou en courant, suivant les circonstances, mais sachant s'y arrêter sans le dépasser, d'une éloquence vive, familière, pittoresque, naturelle, et cependant toujours appropriée avec art à l'auditoire et au moment, caractère et talent essentiellement anglais, qui n'ont malheureusement que très-peu d'analogues sur le continent. Malgré un pareil chef et les collaborateurs éminens qui se pressaient autour de lui, malgré ses immenses sacrifices pécuniaires, ses innombrables *meetings*, ses bruyantes clameurs, malgré la légitimité de sa cause et son infatigable activité, la ligue avait dans la grande propriété un adversaire si opiniâtre, si fortement retranché dans la constitution britannique, qu'elle eût probablement échoué ou du moins vu ajourner longtemps son succès sans la maladie des pommes de terre et la mauvaise récolte de 1845, qui lui apportèrent le formidable auxiliaire de la famine.

C'est cette lugubre perspective qui a pu seule décider sir Robert Peel. Encore fallut-il, pour lui arracher définitivement son adhésion, que le chef du parti whig, lord John Russell, qui avait jusqu'alors partagé son hésitation, eût fait dans une lettre publique une éclatante profession de foi en faveur de la libre importation. Dès ce moment, la victoire de la ligue n'était plus douteuse; l'aristocratie se divisait, toute la partie whig passait à l'ennemi; les tories, livrés à eux-mêmes, ne pouvaient plus tenir. On sait quelles crises précédèrent la décision suprême. Sir Robert Peel propose à ses collègues de céder; la plupart refusent, il donne sa démission. La reine appelle lord John Russell, celui-ci ne peut parvenir à former un cabinet. Peel rentre aux affaires après avoir bien constaté à tous les yeux la sincérité d'une conviction qui n'a pas reculé devant le sacrifice du pouvoir, propose le bill, et, malgré l'opposition désespérée des plus obstinés, le fait triompher par une majorité composée en grande

partie de ses anciens adversaires: 106 voix seulement le suivent parmi les tories, mais ces 106 voix, c'est l'appoint nécessaire. Le grand parti qui a dirigé si longtemps et si glorieusement les destinées du pays est dissous des propres mains de son chef, mais l'Angleterre est sauvée.

Cette conduite peut être sévèrement jugée dans les deux sens opposés. Les uns accusent sir Robert Peel d'avoir trop résisté, en présence de la famine imminente, par orgueil et égoïsme de caste; les autres le blâment d'avoir abandonné et trahi les siens, ceux qui l'avaient fait ce qu'il était, et d'avoir par-là changé les bases du gouvernement britannique. Le récit de M. Guizot rétablit la vérité; un grand combat s'est livré longtemps dans l'âme de Peel, il a lutté tant qu'il a pu, et ne s'est décidé que devant l'évidence. Dans les deux cas, il a fait son devoir; c'est son parti qui a eu tort de ne pas le suivre tout entier jusqu'au bout. Quand un tel homme prend une telle résolution, il a droit à être écouté. Ceux de ses anciens amis qui l'ont quitté en l'insultant se sont montrés d'autant plus aveugles que, comme le fait remarquer M. Guizot, ils auraient été hors d'état, si on les avait mis en possession du pouvoir, de refuser ce qu'il accordait. « C'est l'une des fautes les plus communes de l'opposition, dit-il non sans quelque retour sur d'autres que des Anglais, de réclamer avec passion ce qu'elle ne tenterait pas d'accomplir. » Les animosités des vieux tories saisirent avec avidité la première occasion de se satisfaire, et deux mois à peine après le succès du bill sur les *corn-laws*, Peel tombait abattu par eux. Qu'y ont-ils gagné?

Whigs et radicaux se sont montrés plus habiles. Bien qu'ils pussent revendiquer l'honneur de la réforme, ils se sont plu à en faire hommage à sir Robert, par esprit de calcul autant que par justice. Quand le premier ministre vint présenter le bill à la chambre des communes, au lieu des témoignages d'une joie insolente de la part des vainqueurs, il rencontra les marques d'une respectueuse déférence. « L'honorable baronet, dit un des chefs de la ligue, M. Bright, vient de prononcer *un des plus beaux discours qu'on ait entendus dans cette enceinte.* » — « La gloire de cette mesure, dit lord John Russell, *revient au ministre qui l'a proposée.* » Noble et sérieux langage, digne d'un peuple qui sait être libre! Je ne connais rien de plus frappant, sous ce rapport, que la fin de la ligue. En concédant la libre introduction, Peel avait cru devoir y mettre quelques restrictions temporaires qui avaient été acceptées. Votée en principe en avril 1846, la liberté ne devait être complète que le 31 janvier 1849. Tout le monde attendit patiemment jusque-là malgré la souffrance universelle causée par la disette. La veille au soir, deux mille personnes se réunirent en banquet à Manchester, berceau de la ligue, et

quand minuit sonna, le président annonça que « le bon temps était venu. » Puis cette grande assemblée, qui venait de vaincre, après dix ans d'efforts, l'aristocratie des propriétaires du sol, se sépara paisiblement, contente et fière de son succès, et n'en demandant pas d'autre.

Le « bon temps, » comme on disait, était-il en effet venu? Oui sans doute, si l'on s'arrête à ce qui est actuellement possible; non, si l'on se jette dans les rêves. Au moment où ces paroles solennelles étaient prononcées, un huitième de la population irlandaise mourait de faim, et en Angleterre la détresse sévissait dans plus d'un district populeux. Même aujourd'hui, après sept ans de *free trade*, tous les maux sont loin d'être guéris, le terrible problème de la misère n'est pas résolu : tant qu'il dure, on n'a pas le droit de se dire satisfait. Néanmoins un progrès immense a été obtenu, une grande injustice abolie; aucun monopole artificiel n'élèvera désormais le prix de la viande et du pain, et l'Angleterre achète tous les ans à l'étranger, afin de combler l'insuffisance de sa propre production, pour 500 millions de vivres, qu'elle paie en produits manufacturés, combinaison doublement féconde pour ses classes ouvrières. De plus, on sait, à n'en pas douter, que si quelque jour un moyen aussi sûr de venir en aide à ceux qui souffrent se découvre, on est en mesure de l'imposer par les mêmes voies, quelles que soient les oppositions. Cela suffit : on se garde bien de compromettre par des exigences chimériques ces résultats positifs. C'est donc avec un admirable bon sens que la ligue, en se séparant, a voté à son chef, M. Cobden, une récompense nationale de 75,000 livres sterling, ou 1,875,000 fr., et que plus tard, après la mort de Peel, une souscription à deux sous a été ouverte pour lui ériger un monument au nom des pauvres.

J'ai souvent entendu reprocher au gouvernement de 1830 de n'avoir fait aucune réforme économique analogue. L'aurait-il pu? A plusieurs reprises, notamment lorsqu'il a été question de l'union douanière avec la Belgique, il a été arrêté par une coalition d'intérêts contraires, et si cette grande mesure n'a pas été prise, ce n'est pas sa faute. D'immenses progrès matériels ont été accomplis par lui malgré une opposition acharnée qui défigurait ses actes, calomniait ses intentions, contrariait par tous les moyens l'effet de ses meilleures lois, et dont la plus grande victoire est d'avoir retardé pendant près de dix ans l'exécution des chemins de fer. Tout se discutait avec fureur dans ce temps-là et s'enlevait en quelque sorte pied à pied; chaque matin, il fallait recommencer le combat qu'on avait gagné la veille. Si les ministres s'étaient engagés plus avant pour la liberté commerciale, ils se seraient fait battre infailliblement. La haine de l'Angleterre, ce grand cheval de bataille de

l'opposition, s'en serait donné à cœur joie, et on aurait aisément persuadé à bon nombre de badauds que des ministres prévaricateurs avaient vendu leur pays à l'étranger. On brave ces accusations quand il le faut, c'est le devoir de tout homme public; mais quand ce n'est pas absolument nécessaire, quand on a mille autres affaires plus pressées sur les bras, quand on est sûr d'avance de succomber et de compromettre par une tentative inopportune de plus grands intérêts, on a raison de s'abstenir. Ce n'est pas là ce qui a fait tort à la monarchie; on peut même dire avec raison que si elle avait voulu ajouter ce progrès-là à tous les autres, elle aurait succombé plus tôt. La gloire de sir Robert Peel reste donc entière, sans qu'il en rejaillisse aucune défaveur sur les hommes d'état français ses contemporains. De part et d'autre, on a fait ce qu'on a pu, ce qu'il y avait de mieux à faire. Pour accomplir la réforme douanière, qui était alors le principal besoin du peuple anglais, sir Robert Peel a été forcé de négliger des améliorations secondaires; de même en France, pour mener à bien d'autres entreprises plus immédiatement utiles malgré la résistance des partis hostiles, on a dû ajourner ce qui n'aurait donné que des embarras sans résultat.

Allons plus loin, et supposons que, par un tour de force sans exemple dans les pays constitutionnels, le gouvernement eût enlevé cette réforme dont personne ne voulait : qu'y eût-il gagné? Croit-on qu'elle eût suffi pour satisfaire le peuple ou ceux qui parlaient en son nom? Certainement nous aurons quelque jour une liberté commerciale plus complète, nous avons déjà, grâce à la cherté, la libre introduction des céréales et des autres denrées alimentaires. Voit-on que les conséquences en aient été bien subites pour les classes populaires? Ce qui est fait n'a répondu ni aux craintes des uns ni aux espérances des autres; le bien produit, quoique réel, est peu sensible; ce qui reste à faire aura des effets analogues, du moins en commençant. Les mesures utiles ont rarement un caractère révolutionnaire. Il a fallu sept ans au *free trade* anglais pour porter toutes ses conséquences actuelles, et bien que l'Angleterre fût infiniment plus préparée que nous à en tirer parti, ces conséquences elles-mêmes, si grandes qu'elles soient, ne répondent pas aux exigences de nos utopistes. Il faut tout l'esprit pratique des Anglais pour s'en contenter.

L'amélioration de la condition matérielle et morale du plus grand nombre est une œuvre immense, conséquemment lente, progressive, qui ne doit jamais être interrompue, mais qu'on retarde en voulant trop la précipiter. Ce n'est pas ainsi que la conçoivent et surtout que la concevaient en 1847 de fanatiques espérances. Tout est froid et impuissant auprès de pareilles illusions. Il n'y a que l'expérience, avec ses terribles leçons, qui puisse ramener au vrai, elle ne suffit

même pas toujours. Après tous les avortemens de 1848, que de rêveurs croient encore à la possibilité d'une subversion sociale! A plus forte raison, quand l'épreuve n'était pas encore faite. Un peu plus ou un peu moins de travail, un peu plus ou un peu moins de bien-être, qu'était-ce qu'une pareille misère auprès des promesses indéfinies qui devaient avoir un si douloureux réveil?

Dira-t-on qu'à défaut de la liberté commerciale, le gouvernement devait faire autre chose pour le peuple? Je le veux bien, à la seule condition qu'on me dise quoi. Je souhaite de toute mon âme qu'on invente de plus rapides moyens de faire du bien au peuple; les formes de gouvernement n'ont de valeur qu'autant qu'elles permettent de mieux servir la plus sacrée des causes, celle de tous. Malheureusement je ne vois pas ce qu'on a trouvé de sérieux depuis. Le suffrage universel lui-même n'a pas eu jusqu'ici la puissance de résoudre le problème. Tout ce qui a été fait de quelque valeur dans ces dernières années, comme les caisses de retraite pour la vieillesse, avait été préparé et annoncé dans le discours du trône de décembre 1847; ce discours avait même indiqué une mesure qui n'a pas encore été prise, et qui pourrait avoir de grands effets pour la production agricole, et conséquemment pour l'alimentation publique, une loi sur les biens communaux. Les deux plus grands établissemens qui existent dans l'intérêt de la classe ouvrière, les caisses d'épargne et l'institution des prud'hommes, ont pris leur principal développement sous la monarchie constitutionnelle. Tout ce qui a été essayé de ce qu'elle avait refusé a tourné contre le but qu'on se proposait. Il n'en faut pas conclure sans doute qu'il en sera toujours ainsi : en pareille matière, on n'est jamais bien sûr d'être arrivé aux dernières limites du possible; tout ce qu'on peut affirmer, c'est que, jusqu'à présent, rien de nouveau n'apparaît à l'horizon.

Ce n'est pas que la science de l'économie politique soit impuissante. Elle seule propose, à mon sens, les moyens les plus sûrs; mais on n'en veut pas, on n'en a jamais voulu, et les plus intéressés à les faire prévaloir sont les premiers à les repousser. De tous les grands gouvernemens, le gouvernement anglais est le seul qui ait jusqu'ici fait passer les principes de l'économie politique dans la pratique des affaires; aussi est-il un des meilleurs. Le mérite en revient moins au pouvoir qu'à la nation tout entière. Quand un ministre anglais parle le langage de la science économique, il est sûr d'être compris par ceux qui l'écoutent. En France, c'est le contraire. L'économie politique est née en France, comme presque toutes les grandes découvertes modernes, mais elle y a été traitée dès sa naissance comme la vapeur ou l'application de la mécanique à l'industrie. Quand Turgot a voulu, sous Louis XVI, la faire entrer dans

l'administration, on sait comment il a été reçu. La république et l'empire ne l'ont pas moins honnie que l'ancien régime. La restauration est le premier de nos gouvernemens qui ne l'ait point regardée absolument comme une ennemie; elle a fondé la chaire de J.-B. Say, mais avec des précautions et des réserves, et plutôt comme hommage à la liberté des opinions que comme aveu de son importance. La monarchie de 1830 est la seule qui ait osé donner à l'économie politique son véritable nom, qui ait créé l'enseignement de son plus illustre représentant parmi nous, Rossi, et qui ait essayé de l'appliquer dans quelques détails. Cette tendance n'a été suivie ni par le public ni par les chambres. Après la révolution de février, l'antipathie s'est reproduite de plus belle; non-seulement le gouvernement provisoire a voulu supprimer toutes les chaires où elle s'enseignait, mais le plus grand succès oratoire dans l'assemblée nationale républicaine a été obtenu à ses dépens, et la seule loi que le corps législatif impérial ait jusqu'ici refusé de voter avec empressement est précisément la seule qu'elle ait inspirée.

Les vérités économiques font leur chemin par leur force propre; je ne suis nullement inquiet de leur avenir. Elles triompheront des folles théories des uns, des préoccupations égoïstes des autres, de l'irréflexion de tous. Il faut cependant avouer qu'elles ont peu d'attrait pour le génie français; nous serons probablement, nous sommes déjà le dernier peuple du monde à les reconnaître. Cette incapacité singulière s'explique par bien des causes; l'erreur de quelques économistes français, qui ont gâté par leurs écarts la cause qu'ils prétendaient défendre, y est pour quelque chose : ce n'est pas assez, il faut des motifs plus sérieux et plus profonds; je crois les trouver dans l'histoire nationale qui nous a donné l'habitude d'idées opposées, et surtout, car l'histoire elle-même a ses causes, dans notre goût pour l'extraordinaire, l'imaginaire, l'idéal, l'inconnu, qui nous a fait de tout temps délaisser la réalité pour courir après des ombres. Comment s'étonner alors que le gouvernement le plus éclairé n'ait pas été plus fidèle aux principes économiques? Il faut plutôt lui savoir gré de ce qu'il a pu faire, ayant l'opinion publique contre soi; il faut surtout le louer d'avoir essayé de préparer l'avenir en répandant la semence de la science. Au moment de la révolution de février, la chambre des pairs était saisie d'un projet de loi qui instituait dans chaque faculté de droit une chaire d'économie politique; que pouvait-on de plus?

Il y a dans notre organisation générale, au point de vue économique, un vice capital, l'excès de centralisation. La monarchie de 1830 n'en a pas été exempte, mais on ne peut raisonnablement lui attribuer la plus grande part de responsabilité. Elle a trouvé la centrali-

sation établie par tous les gouvernemens qui l'avaient précédée; l'ancien régime en a été le premier inventeur, ainsi que vient de le démontrer M. de Tocqueville; la révolution l'a fortifiée, l'empire l'a constituée, la restauration l'a continuée. Depuis la chute du gouvernement constitutionnel, le même fait a survécu en grandissant toujours; la seconde république a renchéri sur la monarchie, et le second empire, malgré une tentative apparente en sens contraire, sur la république. Voilà qui mérite réflexion. Il semble que notre constitution sociale et notre caractère national nous retiennent fatalement dans cette ornière. Le régime parlementaire, qui s'y est laissé tomber comme les autres, avait du moins suggéré un correctif, l'influence des électeurs sur les députés et des députés sur les ministres. On a prétendu que c'était le mal. Hélas! c'était un remède, un fort mauvais remède, j'en conviens, mais le seul qu'on ait imaginé jusqu'ici. Depuis que cette influence n'existe plus, les localités sont tout à fait sans défense contre l'arbitraire administratif; on en a fini avec ces importuns intérêts de clochers dont on s'est tant moqué, comme si la France n'était pas un composé de clochers, comme si tous ces clochers, si petits qu'ils soient, n'abritaient pas des intérêts respectables, des contribuables qui acquittent leur part des charges publiques, et qui ont bien le droit d'attendre quelque chose en échange. On leur oppose les intérêts généraux, c'est très bien, pourvu qu'ils soient véritablement généraux, et combien en est-il qui méritent ce titre?

Au surplus, si l'économie politique a une grande importance dans la direction des peuples modernes, elle n'est cependant pas tout : il y a des intérêts qui passent avant les siens. Je ne sais qui a dit : « La morale est la première des sciences, l'économie politique est la seconde. » Voilà la vérité. Avant tout, il faut s'attacher à faire passer dans les esprits les grands principes de morale universelle, le respect de tous les droits, la fidélité à tous les engagemens, l'esprit de sacrifice ou tout au moins de modération et de tempérance, le sentiment du devoir. Telle est l'harmonie établie par Dieu entre les divers besoins de l'homme, que, même au point de vue des intérêts matériels, la pratique de ces lois suprêmes est la condition première de toute prospérité; il n'y a pas d'aisance possible pour un peuple qui n'aime pas avant tout la paix et la justice, et qui s'abandonne sans aucun frein à ses grossiers appétits. Rien ne détruit le sentiment du juste et du bien comme l'esprit de révolution; c'est aussi à l'esprit de révolution que M. Guizot a fait la guerre, bien convaincu que tout nous serait donné par surcroît, si nous pouvions nous délivrer de cet ennemi, et l'expérience n'a que trop prouvé combien il avait raison. En Angleterre au contraire, où l'esprit de révolution

n'existe pas, les satisfactions économiques viennent au premier rang. Cette différence essentielle entre le ministre anglais et le ministre français se manifeste surtout par la nature de leur éloquence : la parole de Peel était claire, méthodique, compendieuse, nourrie de faits et de chiffres, celle de M. Guizot noble, dogmatique, nourrie d'idées générales et de sentimens élevés.

J'ai entendu faire un autre genre de reproche aux ministres français quand on les compare aux grands pouvoirs britanniques en général. « Voyez, dit-on, l'attitude de la chambre des lords, du ministère et de la couronne en présence d'un grand mouvement d'opinion qu'ils ne partagent pas; ils résistent tant qu'ils peuvent, mais ils savent céder à temps. C'est ce qu'a fait sir Robert Peel dans les occasions les plus solennelles; c'est ce que n'a pas su faire le ministère présidé par M. Guizot lors des banquets pour la réforme. S'il avait, lui aussi, cédé à propos, la révolution de février n'aurait pas eu lieu. » On me permettra de n'en rien croire; l'analogie n'a aucune exactitude. Le moment où en Angleterre la couronne et la chambre des lords ont l'habitude de céder était loin d'être arrivé; il faut, pour que cette heure suprême sonne, que des élections aient donné à la mesure discutée la majorité dans la chambre des communes; alors seulement les résistances fléchissent devant la volonté légalement manifestée du pays. Si nous avions été en Angleterre, les partisans de la réforme auraient borné leurs prétentions à conquérir la majorité dans la chambre des députés, et cette majorité une fois conquise, la réforme aurait passé, même contre l'avis du roi, du ministère et de la chambre des pairs.

Qui peut encore s'imaginer qu'il s'agît sérieusement, dans la fameuse campagne des banquets, de l'admission de ce que l'on appelait alors *les capacités* sur les listes électorales, et de l'exclusion de quelques catégories de fonctionnaires de la chambre élective? Le petit détachement de l'opposition constitutionnelle pouvait en être là, le gros de l'armée avait toute autre chose en vue; il y a bien paru au résultat final. En Angleterre, on obtient généralement ce qu'on veut; mais on ne veut que ce qu'on demande. En France, on ne s'est pas arrêté après le renversement du ministère, parce qu'on voulait davantage. Le ministère tombé, on a parlé d'abdication; l'abdication signée, on a proclamé la république. Rien de pareil ne s'est jamais vu et ne se verra probablement jamais chez nos voisins. Les ministres anglais cèdent toujours, dit-on; ce n'est pas exact. Sir Robert Peel n'a point cédé pour la réforme électorale de 1832; il l'a combattue avec acharnement jusqu'au bout, même après les élections de 1830, qui avaient amené une majorité réformiste, et il n'a point fallu *moins de dix-huit mois* au ministère whig et aux communes

pour vaincre la chambre des lords, appuyée sur une minorité éloquente et tenace dans l'autre chambre. Sans l'élan donné aux opinions démocratiques par notre révolution de juillet, le *reform bill*, si juste qu'il fût, ne l'aurait pas emporté.

A mon avis, le ministère français avait raison de refuser ce qu'on appelait ici la réforme, non à cause de la chose en elle-même, tout à fait insignifiante, mais à cause de ce qu'elle cachait. Admettons cependant qu'il ait eu tort, comme sir Robert Peel avait certainement tort en repoussant l'abolition des *bourgs pourris;* il était encore plus que sir Robert en droit de résister, puisqu'il avait avec lui le roi et la majorité des deux chambres, c'est-à-dire l'orthodoxie constitutionnelle. L'analogie tourne donc contre ceux qui l'invoquent. La vérité est qu'il ne faut pas comparer un pays véritablement constitutionnel, où tout se passe avec bonne foi, dans les limites de l'ordre établi, avec un pays révolutionnaire, où les institutions libres n'ont jamais été prises au sérieux, et où l'on n'invoque le nom de la loi qu'autant qu'on peut s'en faire une arme commode pour satisfaire ses passions ou ses fantaisies. S'il n'avait été question que de la réforme, on aurait bien pu attendre quelques mois. Il était évident pour tous que l'opposition gagnait du terrain dans la chambre des députés; quelques-uns de ces symptômes avant-coureurs de la dissolution des majorités s'étaient produits, des amendemens au projet d'adresse indiquant des intentions de séparation étaient sortis du parti conservateur, le ministère commençait à se diviser, une partie de la famille royale, à quoi bon le taire aujourd'hui? inclinait vers la réforme, M. Guizot lui-même l'avait en quelque sorte annoncée à la tribune, le roi vieux et fatigué n'opposait plus qu'une résistance facile à vaincre. Il ne fallait qu'un peu de patience, on n'en eut pas. Les dissensions de la majorité, l'affaiblissement du roi, les tiraillemens intérieurs du ministère, tout ce qui annonçait la victoire prochaine de l'opposition, au lieu de désarmer les agresseurs, n'eut d'autre effet que de les encourager à pousser leur sape plus avant, et ils n'eurent point de trève qu'ils n'eussent jeté la France dans le chaos.

Tout ceci n'est depuis longtemps que de l'histoire; j'en parle pour mon compte avec le désintéressement et le sang-froid de l'historien. Nous ne reverrons plus ce que nous avons vu, la roue tourne, le monde change, et, pour emprunter le beau langage de M. Guizot lui-même, « relancés de nouveau sur cet océan d'où l'on ne voit plus de terres, nul ne peut dire aujourd'hui, à l'abri de notre nouvelle relâche, vers quels abîmes ou vers quels ports nous poussera encore ce grand vent de 1789, tant de fois assoupi et jamais épuisé. » La monarchie constitutionnelle s'enfonce peu à peu dans l'oubli; l'âge arrive

pour les principaux acteurs de ce drame, la mort moissonne largement parmi eux; une nouvelle génération occupe la scène, qui ne comprend presque plus le langage du passé, et qui ne sera bientôt plus comprise elle-même. Il n'est bon de réveiller ces souvenirs, déjà vieux, que parce qu'ils ne sont pas sans quelques enseignemens pour l'avenir, quel qu'il soit. Ce n'est pas le bon gouvernement qui nous a manqué, ce n'est pas davantage l'élasticité des institutions, c'est l'habitude et le bon emploi de la liberté politique. Le 8 avril 1835, sir Robert Peel, venant expliquer devant la chambre des communes pourquoi le ministère avait cru devoir donner sa démission, ajouta : *Nous n'avons pris cette résolution, je n'hésite pas à le dire, qu'avec une extrême répugnance.* Supposez un pareil mot prononcé dans une assemblée française, et vous verrez quel immense éclat de rire fera retentir les voûtes, quelle pluie de quolibets tombera le lendemain sur le malencontreux orateur. Cette déclaration fut cependant reçue comme elle était faite, gravement et simplement, par la majorité qui avait rendu nécessaire la retraite ministérielle, et qui comprenait très bien que le ministère tînt à ses opinions, comme elle tenait aux siennes. Voilà la liberté.

Ceux qui croient qu'il n'y a d'autre moyen d'être libre que de tout jeter par les fenêtres seront fort surpris s'ils lisent (mais ils ne liront pas) les détails que donne M. Guizot sur les rapports de la couronne avec les ministres en Angleterre. On y voit comment le respect le plus profond, le *loyalisme* le plus absolu, peuvent se concilier avec la plus inébranlable fermeté et l'indépendance la plus fière. J'aime surtout le portrait piquant qu'il fait de George IV, ce grand comédien qui prend plaisir à cacher sous des démonstrations emphatiques son insouciance ou sa faiblesse, tandis que ses ministres, aussi peu émus de ses larmes que de ses colères et se fiant peu à ses paroles, lui imposent humblement ce qu'ils ont résolu; il y a là toute une scène d'un excellent comique en même temps que d'un intérêt sérieux et profond. Je n'ai pu la lire sans me souvenir d'une autre scène, d'un genre tout opposé, quoique identique quant au sens, dont j'ai été témoin. C'était au mois de février 1848, peu de jours avant la révolution. Un membre de l'opposition venait de prononcer à la chambre des députés des paroles injurieuses pour les princes fils du roi; M. Guizot lui répondit sur-le-champ, avec une verve et une hauteur de raison véritablement sans égales. Jamais peut-être pareille explosion d'éloquence n'avait éclaté à cette tribune que tant de talens ont illustrée, jamais la vraie doctrine constitutionnelle n'avait été exprimée avec cette vigueur; c'est, je crois, la dernière fois que M. Guizot a parlé à la tribune, il y a dignement fini, et son langage méritait d'autant plus l'admiration, que

la plupart de ces princes si noblement défendus lui étaient peu favorables.

Pour en revenir à la biographie de sir Robert Peel, M. Guizot y a traité avec un détail et un soin particuliers toute la partie relative à la politique extérieure du cabinet dirigé par cet illustre chef. Cette préférence se comprend aisément quand on songe qu'à la même époque M. Guizot était de son côté chargé de conduire les affaires extérieures de son propre pays, et qu'il a eu en cette qualité des rapports fréquens et considérables avec le gouvernement anglais. Outre la parfaite exactitude qu'un pareil narrateur peut seul porter dans l'exposé des faits, ce tableau d'une période diplomatique déjà loin de nous a aujourd'hui un intérêt présent, en ce que l'alliance anglaise, si souvent reprochée au roi Louis-Philippe comme un acte de trahison, est devenue plus étroite et plus active sous un autre gouvernement. Il est curieux de voir quels obstacles cette alliance, depuis si intime, a rencontrés dans d'autres temps, comment elle était comprise de ceux qui l'ont inaugurée, et pourquoi elle avait fini, en 1847, par une déplorable rupture, pour se renouer plus tard, au grand étonnement du monde, avec l'héritier de Napoléon.

M. Guizot a été pendant toute sa vie le représentant d'une politique essentiellement pacifique; que ce soit un tort ou un honneur, c'est un fait. « J'ai vécu, dit-il, sous l'éclat des plus grands spectacles de force et de guerre auxquels ait assisté le monde, j'en ai ressenti autant que nul autre spectateur le patriotique et orgueilleux plaisir; mais au milieu de nos triomphes et de l'enivrement national, le sacrifice de tant de vies, les douleurs de tant de familles, l'épuisement de la France, la perturbation continuelle de l'Europe, les droits des princes et les droits des peuples traités avec un égal dédain, la victoire ne servant qu'à étendre de plus en plus la guerre, point de stabilité au sein d'un ordre sans liberté, cet interminable enchaînement de violences et de chances terribles me choquait profondément. » Le roi Louis-Philippe aimait la paix encore plus que son ministre; lui aussi avait vécu au milieu de la guerre, les douleurs qu'elle inflige aux hommes *pour des motifs souvent si légers et des combinaisons si vaines* révoltaient son humanité et son bon sens. La paix était à ses yeux la vraie conquête de la civilisation, il mettait à la conserver son devoir d'homme et de roi.

Ces dispositions avaient trouvé dans le cabinet anglais une louable et sincère sympathie. Le ministre des affaires étrangères du cabinet de sir Robert Peel, lord Aberdeen, partageait sur les bienfaits de la paix les idées de son chef, avec une science plus complète de l'Europe et une plus spéciale habitude des questions extérieures. Ces deux hommes, lord Aberdeen et M. Guizot, chargés des intérêts

réciproques des deux plus puissantes nations du monde, se connaissaient et s'estimaient personnellement. De là cette *cordiale entente* dont on a tant parlé dans le temps, soit pour s'en féliciter, soit pour s'en plaindre, et qui a eu de si heureux effets pour la prospérité des deux peuples et de tous les peuples par l'influence de la paix et de la justice, arborées comme règles de la politique internationale, sur la civilisation universelle. Lord Palmerston, ministre des affaires étrangères du cabinet précédent, avait blessé la France en s'alliant avec la Russie, l'Autriche et la Prusse, pour étouffer en Orient la puissance naissante du pacha d'Égypte contre l'opinion hautement professée de notre gouvernement. Cet acte de mauvais voisinage avait réussi; la France, obligée d'abandonner le pacha ou de tirer l'épée pour le défendre contre toute l'Europe, n'avait pas cru devoir courir les chances d'une guerre générale pour un pareil motif, mais en avait conservé un amer ressentiment. Les nations ne sont pas obligées de distinguer entre les différens ministres des pays étrangers; c'est à l'Angleterre qu'on s'en prenait en France de l'acte de lord Palmerston; sir Robert Peel et lord Aberdeen le savaient, et, bien qu'ils n'eussent pris aucune part au traité du 15 juillet 1840, ils comprirent qu'il était de leur devoir d'en effacer autant que possible la pénible impression.

Par la nature de son gouvernement et encore plus par l'extrême liberté de discussion qu'elle peut supporter sans danger, l'Angleterre a ce privilége, qu'elle produit en même temps des représentans de toutes les opinions comme de toutes les conduites, et qu'elle peut passer de l'un à l'autre, suivant les circonstances. Le même pays renferme à la fois un Nelson qui brûle Copenhague par le plus odieux des attentats et un Wilberforce qui consacre sa vie entière à l'affranchissement des pauvres noirs. Une opposition analogue, quoique moins tranchée, peut être signalée entre lord Palmerston et lord Aberdeen : autant l'un avait été avec nous dédaigneux et agressif, autant l'autre s'est montré amical. Dans les diverses difficultés qui se sont élevées entre les deux pays, de 1841 à 1846, c'est toujours l'Angleterre qui a cédé, comme la plus sage, la plus libre dans son action, et surtout comme ayant quelque chose à nous faire oublier. Ce n'est pas ainsi que l'injuste passion du temps a jugé les faits, c'est ainsi que l'impartiale postérité les jugera. J'en choisis pour preuve la plus éclatante de ces affaires, celle qui a fait le plus de bruit et qu'on ne rougit pas de rappeler de temps en temps pour réveiller des haines posthumes, la fameuse affaire Pritchard.

Je suppose que, dans une île quelconque de l'Océan, à Taïti par exemple, des missionnaires français eussent importé notre religion, notre langue et nos mœurs, qu'ils eussent en partie civilisé des sau-

vages et gagné sur eux, par la seule influence de la prédication, une autorité incontestée; je suppose que le commerce français en eût profité pour faire de cette île une importante relâche dans des mers lointaines et dangereuses, qu'un consul français y eût été établi et y exerçât le gouvernement de fait, du libre consentement des naturels; je suppose qu'un beau jour, un amiral anglais s'y fût présenté avec des forces navales, qu'il eût, de son autorité privée et sous un prétexte insignifiant, proclamé la souveraineté de l'Angleterre, débarqué des troupes et pris possession du pays; je suppose enfin que le consul français eût protesté, qu'il eût essayé d'exciter les indigènes à la résistance, que le commandant anglais l'eût mis en prison et qu'on l'eût ensuite embarqué de force pour le ramener en France : quel accueil eût-on fait ici à cette violation de tous les droits, de tous les usages suivis par les nations civilisées, à cette insulte en pleine paix?

Telle est pourtant la relation exacte de ce qui s'est passé à Taïti, avec cette seule différence qu'il faut mettre l'un des deux pays à la place de l'autre et réciproquement. La foi religieuse, l'honneur national, s'émurent vivement en Angleterre à cette nouvelle; sir Robert Peel exprima, dans la chambre des communes, le juste sentiment du public en déclarant qu'un grossier outrage avait été commis sur le consul britannique, et qu'on en demanderait réparation. On sait cependant quelle issue a eue cette affaire. La France est restée maîtresse de Taïti, et le consul expulsé n'a reçu qu'une indemnité dérisoire, qui même, dit-on, n'a jamais été payée. Il n'existe peut-être pas de contestation internationale où les torts aient été plus complétement d'un côté et où la partie lésée se soit montrée plus accommodante. En présence du mouvement d'opinion que d'incroyables clameurs avaient suscité en France, sir Robert Peel et lord Aberdeen ont eu certainement raison de ne pas insister, de ne pas rompre l'alliance pour un si petit sujet, mais il faut se sentir bien sûr de son pays pour faire de pareilles concessions; à leur place, lord Palmerston eût couru aux armes, et cette fois il aurait eu le droit pour lui. Nous avons établi là un précédent que nous regretterons quelque jour.

M. Guizot rappelle en peu de mots les deux autres grandes questions où s'est également manifestée la bonne volonté du cabinet anglais. Le traité sur le droit de visite réciproque en pleine mer pour la recherche des nègres esclaves, ayant excité chez nous des susceptibilités, a été annulé et remplacé par un autre. L'empire du Maroc ayant un moment paru inquiéter nos possessions d'Afrique, une guerre heureuse lui a été faite sur mer et sur terre, malgré l'ombrageuse jalousie des Anglais de Gibraltar. Ni l'une ni l'autre de ces

deux affaires n'est comparable à celle de Taïti. Le droit de visite avait des inconvéniens réels, quoique fort exagérés par la mauvaise foi; l'intérêt bien entendu des deux peuples commandait de l'abolir, pour couper court aux collisions qui pouvaient en sortir à tout moment. Pour le Maroc, la France était dans son droit en repoussant une agression, et les Anglais n'avaient rien à y voir. Sir Robert Peel et lord Aberdeen n'ont fait, dans les deux cas, que reconnaître la vérité. A leur place encore, lord Palmerston se serait fâché, mais il aurait eu tort.

Sur un dernier point, l'affaire de Cracovie, M. Guizot trouve sir Robert Peel en défaut; il le dit, et même assez vertement. Sir Robert avait mal compris un passage de la protestation de la France lors de l'attentat commis sur cette petite république par les puissances voisines, il y avait vu ce qui n'y était pas; M. Guizot rétablit le texte, qui lui donne tout à fait raison, mais j'aurais autant aimé qu'il fût un peu moins vif dans les termes en redressant cette erreur. Peel ne s'occupait que rarement d'affaires étrangères, il était plus qu'un autre excusable de se tromper; l'intention était toujours bonne, honnête et sensée, c'est l'essentiel.

Cependant le libre jeu des institutions constitutionnelles avait amené en Angleterre un revirement ministériel. Sir Robert Peel avait quitté le pouvoir, lord Aberdeen l'avait suivi; le nouveau cabinet avait lord Palmerston pour ministre des affaires étrangères. C'était au mois de juillet 1846. Dès ce moment, l'alliance devient moins intime, elle se refroidit peu à peu et finit par se rompre. Lord Palmerston affecte dans plusieurs occasions, en Grèce, en Portugal, en Italie, en Suisse, un ton de hauteur et de prépotence qui choque le gouvernement français; quelques paroles aigres sont échangées. Une question délicate entre toutes, celle du mariage de la reine d'Espagne, amène enfin le choc que tout préparait. Tant que lord Aberdeen avait dirigé la politique anglaise, cette question avait été traitée en commun, avec une confiance et une sincérité parfaites; il avait été convenu qu'aucune des deux nations n'y chercherait un moyen d'établir en Espagne une influence prépondérante: l'Angleterre s'engageait à n'y point porter un prince de la maison de Cobourg, la France à n'y point porter un prince de la maison d'Orléans. A l'arrivée de lord Palmerston, tout change, une défiance réciproque succède aux épanchemens confidentiels; le gouvernement anglais entreprend un travail actif pour assurer la main de la reine d'Espagne au prince de Saxe-Cobourg; la France, justement blessée, répond par un travail en sens contraire, et un double mariage lui donne l'avantage.

Sans doute, quels que fussent les torts de lord Palmerston, il aurait été plus sage de n'en tenir nul compte et de lui donner un autre

genre de leçon, une leçon de réserve et de scrupule. Les mariages des princes n'ont pas de nos jours l'importance qu'ils avaient autrefois. Si le ministre anglais ne méritait aucun égard, la nation anglaise en méritait davantage; elle pouvait s'offenser, elle s'est en effet offensée de ce qu'elle a regardé comme un manque de foi. L'union d'un fils du roi avec l'héritière de la couronne d'Espagne risquait d'amener des embarras continuels et de devenir une cause permanente de division. Un gouvernement plus libre dans ses mouvemens aurait pu suivre cette politique prévoyante; le nôtre ne le pouvait pas. Le mariage de la reine Isabelle avec le candidat anglais aurait été pour nous un échec fatal. L'opposition, qui guettait l'événement pour le blâmer et le calomnier, quel qu'il fût, aurait eu trop beau jeu à parler de honte et de décadence. Le sentiment national, exalté jusqu'à la folie par de perfides déclamations, en eût été profondément froissé. Puisque la plus grande démonstration de puissance que la France eût donnée depuis longtemps n'a pu empêcher la catastrophe de février, la démonstration contraire l'eût précipitée, et le gouvernement royal aurait succombé sous l'humiliation d'une défaite, au lieu de tomber le lendemain d'un triomphe.

Je sais bien que l'opposition, qui n'aurait pas eu de pitié pour un échec, n'a pas eu plus de ménagement pour un succès : elle eût tonné dans un cas contre la France chassée d'Espagne, perdant à jamais le fruit d'une politique séculaire, contre l'Angleterre grandissant jusqu'aux nues, tandis que notre pays descendait jusqu'aux abîmes; elle a tonné dans l'autre contre la politique personnelle, contre le roi sacrifiant l'intérêt national à un intérêt de famille et la désastreuse ambition de Louis XIV ressuscitée. Tout était également faux dans les deux thèmes; mais puisqu'on a trouvé faveur pour le second, combien n'eût-on pas réussi avec le premier!

Une fois mis au pied du mur par lord Palmerston, notre gouvernement ne pouvait faire que ce qu'il a fait. Tout a contribué à l'y contraindre, le gouvernement espagnol le premier, qui voulait à toute force ce qu'il appelait « un grand mariage, » l'appui de la France ou de l'Angleterre. Nous sommes encore loin du temps où les peuples verront leur intérêt et leur honneur où ils sont véritablement. Un seul moment, la vraie politique a prévalu, quand lord Aberdeen et M. Guizot étaient ministres ensemble; mais que d'accusations ils ont soulevées l'un et l'autre des deux côtés du détroit! A la première occasion, le vieil antagonisme des deux peuples a reparu. Un journal anglais affirmait dernièrement que Louis-Philippe était tombé parce qu'il avait déplu à l'Angleterre; ce n'est pas tout à fait vrai, ce n'est pas non plus tout à fait faux. Lord Palmerston, battu en Espagne, a conspiré en France avec l'opposition révolutionnaire; pour-

quoi le nier, puisqu'il l'avoue? Tout le monde a pu voir, pendant la discussion de l'adresse en janvier 1848, l'ambassadeur d'Angleterre applaudir bruyamment, du haut de la tribune diplomatique, aux plus violentes attaques. Je ne crois pas seulement qu'il y ait beaucoup de quoi se vanter.

Le temps n'est pas venu d'apprécier en toute liberté le caractère actuel de l'alliance anglaise, la guerre et la paix qui en sont sorties. En attendant, M. Guizot a rendu un grand service au présent et à l'avenir non moins qu'au passé en saisissant l'occasion naturelle qui s'offrait à lui de rétablir la vérité sur une autre période de cette alliance, diversement méconnue par les deux parties.

Les dernières années de sir Robert Peel, de 1846 à 1850, n'offrent pas moins d'intérêt que sa carrière ministérielle. Bien qu'écarté du pouvoir par l'implacable rancune des tories, il ne cesse de prendre une part considérable aux affaires de son pays. La plupart des décisions prises par le cabinet whig sont inspirées et appuyées par lui. L'abolition du fameux acte de navigation, considéré depuis Cromwell comme le palladium de la marine anglaise, passe par son influence dans la chambre des communes, et finit par s'accomplir malgré la résistance des lords, appuyée sur le soulèvement de la population maritime, et il en est bientôt de la marine comme de la culture nationale; au lieu de périr, elle grandit. La liquidation générale de la propriété irlandaise par les procédés sommaires d'une cour spéciale, cette résolution hardie, d'abord repoussée avec fureur par l'Irlande et acceptée ensuite comme un bienfait, lui est due également. Si d'autres hommes d'état anglais ont jeté plus d'éclat par leur talent, il n'en est aucun qui ait attaché son nom à un plus grand nombre d'améliorations positives; mais ce qu'il faut lire surtout dans le récit de M. Guizot, c'est le tableau de l'émotion universelle causée par la mort de Peel. Je ne sais rien de plus douloureux et de plus touchant que cette attitude des médecins, qui, par un excès d'affection et de respect, n'osent pas le faire souffrir, même pour le sauver; je ne sais rien de plus beau que cette affluence de toutes les classes à la porte du malade, les princes du sang royal, les plus grands seigneurs mêlés à la foule, le peuple accourant de toutes parts, hommes, femmes, *enfans sur les bras de leurs mères*, et écoutant dans un morne silence la lecture à haute voix des bulletins. Quel spectacle! Le peuple anglais mérite ses destinées, car il sait être reconnaissant envers ceux qui le servent sans le flatter; le nôtre n'aime malheureusement que ceux qui le flattent sans le servir.

M. Guizot définit en terminant le gouvernement actuel de l'Angleterre une démocratie servie par une aristocratie, définition parfaitement juste. Dans cette grande division du travail qui distingue la

société anglaise, l'aristocratie est chargée du pouvoir, mais sous la surveillance et dans l'intérêt de la démocratie. La démocratie a autre chose à faire qu'à gouverner : elle se livre à l'agriculture, à l'industrie, au commerce, elle travaille et fait fortune; mais en se déchargeant des soucis du gouvernement sur ceux dont la fortune est faite, et qui ont ce qui lui manque, l'indépendance et le loisir, elle ne les perd pas de vue et se tient en mesure de leur imposer ses volontés, quand elle juge à propos d'en avoir. Cette organisation unique au monde, qui approche beaucoup plus de la perfection qu'aucune autre combinaison connue, ne s'est pas formée tout d'un coup, par une constitution écrite sous la dictée d'une théorie : c'est le fruit de l'action insensible du temps. Sir Robert Peel y a contribué, il n'en est pas le principal auteur; le plus grand pas, le pas décisif est la réforme parlementaire de 1832, le *free trade* n'est que le second. Le mouvement continu d'une nation libre et réglée y a eu plus de part que les hommes les plus influens. Pour un observateur superficiel, l'Angleterre change fort peu, les formes du gouvernement et de la société restent les mêmes, aucune révolution subite et radicale ne brise le fil des traditions. Pour quiconque regarde au fond des choses, il y a entre l'Angleterre de 1789 et celle d'aujourd'hui des différences non moins grandes, plus grandes peut-être et surtout plus utiles qu'entre la France de 1789 et la nôtre. Cette comparaison se fera quelque jour; elle sera curieuse et instructive.

Le dirai-je cependant? aux émotions pénibles que réveille ce grand et paisible tableau des progrès contemporains d'une nation voisine, quand nous nous tourmentons en agitations stériles, vient se mêler je ne sais quel sentiment de consolation amère. Si le succès est une consécration, l'adversité est une épreuve qui a bien aussi sa puissance. Le roi Louis-Philippe, odieusement calomnié quand il occupait le trône, n'aurait jamais été connu de la postérité, si l'émeute n'avait brisé la serrure de ses portefeuilles, publié ses papiers intimes et divulgué ses moindres secrets. De même, justice suffisante n'eût jamais été rendue à son gouvernement et à ses ministres sans la révolution qui a jeté sur eux et sur leurs adversaires sa sinistre lumière. Heureusement pour leur pays, cette épreuve manque aux ministres anglais; leur vie en est plus douce, elle n'est pas aussi virile. Qu'est-ce que ces injures des journaux tories qui blessaient profondément la susceptibilité nerveuse de sir Robert Peel auprès des bouleversemens qui ont tant de fois ébranlé sans la vaincre l'âme sereine de M. Guizot? Quand je vois, en 1849, le premier recevant dans son riche manoir de Drayton, au milieu des respects universels, la visite d'un roi, le second proscrit avec sa vieille mère et ses jeunes enfans et supportant sans se plaindre ce revers immérité, j'ad-

mire d'un côté les institutions et les mœurs; de l'autre, l'homme me paraît plus éprouvé. Quand je lis aujourd'hui cette biographie écrite d'une main toujours ferme, sans envie et sans amertume, avec une foi impérissable dans des idées maintenant vaincues, je me demande si Peel, également frappé par la fortune, en aurait fait autant, et si l'historien ne se montre pas ici supérieur à son modèle. Nous payons assez cher cette supériorité pour n'avoir aucune mauvaise grâce à la revendiquer.

Il faut être doué d'un grand calme d'esprit et d'une grande force de conviction pour exprimer, comme le fait M. Guizot, dans l'état actuel de l'Europe, sa confiance dans l'avenir de la démocratie universelle. Il est vrai qu'il ne l'exprime pas sans réserve. La démocratie ne peut, dit-il, aspirer définitivement à la domination qu'à la condition de porter aux traditions du passé plus de respect, de donner aux impressions du présent moins d'empire, et de tenir plus de compte des besoins et des chances de l'avenir. Plus de mémoire et plus de prévoyance, voilà à ses yeux toute la question; il espère qu'elle sera résolue *à l'honneur des gouvernemens libres et de l'humanité*. Comment ne pas partager cette noble espérance, quand elle émane d'un homme qui aurait, s'il le voulait, tant à se plaindre de la démocratie et de la liberté? La fatalité qui veut que les hommes et les idées les plus funestes au peuple soient chez nous les plus populaires ne durera pas toujours; les nations s'instruisent lentement, mais elles finissent par s'instruire, surtout quand l'expérience ne leur ménage pas ses leçons.

LÉONCE DE LAVERGNE.

WILLIAM THACKERAY

SON TALENT ET SES ŒUVRES

Dans cette foule de romanciers que le goût public, la tradition nationale et l'état de la société répandent aujourd'hui sur l'Angleterre, deux hommes ont paru, d'un talent supérieur, original et contraire, populaires au même titre, serviteurs de la même cause, moralistes dans la comédie et dans le drame, défenseurs des sentimens naturels contre les institutions sociales, et qui, par la précision de leurs peintures, par la profondeur de leurs observations, par la suite et l'âpreté de leurs attaques, ont ranimé, avec d'autres vues et un autre style, l'ancien esprit militant de Swift et de Fielding.

L'un, plus ardent, plus expansif, tout livré à la verve, peintre passionné de tableaux crus et éblouissans, prosateur lyrique, tout-puissant sur le rire et sur les larmes, a été lancé dans l'invention fantasque, dans la sensibilité douloureuse, dans la bouffonnerie violente, et par les témérités de son style, par l'excès de ses émotions, par la familiarité grotesque de ses caricatures, il a donné en spectacle toutes les forces et toutes les faiblesses d'un artiste, toutes les audaces, tous les succès et toutes les bizarreries de l'imagination. L'autre, plus contenu, plus instruit et plus fort, amateur de dissertations morales, conseiller du public, sorte de prédicateur laïque, moins occupé à défendre les pauvres, plus occupé à censurer l'homme, a mis au service de la satire un bon sens soutenu, une grande connaissance du cœur, une habileté consommée, un raisonnement puissant, un trésor de haine méditée, et il a persécuté le vice avec toutes les armes de la réflexion. Par ce contraste, l'un

complète l'autre, et l'on se fait une idée exacte du goût anglais en ajoutant le portrait de William Thackeray au portrait de Charles Dickens (1).

I. — LE SATIRIQUE.

Réfléchir sur les sentimens en Angleterre, c'est les juger; le penseur ne les mesure pas comme des forces actives, il les apprécie comme des qualités morales. Comme il est triste et que le monde est mauvais, ce qu'il aperçoit partout, c'est la sottise et le vice. Dès-lors son émotion est fixée, son but indiqué, son œuvre prévue. Il devient satirique, et d'autant plus certainement que la faculté de réfléchir est, chez lui, plus grande; elle domine en Thackeray. Vous voyez par quel mécanisme il a changé en satire le roman.

J'ouvre au hasard ses trois grands ouvrages : *Pendennis, la Foire aux vanités, les Newcomes.* Chaque scène met en relief une vérité morale; l'auteur veut qu'à chaque page nous portions un jugement sur le vice et sur la vertu; d'avance il a blâmé ou approuvé, et les dialogues, les portraits ne sont pour lui que des moyens par lesquels il ajoute notre approbation à son approbation, notre blâme à son blâme. Ce sont des leçons qu'il nous donne, et sous les sentimens qu'il décrit comme sous les événemens qu'il raconte, nous démêlons toujours des préceptes de conduite et des intentions de réformateur.

A la première page de *Pendennis*, vous lisez le portrait d'un vieux major, homme du monde, égoïste et vaniteux, comfortablement assis à son club, auprès du feu et de la fenêtre, envié par le chirurgien Glowry, que personne n'invite, cherchant dans les comptes-rendus des fêtes aristocratiques son nom glorieusement placé entre ceux d'illustres convives. Une lettre de famille arrive. Naturellement il l'écarte, et la lit négligemment la dernière. Il pousse un cri d'horreur : son neveu veut épouser une actrice. Il fait arrêter des places à la diligence, aux frais de la famille, et court sauver le petit sot. S'il y avait une mésalliance, que deviendraient ses invitations? Conclusion évidente : ne soyons ni égoïstes, ni vaniteux, ni gourmands comme le major.

Chapitre deux : Pendennis, père du jeune homme, était de son temps apothicaire, mais d'une bonne famille, et désolé d'être descendu jusqu'à ce métier. L'argent lui vient; il se donne pour médecin, épouse la parente d'un noble, essaie de s'insinuer dans les grandes familles. Il se vante toute sa vie d'avoir été une fois invité par lord Ribstone. Il achète un domaine, tâche d'enterrer l'apothi-

(1) Voyez l'étude sur Dickens dans la *Revue des Deux Mondes*, 1er février 1856.

caire, et s'étale dans sa gloire nouvelle de propriétaire terrien. Chacun de ces détails est un sarcasme dissimulé ou visible qui dit au lecteur : Mon bon ami, restez Gros-Jean comme vous l'êtes, et, pour l'amour de votre fils et de vous-même, gardez-vous de trancher du grand seigneur!

Le vieux Pendennis meurt. Son fils, noble héritier du domaine, « grand-duc de Pendennis, sultan de Fairoaks, » commence à régner sur sa mère, sur sa cousine et sur les domestiques. Il envoie des poésies lamentables aux journaux du comté, commence un poème épique, une tragédie où meurent seize personnes, une histoire foudroyante des jésuites, et défend en loyal tory l'église et le roi. Il soupire après l'idéal, appelle une inconnue, et tombe amoureux de l'actrice en question, femme de trente-deux ans, perroquet de théâtre, ignorante et bête à plaisir. Jeunes gens, mes chers amis, vous êtes tous affectés, prétentieux, dupes de vous-mêmes et des autres. Attendez pour juger le monde que vous ayez vu le monde, et ne vous croyez pas maîtres quand vous êtes écoliers.

L'instruction continue et dure autant que la vie d'Arthur. Comme Lesage dans *Gil-Blas*, l'auteur de *Pendennis* peint un jeune homme ayant quelque talent, doué de sentimens bons, même généreux, qui veut parvenir et qui s'accommode aux maximes du monde; mais Lesage n'a voulu que nous divertir, Thackeray d'un bout à l'autre travaille à nous corriger.

Cette intention devient plus visible encore, si l'on examine en détail l'un de ses dialogues et l'une de ses peintures. Vous n'y apercevez point la verve indifférente attachée à copier la nature, mais la réflexion attentive occupée à transformer en satire les objets, les paroles et les événemens. Tous les mots du personnage sont choisis et pesés pour être odieux ou ridicules. Il s'accuse lui-même, il prend soin d'étaler son vice, et sous sa voix on entend la voix de l'écrivain qui le juge, qui le démasque et qui le punit. Miss Crawley, vieille femme riche, tombe malade (1). Mistress Bute, sa parente, accourt pour la sauver et sauver l'héritage. Il s'agit de faire exclure du testament un neveu, le capitaine Rawdon, ancien favori, légataire présumé de la vieille fille. Ce Rawdon est un troupier stupide, pilier d'estaminet, joueur trop adroit, duelliste et coureur de filles. Jugez de la belle occasion pour mistress Bute, respectable mère de famille, digne épouse d'un ecclésiastique, habituée à composer les sermons de son mari! Par pure vertu, elle hait le capitaine Rawdon, et ne souffrira pas qu'un si bon argent tombe en de si mauvaises mains. D'ailleurs

(1) Voyez *Vanity Fair*. La *Revue* a donné une reproduction de ce roman dans ses livraisons du 15 février et du 1er mars 1849.

ne sommes-nous pas les répondans de nos familles? et n'est-ce pas à nous de publier les fautes de nos parens? C'est notre devoir strict, et mistress Bute s'acquitte du sien en conscience. Elle fait provision d'histoires édifiantes sur le neveu, et elle en édifie la tante. Il a ruiné celui-ci, il a mis à mal celle-là. Il a dupé ce marchand, il a tué ce mari. Et par-dessus tout, l'indigne, il s'est moqué de sa tante! Cette généreuse tante continuera-t-elle à réchauffer une pareille vipère? souffrira-t-elle que ses innombrables sacrifices soient payés par cette ingratitude et ces dérisions? — Vous imaginez d'ici l'éloquence ecclésiastique de mistress Bute. Assise au pied du lit, elle garde à vue la malade, la comble de potions, la réjouit de sermons terribles, et monte la garde à la porte contre l'invasion de l'héritier probable. Le siége était bien fait, l'héritage attaqué si obstinément devait se rendre; les dix doigts vertueux de la matrone entraient d'avance et en espérance dans la substantielle masse d'écus qu'elle voyait luire. Et cependant un spectateur difficile eût pu trouver quelques défauts dans sa manœuvre. Elle gouvernait trop. Elle oubliait qu'une femme persécutée de sermons, manœuvrée comme un ballot, réglée comme une horloge, pouvait prendre en aversion une autorité si harassante. Ce qui est pis, elle oubliait qu'une vieille femme peureuse, confinée chez elle, accablée de prédications, empoisonnée de pilules, pouvait mourir avant d'avoir changé son testament, et tout laisser, hélas! à son bandit de neveu. Exemple instructif et redoutable! Mistress Bute, l'honneur de son sexe, la consolatrice des malades, le conseil de sa famille, ayant ruiné sa santé pour soigner sa belle-sœur bien-aimée et préserver le précieux héritage, était justement sur le point, grâce à son dévouement exemplaire, de mettre sa belle-sœur dans la bière et l'héritage entre les mains de son neveu.

L'apothicaire Clump arrive; il tremble pour sa chère cliente. Elle lui vaut deux cents guinées par an; il est bien décidé à sauver, contre mistress Bute, cette vie si précieuse. Mistress Bute lui coupe la parole : « Je me suis sacrifiée, mon cher monsieur. Son neveu l'a tuée, et je viens la sauver. C'est lui qui l'a jetée sur ce lit de douleur, et c'est moi qui l'y veille. Je ne suis point égoïste, moi; je ne refuse jamais de m'immoler pour les autres, moi; je donnerais ma vie pour mon devoir, je la donnerais pour sauver une parente de mon mari. » L'apothicaire désintéressé revient héroïquement à la charge. Sur-le-champ elle repart de plus belle; l'éloquence coule de ses lèvres comme d'une cruche trop pleine. Mistress Bute crie du haut de sa tête : « Jamais, tant que la nature me soutiendra, je ne déserterai la place où mon devoir m'enchaîne. Mère de famille, femme d'un ecclésiastique anglais, j'ose affirmer que mes principes sont purs, et jusqu'au dernier soupir j'y serai fidèle. Quand mon petit James avait

la petite-vérole, ai-je permis à une mercenaire de le soigner? Non. » Le patient Clump se répand en complimens doucereux, et, poussant sa pointe à travers les interruptions, les protestations, les offres de sacrifices, les déclamations contre le neveu, finit par toucher terre. Il insinue délicatement qu'il faudrait mener la malade au grand air. « La vue de son horrible neveu rencontré dans le parc où l'on dit que le misérable se promène avec la complice endurcie de ses crimes, dit alors mistress Bute (laissant échapper le chat de l'égoïsme hors du sac de la dissimulation), lui causerait une telle secousse que nous aurions à la rapporter dans son lit. Elle ne doit pas sortir, monsieur Clump; elle ne sortira pas, aussi longtemps que je serai là pour veiller sur elle. Et quant à *ma* santé, qu'importe? je la sacrifie de bon cœur, monsieur; je l'immole sur l'autel de mon devoir. » Il est clair que l'auteur en veut à mistress Bute et aux captateurs d'héritages. Il lui prête des gestes ridicules, des phrases pompeuses, une hypocrisie transparente, grossière et bruyante. Le lecteur éprouve de la haine et du dégoût pour elle à mesure qu'elle parle. Il voudrait la démasquer; il est content de la voir pressée, acculée, prise par les manœuvres polies de son adversaire, et se réjouit avec l'auteur, qui lui arrache et lui souligne la confession honteuse de sa grimace et de son avidité.

Arrivée à cet endroit, la réflexion satirique quitte la forme littéraire. Pour mieux se déployer, elle s'étale seule. Thackeray vient en son propre nom attaquer le vice. Nul auteur n'est plus fécond en dissertations; il entre à chaque instant dans son récit pour nous tancer ou nous instruire, il ajoute la morale de théorie à la morale en action. On pourrait extraire de ses romans un ou deux volumes d'essais à la façon de La Bruyère ou d'Addison. Il y en a sur l'amour, sur la vanité, sur l'hypocrisie, sur la bassesse, sur toutes les vertus, sur tous les vices, et en tournant quelques pages, on en trouvera un sur les comédies d'héritages et sur les parens trop empressés.

« Quelle dignité donne à une vieille dame un compte ouvert chez son banquier! Avec quelle tristesse nous regardons ses imperfections si elle est notre parente (et puisse chaque lecteur avoir une vingtaine de telles parentes!). Qui de nous ne la juge une bonne et excellente vieille? Comme le nouvel associé de Hobs et Dobs sourit en la reconduisant à sa voiture blasonnée, garnie du gros cocher asthmatique! Comme nous savons, lorsqu'elle vient nous rendre visite, découvrir l'occasion d'apprendre à nos amis sa position dans le monde! Nous leur disons (et avec une parfaite sincérité) : Je voudrais avoir la signature de miss Mac-Whirter pour un bon de cinq mille guinées. — Elle ne serait pas à court, dit votre femme. — Elle est ma tante, dites-vous d'un air aisé, insouciant, quand votre ami vous demande si par hasard elle ne serait pas votre parente. — Votre femme lui envoie à chaque

instant de petits témoignages d'affection; vos petites filles font pour elle un nombre infini de paniers en tapisserie, de coussins, de tabourets. Quel bon feu dans la chambre lorsqu'elle vient vous rendre visite! Votre femme s'en passe quand elle lace son corset. La maison pendant tout le temps de cette visite prend un air propre, agréable, comfortable, joyeux, un air de fête qu'elle n'a point en d'autres saisons. Vous-même, mon cher monsieur, vous oubliez d'aller dormir après dîner, et vous vous trouvez tout d'un coup (quoique vous perdiez invariablement) très amoureux du whist. Quels bons dîners vous offrez! Du gibier tous les jours, du madère-malvoisie, et régulièrement du poisson de Londres. Les gens de cuisine eux-mêmes prennent part à la prospérité générale. Je ne sais pas comment la chose arrive, mais pendant le séjour du gros cocher de miss Mac-Whirter la bière est devenue beaucoup plus forte, et dans la chambre des enfans (où sa bonne prend ses repas) la consommation du thé et du sucre n'est plus surveillée du tout. Cela est-il vrai ou non? J'en appelle aux classes moyennes. Ah! pouvoirs célestes! que ne m'envoyez-vous une vieille tante, — une tante fille, — une tante avec une voiture blasonnée et un chapeau couleur café clair! — Comme mes enfans broderaient pour elle des sacs à ouvrage! comme ma Julia et moi nous serions aux petits soins pour elle! Douce, — douce vision! — O vain, trop vain rêve! »

Il n'y a pas à se méprendre. Le lecteur le plus décidé à ne pas être averti est averti. Quand nous aurons une tante à grosse succession, nous estimerons à leur juste valeur nos attentions et notre tendresse. L'auteur a pris la place de notre conscience, et le roman, transformé par la réflexion, devient une école de mœurs.

On fouette très fort dans cette école; c'est le goût anglais. Des goûts et des verges, il ne faut pas disputer; mais sans disputer on peut comprendre, et le plus sûr moyen de comprendre le goût anglais est de l'opposer au goût français.

Je vois chez nous, dans un salon de gens d'esprit ou dans un atelier d'artistes, vingt personnes vives : elles ont besoin de s'amuser, c'est là leur fond. Vous pouvez leur parler de la scélératesse humaine, mais c'est à la condition de les divertir. Si vous vous mettez en colère, elles seront choquées; si vous faites la leçon, elles bâilleront. Riez, c'est ici la règle, non pas cruellement et par inimitié visible, mais par belle humeur et par agilité d'esprit. Cet esprit si leste veut agir; pour lui, la rencontre d'une bonne sottise est la rencontre d'une bonne fortune. Comme une flamme légère, il glisse et gambade par subites échappées sur la surface effleurée des objets. Contentez-le en l'imitant, et pour plaire à des gens gais, soyez gai. — Soyez poli, c'est le second commandement, tout semblable à l'autre. Vous parlez à des gens sociables, délicats, vaniteux, qu'il faut ménager et flatter. Vous les blesseriez en essayant d'emporter leur conviction de force, à coups pressés d'argumens solides, par

un étalage d'éloquence et d'indignation. Faites-leur assez d'honneur pour supposer qu'ils vous entendent à demi-mot, qu'un sourire indiqué vaut pour eux un syllogisme établi, qu'une fine allusion entrevue au vol les touche mieux que la lourde invasion d'une grosse satire géométrique. — Songez enfin (ceci entre nous) qu'en politique comme en religion, depuis mille ans, ils sont très gouvernés, trop gouvernés, que lorsqu'on est gêné, on a envie de ne plus l'être, qu'un habit trop étroit craque aux coudes et ailleurs. Volontiers ils sont frondeurs, volontiers ils entendent insinuer les choses défendues, et souvent par abus de logique, par entraînement, par vivacité, par mauvaise humeur, ils frappent la société à travers le gouvernement, à travers la religion, la morale. Ce sont des écoliers tenus trop longtemps sous la férule; ils cassent les vitres en ouvrant les portes. Je n'ose pas vous exhorter à leur plaire; je remarque seulement que pour leur plaire un grain d'humeur séditieuse ne nuit pas.

Je franchis sept lieues de mer, et me voici dans une grande salle sévère, garnie de bancs multipliés, ornée de becs de gaz, balayée, régulière, club de controverses ou temple de sermons. Il y a là cinq cents longues figures, tristes, raides (1), et au premier coup d'œil il est clair qu'elles n'y sont point pour s'amuser. Dans ce pays, un tempérament plus grossier, surchargé d'une nourriture plus lourde et plus forte, a ôté aux impressions leur mobilité rapide, et la pensée, moins facile et moins prompte, a perdu avec sa vivacité sa gaieté. Si vous raillez devant eux, songez que vous parlez à des hommes attentifs, concentrés, capables de sensations durables et profondes, incapables d'émotions changeantes et soudaines. Ces visages immobiles et contractés veulent garder la même attitude : ils répugnent aux sourires fugitifs et demi-formés, ils ne savent se détendre, et leur rire est une convulsion aussi raide que leur gravité. N'effleurez pas, appuyez; ne glissez pas, enfoncez; ne jouez pas, frappez; comptez que vous devez remuer violemment des passions violentes, et qu'il faut des secousses pour mettre ces nerfs en action. — Comptez encore que vos gens sont des esprits pratiques, amateurs de l'utile, qu'ils viennent ici pour être instruits, que vous leur devez des vérités solides, que leur bon sens un peu étroit ne s'accommode point d'improvisations aventureuses, ni d'indications hasardées, qu'ils exigent des réfutations développées et des explications complètes, et qu'ils n'ont payé leur billet d'entrée que pour écouter des conseils applicables et de la satire prouvée. Leur tempérament vous

(1) « Their usual english expression of intense gloom, and subdued agony. » (Thackeray, *the Book of Snobs.*)

demande des émotions fortes; leur esprit vous demande des démonstrations précises. Pour plaire à leur tempérament, il ne faut point égratigner, mais supplicier le vice; pour plaire à leur esprit, il ne faut point railler par des saillies, mais par des raisonnemens. — Encore un mot : là-bas, au milieu de l'assemblée, regardez ce livre doré, magnifique, royalement posé sur un coussin de velours. C'est la Bible; il y a autour d'elle cinquante moralistes qui dernièrement se sont donné rendez-vous au théâtre, et ont chassé à coups de pommes un acteur coupable d'avoir pour maîtresse la femme d'un bourgeois. Si du bout du doigt, avec toutes les salutations et tous les déguisemens du monde, vous touchez un seul des feuillets sacrés ou la plus petite des convenances morales, à l'instant cinquante mains accrochées au collet de votre habit vous mettront à la porte. Devant des Anglais, il faut être Anglais; avec leur passion et leur bon sens, prenez leurs lisières. Ainsi enfermée dans les vérités reconnues, votre satire deviendra plus âpre, et ajoutera le poids de la croyance publique à la pression de la logique et à la force du ressentiment.

Nul écrivain ne fut mieux doué que Thackeray pour ce genre de satire; c'est que nulle faculté n'est plus propre à ce genre de satire que la réflexion. La réflexion, c'est l'attention concentrée, et l'attention concentrée centuple la force et la durée des émotions. Celui qui s'est enfoncé dans la contemplation du vice ressent de la haine pour le vice, et l'intensité de sa haine a pour mesure l'intensité de sa contemplation. Au premier instant, la colère est un vin généreux qui enivre et qui exalte; conservée et enfermée, elle devient une liqueur qui brûle tout ce qu'elle touche, et corrode jusqu'au vase qui la contient. De tous les satiriques, Thackeray, après Swift, est le plus triste. Ses compatriotes eux-mêmes (1) lui ont reproché de peindre le monde plus laid qu'il n'est. L'indignation, la douleur, le mépris, le dégoût, sont ses sentimens ordinaires. Lorsqu'il s'en écarte et imagine des âmes tendres, il exagère leur sensibilité pour rendre leur oppression plus odieuse; l'égoïsme qui les brise paraît horrible, et leur douceur résignée est une mortelle injure contre leurs tyrans; c'est la même haine qui a calculé la bonté des victimes et la dureté des persécuteurs (2). — Cette colère exaspérée par la réflexion est encore armée par la réflexion. On voit qu'il n'est pas emporté par une indignation ou par une pitié passagère. Il s'est maîtrisé avant de parler. Il a pesé plusieurs fois la coquinerie qu'il va décrire. Il en possède les motifs, l'espèce, les suites, comme un naturaliste ses

(1) Dans la *Revue d'Édimbourg*.
(2) Rôle d'Amelia dans *Vanity Fair*. — Rôle du colonel Newcome. *The Newcomes*.

classifications. Il est sûr de son jugement, et l'a mûri. Il punit en homme convaincu, qui tient sur sa table une liasse de preuves, qui n'avance rien sans un document ou un raisonnement, qui a prévu toutes les objections et réfuté toutes les excuses, qui ne pardonnera jamais, qui a raison d'être inflexible, qui a conscience de sa justice, et qui appuie sa sentence et sa vengeance de toutes les forces de la méditation et de l'équité. L'effet de cette haine justifiée et contenue est accablant. Lorsqu'on achève de lire les romans de Balzac, on éprouve le plaisir d'un naturaliste promené dans un hôpital à travers une belle collection de maladies. Lorsqu'on achève de lire Thackeray, on éprouve le saisissement d'un étranger amené devant le matelas de l'amphithéâtre le jour où l'on pose les moxas et où l'on fait les amputations.

En pareil cas, l'arme la plus naturelle est l'ironie sérieuse, car elle témoigne d'une haine réfléchie : celui qui l'emploie supprime son premier mouvement; il feint de parler contre lui-même, et se maîtrise jusqu'à prendre le parti de son adversaire. D'autre part, cette attitude pénible et voulue est le signe d'un mépris excessif; la protection apparente qu'on prête à son ennemi est la pire des insultes. Il semble qu'on lui dise : « J'ai honte de vous attaquer; vous êtes si faible, que même avec un appui vous tombez; vos raisons sont votre opprobre, et vos excuses sont votre condamnation. » Aussi, plus l'ironie est grave, plus elle est forte; plus on met de soin à défendre son ennemi, plus on l'avilit; plus on paraît l'aider, plus on l'écrase. C'est pourquoi le sarcasme sérieux de Swift est terrible; on croit qu'il salue, et il tue; son approbation est une flagellation. Entre ses élèves, Thackeray est le premier. Plusieurs chapitres dans *le Livre des Snobs* (1), par exemple celui des *snobs* littéraires, sont dignes de *Gulliver*. L'auteur vient de passer en revue tous les *snobs* d'Angleterre : que va-t-il dire de ses frères, les *snobs* littéraires? Osera-t-il en parler? Certainement. Mon cher et excellent lecteur, ne savez-vous pas que Brutus fit couper la tête à ses propres fils? En vérité, vous auriez bien mauvaise opinion de la littérature moderne et des modernes littérateurs, si vous doutiez qu'un seul d'entre nous hésitât à enfoncer un couteau dans le corps de son confrère en cas de besoin public.

« Mais le fait est que dans la profession de littérateur il n'y a point de *snobs*. Regardez de tous côtés dans toute l'assemblée des écrivains anglais, et je vous défie d'y montrer un seul exemple de vulgarité, ou d'envie, ou de présomption. — Hommes et femmes, tous, autant que j'en connais, sont

(1) *Snob*, mot d'argot intraduisible, désignant un homme « qui admire bassement des choses basses. »

modestes dans leur maintien, élégans dans leurs manières, irréprochables dans leur vie, et honorables dans leur conduite soit entre eux, soit à l'égard du monde. — Il n'est pas impossible peut-être que (par hasard) vous entendiez un littérateur dire du mal de son frère; mais pourquoi? Par malice? Point du tout. Par envie? En aucune façon. Simplement par amour de la vérité et par devoir public. Supposez par exemple que, tout bonnement, j'indique un défaut dans la personne de mon ami M. Punch, et que je dise que M. Punch est bossu, que son nez et son menton sont plus crochus que le nez et le menton de l'Apollon et de l'Antinoüs; ceci prouve-t-il que je veuille du mal à M. Punch? Pas le moins du monde. C'est le devoir du critique de montrer les défauts aussi bien que les mérites, et invariablement il accomplit son devoir avec la plus entière sincérité et la plus parfaite douceur. — Le sentiment de l'égalité et de la fraternité entre les auteurs m'a toujours frappé comme une des plus aimables qualités distinctives de cette classe. C'est parce que nous nous apprécions et nous nous respectons les uns les autres que le monde nous respecte si fort, que nous tenons un si bon rang dans la société et que nous nous y comportons d'une manière si irréprochable. La littérature est si fort en honneur en Angleterre, qu'il y a une somme d'environ douze cents guinées par an mise de côté pour pensionner les personnes de cette profession. C'est un grand honneur pour eux, et aussi une preuve que leur condition est généralement prospère et florissante. Ils sont ordinairement si riches et si économes, qu'il n'y a presque point besoin d'argent pour les aider. »

On est tenté de se méprendre, et pour entendre ce passage on a besoin de se rappeler que, dans une société aristocratique et marchande, sous le culte de l'argent et l'adoration du rang, le talent pauvre et roturier est traité comme l'exigent sa roture et sa pauvreté (1). Ce qui rend ces ironies encore plus fortes, c'est la durée: il y en a qui se prolongent pendant un roman entier, par exemple celui des *bottes fatales*. Un Français ne pourrait continuer aussi longtemps le sarcasme. Il s'échapperait à droite ou à gauche par des émotions différentes, il changerait de visage et ne soutiendrait pas une attitude si fixe, indice d'une animosité si décidée, si calculée et si amère. Il y a des caractères que Thackeray développe pendant trois volumes, Blanche Amory, Rebecca Sharp, et dont il ne parle jamais sans insulte; toutes deux sont des coquines, et jamais il ne les introduit sans les combler de tendresses : la chère Rebecca! la tendre Blanche! La tendre Blanche est une jeune fille sentimentale et littéraire, obligée de vivre avec des parens qui ne la comprennent pas. Elle souffre tant, qu'elle les ridiculise tout haut devant tout le monde; elle est si opprimée par la sottise de sa mère et de son beau-père, qu'elle ne perd pas une occasion de leur faire sentir leur stupidité. En bonne

(1) « L'esprit et le génie perdent vingt-cinq pour cent de leur valeur en abordant en Angleterre. » (Stendhal.)

conscience, peut-elle faire autrement? Ne serait-ce point de sa part un manque de sincérité que d'affecter une gaieté qu'elle n'a pas, ou un respect qu'elle ne peut ressentir? On comprend que la pauvre enfant ait besoin de sympathie; en quittant les poupées, ce cœur aimant s'est épris d'abord de Trenmor, de Sténio, du prince Djalma et autres héros des romanciers français. Hélas! le monde imaginaire ne suffit pas aux âmes blessées, et le désir de l'idéal, pour s'assouvir, se rabaisse enfin jusqu'aux êtres de la terre. A onze ans, Mlle Blanche eut une inclination pour un petit savoyard, joueur d'orgue à Paris, qu'elle crut un jeune prince enlevé; à douze ans, un vieux et hideux maître de dessin agita son cœur vierge; à treize ans, à l'institution de Mme de Caramel, elle eut une correspondance avec deux jeunes écoliers du collége Charlemagne. Chère âme délaissée, ses pieds délicats se sont déjà froissés aux sentiers de la vie; chaque jour ses illusions s'effeuillent, et c'est en vain qu'elle les consigne en vers, dans un petit livre relié de velours bleu avec un fermoir d'or, intitulé : *Mes Larmes*. Dans cet isolement, que faire? Elle s'enthousiasme pour les jeunes filles qu'elle rencontre, elle ressent à leur vue une attraction magnétique, elle devient leur sœur, sauf à les mettre de côté demain, comme une vieille robe : nous ne commandons pas à nos sentimens, et rien n'est plus beau que le naturel. Du reste, comme l'aimable miss a beaucoup de goût, l'imagination vive, une inclination poétique pour le changement, elle tient sa femme de chambre, Pincott, à l'ouvrage nuit et jour. En personne délicate, vraie *dilettante* et amateur du beau, elle la gronde pour ses yeux battus et son visage pâle. Là-dessus, pour l'encourager, elle lui dit avec ses ménagemens et sa franchise ordinaires : « Pincott, je vous renverrai, car vous êtes beaucoup trop faible, et vos yeux vous manquent, et vous êtes toujours à gémir, à pleurnicher, à demander le médecin; mais je sais que vos parens ont besoin de vos gages, et je vous garde pour l'amour d'eux! — Pincott, votre air misérable et vos façons serviles me donnent vraiment la migraine. Je crois que je vous ferai mettre du rouge. — Pincott, vos parens meurent de faim; mais si vous me tiraillez ainsi les cheveux, je vous prierai de leur écrire et de leur dire que je n'ai plus besoin de vos services. » Cette pécore de Pincott n'apprécie pas son bonheur. Peut-on être triste quand on sert un être aussi supérieur que miss Blanche? Quelle joie de lui fournir des sujets de style! car, il faut bien l'avouer, miss Blanche n'a pas dédaigné d'écrire une charmante pièce de vers sur la petite servante arrachée au foyer paternel, hôte attristé d'une terre étrangère. Hélas! le plus petit événement suffit pour blesser ce cœur trop sensible. A la moindre émotion, ses larmes coulent, ses sentimens frémissent, comme un papillon délicat qu'on écrase dès qu'on le touche. La voilà

qui passe, aérienne, les yeux au ciel, un faible sourire arrêté sur ses lèvres roses, touchante sylphide, si consolante pour tous ceux qui l'entourent que chacun la souhaite au fond d'un puits.

Un degré ajouté à l'ironie sérieuse produit la caricature sérieuse. Ici comme tout à l'heure, l'auteur plaide les raisons du prochain; la seule différence est qu'il les plaide avec trop de chaleur; c'est une insulte sur une insulte. A ce titre, elle abonde dans Thackeray. Quelques-uns de ses grotesques sont énormes, par exemple M. Alcide de Mirobolan, cuisinier français, artiste en sauces, qui déclare sa flamme à miss Blanche au moyen de tartes symboliques, et se croit un *gentleman;* Mme la majoresse O'Dowd, sorte de grenadier en bonnet, la plus pompeuse et la plus bavarde des Irlandaises, occupée à régenter le régiment et à marier bon gré mal gré les célibataires; miss Briggs, vieille dame de compagnie, née pour recevoir des affronts, faire des phrases et verser des larmes; le docteur qui prouve à ses élèves mauvais latinistes que l'habitude des barbarismes conduit à l'échafaud. Ces difformités calculées n'excitent qu'un rire triste. On aperçoit toujours derrière la grimace du personnage l'air sardonique du peintre, et l'on conclut à la bassesse et à la stupidité du genre humain. D'autres figures, moins grossies, ne sont point cependant plus naturelles. On voit que l'auteur les jette exprès dans des sottises palpables et dans des contradictions marquées. Telle est miss Crawley, vieille fille immorale et libre-penseuse, qui loue les mariages disproportionnés et tombe en convulsions quand à la page suivante son neveu en fait un, qui appelle Rebecca Sharp son égale, et au même instant lui dit d'apporter les pincettes, qui, apprenant le départ de sa favorite, s'écrie avec désespoir : « Bonté du ciel! qui est-ce qui maintenant va me faire mon chocolat? » Telle est mistress Hoggarty, excellente femme, qui, ayant ruiné son neveu, s'écrie de la meilleure foi du monde que le misérable a voulu ruiner sa tante, et se plaint au ciel et aux hommes d'avoir réchauffé une vipère dans son sein. Ce style fait rire, si l'on veut, mais d'un rire triste. On vient d'apprendre que l'homme est hypocrite, injuste, tyrannique, aveugle. Affligé, on se retourne vers l'auteur, et l'on ne voit sur ses lèvres que des sarcasmes, sur son front que du chagrin.

Cherchons bien; peut-être en des sujets moins graves trouverons-nous quelque occasion de franc rire. Considérons, non plus une coquinerie, mais une mésaventure : une coquinerie révolte, une mésaventure peut amuser. Il n'en est rien; jusque dans un amusement, la satire ici conserve sa force, parce que la réflexion conserve ici son intensité. Il y a dans la drôlerie anglaise un sérieux, un effort, une application étonnante, et leurs folies comiques sont composées avec autant de science que leurs sermons. La puissante attention décom-

pose son objet en toutes ses parties, et le reproduit avec une minutie, un relief qui font illusion. Swift décrit la contrée des chevaux parlans, la politique de Lilliput, les inventeurs de l'Ile-Volante, avec des détails aussi précis et aussi concordans qu'un voyageur expérimenté, explorateur exact des mœurs et du pays. Ainsi soutenus, le monstre impossible et le grotesque littéraire entrent dans la vie réelle, et le fantôme de l'imagination prend la consistance des objets que nous touchons. Thackeray porte dans la farce cette gravité imperturbable, cette solidité de conception et ce talent d'illusion. Regardez une de ses thèses morales : il veut prouver que dans le monde il faut se conformer aux usages reçus, et transforme ce lieu commun en une anecdote orientale. Comptez les détails de mœurs, de géographie, de chronologie, de cuisine, la désignation mathématique de chaque objet, de chaque personne et de chaque geste, la lucidité d'imagination, la profusion de vérités locales; vous comprendrez pourquoi sa moquerie vous frappe d'une impression si originale et si poignante, et vous y retrouverez le même degré d'étude et la même énergie d'attention que dans les ironies et dans les exagérations précédentes; son enjouement est aussi réfléchi et aussi fort que sa haine; il a changé d'attitude, il n'a point changé de faculté.

« J'ai une aversion naturelle pour l'*égotisme*, et je déteste infiniment l'habitude de se louer soi-même; mais je ne puis m'empêcher de raconter ici une anecdote qui éclaire le point en question, et où j'ai agi, je crois, avec une remarquable présence d'esprit.

« Étant à Constantinople il y a quelques années pour une mission délicate (les Russes jouaient un double jeu, et de notre côté il devint nécessaire d'envoyer un négociateur supplémentaire), Leckerbiff, pacha de Roumélie, alors premier *galéongi* de la Porte, donna un banquet diplomatique dans son palais d'été à Bukjédéré. J'étais à la gauche du galéongi, et l'agent russe, le comte de Diddlof, était à sa droite. Diddlof est un dandy qui mourrait de respirer une rose malade. Il avait essayé de me faire assassiner trois fois dans le cours de la négociation; mais naturellement nous étions amis en public, et nous échangions des saluts de la façon la plus cordiale et la plus charmante.

« Le galéongi est, ou plutôt était (car hélas! un lacet lui a serré le cou) un fidèle sectateur du parti turc. Nous dînâmes avec nos doigts, et nous eûmes des quartiers de pain pour vaisselle. La seule innovation qu'il admit était l'usage des liqueurs européennes, et il s'y livrait avec un grand goût. Il mangeait énormément. Parmi les plats il y en eut un très vaste qu'on plaça devant lui, un agneau apprêté dans sa laine, bourré d'ail, d'assa fœtida, de pimens et autres assaisonnemens, le plus abominable mélange que jamais mortel ait flairé ou goûté. Le galéongi en mangea énormément; suivant la coutume orientale, il insistait pour servir ses amis à droite et à gauche, et quand il arrivait à un morceau particulièrement épicé, il l'enfonçait de ses propres mains jusque dans le gosier de ses convives.

« Je n'oublierai jamais le regard du pauvre Diddlof, quand son excellence, ayant roulé en boule un gros paquet de cette mixture, et s'écriant *tuk, tuk* (c'est très bon), administra l'horrible pilule à Diddlof. Les yeux du Russe roulèrent effroyablement au moment où il la reçut. Il l'avala avec une grimace qui annonçait une convulsion imminente, et saisissant à côté de lui une bouteille qu'il croyait du sauterne, mais qui se trouva être de l'eau-de-vie française, il en but près d'une pinte avant de reconnaître son erreur. Ce coup l'acheva. Il fut emporté presque mort de la salle à manger et déposé au frais dans une maison d'été sur le Bosphore.

« Quand mon tour vint, j'avalai le condiment avec un sourire, je dis *Bismillah*, et je léchai mes lèvres avec un air de contentement aimable; puis, quand on servit le plat voisin, j'en fis moi-même une boule avec tant de dextérité et je la fourrai dans le gosier du vieux galéongi avec tant de grâce, que son cœur fut gagné. La Russie fut mise d'emblée hors de cause, et le *traité de Kabobanople fut signé*. Quant à Diddlof, tout était fini pour lui; il fut rappelé à Saint-Pétersbourg, et sir Roderick Murchison le vit, sous le n° 3,967, travaillant aux mines de l'Oural. »

L'anecdote évidemment est authentique, et quand Defoë racontait l'apparition de mistress Veal, il n'imitait pas mieux le style d'un procès-verbal.

Cette réflexion si attentive est une source de tristesse. Pour se divertir des passions humaines, il faut les considérer en curieux, comme des marionnettes changeantes, ou en savant, comme des rouages réglés, ou en artiste, comme des ressorts puissans. Si vous ne les observez que comme vertueuses ou vicieuses, vos illusions perdues vous enchaîneront dans des pensées noires, et vous ne trouverez en l'homme que faiblesse et que laideur. C'est pourquoi Thackeray déprécie notre nature tout entière. Il fait dans le roman ce que Hobbes fit en philosophie. Presque toujours, lorsqu'il décrit de beaux sentimens, il les dérive d'une vilaine source. La tendresse, la bonté, l'amour sont dans ses personnages un effet des nerfs, de l'instinct, ou d'une maladie morale. Amelia Sedley, sa favorite et l'un de ses chefs-d'œuvre, est une pauvre petite femme, pleurnicheuse, incapable de réflexion et de décision, aveugle, adoratrice exaltée d'un mari égoïste et grossier, toujours sacrifiée par sa volonté et par sa faute, dont l'amour se compose de sottise et de faiblesse, souvent injuste, habituée à voir faux, et plus digne de compassion que de respect. Lady Castlewood, si bonne et si tendre, se trouve éprise, comme Amelia, d'un rustre buveur et imbécile, et sa jalousie sauvage, exercée contre sa fille, implacable contre son mari, épanchée violemment en paroles cruelles, montre que son amour vient, non de la vertu, mais du tempérament. Hélène Pendennis, le modèle des mères, est une prude provinciale un peu niaise, d'éducation étroite, jalouse aussi et portant dans sa jalousie toute la dureté du puritanisme et de la passion.

Elle s'évanouit en apprenant que son fils a une maîtresse : c'est une action « odieuse, abominable, horrible; » elle voudrait que « son enfant fût mort avant d'avoir commis ce crime. » Toutes les fois qu'on lui parle de la petite Fanny, « son visage prend une expression cruelle et inexorable. » Rencontrant Fanny au chevet du jeune homme malade, elle la chasse comme une prostituée et comme une servante. L'amour maternel, chez elle comme chez toutes les autres, est un aveuglement incurable; son fils est son dieu; à force d'adoration, elle trouve le moyen de le rendre insupportable et malheureux. Quant à l'amour des hommes pour les femmes, si on le juge d'après les peintures de l'auteur, on ne peut éprouver pour lui que de la compassion, et voir en lui que du ridicule. A un certain âge (1), selon Thackeray, la nature parle; quelqu'un se rencontre; sot ou non, bon ou mauvais, on l'adore : c'est une fièvre. A six mois, les chiens ont leur maladie; l'homme a la sienne à vingt ans. Si l'on aime, ce n'est point que la personne soit aimable, c'est qu'on a besoin d'aimer. « Croyez-vous que vous boiriez, si vous n'aviez pas soif, ou que vous mangeriez, si vous n'aviez pas faim ? » Il raconte l'histoire de cette faim et de cette soif avec une verve amère. Il a l'air d'un homme dégrisé qui se moquerait de l'ivresse. Il explique tout au long, d'un ton demi-sarcastique, les sottises du major Dobbin pour Amelia, comment le major achète les mauvais vins du père d'Amelia, comment il presse les postillons, réveille les valets, persécute ses amis pour revoir Amelia plus vite, comment, après dix ans de sacrifices, de tendresse, de services, il se voit préférer le vieux portrait d'un mari infidèle, grossier, égoïste et défunt. Le plus triste de ces récits est celui du premier amour de Pendennis : miss Fotheringay, l'actrice qu'il aime, personne positive, bonne ménagère, a l'esprit et l'instruction d'une servante de cuisine. Elle parle au jeune homme du beau temps qu'il fait et du pudding qu'elle vient de préparer : Pendennis découvre dans ces deux phrases une profondeur d'intelligence étonnante et une majesté d'abnégation surhumaine. Il demande à miss Fotheringay, qui vient de jouer Ophélie, si Ophélie est amoureuse d'Hamlet. « Moi, amoureuse de ce petit cabotin rabougri, Bingley ! » Pen explique qu'il s'agit de l'Ophélie de Shakspeare. « Bien, il n'y a pas d'offense; mais pour Bingley, je n'en donnerais pas ce verre de punch. » Et elle avale le verre plein. — Pen la questionne sur Kotzebue : « Kotzebue! qui est-ce? — L'auteur de la pièce où vous avez joué si admirablement. — Je ne savais pas; le nom de l'homme au commencement du volume est Thompson. » Pen est ravi de cette simplicité adorable : « Pendennis, Pendennis! comme elle a dit ce nom!... Émilie, Émilie!

(1) *Pendennis*, t. III, page 111.

qu'elle est bonne, qu'elle est noble, qu'elle est belle, qu'elle est parfaite! » Le premier volume roule tout entier sur ce contraste; il semble que Thackeray dise à ses lecteurs : Mes chers confrères en humanité, nous sommes des coquins quarante-neuf jours sur cinquante; le cinquantième, si nous échappons à l'orgueil, à la vanité, à la méchanceté, à l'égoïsme, c'est que nous tombons en fièvre chaude; notre folie fait notre dévouement.

Pourtant, à moins d'être Swift, il faut bien aimer quelque chose; on ne peut pas toujours blesser et détruire, et le cœur, lassé de mépris et de haine, a besoin de se reposer dans l'éloge et l'attendrissement. D'un autre côté, blâmer un défaut, c'est louer la qualité contraire, et l'on ne peut immoler une victime sans bâtir un autel; ce sont les circonstances qui désignent l'une, ce sont les circonstances qui élèvent l'autre, et le moraliste qui combat le vice dominant de son pays et de son siècle prêche la vertu contraire au vice de son siècle et de son pays. Dans une société aristocratique et marchande, ce vice est l'égoïsme et l'orgueil; Thackeray exaltera donc la douceur et la tendresse. Que l'amour et la bonté soient aveugles, instinctifs, déraisonnables, ridicules, peu lui importe; tels qu'ils sont, il les adore, et il n'y a pas de plus singulier contraste que celui de ses héros et de son admiration. Il fait des sottes et s'agenouille devant elles; l'artiste en lui contredit le commentateur; le premier est ironique, le second est louangeur; le premier met en scène les niaiseries de l'amour, le second en fait le panégyrique; le haut de la page est une satire en action, le bas de la page est un dithyrambe en tirades. Les complimens qu'il prodigue à Amelia Sedley, à Hélène Pendennis, à Laura, sont infinis; jamais auteur n'a fait plus visiblement et plus obstinément la cour à ses femmes : il leur immole les hommes, non pas une fois, mais cent. « Très vraisemblablement les pélicans aiment à saigner sous le bec égoïste de leurs petits. Il est certain que c'est le goût des femmes. Il doit y avoir dans la douleur du sacrifice une sorte de plaisir que les hommes ne comprennent pas... Ne méprisons pas ces instincts parce que nous ne pouvons les sentir. Les femmes ont été faites pour notre bien-être et notre agrément, messieurs, — comme toute la troupe des animaux inférieurs. — Que ce soit un mari fainéant, un fils dissipateur, un bien-aimé garnement de frère, comme leurs cœurs sont prêts à répandre sur lui leurs trésors de tendresse! Et comme nous sommes prêts, de notre part, à leur fournir abondamment cette sorte de jouissance! A peine y a-t-il un de mes lecteurs qui n'ait administré du plaisir sous cette forme à ses femmes, et ne les ait régalées du contentement de lui pardonner! » Lorsqu'il entre dans la chambre d'une bonne mère ou d'une jeune fille honnête, il baisse les yeux comme à la porte d'un sanc-

tuaire. En présence de Laura résignée, pieuse, il s'arrête. « Comme elle faisait son devoir en silence, et que, pour obtenir la force de l'accomplir, elle priait toujours seule et loin de tous les regards, nous aussi nous devons nous taire sur des vertus qui s'offensent du grand jour, pareilles à des roses qui ne sauraient fleurir dans une salle de bal. » Comme Dickens, il a le culte de la famille, des sentimens tendres et simples, des contentemens tranquilles et purs qu'on goûte au coin du foyer domestique, entre un enfant et une femme. Lorsque ce misanthrope si réfléchi et si âpre rencontre un épanchement filial ou une douleur maternelle, il est blessé à l'endroit sensible, et, comme Dickens, il fait pleurer (1).

On a des ennemis parce qu'on a des amis, et des aversions parce qu'on a des préférences. Si l'on préfère la bonté dévouée et les affections tendres, on prend en aversion l'arrogance et la dureté; la cause de l'amour est aussi la cause de la haine, et le sarcasme, comme la sympathie, est la critique d'une forme sociale et d'un vice public. C'est pourquoi les romans de Thackeray sont une guerre contre l'aristocratie. Comme Rousseau, il a loué les mœurs simples et affectueuses; comme Rousseau, il hait la distinction des rangs.

Il a écrit là-dessus un livre entier, sorte de pamphlet moral et demi-politique, *le Livre des Snobs*. Nous n'avons pas le mot, parce que nous n'avons pas la chose. Enfant des sociétés aristocratiques, le *snob*, perché sur son barreau dans la grande échelle, respecte l'homme du barreau supérieur et méprise l'homme du barreau inférieur, sans s'informer de ce qu'ils valent, uniquement en raison de leur place; du fond du cœur, il trouve naturel de baiser les bottes du premier et de donner des coups de pied au second. Thackeray énumère tout au long les suites de cette habitude. Écoutez la conclusion :

« Je ne puis supporter cela plus longtemps. — Cette diabolique invention des mœurs nobiliaires, qui tue la bonté naturelle et l'amitié honnête! juste fierté, n'est-ce pas? rang et préséance? Bon Dieu! La table des rangs et des distinctions est un mensonge, et devrait être jetée dans le feu. Organiser les rangs et les préséances! cela était bon pour les maîtres de cérémonies des anciens âges. Vienne maintenant quelque grand-maréchal pour organiser l'*égalité!* »

Puis il ajoute avec un bon sens, une âpreté et une familiarité tout anglaises :

« Si jamais nos cousins les Smigmags m'invitaient en même temps que

(1) Voyez, par exemple, dans *The Great Hoggarty Diamond*, 121, la mort du petit enfant. — Dans *le Livre des Snobs*, voyez la dernière ligne : *Fun is good, truth is still better, and love best of all.*

lord Longues-Oreilles, je saisirais une occasion après dîner, et je lui dirais avec la plus grande bonhomie du monde : « Monsieur, la fortune vous a fait cadeau de plusieurs milliers de guinées de revenu. L'ineffable sagesse de nos ancêtres vous a placé au-dessus de moi comme chef et législateur héréditaire. Notre admirable constitution (l'orgueil des Anglais et l'envie des nations voisines) m'oblige à vous recevoir comme mon sénateur, mon supérieur et mon tuteur. Votre fils aîné, Fitz-Hi-Han, est sûr d'un siége au parlement. Vos plus jeunes fils, les De Bray, daigneront consentir à être capitaines-gouverneurs et lieutenans-colonels, à nous représenter dans les cours étrangères, à accepter de bons bénéfices, quand il s'en présentera de convenables. Ces avantages, notre admirable constitution (l'orgueil des Anglais et l'envie, etc.) déclare qu'ils vous sont dus, sans tenir compte de votre imbécillité, de vos vices, de votre égoïsme, ou de votre incapacité et de votre parfaite extravagance. Si imbécile que vous soyez (et nous avons le droit de supposer que milord est un âne aussi justement que de prendre pour accordé qu'il est un patriote éclairé), si imbécile que vous soyez (je me répète), personne ne vous accusera d'une folie assez monstrueuse pour croire que vous soyez indifférent à votre bonne fortune, ou que vous ayez la moindre envie de la partager. Non, et tout patriotes que nous sommes, Smith et moi, si nous étions ducs, je ne doute pas que nous ne soyons les partisans de notre caste; mais Smith et moi nous ne sommes pas encore comtes. Nous ne croyons pas utile à l'armée de Smith que le jeune De Bray soit colonel à vingt-cinq ans, — aux relations diplomatiques de Smith que lord Longues-Oreilles soit ambassadeur à Constantinople, — à notre politique, que Longues-Oreilles y fourre son pied héréditaire. — Nous ne pouvons nous empêcher de voir, Longues-Oreilles, que nous valons autant que vous. Nous épelons même mieux que vous; nous sommes capables de raisonner aussi juste; nous ne voulons point vous avoir pour maître, ni cirer plus longtemps vos souliers. »

Cette opinion du politique ne fait que résumer les remarques du moraliste. S'il hait l'aristocratie, c'est moins parce qu'elle opprime que parce qu'elle corrompt l'homme; en déformant la vie sociale, elle déforme la vie privée; en instituant des injustices, elle institue des vices. Après avoir accaparé l'état, elle empoisonne l'âme, et Thackeray retrouve sa trace dans la perversité et dans la sottise de toutes les classes et de tous les sentimens.

Le roi ouvre cette galerie de portraits vengeurs. C'est George IV, « le premier gentilhomme du monde. » Ce grand monarque, si justement regretté, sut tailler des patrons d'habits, mener une voiture aussi bien qu'un cocher de Brighton et jouer du violon. Dans la vigueur de la jeunesse et dans le premier feu de l'invention, il inventa le punch au marasquin, une boucle de soulier et un pavillon chinois, le plus hideux bâtiment du monde. « Nous l'avons vu au théâtre de Drury-Lane, nous l'avons vu, l'unique! *le roi!* oui, le roi. Il y était. Les mangeurs de bœuf se tenaient devant la loge au-

guste. Le marquis de Steyne (lord du cabinet à poudre) et plusieurs autres grands officiers de l'état étaient debout derrière le fauteuil où il était assis, — où il était assis, sa face rouge toute fleurie, sa riche chevelure frisée, son noble ventre tendu en avant. — Comme on criait! comme on applaudissait! comme on agitait les mouchoirs! Les dames pleuraient, les mères embrassaient leurs enfans. Quelques-unes s'évanouirent. Oui, nous l'avons vu. La fortune ne peut plus maintenant nous priver de cette joie. D'autres ont vu Napoléon. Que ce soit notre juste orgueil devant notre postérité d'avoir contemplé George le Bon, George le Magnifique, George le Grand. »

Cher prince! la vertu émanée de son trône héroïque se répandait dans le cœur de tous ses courtisans. Qui jamais offrit un plus bel exemple que le marquis de Steyne? Ce seigneur, roi chez lui, a voulu prouver qu'il l'était. Il force sa femme à s'asseoir à table à côté de filles perdues, ses maîtresses. En vrai prince, il a pour ennemi principal son fils aîné, héritier présomptif du marquisat, qu'il laisse jeûner et qu'il engage à faire des dettes. En ce moment, il courtise une charmante personne, mistress Rebecca Crawley, qu'il aime pour son hypocrisie, son sang-froid et son insensibilité sans égales. Le marquis, à force d'avilir et de tyranniser ceux qui l'entourent, a fini par haïr et mépriser l'homme, il n'a plus de goût que pour les scélérats parfaits. Celle-ci le réveille, un jour même elle le transporte d'enthousiasme. Elle jouait Clytemnestre dans une charade, et son mari jouait Agamemnon; elle court au lit les yeux enflammés, l'épée prête, d'un tel air que chacun frémit. « *Brava! brava!* crie le vieux Steyne d'une voix stridente. Par Dieu, elle le ferait! » On voit qu'il a le sentiment du devoir conjugal. Sa conversation est d'une franchise touchante. « Je ne peux pas renvoyer ma pauvre chère Briggs, lui dit Rebecca. — Vous lui devez ses gages? — Bien plus; je l'ai ruinée. — Ruinée! Alors pourquoi ne la chassez-vous pas? » Du reste, *gentleman* accompli et d'une douceur engageante, il traite ses femmes en pacha, et ses paroles valent des coups de verge. Je recommande au lecteur la scène domestique où il donne l'ordre d'inviter mistress Rebecca Crawley. Lady Gaunt, sa belle-fille, dit qu'elle n'assistera pas au dîner, et restera chez elle. « Très bien! vous y trouverez les recors; cela me dispensera de prêter à vos parens et de voir vos airs tragiques. Qui êtes-vous pour donner des ordres ici? Vous n'avez pas d'argent; vous n'avez pas de cervelle. Vous étiez ici pour avoir des enfans, et vous n'en avez pas. Gaunt est las de vous. Votre belle-sœur est la seule de la famille qui ne vous souhaite point morte, parce que Gaunt se remarierait si vous l'étiez. Vous, prude! De grâce, madame, vous raconterai-je quelques petites anecdotes sur mylady Bareacres, votre maman? » Le reste est du même

style. Ses belles-filles, poussées à bout, disent qu'elles voudraient être mortes. Cette déclaration le met en joie, et il conclut par ce principe : « Ce temple de la vertu m'appartient, et si j'y invite tout Newgate ou tout Bedlam, par Dieu! ils y seront bien reçus. » L'habitude du despotisme fait les despotes, et le meilleur moyen de mettre des tyrans dans les familles, c'est de garder des nobles dans l'état.

Reposons-nous à contempler le gentilhomme de campagne. L'innocence des champs, les respects héréditaires, les traditions de famille, la pratique de l'agriculture, l'exercice des magistratures locales ont dû produire là des hommes probes, sensés, pleins de bonté et d'honnêteté, protecteurs de leur comté et serviteurs de leur pays. Sir Pitt Crawley leur offre un modèle; il a 100,000 francs de rente, deux siéges au parlement. Il est vrai que les deux siéges sont donnés par des bourgs pourris, et qu'il vend le second moyennant 1,500 louis par année. Il est excellent économe, et tond de si près ses fermiers, qu'il ne trouve pour locataires que des faillis. Entrepreneur de diligences, fournisseur du gouvernement, concessionnaire de mines, il paie si mal ses agens et épargne si fort sur la dépense, que ses mines s'inondent, ses chevaux crèvent, ses fournitures lui sont renvoyées. Homme populaire, il préfère toujours la société d'un maquignon à la compagnie d'un *gentleman*. Il jure, boit, plaisante avec les filles d'auberge, vide un verre de vin à la table d'un fermier qu'il exproprie le lendemain, rit avec un braconnier qu'il envoie deux jours après *convict* en Australie. Il a l'accent d'un provincial, l'esprit d'un laquais, les façons d'un rustre. A table, servi par trois laquais et par un sommelier dans de l'argent massif, il demande compte des plats et des bêtes qui les ont fournis. « Qui était ce mouton, Horrock, et quand l'avez-vous tué? — Un des écossais à tête noire, sir Pitt. Nous l'avons tué jeudi. — Qui en a pris? — Steel de Mudbury a pris le dos et les deux cuisses, sir Pitt; mais il dit que le dernier était trop jeune et diablement laineux, sir Pitt. — Et les épaules? » Le dialogue continue sur le même ton : après le mouton d'Écosse, le cochon noir de Kent; ces bêtes semblent la famille de sir Pitt, tant il s'y intéresse. Pour ses filles, il les laisse vagabonder dans la loge du jardinier, où elles prendront l'éducation qui se trouvera. Pour sa femme, il la bat de temps à autre. Pour ses gens, il leur redemande les liards de sa monnaie. « Un liard par jour fait sept shillings par an; sept shillings par an sont l'intérêt de sept guinées. Ayez soin de vos liards, vieille Tinker, et les guinées vous viendront d'elles-mêmes. — Il n'a jamais donné un liard dans sa vie, dit la vieille en grommelant. — Jamais, et je n'en donnerai jamais un; c'est contre mon principe. » Il est impudent, brutal, grossier, ladre,

retors, extravagant. Du reste, courtisé par les ministres, grand shérif, honoré, puissant, il roule en carrosse doré et se trouve un des piliers de l'état.

Ceux-là sont riches; probablement l'argent les a corrompus. Cherchons un noble pauvre, exempt de tentations; sa grande âme, livrée à elle-même, laissera voir toute sa beauté native : sir Francis Clavering est dans ce cas. Il a joué, bu et soupé jusqu'à se mettre sur la paille. Il a escroqué de l'argent dans son régiment, « montré sa plume blanche (1), » et après avoir couru tous les billards de l'Europe, s'est vu déposer en prison par des créanciers discourtois. Pour en sortir, il a épousé une bonne veuve créole qui traite outrageusement l'orthographe, et dont l'argent n'est pas net. Il la ruine, se met à genoux devant elle pour obtenir des écus et son pardon, jure sur la Bible de ne plus faire de dettes, et court en sortant chez l'usurier. De tous les coquins que les romanciers ont mis en scène, il est le plus ignoble. Il n'a plus ni volonté, ni bon sens : c'est un homme dissous. Il avale les affronts comme l'eau, pleure, demande pardon, et recommence. Il s'humilie, se prosterne, et un instant après jure et tempête, pour retomber dans l'abattement de la plus extrême lâcheté. Il implore, menace, et dans le même quart d'heure prend l'homme menacé pour confident intime et ami de cœur. Sa conversation est un composé de jurons, de lamentations et de radotages; ce n'est plus un homme, mais le débris d'un homme; il ne subsiste en lui que des restes discordans de passions viles, pareilles aux tronçons d'un serpent écrasé, et qui, faute de pouvoir mordre, se froissent et se tordent dans la bave et dans la boue. L'aspect d'un billet de banque le fait courir les yeux fermés à travers un monceau de supplications et de mensonges. Pour lui l'avenir a disparu; il ne voit que le présent. Il signera une lettre de change de vingt louis à trois mois pour avoir vingt francs tout de suite. Son abrutissement est devenu de l'imbécillité; ses yeux sont bouchés; il ne voit pas que ses protestations excitent la défiance, que ses mensonges excitent le dégoût, qu'à force de bassesse il perd le fruit de ses bassesses, tellement qu'en le voyant entrer on éprouve la violente envie de prendre au cou le noble baronet, membre du parlement, auguste habitant d'un manoir historique, pour le jeter du haut en bas de l'escalier.

Il faut s'arrêter; un volume n'épuiserait pas la liste des perfections que Thackeray découvre dans l'aristocratie anglaise. C'est le marquis de Farintosh, vingt-cinquième du nom, illustre imbécile, bien portant et content de soi, que toutes les femmes lorgnent et

(1) Refusé un duel.

que tous les hommes saluent; c'est lady Kew, vieille femme du monde, tyrannique et corrompue, qui fait la guerre à sa fille et la chasse aux mariages; c'est sir Barnes Newcome, un des êtres les plus poltrons, les plus méchans, les plus menteurs, les mieux bafoués et les plus battus qui aient souri dans un salon et harangué dans un parlement. Je n'en vois qu'un seul estimable, personnage effacé, lord Kew, qui, après beaucoup de sottises et de débauches, est touché par sa vieille mère puritaine et se repent. Mais ces portraits sont doux auprès des dissertations; le commentateur est plus amer encore que l'artiste; il blesse mieux en parlant qu'en faisant parler. Il faut lire ses éloquentes diatribes contre les mariages de convenance et le sacrifice des filles, contre l'inégalité des héritages et l'envie des cadets, contre l'éducation des nobles et leurs traditions d'insolence, contre l'achat des grades à l'armée, contre l'isolement des classes, contre tous les attentats à la nature et à la famille inventés par la société et par la loi. Par derrière cette philosophie s'étend une seconde galerie de portraits aussi insultans que les premiers, car l'inégalité, ayant corrompu les grands qu'elle exalte, corrompt les petits qu'elle ravale, et le spectacle de l'envie ou de la bassesse dans les petits est aussi laid que le spectacle de l'insolence ou du despotisme dans les grands. Selon Thackeray, la société anglaise est un composé de flatteries et d'intrigues, chacun s'efforçant de se guinder d'un échelon et de repousser ceux qui montent. Être reçu à la cour, voir son nom dans les journaux sur une liste d'illustres convives, offrir chez soi une tasse de thé à quelque illustre pair hébété et bouffi, telle est la borne suprême de l'ambition et de la félicité humaine. Pour un maître, il y a toujours cent valets. Le major Pendennis, homme résolu, de sang-froid et habile, a contracté cette lèpre. Son bonheur aujourd'hui est de saluer un lord. Il ne se trouve bien que dans un salon ou dans un parc d'aristocratie. Il a besoin d'être traité avec cette bienveillance humiliante dont les grands assomment leurs inférieurs. Il embourse très bien les manques d'égards, et dîne gracieusement à une table illustre où on l'invite en trois ans deux fois pour boucher un trou. Il quitte un homme de génie ou une femme d'esprit pour causer avec une pécore titrée ou un lord ivrogne. Il aime mieux être toléré chez un marquis que respecté chez un bourgeois. Ayant érigé ces belles inclinations en principes, il les inculque à son neveu qu'il aime, et pour le pousser dans le monde lui offre en mariage une fortune escroquée et la fille d'un *convict*.

D'autres se glissent dans les salons augustes, non plus par mœurs de parasites, mais à beaux deniers comptans. Autrefois en France les seigneurs, avec des écus bourgeois, fumaient leurs terres; aujourd'hui en Angleterre les bourgeois, avec un mariage noble, ano-

blissent leur argent. Moyennant cent mille guinées données au père, Pump le marchand épouse lady Blanche Cou-Raide, laquelle reste lady, quoique sa femme. Naturellement il est méprisé par elle, comme bourgeois, et de plus détesté, comme l'ayant faite à demi bourgeoise. Il n'ose voir ses amis chez lui, ce sont gens trop bas pour sa femme. Il n'ose visiter les amis de sa femme chez eux, ce sont gens trop hauts pour lui. Il est le sommelier de sa femme, la risée de son beau-père, le domestique de son fils, et se console en espérant que ses petits-fils, devenus barons Pump, rougiront de lui et ne voudront jamais prononcer son nom. — Une troisième façon d'entrer dans la noblesse est de se ruiner et de ne voir personne. Ce moyen ingénieux est employé à la campagne par Mme la majoresse Punto. Elle a pour ses filles une gouvernante incomparable, qui croit que Dante s'appelait Alighieri parce qu'il était d'Alger, mais qui a fait l'éducation de deux marquis et d'une comtesse. « Cette solitude est triste, lui dit quelqu'un, vous pourriez recevoir l'homme de loi. — Une famille comme la nôtre, cher monsieur, est-ce possible? — Le docteur? — Lui peut-être; mais sa femme et ses enfans, fi donc! — Les gens de cette grande maison là-bas? — Là-bas? Le château calicot? un drapier retiré! Des gens comme nous sont obligés de se respecter eux-mêmes. — Le ministre? — Horreur! Il prêche en surplis, mon cher monsieur, c'est un puséyiste. » Cette famille sensée bâille toute seule six mois durant, et le reste de l'année jouit de la gloutonnerie des hobereaux qu'elle régale et des rebuffades des grands lords qu'elle visite. Le fils, officier de hussards, a besoin de luxe pour vivre de pair avec les seigneurs ses camarades, et son tailleur prend au père trois cents guinées par an sur neuf cents qui font tout le revenu de toute la famille. Je ne finirais pas si je comptais toutes les vilenies et toutes les misères que Thackeray attribue à l'esprit aristocratique : la division des familles, la hauteur de la sœur anoblie, la jalousie de la sœur roturière, l'abaissement des caractères dressés dès l'école à vénérer les petits lords, la dégradation des filles qui veulent accrocher des maris nobles, la rage des vanités refoulées, la lâcheté des complaisances offertes, le triomphe de la sottise, le mépris du talent, l'injustice consacrée, le cœur dénaturé, les mœurs perverties. Devant ce tableau, frappant de vérité et de génie, on a besoin de se rappeler que cette inégalité blessante est la cause d'une liberté salutaire, que l'iniquité sociale produit la prospérité politique, qu'une classe de grands héréditaires est une classe d'hommes d'état héréditaires, qu'en un siècle et demi l'Angleterre a eu cent cinquante ans de bon gouvernement, qu'en un siècle et demi la France a eu cent vingt ans de mauvais gouvernement, que tout se paie, et qu'on peut payer cher des chefs capables, une politique sui-

vie, des élections libres, et la surveillance du gouvernement par la nation. On a besoin aussi de se rappeler que ce talent, fondé sur la réflexion intense et concentré dans les préoccupations morales, a dû transformer la peinture des mœurs en satire systématique et militante, exaspérer la satire jusqu'à l'animosité calculée et implacable, noircir la nature humaine, et s'acharner, avec une haine choisie, redoublée et naturelle, contre le vice principal de son pays et de son temps.

II. — L'ARTISTE.

En littérature comme en politique, on ne peut tout avoir. Les talens comme les bonheurs s'excluent. Quelque constitution qu'il choisisse, un peuple est toujours à demi malheureux; quelque génie qu'il ait, un écrivain est toujours à demi impuissant. Nous ne pouvons garder à la fois qu'une attitude. Transformer le roman, c'est le déformer : celui qui donne au roman la satire pour objet cesse de lui donner l'art pour règle, et toutes les forces du satirique sont des faiblesses du romancier.

Qu'est-ce qu'un romancier? A notre avis, c'est un psychologue, et ce n'est rien d'autre, ni de plus. Il aime à se représenter des sentimens, à sentir leurs attaches, leurs précédens, leurs suites, et il se donne ce plaisir. A ses yeux, ce sont des forces ayant des directions et des grandeurs différentes. De leur justice ou de leur injustice, il s'inquiète peu. Il les assemble en caractères, conçoit la qualité dominante, aperçoit les traces qu'elle laisse sur les autres, note les influences contraires ou concordantes du tempérament, de l'éducation, du métier, et travaille à manifester le monde invisible des inclinations et des dispositions intérieures par le monde visible des paroles et des actions extérieures. A cela se réduit son œuvre. Quels que soient ces penchans, peu lui importe. Un vrai peintre regarde avec plaisir un bras bien attaché et des muscles vigoureux, quand même ils seraient employés à assommer un homme. Un vrai romancier jouit par contemplation de la grandeur d'un sentiment nuisible ou du mécanisme ordonné d'un caractère pernicieux. Pour talent il a la sympathie, car elle est la seule faculté qui copie exactement la nature; occupé à ressentir les émotions de ses personnages, il ne songe qu'à en marquer la vigueur, l'espèce et les contre-coups. Il nous les représente telles qu'elles sont, tout entières, sans les blâmer, sans les punir, sans les mutiler; il les transporte en nous intactes et seules, et nous laisse le droit d'en juger comme il nous convient. Tout son effort est de les rendre visibles, de dégager les types obscurcis et altérés par les accidens et les imperfections de la

vie réelle, de mettre en relief les larges passions humaines, d'être ébranlé par la grandeur des êtres qu'il ranime, de nous soulever hors de nous-mêmes par la force de ses créations. Nous reconnaissons l'art dans cette puissance créatrice, indifférente et universelle comme la nature, plus libre et plus puissante que la nature, reprenant l'œuvre ébauchée ou défigurée de sa rivale pour corriger ses fautes et effectuer ses conceptions.

Tout est changé par l'arrivée de la satire, et d'abord le rôle de l'auteur. Quand dans le roman pur il parle en son nom propre, c'était pour faire comprendre un sentiment ou marquer la cause d'une faculté; dans le roman satirique, c'est pour nous donner un conseil moral. On a vu combien de leçons Thackeray nous fait subir. Qu'elles soient bonnes, personne n'en dispute : à tout le moins elles prennent la place des explications utiles. Le tiers du volume, employé en avertissemens, est perdu pour l'art. Sommés de réfléchir sur nos fautes, nous connaissons moins bien le personnage. L'auteur laisse de parti pris cent nuances fines qu'il aurait pu découvrir et nous montrer. Le personnage moins complet est moins vivant, l'intérêt moins concentré est moins vif. Détournés de lui, au lieu d'être ramenés sur lui, nos yeux s'égarent et l'oublient; au lieu d'être absorbés, nous sommes distraits. Bien plus et bien pis, nous finissons par éprouver un peu d'ennui. Nous jugeons ces sermons vrais, mais rebattus. Il nous semble entendre des instructions de collége ou des manuels de séminaire. On trouve des choses pareilles dans les livres dorés, à couvertures historiées, qu'on donne pour étrennes aux enfans. Êtes-vous bien réjoui d'apprendre que les mariages de convenance ont leurs inconvéniens, qu'en l'absence de son ami on dit volontiers du mal de son ami, qu'un fils par ses désordres afflige souvent sa mère, que l'égoïsme est un vilain défaut? Tout cela est vrai; malheureusement tout cela est trop vrai. Nous venons écouter un homme pour entendre de lui des choses nouvelles. Ces vieilles moralités, quoique utiles et bien dites, sentent le pédant payé, si commun en Angleterre, l'ecclésiastique en cravate blanche planté comme un piquet au centre de sa table et débitant pour trois cents louis d'admonestations quotidiennes aux jeunes *gentlemen* que les parens ont mis en serre chaude dans sa maison.

Cette présence assidue d'une intention morale nuit au roman comme au romancier. Il faut bien l'avouer : tel volume de Thackeray a le cruel malheur de répéter les romans de miss Edgeworth ou les contes du chanoine Schmidt. Le voici qui nous montre Pendennis orgueilleux, dépensier, écervelé, paresseux, refusé aux examens avec honte, pendant que ses camarades, moins spirituels, mais travailleurs, sont reçus avec honneur. Cette opposition édifiante nous laisse

froids; nous n'avons pas envie de retourner à l'école, nous fermons le livre, et nous le conseillons comme pilule à notre petit cousin ou à notre petit neveu. D'autres puérilités moins choquantes finissent par lasser autant. On n'aime pas le contraste prolongé du bon colonel Newcome et de ses mauvais parens. Ce colonel donne de l'argent et des gâteaux à tous les enfans, de l'argent et des cachemires à toutes les cousines, de l'argent et de bonnes paroles à tous les domestiques, et ces gens ne lui répondent que par de la froideur et des grossièretés. Il est clair dès la première page que l'auteur veut nous persuader d'être affables, et nous regimbons contre cette invitation trop claire; nous n'aimons pas à être tancés dans un roman, nous sommes de mauvaise humeur contre cette invasion de pédagogie. Nous voulions aller au théâtre; nous avons été trompés par l'affiche, et nous grondons tout bas d'être au sermon.

Consolons-nous : les personnages souffrent autant que nous-mêmes; l'auteur les gâte en nous prêchant; ils sont sacrifiés, comme nous, à la satire. Ce ne sont point des êtres qu'il anime, ce sont des marionnettes qu'il fait jouer (1). Il ne combine leurs actions que pour leur donner du ridicule, de l'odieux ou des désappointemens. Au bout de quelques scènes, on connaît ce ressort, et dorénavant on prévoit sans cesse et sans erreur qu'il va partir. Cette prévision ôte au personnage une partie de sa vérité, et au lecteur une partie de son illusion. Les sottises parfaites, les mésaventures complètes, les méchancetés achevées sont choses rares. Les événemens et les sentimens de la vie réelle ne s'arrangent pas de manière à former des contrastes si calculés et des combinaisons si habiles. La nature n'invente point ces jeux de scène; l'on s'aperçoit vite qu'on est devant une rampe, en face d'acteurs fardés, dont les paroles sont écrites, et dont les gestes sont notés.

Pour se représenter exactement cette altération de la vérité et de l'art, il faut comparer pied à pied deux caractères. Il y a un personnage que l'on reconnaît unanimement comme le chef-d'œuvre de Thackeray, Rebecca Sharp, intrigante et courtisane, mais femme supérieure et de bonnes façons. Comparons-le à un personnage semblable de Balzac, dans *les Parens Pauvres*, Valérie Marneffe. La différence des deux œuvres marquera la différence des deux littératures. Autant les Anglais l'emportent comme moralistes et satiriques, autant les Français l'emportent comme artistes et romanciers.

L'auteur des *Parens Pauvres* aime sa Valérie; c'est pourquoi il l'explique et la grandit. Il ne travaille pas à la rendre odieuse, mais intelligible. Il lui donne une éducation de courtisane, un mari « dé-

(1) Ce sont ses propres paroles. (Préface de *Vanity Fair*.)

pravé comme un bagne, » l'habitude du luxe, l'insouciance, la prodigalité, des nerfs de femme, des dégoûts de jolie femme, une verve d'artiste. Ainsi née et élevée, sa corruption est naturelle. Elle a besoin d'élégance comme on a besoin d'air. Elle en prend n'importe où, sans remords, comme on boit de l'eau au premier fleuve. Elle n'est pas pire que son métier; elle en a toutes les excuses, innées, acquises, de tempérament, de tradition, de circonstance, de nécessité. Elle en a toutes les forces, l'abandon, la grâce, la gaieté folle, les alternatives de trivialité et d'élégance, l'audace improvisée, les inventions comiques, la magnificence et le succès. Elle est parfaite en son genre, pareille à un cheval dangereux et superbe qu'on admire en le redoutant. Le romancier se plaît à la peindre sans autre but que de la peindre. Il l'habille, il lui pose des mouches, il déploie ses robes, il frémit devant ses mouvemens de danseuse. Il détaille ses gestes avec autant de plaisir et de vérité que s'il eût été femme de chambre. Sa curiosité d'artiste trouve un aliment dans les moindres traits de caractère et de mœurs. Au bout d'une scène violente, il s'arrête sur un moment vide, et la montre, paresseuse, étendue sur des divans, comme une chatte qui bâille et se détire au soleil. En physiologiste, il sait que les nerfs de la bête de proie s'amollissent et qu'elle ne cesse de bondir que pour dormir; mais quels bonds! Elle éblouit, elle fascine; elle tient tête coup sur coup à trois accusations prouvées; elle réfute l'évidence; tour à tour elle s'humilie, elle se glorifie, elle raille, elle adore, elle démontre, changeant vingt fois de ton, d'idées, d'expédiens dans le même quart d'heure. Partout la fougue, la force, l'atrocité couvrent la laideur et la corruption. Surprise en flagrant délit par un de ses amans, Brésilien et capable de la tuer, elle fléchit un instant; redressée dans la même seconde, ses larmes sèchent. « Elle vint à lui et le regarda si fièrement que ses yeux étincelèrent comme des armes. » Le danger la relève et l'inspire, et ses nerfs tendus envoient à flots le génie et le courage dans son cerveau. Pour achever de peindre cette nature impétueuse, supérieure et mobile, le romancier français au dernier instant la fait repentante. Pour mesurer sa fortune à son vice, il la conduit triomphante à travers la ruine, la mort ou le désespoir de vingt personnes, et la brise au moment suprême d'une chute aussi horrible que son succès.

Devant cette passion et cette logique, qu'est-ce que Rebecca Sharp? Une intrigante raisonnable, d'un tempérament froid, pleine de bon sens, ancienne sous-maîtresse, ayant des habitudes de parcimonie, véritable homme d'affaires, toujours décente, toujours active, dénuée du caractère féminin, de la mollesse voluptueuse et de l'entrain diabolique qui peuvent donner de l'éclat à son caractère et de la grâce

à son métier. Ce n'est pas une courtisane, c'est un avocat en jupon et sans cœur. Rien de plus propre à inspirer l'aversion. L'auteur ne manque pas une occasion de lui témoigner la sienne; pendant trois volumes, il la poursuit de sarcasmes et de mésaventures; il ne lui prête que des paroles fausses, des actions perfides, des sentimens révoltans. Dès son entrée en scène, à dix-sept ans, accueillie avec la bonté la plus rare par une honnête famille, elle ment depuis le matin jusqu'au soir, et, par des provocations grossières, essaie d'y pêcher un mari. Pour mieux l'accabler, Thackeray fait ressortir lui-même toutes ces bassesses, tous ces mensonges et toutes ces indécences. Rebecca a serré tendrement la main du gros Joseph. « C'était une avance, et à ce titre, quelques dames d'une éducation et d'un ton parfait condamneront l'action comme immodeste; mais vous voyez, notre pauvre chère Rebecca était obligée de faire tout par elle-même. Quand une personne est trop pauvre pour avoir une servante, si élégante qu'elle soit, elle est bien forcée de balayer sa propre chambre. Si une chère jeune fille n'a pas de chère maman pour arranger l'affaire avec les jeunes gens, il faut bien qu'elle l'arrange elle-même. » — Gouvernante chez sir Pitt, elle gagne l'amitié de ses élèves en lisant avec elles Crébillon jeune et Voltaire. « La femme du recteur, écrit-elle, m'a fait une vingtaine de complimens sur les progrès de mes élèves, pensant sans doute toucher mon cœur; pauvre et simple campagnarde! Comme si je me souciais pour un fêtu de mes élèves! » Cette phrase est une imprudence peu naturelle dans une personne si réfléchie, et que l'auteur ajoute au rôle pour rendre le rôle odieux. Un peu plus loin, Rebecca est grossièrement flatteuse et vile avec la vieille miss Crawley, et ses tirades pompeuses, visiblement fausses, au lieu d'exciter l'admiration, soulèvent le dégoût. Elle est égoïste et menteuse avec son mari, et, le sachant sur le champ de bataille, ne s'occupe qu'à se faire une petite bourse. Thackeray insiste à dessein sur le contraste : le lourd officier a compté en partant tous ses effets, calculant la somme qu'ils pourront produire à sa femme; il endosse pour être tué économiquement son habit le plus vieux et le plus rapé. « Il y eut sur ses lèvres quelque chose de pareil à une prière pour celle qu'il quittait. Il la souleva de terre, la garda une minute serrée contre son cœur, qui battait fort. Son visage était pourpre et ses yeux mouillés, quand il la déposa à terre. Pour Rebecca, comme nous l'avons dit, elle avait pris la sage résolution de ne point céder à une sentimentalité inutile. — Je suis affreuse à voir, dit-elle en s'examinant dans la glace. Quelle figure vous donne cette toilette rose! — Là-dessus elle se débarrassa de sa toilette rose, posa son bouquet de bal dans un verre d'eau, se mit au lit et dormit très com-

fortablement. » Par ces exemples, jugez du reste; Thackeray n'est occupé qu'à dégrader Rebecca Sharp. Il la convainc de dureté envers son fils, de vol contre ses fournisseurs, d'imposture contre tout le monde. Pour l'achever, il fait d'elle une dupe; quoi qu'elle fasse, elle n'arrive à rien. Compromise par les avances qu'elle a prodiguées à l'imbécile Joseph, elle attend de minute en minute une demande en mariage; une lettre arrive, portant que Joseph est parti pour l'Écosse, et qu'il offre ses complimens à miss Rebecca. — Trois mois plus tard, elle a épousé secrètement le capitaine Rawdon, lourdaud pauvre. Sir Pitt, père de Rawdon, se jette à ses pieds, muni de cent mille livres de rentes, et s'offre pour mari. Consternée, elle pleure de désespoir. « Mariée, mariée, mariée déjà! » c'est là son cri, et il y a de quoi percer les âmes sensibles. — Plus tard elle essaie de gagner sa belle-sœur, en se donnant pour bonne mère. « Pourquoi m'embrassez-vous ici, maman? lui dit son fils; vous ne m'embrassez jamais à la maison. » Là-dessus, discrédit complet; cette fois encore elle est perdue. — Lord Steyne, son amant, la présente dans le monde, la comble de bijoux, de banknotes, et fait nommer son mari gouverneur de quelque île orientale. Le mari rentre maladroitement, soufflette lord Steyne, restitue les diamans et la chasse. — Vagabonde sur le continent, elle essaie cinq ou six fois de devenir riche et de paraître honnête. Toujours au moment de parvenir, le hasard la rejette à terre. Thackeray se joue d'elle, comme un enfant d'un hanneton, la laissant grimper péniblement au haut de l'échelle pour la tirer par le pied et la faire honteusement choir. Il finit par la traîner dans les tavernes et dans les coulisses, et de loin la montre du doigt, joueuse, ivrogne, sans plus vouloir la toucher. A la dernière page, il l'installe bourgeoisement dans une médiocre fortune escroquée par des manœuvres obscures, et la laisse, décriée, inutilement hypocrite, reléguée dans le demi-monde. Sous cette pluie d'ironies et de mécomptes, l'héroïne s'est rapetissée, l'illusion s'est affaiblie, l'intérêt a diminué, l'art s'est amoindri, la poésie a disparu, et le personnage, plus utile, est devenu moins vrai et moins beau.

Supposez qu'un heureux hasard écarte ces causes de faiblesse et ouvre ces sources de talent. Entre tous ces romans altérés paraîtra un roman véritable, élevé, touchant, simple, original, l'histoire de Henry Esmond. Thackeray n'en a pas fait de moins populaire ni de plus beau.

Ce livre comprend les mémoires fictifs du colonel Esmond, contemporain de la reine Anne, qui, après une vie agitée en Europe, se retira avec sa femme en Virginie, et y fut planteur. Esmond parle, et l'obligation d'approprier le ton au personnage supprime le style sa-

tirique, l'ironie répétée, le sarcasme sanglant, les scènes apprêtées pour railler la sottise, les événemens combinés pour écraser le vice. Dès lors on rentre dans le monde réel, on se laisse aller à l'illusion, on jouit d'un spectacle varié, aisément déroulé, sans prétention morale. Vous n'êtes plus persécuté de conseils personnels, vous restez à votre place, tranquille, en sûreté, sans que le doigt d'un acteur, levé vers votre figure, vous avertisse, au moment intéressant, que la pièce se joue à votre intention et pour opérer votre salut. En même temps, et sans y penser, vous vous trouvez à votre aise. Au sortir de la satire acharnée, la pure narration vous charme; vous vous reposez de haïr. Vous êtes comme un chirurgien d'armée qui, après une journée de combats et d'opérations, s'assiérait sur un tertre et contemplerait le mouvement du camp, le défilé des équipages, les horizons lointains adoucis par les teintes brunes du soir.

D'autre part, les longues réflexions, qui semblaient banales et déplacées sous la plume de l'écrivain, deviennent naturelles et attachantes dans la bouche du personnage. C'est un vieillard qui écrit pour ses enfans et leur commente son expérience. Il a le droit de juger la vie; ses maximes appartiennent à son âge; devenues des traits de mœurs, elles perdent leur air doctoral; on les écoute avec complaisance, et l'on aperçoit, en tournant la page, le sourire calme et triste qui les a dictées.

Avec les réflexions, on souffre les détails. Ailleurs les minutieuses descriptions paraissaient souvent puériles; nous blâmions l'auteur de s'arrêter, avec un scrupule de peintre anglais, sur des aventures d'école, des scènes de diligence, des accidens d'auberge; nous jugions que cette attention intense, faute de pouvoir se prendre aux grands sujets de l'art, se rabaissait enchaînée à des observations de microscope et à des détails de photographie. Ici tout change. Un auteur de mémoires a le droit de raconter ses impressions d'enfance. Ses souvenirs lointains, débris mutilés d'une vie oubliée, ont un charme extrême; on redevient enfant avec lui. Une leçon de latin, un passage de soldats, un voyage en croupe, deviennent des événemens importans que la distance embellit; on jouit de son plaisir si paisible et si intime, et l'on éprouve une douceur très grande à voir renaître avec tant d'aisance, et dans une lumière si pleine, les fantômes familiers du passé. Le détail minutieux ajoute à l'intérêt en ajoutant au naturel. Les récits de campagnes, les jugemens épars sur les livres et les événemens du temps, cent petites scènes, mille petits faits visiblement inutiles font par cela même illusion. On oublie l'auteur, on entend le vieux colonel, on se trouve transporté cent ans en arrière, et l'on a le contentement extrême et si rare de croire à ce qu'on lit.

En même temps que le sujet supprime les défauts, ou les tourne en qualités, il offre aux qualités la plus belle matière. Cette puissante réflexion a décomposé et reproduit les mœurs du temps avec une fidélité étonnante. Thackeray connaît Swift, Steele, Addison, Saint-John, Marlborough, aussi profondément que l'historien le plus attentif et le plus instruit. Il peint leurs habits, leur ménage, leur conversation, comme Walter Scott lui-même, et, ce que Walter Scott ne sait pas faire, il imite leur style, tellement qu'on s'y trompe, et que plusieurs de leurs phrases authentiques intercalées dans son texte ne s'en distinguent pas. Cette parfaite imitation ne se borne pas à quelques scènes choisies; elle embrasse tout le volume. Le colonel Esmond écrit comme en 1700. Le tour de force, j'allais dire le tour de génie, est aussi grand que l'effort et le succès de Courier retrouvant le style de l'antique Grèce. Celui d'Esmond a la mesure, la justesse, la simplicité, la solidité des classiques. Nos témérités modernes, nos images prodiguées, nos figures heurtées, notre usage de gesticuler, notre volonté de faire effet, toutes nos mauvaises habitudes littéraires ont disparu. Thackeray a dû remonter au sens primitif des mots, retrouver des tours oubliés, recomposer un état d'intelligence effacé et une espèce d'idées perdue pour rapprocher si fort la copie de l'original. L'imagination de Dickens elle-même eût manqué cette œuvre. Il a fallu, pour la tenter et l'accomplir, toute la sagacité, tout le calme et toute la force de la science et de la méditation.

Mais le chef-d'œuvre du livre est le caractère d'Esmond. Thackeray lui a donné cette bonté tendre, presque féminine, qu'il élève partout au-dessus des autres vertus humaines, et cet empire de soi qui est l'effet de la réflexion habituelle. Ce sont là toutes les plus belles qualités de son magasin psychologique; chacune d'elles, par son opposition, ajoute au prix de l'autre. Nous voyons un héros, mais original et nouveau, Anglais par sa volonté froide, moderne par la délicatesse et la sensibilité de son cœur.

Henri Esmond est un pauvre enfant, bâtard présumé d'un lord Castlewood et recueilli par les héritiers du nom. Dès la première scène, on est pénétré de l'émotion modérée et noble qu'on gardera jusqu'au bout du volume. Lady Castlewood, arrivant pour la première fois au château, vient à lui dans la grande bibliothèque; instruite par la femme de charge, elle rougit, s'éloigne; un instant après, touchée de remords, elle revient : « Avec un regard de compassion et de tendresse infinie, elle lui prit la main, lui posant son autre belle main sur la tête, et lui disant quelques mots si affectueux et d'une voix si douce, que l'enfant, qui jamais n'avait vu auparavant de créature si belle, sentit comme l'attouchement d'un être supérieur ou d'un ange qui le faisait fléchir jusqu'à terre, et baisa la

belle main protectrice en s'agenouillant sur un genou. Jusqu'à la dernière heure de sa vie, Esmond se rappellera les regards et la voix de la dame, les bagues de ses belles mains, jusqu'au parfum de sa robe, le rayonnement de ses yeux éclairés par la bonté et la surprise, un sourire épanoui sur ses lèvres, et le soleil faisant autour de ses cheveux une auréole d'or... Il semblait, dans la pensée de l'enfant, qu'il y eût dans chaque geste et dans chaque regard de cette belle créature une douceur angélique, une lumière de bonté. Au repos, en mouvement, elle était également gracieuse. L'accent de sa voix, si communes que fussent ses paroles, lui donnait un plaisir qui montait presque jusqu'à l'angoisse. On ne peut pas appeler amour ce qu'un enfant de douze ans, presque un domestique, ressentait pour une dame de si haut rang, sa maîtresse; c'était de l'adoration. » Ce sentiment si noble et si pur se déploie par une suite d'actions dévouées, racontées avec une simplicité extrême; dans les moindres paroles, dans un tour de phrase, dans un entretien indifférent, on aperçoit un grand cœur, passionné de gratitude, ne se lassant jamais d'inventer des bienfaits ou des services, consolateur, ami, conseiller, défenseur de l'honneur de la famille et de la fortune des enfans. Deux fois Esmond s'est interposé entre lord Castlewood et le duelliste lord Mohun; il n'a point tenu à lui que l'épée du meurtrier ne trouvât sa poitrine. Quand lord Castlewood mourant lui révèle qu'il n'est point bâtard, que le titre et la fortune lui appartiennent, il brûle sans rien dire la confession qui pourrait le tirer de la pauvreté et de l'humiliation où il a langui si longtemps. Outragé par sa maîtresse, malade d'une blessure qu'il a reçue aux côtés de son maître, accusé d'ingratitude et de lâcheté, sa justification dans sa main, il persiste à se taire. « Quand le combat fut fini dans son âme, un rayon de pure joie la remplit, et avec des larmes de reconnaissance, il remercia Dieu du parti qu'il lui avait donné la force d'embrasser. » Plus tard, amoureux d'une autre femme, certain de ne pouvoir l'épouser si sa naissance reste tachée aux yeux du monde, acquitté envers sa bienfaitrice dont il a sauvé le fils, supplié par elle de reprendre le nom qui lui appartient, il sourit doucement, et lui répond de sa voix grave :

« La chose a été réglée, il y a douze ans, auprès du lit de mon cher lord. Les enfans n'en doivent rien savoir. Frank et ses héritiers porteront notre nom. Il est à lui légitimement; je n'ai pas même la preuve du mariage de mon père et de ma mère (1), quoique mon pauvre cher lord, à son lit de mort, m'ait dit que le père Holt en avait apporté une à Castlewood. Je n'ai pas voulu la chercher quand j'étais sur le continent. Je suis allé regarder le tombeau

(1) Il l'a.

de ma pauvre mère dans son couvent; que lui importe maintenant? Aucun tribunal sur ma simple parole n'ôterait à mylord vicomte son titre pour me le donner. Je suis le chef de sa maison, chère lady; mais Frank reste vicomte de Castlewood, et plutôt que de le troubler je me ferais moine, ou je disparaîtrais en Amérique.

« Comme il parlait ainsi à sa chère maîtresse, pour laquelle il aurait consenti à donner sa vie ou à faire à tout instant tout sacrifice, la tendre créature se jeta à genoux devant lui et baisa ses deux mains dans un transport d'amour passionné et de gratitude tel que son cœur fondit et qu'il se sentit très fier et très reconnaissant que Dieu lui eût donné le pouvoir de montrer son amour pour elle et de le prouver par quelque petit sacrifice de sa part. Être capable de répandre des bienfaits et du bonheur sur ceux qu'on aime est la plus grande bénédiction accordée à un homme. — Et quelle richesse ou quel nom, quel contentement de vanité ou d'ambition eût pu se comparer au plaisir qu'éprouvait Esmond en ce moment, de pouvoir témoigner quelque affection à ses meilleurs et à ses plus chers amis?

« Chère sainte, dit-il, âme pure qui avez eu tant à souffrir, qui avez comblé le pauvre orphelin délaissé d'un si grand trésor de tendresse, c'est à moi de m'agenouiller, non à vous; c'est à moi d'être reconnaissant de ce que je puis vous rendre heureuse. Béni soit Dieu de ce que je puis vous servir! »

Ces tendresses si nobles paraissent encore plus touchantes par le contraste des actions qui les entourent. Esmond fait la guerre, sert un parti, vit au milieu des dangers et des affaires, jugeant de haut les révolutions et la politique, homme expérimenté, instruit, lettré, prévoyant, capable de grandes entreprises, muni de prudence et de courage, poursuivi de préoccupations et de chagrins, toujours triste et toujours fort. Il finit par mener en Angleterre le prétendant, frère de la reine Anne, et le tient déguisé à Castlewood, attendant l'instant où la reine mourante et gagnée va le déclarer héritier du trône. Ce jeune prince, vrai Stuart, fait la cour à la fille de lord Castlewood, Béatrix, aimée d'Esmond, et s'échappe de nuit pour la rejoindre. Esmond, qui l'attend, voit la couronne perdue et sa maison déshonorée. Son honneur insulté et son amour outragé éclatent d'un élan superbe et terrible. Pâle, les dents serrées, le cerveau fiévreux par quatre nuits de pensées et de veilles, il garde sa raison lucide, son ton contenu, explique au prince en style d'étiquette, avec la froideur respectueuse d'un rapporteur officiel, la sottise que le prince a faite et la lâcheté que le prince a voulu faire. Il faut lire la scène pour sentir ce que ce calme et cette amertume témoignent de supériorité et de passion.

« Le prince murmura le mot de guet-apens.

« — Le guet-apens, sire, n'est pas de nous. Ce n'est pas nous qui vous avons invité ici. Nous sommes venus pour venger, non pour achever le déshonneur de notre famille.

« — Déshonneur! dit le prince en devenant pourpre; morbleu, il n'y a point eu de déshonneur, seulement un peu de gaieté innocente...

« — Qui devait avoir une fin sérieuse.

« — Je jure, mylords, cria le prince impétueusement, sur l'honneur d'un gentilhomme...

« — Que nous sommes arrivés à temps. Il n'y a point eu de mal encore, Frank, dit le colonel Esmond en se tournant vers le jeune Castlewood. Regardez; voici un papier où sa majesté a daigné commencer quelques vers en l'honneur ou au déshonneur de Béatrix. Voici *madame* et *flamme*, *cruelle* et *rebelle*, *amour* et *jour*, avec l'écriture et l'orthographe royale. Si l'auguste amant eût été heureux, il n'eût point passé son temps à soupirer.

« — Monsieur, dit le prince enflammé de fureur, suis-je venu ici pour recevoir des insultes?

« — Pour en faire, sauf le bon plaisir de votre majesté, dit le colonel en s'inclinant très bas, et les gentilshommes de notre famille sont venus pour vous remercier.

« — Malédiction! dit le jeune homme, les larmes aux yeux de rage impuissante et de mortification. Que voulez-vous de moi, messieurs?

« — Si votre majesté veut bien entrer dans l'appartement voisin, dit Esmond du même ton grave, j'ai quelques papiers que je voudrais lui soumettre, et avec sa permission je vais l'y conduire. — Puis, prenant le flambeau, et reculant devant le prince avec grande cérémonie, M. Esmond passa dans la petite chambre du chapelain. « Frank, veuillez avancer un siége pour sa majesté, » dit le colonel, et ouvrant le secret au-dessus de la cheminée, il en tira les papiers qui y étaient demeurés si longtemps.

« — Plaise à votre majesté, dit-il, voici la patente de marquis envoyée de Saint-Germain par votre royal père au vicomte Castlewood mon père. Voici le certificat du mariage de mon père avec ma mère, de ma naissance et de mon baptême. J'ai été baptisé dans la religion dont votre père canonisé a donné pendant toute sa vie un si éclatant exemple. Voilà mes titres, cher Frank, et voici ce que j'en fais. Au feu baptême et mariage, et le marquisat, et l'auguste seing dont votre prédécesseur a daigné honorer notre famille! — Et comme Esmond parlait, il jeta les papiers dans le brasier; puis, continuant : — Vous voudrez bien, sire, vous rappeler que notre famille s'est ruinée par sa fidélité pour la vôtre, que mon grand-père a dépensé son domaine et donné son sang et le sang de son fils pour votre service, que le grand-père de mon cher lord (car vous êtes lord maintenant, Frank, par droit et par titre aussi) est mort pour la même cause, que ma pauvre parente, la seconde femme de mon père, après avoir sacrifié son honneur à votre race perverse et parjure, a envoyé toute sa fortune au roi et obtenu en retour ce précieux titre que voilà en cendres et cet inestimable bout de ruban bleu. Je le mets à vos pieds et je marche dessus; je tire cette épée, et je la brise, et je vous renie. Et si vous aviez achevé l'outrage que vous méditiez contre nous, par le ciel, je l'aurais passée dans votre cœur, et je ne vous aurais pas plus pardonné que votre père n'a pardonné à Monmouth. »

Deux pages après, il parle ainsi de son mariage avec lady Castle-

wood : « Ce bonheur ne peut être écrit avec des paroles. Il est de sa nature sacré et secret. On ne peut en parler, si pleine que soit la reconnaissance, excepté à Dieu, et à un seul cœur, — à la chère créature, à la plus fidèle, à la plus tendre, à la plus pure des femmes qui ait été accordée à un homme. Et quand je pense à l'immense félicité qui m'était réservée, à la profondeur et à l'intensité de cet amour qui m'a été prodigué pendant tant d'années, j'avoue que je ressens un transport d'étonnement et de gratitude pour une telle faveur. — Oui, et je suis reconnaissant d'avoir reçu un cœur capable de connaître et d'apprécier la beauté et la gloire immense du don que Dieu m'a fait. Sûrement l'amour *vincit omnia;* il est à cent mille lieues au-dessus de toute ambition, plus précieux que la richesse, plus noble que la gloire. Celui qui l'ignore ignore la vie; celui qui n'en a pas joui n'a pas senti la plus haute faculté de l'âme. En écrivant le nom de ma femme, j'écris l'achèvement de toute espérance et le comble de tout bonheur. Avoir possédé un tel amour est la bénédiction unique. Auprès d'elle toute joie terrestre est nulle. Penser à elle, c'est louer Dieu. »

Un caractère capable de tels contrastes est une grande œuvre; on se souvient que Thackeray n'en a point fait d'autre; on regrette que les intentions morales aient détourné du but ces belles facultés littéraires, et l'on déplore que la satire ait enlevé à l'art un pareil talent.

Qui est-il, et que vaut cette littérature dont il est un des princes? Au fond, comme toute littérature, elle est une définition de l'homme, et pour la juger il faut la comparer à l'homme. Nous le pouvons en ce moment; nous venons d'étudier un esprit, Thackeray lui-même; nous connaissons ses facultés, leur liaison, leurs suites, leur degré; nous avons sous les yeux un exemplaire de la nature humaine. Nous avons le droit de juger de la copie par l'exemplaire et de contrôler la définition que ses romans rédigent par la définition que son caractère fournit.

Les deux définitions sont contraires, et son portrait est la critique de son talent. On a vu que les mêmes facultés produisent chez lui le beau et le laid, la force et la faiblesse, le succès et la défaite; que la réflexion morale, après l'avoir muni de toutes les puissances satiriques, le rabaisse dans l'art; qu'après avoir répandu sur ses romans contemporains une teinte de vulgarité et de fausseté, elle relève son roman historique jusqu'au niveau des plus belles œuvres; que la même constitution d'esprit lui enseigne le style sarcastique et violent avec le style tempéré et simple, l'acharnement et l'âpreté de la haine avec les effusions et les délicatesses de l'amour. Le mal et le bien, le beau et le laid, le rebutant et l'agréable, ne sont donc en lui que des effets lointains, d'importance médiocre, nés par la rencontre de

circonstances changeantes, qualités dérivées et fortuites, non essentielles et primitives, formes diverses que des rives diverses peignent dans le même courant. Il en est ainsi pour les autres hommes. Ni leurs vices ni leurs vertus ne sont leur nature; ce n'est point les connaître que les louer ou les blâmer; ni l'approbation ni la désapprobation ne les définissent; les noms de bon et de mauvais ne nous disent rien de ce qu'ils sont. Mettez Cartouche dans une cour italienne du xve siècle; il sera un grand homme d'état. Transportez ce noble, ladre et d'esprit étroit, dans une boutique; ce sera un marchand exemplaire. Cet homme public, de probité inflexible, est dans son salon un vaniteux insupportable. Ce père de famille si humain est un politique imbécile. Changez une vertu de milieu, elle devient un vice; changez un vice de milieu, il devient une vertu. Regardez la même qualité par deux endroits; d'un côté elle est un défaut, de l'autre elle est un mérite. L'essence de l'homme se trouve cachée bien loin au-dessous de ces étiquettes morales : elles ne désignent que l'effet utile ou nuisible de notre constitution intérieure; elles ne révèlent pas notre constitution intérieure. Elles sont des lanternes de sûreté ou d'annonce appliquées sur notre nom pour engager le passant à s'écarter ou à s'approcher de nous; elles ne sont point la carte explicative de notre être. Notre véritable essence consiste dans les causes de nos qualités bonnes ou mauvaises, et ces causes se trouvent dans le tempérament, dans l'espèce et le degré d'imagination, dans la quantité et la vélocité de l'attention, dans la grandeur et la direction des passions primitives. Un caractère est une force comme la pesanteur ou la vapeur d'eau, capable par accident d'effets pernicieux ou profitables, mais dont la nature est indépendante de ces effets pernicieux ou profitables, et qu'on doit définir autrement que par la quantité des poids qu'il soulève ou par la valeur des dégâts qu'il cause. C'est donc méconnaître l'homme que de le réduire, comme fait Thackeray et comme fait la littérature anglaise, à un assemblage de vertus ou de vices; c'est n'apercevoir de lui que la surface extérieure et sociale; c'est négliger le fond intime et naturel. Vous trouverez le même défaut dans leur critique, toujours morale, jamais psychologique, occupée à mesurer exactement le degré d'honnêteté des hommes, n'apercevant point le mécanisme de nos sentimens et de nos facultés; vous trouverez le même défaut dans leur religion et dans leur philosophie, et si vous remontez à la source, selon la règle qui fait dériver les vices des vertus et les vertus des vices, vous verrez toutes ces faiblesses dériver de leur sévérité morale, de leur supériorité pratique et de leur génie social.

H. Taine.

DE L'AIMANT

ET DU

MAGNÉTISME TERRESTRE

Hunc homines lapidem mirantur.
« Cette pierre est merveilleuse. »
(LUCRÈCE, livre 6.)

Le titre de cette étude aurait dû être : « Du magnétisme en général et du magnétisme de la terre en particulier; » mais on a désigné aussi par le nom de magnétisme un ensemble de phénomènes physiologiques bien plus connus des gens du monde que le magnétisme proprement dit, qui est du ressort de la physique et de la météorologie. Or il ne s'agira ici que des propriétés physiques et de la théorie de l'aimant, enfin de la terre considérée elle-même comme un vaste aimant dirigeant l'aiguille d'acier de la boussole, aimantant le fer et permettant d'observer une foule de phénomènes intimement liés à la constitution de notre globe, à son origine et aux curieux changemens qui s'opèrent dans le cours des siècles tant à sa surface qu'à son intérieur. Je répète donc que je parlerai seulement des propriétés de l'aimantation ou du *magnétisme physique*, et pas du tout de ce qu'on a appelé à la fin du dernier siècle le *magnétisme organique* ou le *magnétisme animal*. J'aurais voulu aussi me dispenser de rappeler tout ce qui se rapporte à l'aimant, à son action sur le fer, aux aimans artificiels en acier, à ceux que produit le courant de la pile de Volta, et de même à toute la théorie moderne du magnétisme ramené à l'électricité. Cependant, quoique chacune de ces notions soit très simple et même familière à plusieurs personnes, l'ensemble en est

rarement possédé par un seul esprit, par une seule mémoire. Excepté la géographie, qui est à peu près sue communément, j'ai toujours éprouvé qu'avant de parler en météorologie de l'électricité, de la lumière, de la chaleur, des climats, enfin de tout le jeu des lois physiques dans la nature, il fallait commencer par préciser les notions générales que la physique a consacrées relativement à chacune des classes de phénomènes que l'on veut faire connaître et expliquer.

Plusieurs des auteurs qui ont eu ainsi à exposer des notions préliminaires ont fait de véritables traités sur chaque matière, ce qui revenait à peu près à forcer le lecteur à s'instruire à fond sur la science dont on voulait faire servir les théories pour l'explication des phénomènes de la nature. Il nous suffira ici de les rappeler sans démonstration, et en choisissant exclusivement les parties de la science qui ont des rapports avec les faits que nous observons, dont nous voulons savoir la cause et prédire la marche dans l'avenir.

Depuis les siècles anciens, où les métallurgistes de l'Asie-Mineure, suivant la fable et suivant la réalité, changeaient en fer, et par suite en or, la terre ocreuse qui sur tout le globe constitue la mine de fer, on sait qu'une pierre ferrugineuse, un véritable minerai de fer, a la propriété d'attirer et de retenir ce métal. Cette qualité, la plus occulte de toutes les propriétés physiques après celle qui produit la pesanteur, étant suivie d'âge en âge, nous offre le plus intéressant combat entre la science et l'ignorance, entre l'énigme proposée par la nature au génie de l'homme et la sagacité persévérante de celui-ci. Depuis quelques années seulement, le voile a été soulevé; on a vu que l'électricité agissait sur l'aimant, on a fait des aimans avec l'électricité, puis on a vu l'aimant agir, comme l'électricité, sur des métaux quelconques sans aimantation; puis enfin avec l'aimant on a fait de l'électricité et tous ses accessoires, le feu, la lumière, les actions physiques, les actions physiologiques, les actions chimiques, et jusqu'au télégraphe électrique lui-même. Dans une étude scientifique, je n'ose nommer Midas, qui était sans doute plus fort en métallurgie qu'en musique poétique; mais avec les progrès dus au présent siècle dans la science à laquelle la pierre de Magnésie, la pierre magnétique a donné son nom, ce serait être ingrat que de ne pas citer Œrsted, Ampère, Arago et Faraday.

Ainsi, sans aborder la pénible tâche d'exposer, à l'occasion du magnétisme de la terre, toute la théorie de l'aimant et de l'électricité, nous n'en prendrons que ce qui sera relatif à l'aimantation électrique de notre globe, reconnue par toutes les analogies des faits observés avec les expériences de cabinet. En admettant les notions indispensables, nous élaguerons les autres, quelque curieuses qu'elles puissent être. Rien de moins que le nécessaire, mais rien de plus.

Il y a trois sortes de définitions : la définition étymologique, la définition par énumération, et la définition théorique. La première cherche dans le nom de la chose à définir des notions sur sa nature; la deuxième énumère les diverses parties dont se compose la science à définir; enfin il y a la définition théorique, qui, en attribuant les faits à une cause hypothétique, a la hardiesse de les expliquer comme des effets de cette cause supposée admise. Ici l'hypothèse fondamentale, suivant la belle idée d'Huygens, se légitime par les explications qu'elle fournit des faits connus, et par les découvertes qu'elle provoque dans ces vastes contrées inexplorées qu'on appelle l'inconnu, c'est-à-dire le domaine de l'ignorance.

Le mot de magnétisme, ou science de l'aimant, vient originairement de celui de Magnésie, nom d'une contrée métallifère de l'Asie-Mineure : « l'aimant, dit Lucrèce, que les Grecs nomment ainsi du lieu qui est sa patrie; »

Quem magneta vocant patrio de nomine Graïi.

L'île d'Elbe, en Europe, pourrait au même titre réclamer l'avantage de donner son nom, *ilvaïsme*, à ces morceaux de minerai de fer noir ou gris qui sont d'excellens aimans. On en tire aussi des Pyrénées. La pierre de Magnésie ou pierre d'Hercule a été connue de toute l'antiquité. Sa propriété d'attirer et de retenir le fer a excité l'étonnement de Thalès comme celui des savans de notre siècle. La définition étymologique de l'aimant ne nous apprend donc rien, sinon que l'aimant naturel est un minerai de fer attirant ce métal. Il est même quelques minerais magnétiques qui contiennent une certaine quantité de charbon, et qui par suite, outre leur propriété magnétique, se fondent en acier naturel, sans aucun procédé de cémentation ou autre manipulation équivalente. En choisissant certains échantillons de cette *mine d'acier*, on aurait des aimans blancs.

Buffon a déjà remarqué combien il était merveilleux que, même du temps d'Homère, la langue grecque possédât une si prodigieuse richesse de mots pour exprimer tous les êtres physiques ou métaphysiques que peut connaître l'intelligence humaine. On est encore, de nos jours, forcé de recourir à ce bel idiome pour nommer directement ou indirectement une foule d'objets nouveaux. Toutefois, quant au magnétisme et aux propriétés de l'aimant autres que celle de *saisir le fer*, les Grecs n'ont rien dans leur langue qui puisse nous éclairer.

Les anciens n'ont point fait agir deux aimans l'un sur l'autre, et n'ont point vu que si ces deux aimans s'attirent fortement par deux bouts, ils se repoussent de même par les deux autres. L'orientation que donne le globe aux aimans flottans leur a également échappé.

Là comme ailleurs, ils ont fait de longues théories et de courtes expériences. Lucrèce convient que ces théories ont besoin de longs circuits :

Et nimiùm longis ambagibus est adeundum.

La définition par énumération a le grave inconvénient d'énoncer des choses provisoirement inconnues : nous éviterons cet écueil en substituant à cette énumération l'historique de la découverte de chaque propriété de l'aimant.

Outre la propriété d'attirer et de retenir le fer, reconnue par les Grecs, les Romains avaient vu que si un aimant enlève un anneau de fer, cet anneau lui-même en enlève un second, et ainsi de suite, en sorte, dit Lucrèce, qu'il se fait une chaîne d'anneaux suspendus l'un à la suite de l'autre. Il est fort douteux que ce peuple, très peu observateur, ait su qu'un aimant pouvait communiquer aux corps sur lesquels il agissait la vertu dont il était doué, soit que cette propriété acquise fût passagère, comme dans le fer doux, soit qu'elle devînt permanente, comme dans les barreaux d'acier et dans les aiguilles de boussole, qui sont l'un et l'autre de vrais aimans artificiels. Je ne puis préciser l'époque où l'on a su aimanter l'acier pour la première fois, et, par des assemblages de barreaux, produire des aimans bien supérieurs en force à ceux que nous donne la nature dans les minerais de fer.

S'il est curieux de voir, sans cause apparente, un aimant naturel mettre en mouvement et soutenir contre son poids une masse considérable de fer, il est encore bien plus merveilleux de voir un barreau suspendu par son milieu à un fil, une aiguille mobile sur un pivot, tourner d'eux-mêmes leurs extrémités vers les régions polaires de la terre. C'est indubitablement aux Chinois que nous devons cette admirable découverte. Au moment où la puissance de la race tartare, pesant du nord sur le sud, tant dans l'Europe que dans l'Asie, écrasait à la fois les chrétiens d'Orient, les musulmans d'Asie, les bouddhistes et les Chinois, les envoyés des souverains d'Europe, et notamment ceux de France et d'Allemagne, se rencontrèrent à la cour du grand-khan avec ceux du Céleste-Empire, et l'Europe connut à cette époque, et par ces communications, la boussole, l'imprimerie et la poudre de guerre (1). Je supprime de curieux détails sur ces puissans dominateurs de l'Asie centrale, qui, dans l'orgueil de leur empire, avaient l'insolence de faire offrir au roi de France la charge de grand-fauconnier, et ne lui écrivaient que des lettres longues au plus de un ou deux pieds, tandis que, quand leur empire se

(1) Voyez là-dessus les mémoires de la Société Asiatique.

fut affaibli en se divisant, ils recherchèrent l'alliance des souverains d'Europe pour faire diversion à des ennemis plus voisins, et envoyèrent plus courtoisement à nos rois des lettres qui avaient plusieurs mètres de long. Si ma mémoire est fidèle, ceci se passait au temps des Valois.

La boussole existe encore en Chine avec la même forme qu'au temps où elle a été importée en Europe. Je ne sais pas à quelle époque on a mis dans la boussole un barreau d'acier aimanté ou une aiguille légère à la place d'un lourd et faible aimant consistant en mine de fer magnétique. Peut-être est-ce là le perfectionnement qui fut mis en pratique à Amalfi, ville qui se vante de l'invention de la boussole, et qui sans doute n'est pas étrangère à l'adoption et à l'*utilisation* de cet instrument, pas plus que Faust et le moine Schwartz ne l'ont été à l'imprimerie et à l'emploi de la poudre de guerre. Notez que les Chinois n'ont point connu les armes à feu portatives, et ne les ont reçues que des Européens sous le nom d'*armes franques*. Il faut en dire autant de l'imprimerie avec des caractères isolés et non point en planche sculptée. Ces faits assurent les droits de ce peuple à ces trois grandes découvertes.

Quelques documens nous indiquent que les anciens avaient fait flotter des aimans sur des bassins pleins d'eau, à peu près comme maintenant, pour amuser les enfans, on fait flotter de petits poissons ou des oiseaux aquatiques dont le corps renferme un petit barreau aimanté. Ces animaux flottans viennent à l'appât d'un aimant grossièrement façonné en hameçon, et qu'on leur présente à distance. Les anciens auraient dû alors reconnaître la direction que l'aimant reçoit de l'action du globe; mais rien n'indique même qu'ils en aient distingué les deux pôles, tandis qu'il n'est point d'enfant qui, après avoir attiré son poisson flottant, ne sache retourner bout pour bout l'hameçon aimanté qu'il tient à la main pour faire reculer et fuir le poisson que l'autre bout appelait.

Avant de passer à cette propriété curieuse, remarquons que souvent on joint dans le langage scientifique les attractions magnétiques aux attractions électriques. Frottez un bâton de cire à cacheter sur la manche d'un habit sec, en allant toujours dans le même sens : il l'électrise fortement, et si on le présente à une petite balle de moelle de sureau pendue à un fil de soie, il attire vivement cette petite balle; mais sitôt que celle-ci a touché la cire électrisée, elle est à l'instant repoussée, tandis que si avec un aimant on attire un petit globe de fer suspendu de la même manière, le petit globe reste adhérent à l'aimant qui l'a appelé à lui, et même son adhérence augmente un peu avec le temps. L'explication de ce fait est du ressort de la théorie, mais il établit par soi-même une grande différence entre l'attraction magnétique et l'attraction électrique. L'une et l'autre

d'ailleurs étaient connues des anciens; seulement, au lieu de notre cire à cacheter, qu'ils ne connaissaient pas, ils employaient l'ambre jaune appelé *électron*. C'est de là, comme chacun sait, qu'est venu le nom d'électricité. Pour prévenir quelques méprises, je dirai que ce mot *électron*, dans Homère, désigne un métal précieux, alliage naturel d'or et d'argent, car les anciens, qui connaissaient fort bien l'affinage de l'or et de l'argent par le plomb et la coupellation, ne savaient pas séparer l'or de l'argent, opération comparativement récente, et qui a suivi la découverte chimique des acides.

Quant à la polarité de l'aimant, elle consiste en ce que la vertu magnétique n'est jamais distribuée également dans tous les points de la pierre naturelle ou du barreau aimanté artificiel. On reconnaît qu'elle est toujours résidente vers deux points opposés de l'aimant, et qui, si l'aimant est taillé en boule ou sphère parfaite, correspondent, pour le petit globe aimanté, aux deux pôles du globe terrestre. Ce vaste globe ayant été reconnu par son action sur l'aiguille aimantée posséder dans les régions polaires une vertu magnétique analogue à celle que possèdent les deux points opposés des aimans, le nom de pôles magnétiques passa naturellement à ces points. D'après cette assimilation, l'aimant naturel taillé en boule fut souvent appelé *terrella*, c'est-à-dire « petite terre. »

L'attraction mystérieuse des corps aimantés et électrisés une fois reconnue, il était naturel de supposer une attraction de nature spéciale pour expliquer les mouvemens célestes. Aristote avait admis que le mouvement circulaire était naturel. Pour lui, il n'y avait rien d'étonnant à voir la lune tourner autour de la terre, ainsi que le soleil et les planètes, d'après la théorie admise alors. Depuis la renaissance, quand les lois du mouvement furent mieux connues, on comprit que jamais sans cause extérieure un corps mobile ne dévie de la ligne droite et ne change sa vitesse. On admit donc vaguement, mais très rationnellement, qu'une certaine attraction du genre de l'action magnétique retenait la lune, par exemple, à une distance constante de la terre, et forçait notre satellite à décrire un cercle autour de nous. C'est ainsi qu'un cheval retenu par une longe décrit autour du palefrenier un cercle dont celui-ci occupe le centre. Borelli, Varignon et bien d'autres avaient proposé cette explication de la cause régulatrice des mouvemens célestes. La pesanteur terrestre avait aussi été attribuée à une attraction pareille opérée par la terre sur les corps pesans. Cependant c'étaient là de sourdes rumeurs scientifiques qui ne s'entendaient pas au milieu de l'immense retentissement des fameux tourbillons de Descartes. Plus de la moitié du XVIIe siècle s'écoula ainsi.

Enfin Newton découvrit la loi de cette attraction, vaguement indiquée. Il vit qu'elle diminue avec la distance, et même plus rapide-

ment que la distance n'augmente. Ainsi la lune, qui est soixante fois plus éloignée du centre de la terre que ne l'est de ce même centre un corps pesant situé à la surface de la terre, fut reconnue par lui être attirée non pas soixante fois moins que les corps pesans ordinaires, mais bien soixante fois soixante fois moins, c'est-à-dire trois mille six cents fois moins. Dans le même temps où la lune se rapproche de la terre de *un* mètre, un corps tombant à l'ordinaire parcourrait 3,600 mètres. C'est ce qu'on appelle la loi du carré. J'en citerai un exemple familier dans le prix du diamant. Si un diamant d'un certain poids vaut par exemple 100 fr., un diamant de même qualité, mais d'un poids double, vaudra non pas deux fois plus, mais bien ***deux fois deux fois*** plus, ou quatre fois plus, c'est-à-dire 400 fr. Si ce second diamant pèse trois fois plus que le premier, il faudra dire trois fois trois, ce qui fait neuf, et le prix sera de 900 fr. Enfin, si le poids est décuple, comme dix fois dix font cent, le prix du diamant dix fois plus pesant sera cent fois 100 fr. ou 10,000 fr.

Une fois en possession du secret de la nature dans la loi régulatrice des mouvemens célestes, ce grand homme révéla aux savans étonnés le système du monde tout entier. Tout fut expliqué, pesé, mesuré, prévu. Le passé, le présent, l'avenir du monde matériel furent livrés au génie de l'homme. Les perturbations célestes, la précession des équinoxes, les mouvemens inextricables de la lune, la cause des marées, la forme des planètes, le balancement de l'axe de la terre, enfin mille connaissances transcendantes jugées inaccessibles à jamais à l'intelligence humaine furent apportées en tribut à l'humanité reconnaissante et ennoblie par des conquêtes si inespérées.

Dieu dit : Que Newton soit! et tout fut éclairci.

J'ai souvent pensé aux jouissances que les esprits d'élite, poètes, artistes, penseurs, savans, trouvaient dans la création de leurs chefs-d'œuvre, quand ils pouvaient, comme le créateur de la nature, contemplant ce qu'ils venaient d'appeler à l'existence, ***voir que cela était bon! Vidit Deus quod esset bonum!*** Or, si jamais mortel a pu sentir les joies d'un légitime orgueil, c'est sans nul doute le révélateur de la grande loi de l'univers, la loi de la pesanteur universelle rapportée à une attraction spéciale.

Voilà, dira-t-on, du style un peu trop grandiose. Mais peut-il y avoir de l'excès en ce genre quand il est question de Newton, de ce Newton que l'on rabaisse quand on dit le grand Newton?

Eh bien! baissons d'un ton...,

suivant l'expression de La Fontaine, sans quitter le même sujet. Je visite un jour un de mes savans confrères, à qui je trouve un air triste et mortifié. « Hélas! me dit-il, je travaillais depuis plusieurs

mois à un sujet qui me promettait une grande découverte; elle m'échappe aujourd'hui! — Consolez-vous, lui dis-je,

Écoutez ce récit avant que je réponde.

— Ah! me dit mon sérieux et très lettré confrère, vous allez me réciter une fable, *le Meunier, son fils et l'âne*. — Pas du tout, il s'agit d'une histoire de pêcheur persévérant comme on admet qu'ils le sont tous. — Voyons!

« J'étais en 1829 à Slough, en vue des tours normandes du vaste château royal de Windsor, chez le fils du grand Herschel, qui n'a point dégénéré de l'illustration de son père. La vénérable veuve de William Herschel présidait encore à la soirée, et tandis que son fils et moi nous dessinions sur un papier, en discutant vivement toutes les complications de mouvement que doit éprouver une molécule matérielle pour donner naissance dans l'éther à toutes les sortes de lumière et de chaleur, des éclats de rire s'élevèrent du sein de la famille, occupée moins sérieusement que nous à la lecture du *Court-Journal*. Voici l'anecdote. Un amateur de pêche arrive dans un canton où se trouve une magnifique pièce d'eau, un vrai lac, qu'il juge très poissonneux. Il est confirmé dans son opinion par la présence d'un pêcheur qui y reste depuis l'aube jusqu'au coucher du soleil. Cependant le nouvel arrivant perd son temps et son art d'amorcer pendant toute la journée. La même chose se renouvelle le jour suivant, et il convoite la place choisie par le pêcheur de la veille, qui ce jour-là n'avait pas été moins assidu à son poste qu'à l'ordinaire. Il lui faut cette place à tout prix. Le lendemain donc il arrive avant le jour, l'autre y est déjà. Notre homme, comme les jours précédens, jette sa ligne sans succès. Piqué au vif, il prend une résolution héroïque. Il fait des provisions convenables en tout genre, et sitôt que son rival a quitté l'endroit privilégié, il s'y installe et y passe la nuit. Le matin arrive, et l'autre pêcheur aussi; mais la place étant occupée, celui-ci va pêcher plus loin. Cependant l'usurpateur n'en est pas plus heureux pour cela. Le soir venu, en quittant sa position enviée, il va trouver l'autre et lui dit humblement : Je conviens que je me suis rendu coupable d'un mauvais procédé à votre égard; mais vous me le pardonnerez sans doute quand vous saurez que, malgré toute l'expérience que je crois posséder dans notre partie et surtout pour amorcer, non-seulement je n'ai rien pris aujourd'hui, mais je n'ai pas même vu un seul poisson! — Cela ne me surprend nullement, lui répond gravement son interlocuteur, car voilà trois mois que je viens ici, moi, tous les jours, et je n'ai pas encore vu mordre une seule fois! — Permettez-moi, dis-je à mon confrère, de faire, comme dans *les Mille et une Nuits*, l'application de mon conte. Vous vous plaignez d'avoir perdu quelques mois dans une recherche

qui a trompé vos espérances, et moi, voilà près d'un demi-siècle que j'amorce une grande découverte sans avoir encore rien vu mordre à mon hameçon. Continuez de chercher, et vous trouverez... peut-être! »

Longtemps après Newton, Coulomb démontra que la loi des deux attractions autres que celle qui fait la pesanteur était la même que la loi de la pesanteur universelle, savoir l'inverse du carré des distances. Depuis Thalès, on avait déjà étudié de toutes les manières possibles l'action occulte des corps aimantés, on avait fabriqué de puissans aimans artificiels, mais rien n'avait pu donner à espérer que la force magnétique laissât pénétrer son mystère. Comme pour la source du Nil dont parle Lucain, la nature triomphait à rester cachée :

Sed vincit adhùc natura latendi.

Tous ceux qui ont écrit sur la physique et tous les recueils académiques tiennent le même langage jusqu'en 1820. La théorie de l'aimant, ce grand progrès de la science, était réservée à notre époque.

Jusqu'au XIXe siècle, la mine de fer dite aimant naturel et les barreaux d'acier aimantés avaient été, avec le globe terrestre, les seuls corps magnétiques connus. Dans les premières années de ce siècle, on trouva que deux métaux autres que le fer, savoir le nickel et le cobalt, partageaient avec celui-ci la vertu magnétique; mais on avait cru que c'était peut-être parce qu'ils contenaient une certaine quantité de fer. On doit nommer notre célèbre chimiste Thénard, avec Sage, parmi ceux qui ont les premiers expérimenté le magnétisme du nickel. Plus tard, Laugier ayant réussi, par une habile analyse, à isoler parfaitement le cobalt du nickel, le magnétisme de ces deux métaux, à l'état de pureté absolue, fut constaté sans indécision, et l'on eut trois métaux magnétiques, le fer, le nickel et le cobalt. C'était un fait curieux, mais qui n'apprenait encore rien sur la nature du magnétisme.

En 1820, le monde savant possédait déjà depuis un quart de siècle la pile électrique due à Volta, et on avait fait avec ce prodigieux instrument une infinité de recherches mécaniques, physiques, chimiques et physiologiques, lorsqu'un savant danois, OErsted, découvrit qu'un fil métallique transmettant le courant électrique de la pile agit fortement sur l'aiguille aimantée, et la dirige en travers de sa propre direction. Ainsi le fil métallique conducteur du courant de la pile de Volta, tendu de l'est à l'ouest, place l'aiguille aimantée, quand elle est libre, dans la direction du nord au sud. Si le courant va lui-même du nord au sud, l'aiguille pointe de l'est à l'ouest. Enfin dans tous les cas elle affecte une direction transversale à celle du fil électrique qui agit sur elle.

OErsted, par cette grande découverte, avait tiré l'action magnétique de son isolement. L'électricité avait aussi une action magnétique. OErsted avait été le Christophe Colomb du magnétisme; Ampère en fut le Pizarre et le Fernand Cortès. Ce grand physicien se distingua par un trait de génie : il admit et prouva que l'électricité seule était la cause des propriétés de l'aimant. L'aimant n'est, suivant lui, qu'un assemblage spécial de courans électriques, et en effet, en disposant de pareils courans, il obtint de véritables aimans par la seule électricité transmise le long des contours d'un fil métallique enroulé en spirale ou en hélice. Ces appareils ingénieux ont des pôles et sont dirigés par le globe du nord au sud. De plus, on voit que, pour expliquer l'action mystérieuse sur l'aiguille aimantée, il suffit d'admettre dans le globe des courans électriques dirigés de l'est à l'ouest, et d'après ce qui a été dit plus haut ces courans disposeront l'aiguille aimantée nord et sud exactement comme le donne l'expérience de la boussole. La loi des actions des appareils électriques fonctionnant comme des aimans fut trouvée la même par l'expérience que celle des aimans précédemment connus, c'est-à-dire l'inverse du carré des distances. Enfin, au moyen de l'action de l'électricité sur le fer doux, on fit des aimans capables de porter non point seulement quelques kilogrammes, mais bien le poids de *plusieurs* pièces de canon. Dans un livre publié en 1822 par Ampère et par moi, on trouvera l'idée de transmettre des signaux par le courant de la pile agissant sur l'aiguille aimantée. Le chapitre porte ce titre : *Télégraphe électro-magnétique*. Ainsi Ampère est le véritable inventeur du télégraphe actuel, et je pense que personne maintenant ne lui dispute cette grande gloire utilitaire.

Arago avait trouvé qu'un aimant placé dans le voisinage d'une plaque métallique qui n'agit pas sur lui devient sensible à l'action de la plaque quand on met celle-ci en mouvement. En tournant, elle entraîne le barreau aimanté, quoique celui-ci soit renfermé dans une boîte et complétement à l'abri de l'influence de l'air mis en mouvement par la plaque tournante. C'était un fait inexplicable dans une partie de la physique déjà éminemment obscure. On enregistra le fait et on attendit, tout en l'étudiant sous toutes ses faces. M. Herschel, dont nous avons parlé tout à l'heure, aussi bon physicien que grand astronome, renversa l'expérience d'Arago, et en faisant tourner l'aimant sous la plaque et non pas la plaque sous l'aimant, il vit la plaque suivre le mouvement du barreau aimanté mis en mouvement rotatoire.

On avait donc, indépendamment de l'expérience d'Arago, constaté qu'avec de l'électricité on pouvait faire de l'aimant; mais comment avec des aimans faire de l'électricité? Si, suivant Ampère, un

aimant est un ensemble, un système de courans électriques, comment retirer cette électricité de l'intérieur du corps magnétique, où elle est sans doute disposée en courans circulant tout à l'entour des particules minimes, des atomes qui constituent les corps solides, liquides ou gazeux? Comment saisir ces courans infiniment petits pour les forcer à se manifester par les actions ordinaires qu'exercent les agens électriques connus?

C'est ce résultat qu'a obtenu M. Faraday, qui, interprétant l'expérience d'Arago comme l'effet de courans que l'aimant ferait naître dans la plaque mobile, eut l'heureuse idée d'essayer de recueillir ces courans, comme cela se pratique pour le courant de la pile de Volta. L'aimant devint entre ses mains une puissante machine électrique avec laquelle il reproduisit tous les phénomènes. Tout fut obtenu, attractions, répulsions, étincelles, actions chimiques, chaleur, lumière, commotions nerveuses, action sur l'aiguille aimantée, direction par le globe. Un caractère tout à fait nouveau dans les forces de la nature signale celles dont on doit la découverte à M. Faraday, c'est qu'elles cessent d'agir au moment où le mouvement cesse, à peu près comme ferait une flèche qui percerait tant qu'elle serait en mouvement progressif, mais dont la blessure disparaîtrait au moment même où la flèche cesserait d'avancer.

Si on veut bien, dans le résumé historique que je viens de tracer, prendre à part les diverses propriétés du magnétisme qui y sont exposées, on aura par énumération la définition et le tableau du magnétisme physique; mais cette énumération serait loin d'être complète. Ainsi elle ne comprend ni les nombreux phénomènes connus sous le nom de *diamagnétisme* et de *paramagnétisme*, ni le magnétisme des gaz eux-mêmes, car l'oxigène, ce roi de la nature, a été reconnu avoir les propriétés de l'aimant, même quand il conserve son état de fluide aériforme.

Je ne puis omettre une dernière découverte de M. Faraday, relative à l'action de l'aimant sur la lumière. La physique possède les moyens de distinguer dans un rayon de lumière ses différens côtés, comme, pour une flèche, on peut distinguer les divers côtés par la position du fer aplati dont elle est armée, et qui suit le mouvement de la flèche quand celle-ci tourne sur elle-même. Eh bien! M. Faraday, par une aimantation électrique, a fait tourner sur lui-même un rayon de lumière. C'est sans doute là le germe de futurs progrès pour la science de la lumière et pour la connexion qui sans doute existe entre ce principe et l'électricité, comme aussi entre l'électricité et la chaleur. C'est une contrée entrevue pendant une course rapide sur une voie ferrée avec les ailes de la vapeur, et qui promet de riches trésors à une exploration tranquille et sérieuse. C'est une perspective ouverte à de nouveaux progrès dans la connais-

sance des agens essentiels de la nature, comme l'expérience d'OErsted fut le point d'où partit Ampère pour établir que tous les phénomènes de l'aimant ne sont que des effets électriques.

Avant ce puissant génie, les physiciens étaient forcés d'admettre deux agens spéciaux, l'un pour le magnétisme, l'autre pour l'électricité. Ampère, en ramenant le magnétisme à l'électricité, simplifia la nature et rehaussa, comme Newton, l'intelligence humaine en agrandissant son domaine. Sa gloire, comme celle de tous les savans qui, suivant l'expression de Fresnel, n'ont point *courtisé la renommée*, grandit d'année en année depuis sa mort, et grandira indubitablement encore dans la postérité.

La belle théorie d'Ampère, qui malheureusement n'est pas susceptible d'une exposition élémentaire, peut être donnée comme une définition théorique du magnétisme, qui sera dans ce sens regardé comme étant le résultat de l'action de courans électriques convenablement disposés autour des particules de l'aimant. Le magnétisme du globe terrestre dans la même théorie sera dû à des courans électriques allant de l'est à l'ouest, courans dont l'existence ne peut être révoquée en doute. Quand on songe du reste que tout l'organisme vital des plantes et des animaux fonctionne par l'électricité, on ne peut assez s'étonner que l'agent dont Thalès notait seulement dans l'*électron* les attractions à distance soit devenu, pour ainsi dire, dans la nature inanimée comme dans la nature vivante, le principe fondamental de la constitution des êtres. L'électricité, c'est tout.

Oserons-nous faire un pas de plus et regarder l'électricité elle-même comme un des effets de ce fluide subtil, universel, dont la lumière et la chaleur démontrent presque mathématiquement l'existence, et dont le nom emprunté à Aristote, l'éther, nous représente aujourd'hui un milieu qui est pour la lumière et la chaleur ce que l'air est pour le son et pour le bruit? Métaphysiquement, et pour les esprits ambitieux que le doute et l'ignorance irritent et humilient, les spéculations sur le possible ou même sur l'*inconnaissable* peuvent avoir leur charme. Les bons esprits savent ignorer et attendent pour savoir. Dans les sciences d'observation, on fait peu de cas des théories qui ne se traduisent pas en découvertes de fait. Un de nos vieux proverbes dit : « Tant vaut le métier, tant vaut l'homme. » Disons que dans les sciences positives tant valent les applications, tant vaut la théorie.

Beaucoup de personnes sensées, en apprenant que le magnétisme a été expliqué par l'électricité, se figurent qu'on a pénétré le secret de ses attractions et répulsions. Rien de pareil. Seulement on a fait dépendre celles-ci des attractions et des répulsions des courans électriques, qui restent d'ailleurs elles-mêmes complétement inconnues dans leur nature. Au lieu de deux agens hypothétiques, on n'en a

plus qu'un seul. C'est beaucoup gagner en simplicité, mais enfin ce n'est pas le dernier mot de l'énigme, que sans doute nous ne saurons jamais.

Il ne faudrait pas conclure de mes paroles que je ne fais aucun cas des spéculations métaphysiques. Il n'y a rien à négliger ou à *sous-évaluer* (qu'on me passe ce mot anglais) dans le domaine de l'intelligence. Seulement il ne faut pas vouloir faire de la physique avec des spéculations purement philosophiques. Descartes et les profonds penseurs qui l'ont précédé ont montré l'impuissance de l'esprit humain quand il s'agit de *deviner* la nature. Trop heureux encore celui qui sait modestement la comprendre en l'étudiant avec de grands efforts, en suivant la méthode baconienne de l'induction et de la vérification expérimentale des prévisions théoriques! Cette marche d'aveugle qui avance en tâtonnant des pieds et des mains, qui ne fait un pas nouveau qu'après s'être assuré dans le pas précédent, semble au premier abord être peu noble. C'est l'antagonisme de l'école d'Aristote contre celle de Platon, ou bien celui de Newton contre Descartes. A en juger par les succès obtenus, la victoire est au camp des expérimentateurs.

La métaphysique et la philosophie ont assez à faire dans leur propre domaine sans qu'on les appelle sur un terrain qui n'est pas le leur. Et d'ailleurs ce n'est pas leur donner une fâcheuse exclusion que d'adopter la méthode d'induction, qui est au fond tout aussi philosophique que la méthode que j'appellerai divinatoire. Je finirai par ces belles paroles d'Aristote : « La philosophie, prenant l'intelligence pour guide, a contemplé les objets célestes les plus distans de nous, et a osé y aller chercher la vérité. » C'est cette recherche de la vérité que Pythagore, qui inventa et prit le nom de philosophe (alors titre de modestie), déclarait être celle de toutes les tendances de l'esprit humain qui le rapproche le plus de la Divinité. Pour parler plus simplement encore, rappelons cet apologue oriental : « Quand Dieu eut privé l'esprit humain de la science infuse qu'avait indubitablement possédée notre premier père Adam, l'ignorance s'applaudit et espéra régner sans obstacle; mais son triomphe ne fut pas absolu, car Dieu, en retirant la science à l'homme, lui laissa la curiosité. »

Il reste à exposer les résultats des actions électriques et magnétiques quand elles se déploient dans le vaste champ de la météorologie, pour laquelle le globe entier n'est qu'un immense laboratoire ou cabinet de physique, et dont tous les phénomènes sont les *expériences de physique* de la nature. Ce sera l'objet d'une prochaine étude.

BABINET, de l'Institut.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 décembre 1856.

Le monde marche au milieu d'un ensemble d'événemens qui passent, se succèdent et deviennent à chaque instant de l'histoire. Il échappe aux épreuves de la veille pour tomber dans les épreuves du lendemain, s'avançant toujours à pas pressés, et lorsqu'il s'arrête un moment pour se reconnaître, il a franchi une étape de plus, tout a changé de face, une année s'est écoulée, — une année de plus, qui disparaît avec l'heure expirante, comme un rêve plein de visions, qui a eu un jour pour le monde tous les prestiges de l'inconnu, et qui n'a plus rien à révéler maintenant. Tout ce qu'elle cachait s'est dévoilé heure par heure, et elle nous laisse encore une fois en présence de cet inconnu qui recommence à tous les instans. Que reste-t-il de cette période du temps à peine achevée? Des souvenirs de lutte, une grande transaction devenue un grand objet de controverse, des conflits mal apaisés, des espérances déçues, des problèmes nouveaux. Qu'apporte à son tour cette année qui commence? Voilà la question. C'était là aussi la question lorsque l'année qui finit s'ouvrait avec une solennité presque terrible, au bruit des armes et au milieu de l'incertitude universelle. Plus que jamais on croyait à la continuation d'une lutte redoutable; les alliances se formaient ou se resserraient, on cherchait du regard le point vulnérable de l'ennemi, il ne restait plus qu'à savoir de quel côté se tournerait la guerre et quelle extension elle prendrait. Au lieu de la guerre, c'est la paix qui est venue, une paix prompte, rapide, et qui n'a eu qu'un malheur, celui de ne régler que la question d'Orient, lorsque bien d'autres questions avaient eu le temps de naître et de prendre rang en quelque sorte dans le conflit, lorsque la situation même du continent avait eu le temps de changer radicalement.

Il s'est trouvé en effet que cette paix, tombant au milieu d'une situation européenne complétement transformée, n'a point tardé à être le principe de difficultés nouvelles. Il a été moins facile d'interpréter le traité de Paris que de le conclure, et c'est alors qu'on a vu éclater dans un jour singulier le trouble de toutes les relations, les changemens profonds qui sont survenus

dans le système général de l'Europe. Alors se sont révélés les dissentimens et les divergences, comme pour laisser apparaître les véritables tendances de toutes les politiques. L'interprétation du traité de Paris, prétexte facile de ces dissentimens, est donc devenue le fait principal de cette dernière partie de l'année, et pendant que les cabinets en étaient à savoir à qui appartiendrait Bolgrad, si l'Autriche et l'Angleterre se décideraient enfin à battre en retraite en rappelant leurs forces de la Turquie, c'est-à-dire, en un mot, si la paix serait une vérité, d'autres incidens, d'autres complications se succédaient. La question italienne amenait une rupture diplomatique de la France et de l'Angleterre avec Naples. Un différend moins prévu, celui de Neuchâtel, mettait en présence la Prusse et la Suisse. L'Angleterre se préparait à continuer en Perse la guerre contre la Russie. C'est ainsi que l'Europe s'est trouvée conduite au point où elle est aujourd'hui et où il ne reste plus qu'à se demander comment finiront tous ces incidens divers, quelle sera l'issue de tous ces conflits, dont quelques-uns échappent déjà aux mains de la diplomatie. C'est le secret de l'année qui commence.

Pour le moment, et c'est là le don de joyeux avénement de l'année nouvelle, toutes les difficultés relatives à l'interprétation du traité de Paris semblent résolues. La conférence qui s'est ouverte aujourd'hui ne paraît pas même devoir se livrer à de grandes délibérations; elle n'aurait qu'à adopter un protocole convenu d'avance. C'est bien assez des délibérations engagées entre les cabinets depuis six mois. Ces longues et pénibles négociations ont eu du moins un résultat heureux, puisqu'elles ont abouti à un arrangement que la conférence n'aura qu'à sanctionner, et qui fait disparaître toute mésintelligence. La Russie n'insiste plus décidément pour la possession de Bolgrad, et d'un autre côté elle reçoit une portion du territoire de la Moldavie qui ne lui était pas d'abord assignée. Que ces concessions mutuelles prennent le nom de compensation, ou qu'elles soient faites à tout autre titre, elles ont le souverain mérite de mettre un terme à des difficultés secondaires restées jusqu'ici l'écueil de la paix. L'acceptation du cabinet de Pétersbourg paraît être arrivée récemment, et si la conférence ne s'est point immédiatement réunie, c'est que le plénipotentiaire anglais, lord Cowley, attendait lui-même les pouvoirs qui lui étaient nécessaires. Maintenant on peut conclure sans doute de la solution de ces difficultés que l'Autriche quittera les principautés danubiennes, et que l'Angleterre rappellera ses vaisseaux de la Mer-Noire. Tout indique donc que l'exécution du traité de Paris est arrivée au terme de ses épreuves, et que la paix générale, si chèrement conquise va cesser d'être à la merci d'incidens secondaires. Quant aux affaires d'Italie, qui ont été une des préoccupations de l'année, elles semblent s'effacer un peu depuis quelque temps; l'intervention diplomatique de la France et de l'Angleterre à Naples a jusqu'à ce moment assez peu réussi pour que ces deux puissances éprouvent quelque hésitation et mesurent leurs démarches. Mais si sur quelques points les complications tendent à perdre de leur intensité, où sont donc les nuages menaçans? L'affaire de Neuchâtel est devenue depuis quelques jours un de ces nuages noirs qui troublent et inquiètent. En peu de temps, elle s'est singulièrement aggravée, et, si on ne consulte que l'apparence, tout marcherait à un conflit.

Que voit-on, en effet? Depuis que la Suisse a refusé l'élargissement immé-

diat et sans conditions des prisonniers neuchâtelois, la Prusse a rompu avec le gouvernement de Berne; elle se considère comme déliée des engagemens qu'elle avait pris avec les puissances signataires du protocole de Londres, et qui consistaient à ne point recourir à la coërcition. Elle fait plus, elle arme, elle lève ses contingens, mobilise la landwehr, et prend toutes les dispositions qui précèdent une opération militaire. De son côté, la Suisse reste ferme et est loin de se laisser intimider. Aux préparatifs militaires de la Prusse elle répond par des préparatifs semblables; elle se met en état de défense, lève des troupes, forme ses divisions, fait des emprunts et attend les événemens. Le conseil fédéral, qui exerce le pouvoir exécutif, vient de convoquer l'assemblée fédérale, composée du conseil des états et du conseil national, pour lui exposer la situation des choses après les négociations infructueuses qui ont eu lieu, et lui proposer les mesures nécessitées par les circonstances. On peut ajouter qu'en ce moment en Suisse, à travers toutes les différences d'opinions, il y a un sentiment patriotique prononcé qui est la première force défensive du pays.

Le fait clair, patent, c'est donc cette situation respective de deux adversaires prêts à en venir aux mains. Faut-il croire cependant à un conflit inévitable? N'est-ce point le moment d'une décisive et efficace intervention des puissances intéressées à la paix, alliées de la Prusse, amies de la Suisse? On sait quel a été l'écueil permanent des négociations activement poursuivies, depuis trois mois. La Prusse réclamait la mise en liberté immédiate et sans conditions des insurgés royalistes de Neuchâtel avant de se prêter à un arrangement sur la situation définitive de la principauté. La Suisse à son tour ne consentait à élargir ses prisonniers que si la Prusse reconnaissait l'indépendance de Neuchâtel. N'y a-t-il donc aucun moyen de se frayer un chemin à travers ces prétentions opposées pour arriver à une solution sérieuse et équitable? La Suisse aurait pu sans doute avoir plus d'égards pour ce que le roi Frédéric-Guillaume considérait comme une question de dignité, et elle aurait dû mettre plus de bon vouloir à désintéresser cette dignité lorsqu'elle devait avoir le bénéfice principal d'un arrangement définitif. Il eût été peut-être d'une plus habile politique de moins décourager les intentions conciliatrices de la France, et de ne point réclamer tant de sûretés, parce que le seul fait de l'intervention de la France devenait une garantie suffisante, quoique non explicitement formulée, contre toute revendication armée sur Neuchâtel. La France se liait par la médiation, comme elle l'est déjà par tous ses intérêts politiques, par ses rapports traditionnels avec la Suisse. Mais enfin sur quel motif sérieux et irrésistible se fonderait la Prusse pour aller entreprendre une guerre qui pourrait créer de nouveaux périls en Europe? Nous le disions récemment, il y a pour la Prusse un droit consacré par les traités de Vienne. Il faut bien s'entendre cependant, c'est un droit assez abstrait, nominal en quelque sorte, et qui ne détruit pas le caractère de canton suisse attribué à Neuchâtel par les mêmes traités. Que le roi Frédéric-Guillaume, mû par une juste susceptibilité, tienne à abdiquer convenablement, et sans paraître céder à la pression d'un fait accompli, des prérogatives de souveraineté plus honorifiques que réelles, on le conçoit; mais il ne peut y avoir rien de plus. La Prusse, on n'en peut disconvenir, a fait preuve d'une exemplaire modération et d'inclinations toutes pacifiques pendant la der-

nière lutte européenne. Elle ne s'est point portée à des extrémités belliqueuses, elle a soigneusement décliné tous les engagemens qui auraient pu la conduire à prendre les armes. Comment aurait-elle sérieusement la pensée aujourd'hui d'aller entreprendre une guerre contre la Suisse et pour reconquérir Neuchâtel? Elle trouverait d'ailleurs plus d'une difficulté, et il lui reste encore à obtenir pour ses troupes le passage sur les territoires allemands qui ne lui appartiennent pas. Accorder ce passage, ce serait de la part de la confédération germanique se poser en ennemie déclarée de la Suisse. Or la diète de Francfort a bien pu reconnaître les droits de la Prusse sur Neuchâtel, mais elle ressemble en cela aux autres puissances qui ont admis théoriquement le droit du roi Frédéric-Guillaume, et qui ne donneraient point raison à ses armes. Tout se réunit donc pour imposer à l'Europe l'obligation de tenter un effort nouveau de conciliation. Déjà divers projets ont été proposés. Les ministres étrangers qui résident à Berne avaient pris l'initiative d'une combinaison qui eût consisté à élargir les prisonniers royalistes, en les éloignant de Neuchâtel jusqu'au règlement définitif de la question. L'envoyé suisse à Paris, le colonel Barman, qui vient de se rendre à Berne, paraît avoir été chargé de propositions nouvelles du gouvernement français. L'Autriche elle-même a, dit-on, ses plans de pacification. Le fait essentiel, c'est cet effort universel pour empêcher un conflit dont l'impossibilité éclate à mesure que le terrain se resserre entre les combattans, et qu'on étudie de plus près cette question.

Chose étrange! il semble que la lutte soit la condition permanente et invariable du monde. La guerre a cessé en Europe, elle ne naîtra point sans doute de l'affaire de Neuchâtel: elle va éclater en ce moment aux extrémités de l'Orient, dans ces vagues contrées où l'Angleterre et la Russie s'observent de loin et se mesurent parfois, l'une souveraine et dominatrice des Indes, l'autre maîtresse de la Mer-Caspienne, pesant sur la Perse et serrant déjà de près les principautés tributaires de la puissance anglaise. La Perse joue un certain rôle dans ces luttes obscures, où il y a bien aussi pour l'Europe des intérêts de civilisation et d'avenir, et c'est ce qui explique l'importance de la guerre qui est imminente, qui est même déclarée entre l'Angleterre et l'empire persan. C'est une sorte de guerre d'Orient continuée et transportée en Asie, aux confins de l'Afghanistan et dans le Golfe-Persique. On a pu voir pendant quelque temps tous les journaux européens se livrer à toute sorte de commentaires et de contradictions sur un événement singulier dont l'Asie était le théâtre : cet événement était le siége d'Hérat. Hérat était-il pris? le siége avait-il été levé? L'armée persane a fini par prendre Hérat, et c'est là un des griefs de l'Angleterre, c'est un des motifs de la déclaration de guerre publiée à Calcutta par le gouverneur-général de l'Inde. Ce n'est point qu'Hérat soit une ville importante par elle-même; c'est la petite capitale d'une petite principauté perdue dans les déserts qui s'étendent entre l'Afghanistan et la Perse; mais sa situation fait son importance. Hérat est placé dans une vallée qui est en quelque sorte le lieu de passage vers l'Inde, la porte par où l'on pénètre jusque dans le fond de l'Asie. Hérat, disons-nous, est la capitale d'une principauté indépendante; cependant la Perse revendique toujours certains droits de souveraineté sur le pays. De plus, les Afghans de ces contrées menacent incessamment les frontières persanes et

ravagent les provinces contiguës. C'est ce qui explique comment la Perse a fait bien des fois déjà le siége d'Hérat et comment elle vient de le reprendre encore. De son côté, l'Angleterre tient essentiellement à l'indépendance de cette position, qu'elle consentirait bien à occuper sans doute, mais qu'elle ne veut point laisser à la domination persane. De là une des raisons principales de la guerre récemment déclarée. La proclamation du gouverneur-général de l'Inde se fonde sur la violation d'un traité resté secret jusqu'ici et qui remonte à 1853, traité par lequel la Perse s'engageait à abdiquer ses prétentions sur Hérat, à respecter l'indépendance de cette ville et à ne point chercher à l'occuper, à moins qu'elle ne fût menacée par d'autres envahisseurs. Or c'est de cette dernière réserve que s'arme justement la Perse. Elle soutient qu'elle n'a marché sur Hérat que parce que l'émir de l'Afghanistan, Dost-Mohamed, allait l'envahir. L'Angleterre n'a point trouvé la raison suffisante, et le gouverneur de l'Inde a fait partir une expédition pour le Golfe-Persique. Cette expédition se combinera-t-elle avec quelque autre opération par l'intérieur asiatique? On ne peut le savoir. Dans tous les cas, ce n'est pas seulement la Perse que combat l'Angleterre, c'est la Russie. Voilà les deux ennemies! Ce n'est pas que la Russie et l'Angleterre en soient tout à fait à se rencontrer en Asie: elles sont séparées encore par d'énormes distances; seulement elles sentent qu'elles se rencontreront. Elles avaient essayé pendant nombre d'années de s'entendre, de mettre entre elles une sorte d'intervalle, en faisant de la Perse un état intermédiaire. Aujourd'hui la lutte recommence. La question est de savoir si elle est destinée à dépasser prochainement les limites d'une lutte d'influence, comme elle l'a été jusqu'ici.

Il y a dans l'Europe actuelle des malaises de plus d'une sorte; il y a ces malaises qui tiennent au vice de certaines situations, à des antagonismes puissans, à tous les rapports des gouvernemens, et il y a des malaises d'une autre nature, qui naissent de ce travail intérieur où les institutions des peuples sont en cause. Depuis quelque temps déjà, la Hollande est livrée à une de ces crises intérieures. Le cabinet et le parlement sont en présence, l'un et l'autre soutiennent la lutte vigoureusement, sans céder de terrain, mais aussi sans se laisser entraîner par les passions extrêmes. Dès l'ouverture de la session, nous l'avons dit récemment, ce conflit s'était engagé, et il se dénouait momentanément par le vote d'une adresse significative dans la seconde chambre des états-généraux. Le grand champ de bataille était la question de l'enseignement primaire qui avait été la première cause de l'avénement du ministère actuel. Au fond, le cabinet de La Haye se proposait, non plus de soumettre aux chambres un projet spécial sur l'instruction primaire, mais de présenter une organisation générale de toutes les branches de l'enseignement. Or, dans ce projet si vaste, et trop étendu pour être d'une réalisation pratique bien aisée, l'opposition, devenue défiante, croyait voir l'arrière-pensée de ne rien présenter du tout, ou du moins d'ajourner indéfiniment toute discussion sur la loi réglant l'enseignement primaire. En outre, si la Hollande est un pays essentiellement pratique, elle n'est pas moins sensible aux choses de l'intelligence, et en voyant depuis quelques mois le ministère s'occuper avant tout de nommer des commissions pour l'examen d'affaires matérielles, telles que le percement de l'isthme de Suez, les chemins de fer, le régime de la santé publique, on craignait qu'il n'y eût là une certaine préméditation

tendant à endormir l'opinion et à la détourner de la question de l'enseignement, qui est devenue l'unique et ardente préoccupation. On en était là au lendemain du vote de l'adresse. Il était évident que la lutte n'était point finie, le moindre incident suffirait pour la ranimer. L'occasion seule manquait, et elle s'est présentée naturellement dans la discussion du budget. Cette discussion a duré un mois entier, et elle a été pleine de péripéties, d'incidens presque orageux, qui ont permis à toutes les opinions de se produire, à toutes les situations de se dessiner. Encore une fois toutes les questions politiques ont été agitées. Comment s'est formé le ministère actuel? N'arrive-t-il pas au pouvoir avec une pensée réactionnaire, avec la résolution persistante de porter atteinte à la loi fondamentale? Quelles sont ses vues sur l'enseignement primaire? Les antécédens mêmes des ministres ont été sévèrement scrutés. Le cabinet, représenté principalement par le ministre de l'intérieur, M. Simons, et le ministre de la justice, M. van der Brugghen, s'est défendu non sans talent, en restant souvent dans des généralités, il est vrai, mais aussi en donnant certains gages de modération.

Ce n'était là du reste que la discussion générale, et il fallait bien finir par entrer dans les détails du budget. Or c'est ici que commencent les péripéties. Chaque chapitre devenait l'occasion d'une discussion nouvelle, chaque vote était vigoureusement disputé. Le chapitre de la maison du roi était d'abord adopté à l'unanimité; mais la lutte devenait sérieuse à propos des dépenses du ministère de la justice, et elle prenait un caractère particulièrement grave quand on venait au budget du ministère de l'intérieur, l'un des plus importans. Ici la chambre se scindait en deux parties égales; 32 voix se prononçaient pour l'adoption, 32 voix pour le rejet du chapitre. Le lendemain, une nouvelle épreuve avait le même résultat. Le ministre de l'intérieur, M. Simons, offrait immédiatement sa démission, que le roi n'acceptait pas. Une maladie subite du ministre de l'intérieur est venue tempérer cette crise, et M. Simons a été remplacé temporairement par le ministre des cultes réformés, M. van Rappard. De plus, la chambre a adopté une loi de crédit pour six mois, afin de ne point laisser souffrir les services publics. Le budget de la guerre a provoqué des débats plus orageux encore. Le ministre, M. Forstner de Dambenoy, a défendu si chaleureusement son chapitre, qu'il a fini par se faire admonester par le président de la chambre, et le scrutin présentait encore le fatal partage de 31 voix négatives contre 31 voix affirmatives. Le lendemain, une nouvelle épreuve ne donnait qu'une voix de majorité au budget de la guerre. Partout a éclaté cette scission, qui n'était point de nature à rapprocher les esprits, à ranimer la confiance et à donner de la force au cabinet. L'opposition avait une dernière bataille à livrer, et elle l'a livrée à l'occasion d'un chapitre particulier du budget, celui des dépenses imprévues, qui est à peu près ce qu'étaient autrefois les fonds secrets en France. MM. van Bosse et Thorbecke ont soutenu cette lutte nouvelle au nom de l'opposition, et s'ils n'ont point gagné leur bataille, le chapitre des dépenses imprévues n'a du moins obtenu que deux voix de majorité.

On voit ce qu'il y a eu de vivacité et d'animation dans cette lutte parlementaire, après laquelle les séances de la seconde chambre ont été suspendues jusqu'au mois de février. Il serait facile, ce nous semble, de dégager de ces discussions certains faits propres à caractériser les conditions politiques dans

lesquelles se trouve actuellement la Hollande. Il est bien clair d'abord qu'une telle situation, où le gouvernement et le parlement sont en ouverte hostilité, ne peut se prolonger. De toute façon, il faudra ou que le ministère se retire, ou que la chambre soit dissoute. C'est là le résultat le plus clair des dernières discussions du budget. On ne peut nier cependant que, dans ces débats mêmes, le cabinet n'ait fait quelques concessions. Ainsi M. van der Brugghen a récemment déclaré que le gouvernement renonçait à l'idée d'élaborer un plan d'organisation de toutes les branches d'enseignement, et qu'un projet sur l'instruction primaire serait incessamment présenté; mais en paraissant donner quelque satisfaction aux plaintes de la chambre, le cabinet a encouru la disgrâce du parti anti-révolutionnaire, qui l'appuyait, et il est loin d'avoir désarmé ses adversaires, de sorte que la situation reste la même, si ce n'est que le cabinet de La Haye risque d'exciter les défiances de tous les partis.

Les affaires de la Hollande sont d'autant plus compliquées aujourd'hui qu'il vient s'y mêler une autre question délicate, blessante pour la fierté libérale du pays, et qui a eu du retentissement à La Haye comme en Allemagne, celle des conditions politiques du Luxembourg, où la constitution vient d'être brusquement réformée malgré la résistance du parlement. C'est une question qui, par la confusion des souverainetés, rappelle un peu celle de Neuchâtel, qui a surtout de l'analogie avec ce qui se passe dans le duché de Holstein en Danemark. Le grand-duché de Luxembourg, on ne l'ignore pas, a été annexé en 1815 aux Pays-Bas sans cesser d'appartenir à la confédération germanique. Mêlé à la révolution belge de 1830, scindé plus tard en deux parties, dont l'une passait à la Belgique tandis que l'autre restait à la Hollande, le Luxembourg, dans sa partie néerlandaise, a eu toujours une existence distincte tenant à sa double nature d'état allemand relevant de la couronne de la maison d'Orange. Cette existence spéciale était consacrée dès 1841 par une constitution qu'octroyait le roi Guillaume II peu après son avénement. Puis venait la constitution de 1848, que le roi actuel Guillaume III sanctionnait en envoyant son frère, le prince Henri des Pays-Bas, comme son lieutenant au Luxembourg. La constitution de 1848 se ressentait du temps qui l'avait vu naître, cela n'est point douteux; elle était d'un esprit extrêmement libéral. En définitive pourtant, elle n'était la source d'aucun désordre, et même bien des améliorations administratives se sont accomplies sous son empire.

Quoi qu'il en soit, la pensée d'une réforme est née moins d'un besoin intime, irrésistible du pays que de la pression exercée par la confédération germanique. Ici comme dans le Holstein, la diète de Francfort mettait une opiniâtreté singulière à poursuivre l'exécution de la décision du 23 août 1851, c'est-à-dire à ramener toutes les constitutions particulières aux principes fondamentaux de la confédération. Cette situation se dessinait nettement dès le commencement de la dernière session. Le lieutenant du roi grand-duc, dans son discours d'ouverture, annonçait la révision prochaine de la constitution, et le lendemain survenait un projet qui restreignait la liberté de la presse, élevait le cens électoral, limitait la durée de la session de la chambre à quarante jours, et diminuait la compétence du pouvoir législatif. Une majorité considérable se prononçait immédiatement contre ce projet de révision, et l'adresse était votée dans cet esprit, malgré quelques efforts de conciliation tentés par le parti ministériel. De là naissait une lutte des

plus animées. Le prince-lieutenant répondait à l'adresse de l'opposition par des paroles sévères; il maintenait malgré tout son cabinet et dissolvait la chambre. Les députés protestaient à leur tour, et enfin le 2 décembre paraissait une proclamation du roi grand-duc, qui déclarait que la constitution de 1848 avait fait son temps. Une constitution nouvelle a été promulguée. Ces faits, tombant au milieu des vives discussions qui s'agitaient dans le parlement de La Haye, ne laissaient point de produire une sensation singulière. On ne pouvait rien cependant, car le Luxembourg est entièrement distinct et indépendant de la Néerlande; il a son organisation propre, sa législation, et il n'est uni à ce royaume que par le lien dynastique, parce que le roi Guillaume III porte à la fois la couronne des Pays-Bas et la couronne grand-ducale. Le sentiment public a trouvé toutefois à se manifester dans la presse comme dans la chambre elle-même. Un député hollandais, M. Sloet, a exprimé le désir que le cabinet ne cherchât point à profiter des circonstances actuelles pour faire valoir certaines prétentions financières que la Néerlande conserve toujours vis-à-vis du grand-duché. De tels événemens ont sans doute un caractère tout intérieur. N'est-on pas frappé toutefois de cette étrange persistance de la confédération germanique à étendre partout la main pour paralyser les manifestations les plus pacifiques de l'esprit de liberté? En Hollande et en Danemark, dans le Luxembourg comme dans le Holstein, il en est de même. Voilà à quoi s'emploie l'esprit allemand, — représenté, il est vrai, par la diète de Francfort.

Cette lutte entre les idées libérales qui résistent et les tentatives d'absolutisme qui se manifestent de temps à autre par des réformes de constitutions est aujourd'hui l'histoire de bien des pays. Sauf la pression de l'influence étrangère, c'est l'histoire de l'Espagne, et si cette lutte ne s'agite point dans un parlement au-delà des Pyrénées, elle n'est pas moins active et ardente; elle explique toute la situation de la Péninsule, une situation qui se prolonge depuis quelques mois déjà, et où rien ne semble assuré. Le ministère présidé par le général Narvaez est-il menacé dans son existence? A-t-il une politique bien décidée, où l'on sente quelque vigoureuse initiative? Cette question même est une des premières singularités des affaires actuelles de l'Espagne. C'est qu'en effet rien n'est plus singulier que l'état présent de la Péninsule. Un ministère s'est formé, il y a trois mois, en vue de la restauration d'un régime régulier, il a pour chef un homme dont la supériorité individuelle est universellement reconnue, et qui a l'avantage d'avoir une notoriété européenne. Aucune résistance extérieure ne lui fait obstacle, et cependant rien ne prend un caractère régulier, tout est précaire, et le gouvernement lui-même, au milieu de la soumission apparente des partis, semble frappé d'une secrète impuissance. Cela est si vrai, que dans les rangs du parti modéré on s'amusait récemment à dire : « Ce n'est pas notre Narvaez qui est au pouvoir, c'est Espartero qui a pris le masque et l'habit du duc de Valence. Notre Narvaez est encore à Paris; quand il arrivera, les affaires prendront une autre allure. » Sous une forme plaisante, c'était indiquer le rôle prééminent toujours attribué au président du conseil et en même temps donner une idée des incertitudes de la situation de l'Espagne.

Ces incertitudes tiennent à diverses causes, dont la première est cette sorte

de déplacement de pouvoir qui s'est opéré par suite des derniers événemens. Si on cherche en effet où est aujourd'hui l'autorité, il est bien clair qu'elle n'est point dans le cabinet, elle est surtout au palais, et au palais s'agitent toujours bien des influences qui ne conspirent pas précisément pour le triomphe des idées libérales. Est-ce à dire que la reine elle-même nourrisse l'arrière-pensée d'être autre chose qu'une souveraine constitutionnelle, ou qu'elle autorise ces projets de fusion dynastique dont le premier résultat serait de la déposséder? Non sans doute; la reine a retrouvé son ascendant, et elle en use, maintenant au pouvoir le général Narvaez sans décourager des absolutistes plus fervens, comme aussi sans retirer sa bienveillance au général O'Donnell, et se réservant en fin de compte de choisir. Bien d'autres personnes d'ailleurs se servent de cet ascendant de la royauté pour des fins plus compromettantes. En un mot, c'est une sorte d'interrègne politique durant lequel tout s'agite et rien ne marche. Le président du conseil le sent bien, il sent aussi que s'il serrait de trop près cette situation, le sol manquerait sous ses pieds, et il s'abstient, sans doute pour ne point livrer les questions les plus sérieuses aux chances d'une crise nouvelle. Ce n'est pas tout encore; le général Narvaez n'est point seul dans le cabinet, et on peut se demander si quelques-uns de ses collègues sont une force pour lui. Le ministre de l'intérieur, M. Nocedal, le ministre des finances, M. Barzanallana, le général Lersundi savent où est le pouvoir, et ils vont là où ils croient trouver le plus de faveur; ils n'ignorent pas qu'il y a des influences puissantes au palais, et ils les subissent. Ils ménagent l'avenir, et en attendant ils s'emploient moins peut-être à restaurer l'administration espagnole qu'à placer leurs créatures ou leurs amis. Il est tel journal satirique de Madrid dont tous les rédacteurs ont été jetés dans les fonctions publiques. Il suffit d'être l'allié de tel personnage pour avoir droit aussitôt aux plus hautes positions.

Il est enfin une troisième et essentielle cause de faiblesse pour le ministère, c'est l'éparpillement complet de toutes les opinions modérées. Le parti conservateur espagnol reste malheureusement plus divisé que jamais. Toutes ces nuances qui se sont développées depuis quelques années subsistent encore, même après l'épreuve d'une disgrâce commune. La plus considérable, la plus sérieuse par le talent est celle de M. Bravo Murillo; à côté est la fraction du général Roncali, de M. Llorente. Le comte de San-Luis, qui vient d'arriver à Madrid, a lui-même ses partisans, peu nombreux il est vrai, mais remuans et actifs. Tous ces hommes ne sont point absolument en opposition avec le général Narvaez; seulement ils ne l'appuient pas, ils se gardent de le défendre, ils critiquent même, non sans raison, plus d'un acte du gouvernement; ils observent les signes de décomposition du cabinet, et, sans laisser éclater leur hostilité, ils refusent de voir en M. Nocedal et M. Barzanallana la représentation la plus exacte du parti conservateur. D'un autre côté, le général Narvaez peut-il se tourner vers les libéraux modérés qui comptent dans leurs rangs O'Donnell, M. Rios-Rosas? Les ministres ont pris soin d'exclure les vicalvaristes de toutes les positions; ils ont affecté de se proclamer les uniques restaurateurs du trône. Les libéraux modérés à leur tour rendent guerre pour guerre, de telle sorte que le général Narvaez se trouve arrêté à chaque pas, obligé de compter avec toutes les velléités du

palais, desservi par quelques-uns de ses collègues et ne pouvant s'appuyer sur la masse des forces conservatrices pour faire prévaloir une politique nette et sensée.

Il en résulte une situation parfaitement fausse dont le vice éclate dans tous les actes. Les cortès constituantes ont voté une loi qui organise les milices provinciales et en fait une sorte de réserve ou de landwehr espagnole. Un décret récent a ordonné l'incorporation de ces milices dans l'armée active. Pour exécuter ce décret, il faut aujourd'hui employer tous les moyens, jusqu'à la séquestration des mères, femmes ou enfans des miliciens qui résistent. Il y a peu de jours, à Valladolid, ces nouveaux soldats ont été appelés à prêter serment; deux d'entre eux ont déclaré qu'ils juraient comme miliciens, non comme soldats actifs. Ces malheureux ont été pris, jugés par un conseil de guerre et condamnés à mort. Heureusement l'anniversaire de la naissance de la princesse des Asturies est venu dans l'intervalle, et la reine a fait grâce. Il n'est pas moins vrai que les condamnés étaient dans la loi et que le gouvernement n'y était pas. Autre exemple : le cabinet vient de rétablir la contribution des *consumos;* mais la constitution de 1845, qui a été remise en vigueur, interdit l'établissement de tout impôt sans le consentement des cortès. Qu'arrivera-t-il, s'il y a quelque résistance à Saragosse ou dans quelque autre ville? Il en est de même de l'emprunt qui vient d'être fait, et qui reste en définitive au premier soumissionnaire. La loi de l'assemblée constituante qui autorisait le gouvernement à émettre deux milliards de titres de la dette pour se procurer de l'argent, stipulait en même temps que le produit de la vente des biens de main-morte serait affecté au remboursement de cette somme. Le cabinet, en suspendant la loi de désamortissement, a abrogé la garantie, et aujourd'hui il se sert de l'autorisation d'émission. Cet emprunt vient d'être adjugé au taux de 42, 56; mais pour établir le rapport exact entre ce que l'état doit recevoir et la somme de titres qu'il doit donner, il faut tenir en compte un droit de commission de 3 0/0, les bénéfices du change et le reste. Au demeurant, la dette extérieure de l'Espagne, après cette opération, reste grevée d'un capital de 700 millions de réaux de plus et d'un intérêt annuel de plus de 20 millions.

Toutes ces mesures ont un caractère essentiel : c'est le décousu, l'inefficacité, l'indécision, et cette indécision elle-même tient à la situation politique du ministère, qui jusqu'ici n'agit que par voie d'expédiens, sans pouvoir arriver à une mesure décisive telle que serait la convocation des cortès. La difficulté, dit-on, est de s'entendre sur quelques changemens qui seraient reconnus nécessaires dans les règlemens intérieurs des chambres, et sur la manière dont ces changemens devraient s'accomplir. Le général Narvaez voudrait, à ce qu'on assure, laisser aux chambres le soin de modifier elles-mêmes leurs règlemens intérieurs; d'autres tiennent à ce que cette mesure soit l'objet d'un décret royal. Toujours est-il que jusqu'ici rien ne s'affermit au-delà des Pyrénées; tout est provisoire, et tout restera provisoire jusqu'à ce qu'il y ait des chambres où le pays puisse trouver une garantie, où un ministère puisse trouver une force, et dont la réunion soit le signe visible d'une situation désormais régulière.

Cette année, qui s'en va, laisse donc à son tour la marque de son passage dans toutes les sphères. Elle a vu surgir des événemens nouveaux, des luttes

diplomatiques, des crises constitutionnelles, des séditions et des réactions. Que laisse-t-elle dans les lettres et dans les arts? Elle ne laisse point de monument sans doute, elle n'a point vu d'étoile lumineuse monter à l'horizon. Des œuvres et puis des œuvres, des livres et puis des livres! A travers tout, c'est plutôt un mouvement suivi et permanent d'activité un peu confuse, dont le mérite est de montrer que si la vie littéraire a ses épreuves, elle ne s'arrête pas, que s'il y a bien des efforts perdus, il peut y en avoir aussi parfois de plus heureux. De tous ces livres qui se succèdent, les uns s'inspirent d'un intérêt du moment, ou racontent quelque épisode contemporain; d'autres sont des révélations ou des documens pour l'histoire. Il en est qui dans une étude ou dans un portrait remettent en lumière quelque fragment du passé, et à son tour l'imagination, revendiquant sa place dans la marche commune, s'efforce de se donner une originalité et une nouveauté qu'elle trouverait mieux, si elle les cherchait dans la contemplation de l'idéal, si, par un élan vigoureux, elle se relevait au-dessus des malsaines influences. Rien ne serait plus difficile assurément que de coordonner des œuvres écloses sous des inspirations si diverses : elles viennent au monde et ne demandent pas mieux que de vivre au-delà de cette année qui les voit naître. Combien peu cependant secoueront la poussière que l'année en fuyant jette sur elles!

Un écrivain, M. Édouard Gourdon, s'emparant de faits à peine accomplis, raconte l'*Histoire du Congrès de Paris*. Sans s'élever absolument à la hauteur d'une histoire politique et définitive des récentes luttes de l'Europe, le livre de M. Gourdon n'a pas moins un mérite appréciable, celui de rassembler les grands actes diplomatiques de la dernière paix, de mêler au récit des choses connues les détails anecdotiques sur l'existence intime du congrès, de remettre enfin en un jour assez exact le mouvement de la presse, l'attitude diverse des gouvernemens, et tous ces efforts de la diplomatie, sans cesse occupée à renouer des fils mille fois rompus entre ses mains. C'est le mémorandum des derniers événemens. Dans cet ensemble de travaux du congrès de Paris, un autre écrivain, M. d'Hervey-Saint-Denys, ne prend qu'un épisode, celui des affaires de Naples, et comme pour arriver par une voie naturelle et logique aux conditions présentes, il retrace l'*Histoire de la révolution dans les Deux-Siciles*. Le cadre est vaste, il va de 1793 à la récente intervention diplomatique de la France et de l'Angleterre. C'est bien là l'histoire en effet, c'est du moins la suite des événemens, ce sont les faits; seulement à cette œuvre il manque la vie, la couleur, l'art de reproduire dans ce qu'elle a d'exceptionnel, de compliqué et de confus, la destinée du royaume napolitain en Italie. Le livre de M. d'Hervey-Saint-Denys est moins une étude profonde et lumineuse qu'un résumé superficiel et rapide, qui serait plus concluant, si l'auteur ne semblait pas si persuadé qu'une apologie à peu près complète du roi Ferdinand peut être de l'histoire. Le royaume de la Basse-Italie est un des pays les moins connus, quoique la beauté de ses golfes et de son climat soit l'éternel attrait des voyageurs. Les rapports véritables de la Sicile et de Naples, le travail intérieur des classes, les luttes obscures et violentes des partis, l'inefficacité d'une législation bonne en elle-même et souvent altérée en passant par des mains infidèles, l'état des mœurs publiques, les caractères individuels qui se détachent dans cet enchaînement des choses, c'est là ce qu'il serait utile d'étudier pour savoir ce qui est possible

et ce qui ne l'est pas, ce qui est bon et ce qui n'est que chimérique, et c'est ce que l'auteur de l'*Histoire de la révolution dans les Deux-Siciles* ne montre que par aperçus, sous un jour un peu trop officiel. Voici maintenant M. Barthélemy Saint-Hilaire qui, dans une série de *Lettres sur l'Égypte*, recueillies avec soin, touche à une de ces affaires, à un de ces projets que notre siècle, dans sa prodigieuse activité, ajoute à toutes les questions qui l'occupent : c'est le percement de l'isthme de Suez, œuvre destinée à rapprocher l'extrême Orient et l'Occident. M. Barthélemy Saint-Hilaire n'est pas seulement l'historiographe des travaux préliminaires de la commission internationale pour le percement de l'isthme; il voyage en observateur judicieux, décrivant l'Égypte dans sa situation morale et matérielle.

Est-ce à dire que tout se résume dans ces études affairées sur quelques-uns des problèmes contemporains? Bien loin du présent et de la politique, un magistrat de distinction, M. Oscar de Vallée, est allé chercher une sorte de délassement généreux en écrivant un livre sur *l'Éloquence judiciaire au dix-septième siècle*. Nous ne sommes plus ici dans notre temps, nous ne vivons plus au milieu des projets industriels, des révolutions et des conflits diplomatiques de tous les jours; Louis XIV règne, une société majestueuse vit dans l'ordre et le silence. Dans un coin de cette société, un jeune avocat de la famille des Arnauld, Antoine Lemaistre, est une des lumières du barreau, et cet avocat, après avoir brillé par l'éloquence, deviendra bientôt un des hôtes de Port-Royal. C'est cette vie commencée au bruit du palais, terminée dans la solitude du cloître, que M. Oscar de Vallée raconte, et il ne se contente pas de peindre le grand avocat transformé tout à coup en grand solitaire; il peint aussi l'époque en exhumant quelques-unes de ces causes où se révéla l'éloquence de Lemaistre, et qui aident à pénétrer jusque dans la vie intime du XVIIe siècle. Après tout, notre temps n'est pas le seul qui ait eu ses scandales judiciaires, ses affaires de séduction et de séparation; il en fait un peu plus de bruit, voilà tout. Un des grands charmes de ce livre, c'est que M. Oscar de Vallée aime son héros; il lui a voué une studieuse tendresse; sa science est mêlée d'esprit et d'agrément, et si on objecte que Lemaistre eut plus d'une fois dans sa vie l'occasion de soutenir des avis opposés, de plaider un jour contre son opinion de la veille, l'auteur peut défendre encore son héros avec avantage, car tout s'est perfectionné depuis que Lemaistre vivait, et il y a eu des temps où tous les changemens d'opinions, même de la part des avocats, ne conduisaient pas aux austérités et aux renoncemens de Port-Royal.

De tous ces livres nouveaux et si divers qui promènent l'esprit à travers toutes les régions, les *Mémoires* du maréchal Marmont, duc de Raguse, sont sans nul doute un des plus curieux aujourd'hui. Ils ne sont pas de la plus rare impartialité, ces *Mémoires;* mais s'ils avaient cette mesure impartiale, seraient-ils des mémoires? Le caractère de ces sortes de livres n'est-il point au contraire d'offrir un témoignage sincère, spontané, passionn même, et où disparaissent toutes les réticences? L'intérêt s'y joint lorsque l'homme qui laisse ces confidences posthumes a été mêlé aux affaires de son siècle, a connu ses contemporains et a pu avoir, lui aussi, le secret de l'empire. Le maréchal Marmont réunissait ces conditions. Il ne modifie pas par ses récits le

point de vue général des choses; il ajoute son témoignage à tant d'autres témoignages, et il se peint tout entier tel qu'il fut. C'était évidemment un homme d'une trempe vigoureuse, mobile et ardent, passionné pour la guerre comme pour le plaisir, doué de plus d'esprit que de jugement, et à travers tout, aussi content de lui-même que sévère pour les autres. Dans la partie de ses *Mémoires* publiée jusqu'ici, le duc de Raguse n'est point arrivé encore aux heures critiques de sa vie; il s'arrête à la fin de son commandement en Espagne, après la bataille des Arapiles, et à l'expédition de Russie. Ses premiers récits commencent au siége de Toulon, et surtout à la campagne d'Italie. Merveilleuse époque, où tous les hommes s'élançaient dans la carrière! La jeunesse était partout, et partout était l'émulation. De tous ces officiers, dont la plupart n'avaient pas trente ans, l'un allait être empereur, les autres allaient devenir princes et maréchaux. Tant qu'on vit dans cette atmosphère de la jeunesse, on marche ensemble, on ne se porte point envie mutuellement et on ne se déchire pas encore. Bientôt viendront les dignités et les grandeurs, et alors naîtront les rivalités, les froissemens d'amour-propre, les inimitiés violentes. De là ces jugemens acerbes et sommaires que le maréchal Marmont porte sur plus d'un de ses compagnons d'armes.

A un certain moment, dans les *Mémoires* du duc de Raguse, il y a un fait singulier à remarquer comme un indice de la marche des choses sous l'empire. On est au lendemain de Wagram, depuis neuf ans déjà Napoléon règne sur la France; tout est gloire et éblouissement au dehors, rien ne semble chanceler. Quelle est cependant l'impression de Marmont à cet instant, lorsqu'il revient de la grande armée à Paris? Il trouve partout une sorte de fatigue morale. On voudrait plus de liberté et moins de batailles. Les amis du duc de Raguse sont froids sur les questions politiques, et l'un d'eux, le ministre de la marine, le duc Decrès, va même jusqu'à lui dire : « Tout cela finira par une épouvantable catastrophe. » Cette boutade sombre et pourtant significative rappelle une anecdote semblable où figurait, dit-on, le même M. Decrès avec un autre personnage officiel de l'empire. L'un et l'autre se promenaient ensemble quelques années après Wagram, vers 1812; ils s'entretenaient des affaires de l'état, et ils étaient d'accord sur les excès du règne, sur l'imminence d'une catastrophe, lorsque l'un des interlocuteurs, s'arrêtant tout à coup, dit à l'autre : « Savez-vous, monsieur le duc, que je devrais vous faire arrêter? » C'est ainsi que ce qui ne se disait point tout haut se disait tout bas. Le silence universel cachait à l'empereur le véritable état de l'opinion, et l'empire présentait ce phénomène extraordinaire d'un gouvernement servi par des fonctionnaires qui étaient les premiers à sentir ses faiblesses et à ne point croire à sa durée. Chose curieuse! pendant plus de trente ans, les poètes, les philosophes, les écrivains de tout genre se sont occupés à créer une sorte de légende de l'empire, où tout prenait un caractère fabuleux. Depuis quelque temps, il semble que cette époque apparaisse sous un jour plus vrai. Elle ne se montre point assurément dépouillée de ses grandeurs, mais elle est par degrés ramenée à des proportions plus réelles, plus humaines. On commence à la voir telle qu'elle était, et rien n'est plus propre à rectifier l'opinion que tous ces témoignages qui affluent depuis quelques années, les lettres de Napoléon lui-même,

dans sa correspondance avec son frère Joseph, comme aussi les mémoires de ses lieutenans et les souvenirs de tous ceux qui ont été les acteurs de cette surprenante époque. CH. DE MAZADE.

DE L'ASSISTANCE SOCIALE, par le Dr Hubert Valleroux (1). — L'auteur de ce livre est un médecin connu dans le monde scientifique par plusieurs travaux estimés sur les maladies de l'ouïe et de la vue. Des rapports assidus avec les sourds-muets et les aveugles l'ont mis à même d'étudier cette classe d'êtres exceptionnels, non-seulement au point de vue médical, mais encore au point de vue religieux, moral et économique. La profession du médecin se trouve d'ailleurs tous les jours en contact avec le système de la charité publique et avec les souffrances diverses de la société. « A ceux qui nous demanderaient nos titres, dit le docteur Hubert, nous répondrions que depuis plus de vingt ans nous étudions, soit comme élève, soit comme docteur en médecine, les institutions décrites dans cet ouvrage. » L'auteur se propose de dire ce que l'assistance sociale a été, ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être. Dans la partie historique de son livre, M. Hubert nous montre le sentiment de la bienfaisance se développant avec le sentiment religieux, avec les lumières, avec le progrès des institutions politiques. Dans la partie descriptive, il trace un tableau fidèle de l'état actuel des hôpitaux, des hospices, des établissemens publics destinés à secourir et à instruire les enfans trouvés, les sourds-muets, les aveugles, les idiots. La critique s'exerce, mais toujours avec mesure et gravité, sur certaines branches de l'administration, sur certains services publics, sur certaines formes de l'assistance. Cette critique, appuyée sur des faits, sur des observations personnelles, sur les rapports mêmes des inspecteurs, conduit naturellement le docteur Hubert à rechercher les améliorations qu'on pourrait introduire dans l'organisation actuelle des secours. On ne saurait méconnaître que les réformes proposées par l'auteur, quoique souvent fort discutables, n'offrent plusieurs côtés pratiques. Le point de vue expérimental auquel il s'est placé, sa profession de médecin, une connaissance scrupuleuse des besoins propres aux infirmes et aux malades de la classe pauvre, le défendent heureusement contre les utopies et les chimères. Une des questions les plus importantes, le plus à l'ordre du jour, et que le docteur Hubert traite avec des lumières spéciales, est celle du remplacement de l'assistance pratiquée dans les hôpitaux et les hospices par des secours à domicile ou par une pension viagère. L'auteur examine avec soin les vices et les avantages des deux systèmes. Entre ceux qui veulent maintenir les hôpitaux et ceux qui proposent de les détruire en les remplaçant par une distribution de secours aux malades ou aux infirmes, M. Hubert trouve place pour un troisième régime, qui serait celui de la liberté. Le choix serait laissé aux pupilles de la charité publique, et de récentes expériences semblent indiquer que dans le plus grand nombre de cas ceux-ci opteraient pour le domicile. L'auteur voit à cela plusieurs avantages moraux et économiques. Au point de vue de l'économie, on pourrait secourir à moins de frais un plus grand nombre de malades, d'infirmes et de vieillards. Des chiffres irrécusables prouvent en effet que les hôpitaux et les hospices coûtent propor-

(1) Un vol. in-8°, chez Guillaumin.

tionnellement très cher à l'état. La morale est également intéressée à ce que le lien conjugal, les liens de famille se trouvent maintenus. Enfin, les hôpitaux et les hospices étant par cette mesure exonérés du superflu des malades et des vieillards qui les encombrent sous le régime actuel, il serait plus aisé de pourvoir à tous les besoins et de réaliser certaines améliorations dans les services. Il suffit d'indiquer ces vues, qui donnent à l'ouvrage du docteur Hubert un intérêt de nouveauté. C'est un médecin qui plaide la cause des souffrances humaines, qui les a observées de près, et qui dans ses études courageuses ne sépare pas le point de vue scientifique des devoirs du moraliste.

V. DE MARS.

ESSAIS ET NOTICES.

LA CRÉATION

ET LES QUATRE GRANDS PRINCIPES DE LA NATURE.

Esse, vivere, sentire, intelligere.
La matière, la vie, l'instinct, l'âme.
(Ignace de Loyola, *Exercices spirituels.*)

J'ai dit et j'ai répété dans la *Revue des Deux Mondes* et ailleurs, dans des écrits et dans des discours publics, que la nature nous offre quatre ordres de principes d'une essence distincte : l'être simple ou la matière douée de propriétés mécaniques, physiques et chimiques; la vie ou l'organisation dans les végétaux, les animaux et les races humaines; l'instinct et la volonté dans l'animal et dans l'homme; enfin l'âme ou le principe pensant et intelligent dans l'homme seul. En suivant les règles de la méthode expérimentale, qui admet les êtres comme distincts lorsque l'observation nous fait reconnaître en eux des différences fondamentales, j'ai insisté pour faire établir dans la nature quatre règnes, savoir : le règne minéral ou inorganique, le règne végétal possédant la matière et la vie, le règne animal qui joint à ces deux principes celui de l'instinct, et enfin le règne humain ou intellectuel qui, avec les trois principes constitutifs du règne animal, offre encore le principe de l'intelligence ou l'âme, définie expérimentalement ce que possède la race humaine à l'exclusion des animaux. Bien des personnes ont contesté cette classification et ces quatre règnes. D'autres, en les admettant, les ont fait remonter à la forte dialectique des écoles théologiques anciennes. Peu m'importe, pourvu qu'on les admette. Un docte théologien qui a bien voulu m'adresser des renseignemens sur cette importante matière me cite cet axiôme de l'école : *Esse cum mineralibus, vivere cum plantis, sentire cum animalibus, intelligere cum homine* (avoir l'existence pure et simple comme les minéraux, la vie comme les plantes, le sentiment comme les animaux, l'intelligence comme l'homme). J'avais retrouvé ces distinctions sur l'essence des êtres que nous présente la nature bien établies dans les ouvrages

du père Pardies, de la compagnie de Jésus, qui vivait sous Louis XIV. Tout récemment on m'a communiqué les paroles du fondateur de l'ordre lui-même, d'Ignace de Loyola, paroles que j'ai mises en épigraphe. Elles sont précédées dans le texte de quelques phrases encore plus favorables à l'établissement de quatre règnes distincts. Pour ne pas trop faire de latin, je n'en mettrai que la traduction littérale : « Dieu donne aux élémens uniquement d'être, aux plantes, que de plus par la végétation elles vivent, aux animaux, en surplus, qu'ils aient le sentiment, aux hommes enfin, qu'avec tout cela ils possèdent l'intelligence. » Pour ne point empiéter sur le domaine de la métaphysique, je rappellerai aussi que je n'ai prétendu établir que d'après l'observation seule cette distinction entre les quatre principes que nous trouvons dans la nature, et que j'appellerai provisoirement ou définitivement la matière, la vie, l'instinct et l'âme.

Toute théorie étant susceptible d'être exposée par tous les moyens que le génie de l'homme a trouvés pour incarner la pensée, j'ai dû songer naturellement à donner à ma thèse favorite la forme épique d'un mythe en action, comme nos vieilles légendes et celles de l'Inde nous en offrent tant d'exemples. Tout le monde a lu dans la Bible le mythe sacré de nos premiers parens quittant le bonheur pour la science, et dans les brillantes conceptions du génie grec l'âme ou Psyché qui veut porter le flambeau de l'analyse dans la mystérieuse nature de l'Amour, et qui par-là même le fait évanouir. La narration de forme biblique qu'on va lire sera-t-elle ou non à la convenance du lecteur? Ce que j'ai voulu surtout, c'est présenter sous un nouveau jour quelques vues scientifiques, et ce but, si j'en juge par des entretiens de salon, j'espère l'avoir atteint.

Après le combat si fameux des mauvais anges contre les bons, lorsque le principe du bien eut obtenu la victoire sur le principe opposé, Dieu félicita les anges fidèles de leur vaillance et de leur succès, mais il entrevit en eux un sentiment d'orgueil qui leur faisait presque penser que sa toute-puissance avait eu besoin de leur aide pour prévaloir contre le génie du mal. Tout en leur pardonnant ce sentiment de vanité, il se promit de les en corriger sans retard et leur dit : « Pour vous récompenser de votre belle conduite, je vous délègue la puissance créatrice, l'un des attributs exclusifs de la Divinité. Jouissez de l'honneur du suprême pouvoir. »

Les Anges, enchantés d'user d'une telle prérogative, se mirent aussitôt à l'œuvre et donnèrent carrière à leur imagination ; mais ils ne parvinrent qu'à reproduire les types déjà créés. C'étaient toujours des intelligences immatérielles qui éclosaient à leur commandement : le monde des esprits purs, de la pensée avec une personnalisation, s'accroissait de plus en plus; mais aucun principe d'une nature distincte ne surgissait. Enfin, lassés d'essayer de faire du nouveau, ils cessèrent des efforts infructueux; mais ils pensèrent tacitement que s'ils n'avaient pas été heureux à inventer des existences nouvelles, cela tenait non pas à leur propre insuffisance, mais bien à l'im-

possibilité de la chose en elle-même. Leur pensée n'échappa pas au souverain maître qui leur dit : « Regardez ! »

Alors Dieu créa d'une seule conception tout le monde matériel. La matière, l'espace et le temps, les trois fondemens de notre monde physique, furent établis. Chaque soleil lança ses feux et sa lumière sur les planètes de son domaine et envoya ses rayons visiter les autres soleils à des distances incommensurables. La voie lactée se forma de soleils sans nombre que la puissance créatrice pourrait seule compter, et dans les profondeurs du ciel d'autres voies lactées s'échelonnèrent comme des nuages de soleils, en aussi grand nombre dans l'espace que les soleils individuels l'étaient eux-mêmes dans chaque voie lactée prise isolément. Les légères comètes voyagèrent au travers des soleils massifs, et sur chaque planète, accompagnée ou non de lunes et d'anneaux, la chaleur et la lumière furent distribuées pour faire les saisons et les climats. Les atmosphères dispensèrent la pluie et les diverses sortes d'arrosement, tandis que dans ces mêmes atmosphères les météores de la foudre, des orages, des vents, offraient un tableau perpétuellement variable. Les masses continentales elles-mêmes, par leurs secousses violentes et par l'éruption des feux souterrains, semblèrent protester contre la solidité inerte qu'on aurait été tenté de leur attribuer : toutes les planètes d'ailleurs étaient encore désertes; la matière seule, le monde inorganique seul existait, n'obéissant encore qu'aux lois de la physique, de la chimie et de la mécanique.

Quant à la stupeur des témoins de cette grande création, on peut se la figurer. C'était, à l'envie près, quelque chose de semblable à ce que nous dit Milton de l'étonnement de Satan contemplant le soleil pour la première fois. Au point de vue des esprits immatériels, une existence nouvelle et tout à fait distincte de l'intelligence était inconcevable. Elle était cependant. La réalité attestait le possible.

Une seconde fois il leur fut donné de créer; mais ils ne produisirent encore que des soleils, des planètes, des amas d'étoiles, des mondes matériels semblables aux premiers. Les limites de l'univers furent prodigieusement étendues par cette espèce de contrefaçon de la création primitive. Tandis qu'ils étaient encore dans la stupéfaction de leur impuissance, le Tout-Puissant donna naissance à une nouvelle existence. C'était le principe de la vie. Il peupla les planètes de végétaux ayant une vie isolée et individuelle, et cette faculté de développement et de reproduction si justement indiquée comme fondamentale dans les livres saints. Cette union de deux principes essentiellement nouveaux l'un et l'autre, et l'individualité des êtres qui en résultaient, le peuple végétal des planètes qui les enveloppa de vie, tout était imprévu pour des esprits sans matière et sans organisation. Je n'ai pas besoin de dire qu'ayant essayé de faire un dernier et vain effort pour créer eux-mêmes des vitalités essentiellement différentes de celles qu'ils contemplaient, ils renoncèrent à l'exercice du pouvoir créateur.

En faisant une pause dans ce récit, j'ai toujours remarqué que l'auditoire

attribuait à la création des esprits imitateurs les plantes de simple agrément. Le rosier était mis dans un rang bien inférieur au blé. Les fruits venaient après les céréales, et les fleurs après les fruits. Puis on mentionnait les espèces analogues dans leur utilité, comme la poire à côté de la pomme, l'abricot près de la pêche, la cerise avec la prune, l'ananas avec la fraise, puis les légumes, à chacun desquels les diverses imaginations assignaient diverses origines, suivant le caractère présumé du sous-créateur. Il est évident que l'auteur de la rose était taxé de coquetterie malgré la pureté de son goût. C'était pis que cela pour l'inventeur de la vigne, et quant aux plantes malfaisantes, on aurait voulu, malgré l'harmonie *nécessaire* de Leibnitz, en laisser la production aux mauvais anges.

La puissance suprême, continuant d'agir, créa les animaux en joignant à la matière et à l'organisme vital la volonté et l'instinct. C'était déjà se rapprocher des êtres d'intelligence pure que de faire éclore des êtres doués de passions et susceptibles de vouloir et d'exécuter leur désir. A la vérité, cet instinct, ces passions étaient des sentimens non intelligens, mais ce n'étaient pas moins de l'orgueil, de la colère, de l'envie, de la jalousie, des affections et de la haine de première qualité, sentimens d'autant plus irrésistibles qu'ils étaient plus aveugles. Ici les témoins de la création n'eurent pas même l'idée de tenter une rivalité impossible. L'immense variété des formes au moyen desquelles le principe de l'instinct avait été attaché à l'organisation et à la matière avait en effet de quoi confondre. Que l'on pense à toutes les tribus d'animaux parcourant la terre, à toutes les espèces d'oiseaux naviguant dans l'air, à toutes les sortes de poissons et de coquillages habitant les eaux, sans compter les amphibies et les êtres qui vivent au sein de la terre, tant d'organisations diverses qui défient le génie classificateur de l'homme, et l'on ne s'étonnera pas que la légion céleste ait été plus occupée à considérer et à admirer qu'à élever des prétentions rivales.

« Ce n'est pas tout, leur dit le Créateur, je vais attacher l'intelligence dont vous êtes fiers à juste titre à un être matériel, vivant et déjà doué d'instinct. » Ayant donc fait l'âme, il l'unit à l'instinct, à l'organisme vital et à la matière, et produisit l'homme. Le principe de la pensée se trouva ainsi soudé à la matière par l'intermède de l'instinct et de la vie organique. De nouveaux êtres intelligens venaient de prendre place dans l'univers. A la création de cette quatrième essence, les anges, devenus tout à fait humbles, demandèrent grâce. Ils craignaient de voir apparaître une existence d'une espèce supérieure à la leur, et ils furent à jamais guéris de tout sentiment de présomption.

La conclusion de ce mythe, c'est qu'on doit reconnaître quatre règnes dans la nature : les minéraux, les végétaux, les animaux et les hommes; qu'il y a dans ce monde quatre principes distincts, dévoilés, reconnus et constatés par l'observation, sans l'aide de la métaphysique, de la philosophie et de la théologie, et d'après les règles les plus simples de l'induction baconienne, qui prescrit, ainsi que la saine logique, de n'identifier deux exis-

tences que quand on a pu faire évanouir toutes les différences qu'on reconnaissait d'abord entre elles. Ainsi jamais avec des substances inorganiques on n'a pu faire des êtres vivans, jamais on n'a vu une plante prendre de la volonté et agir par choix de telle ou telle manière, hors de l'intervention des agens physiques. Jamais un singe ou un éléphant n'a acquis la pensée humaine. Notez bien qu'il peut y avoir dans notre espèce tel être abruti, malade ou mal organisé, qui soit au-dessous de la brute, car avec le plus on peut faire le moins, tandis que le contraire est impossible. Je ne me lasserai jamais de répandre cette théorie, qui me semble jeter du jour sur bien des questions contestées. Ainsi les passions que l'homme partage avec les animaux doivent être classées hors de l'âme et dans l'instinct, ce qui simplifie bien des complications et permet d'étudier les sensations dans leur nature propre, et hors de l'influence du principe de l'intelligence. Un animal, à sa volonté, met en mouvement un de ses membres. Nous suivons le fluide électrique qui, partant de telle ou telle partie de son cerveau, va parcourir les nerfs, contracter les muscles, et, par un système de leviers, faire obéir chaque organe à l'agent de la volonté. Mais qui a déterminé le premier mouvement de l'électricité? Ce principe, quelle en est la nature? Ici se place toute la théorie du magnétisme animal, et il est aussi difficile de la rejeter tout à fait que de l'admettre entièrement. Que croire? Provisoirement il faut savoir ignorer; c'est le plus sûr. Ce principe distinct qui constitue l'instinct n'en reste pas moins établi par l'impossibilité de concevoir une cause non spéciale.

J'aurais voulu m'arrêter ici, après avoir exposé dans ce mythe la création successive des quatre grands principes ou essences de la nature, mais on me demande de reprendre la plume pour le chapitre accessoire intitulé : *Comme quoi les intelligences célestes ne furent pas plus heureuses à organiser le monde qu'elles ne l'avaient été à le créer*. Cette continuation, qui a trait à la puissance qui gouverne l'univers métaphysique, n'a point de rapport direct avec les sciences d'observation, quoique composée à l'occasion de la thèse que Leibnitz soutint avantageusement contre Newton, savoir : que la puissance qui avait produit l'univers devait avoir su l'organiser d'une manière stable, et que le système du monde, contre l'assertion du grand mathématicien anglais, *n'aurait jamais besoin d'une main réparatrice*. Je continue donc notre mythe.

Les hommes ayant été créés, comme il vient d'être dit, Dieu s'adresse à son cortége céleste : « Puisque vous n'avez pas su créer le monde, tâchez au moins de l'organiser. Voici sur une petite planète toute la race humaine avec ses divers âges, ses diverses organisations, ses passions nombreuses, toutes les occupations de la vie individuelle et de la vie sociale; voilà bien des ingrédiens pour composer une vie dont je limite la durée à cent ans au plus. Allez, et traitez vos gens de manière qu'ils ne soient pas trop à plaindre. »

Aussitôt voilà les intelligences célestes qui se partagent l'humanité entière

et qui lui prodiguent des soins empressés et des dons qui n'attendaient pas le désir. Les ambitieux furent d'emblée placés sur des trônes, les avares eurent le choix de l'or ou des pierreries, à moins qu'ils ne convoitassent à la fois l'un et l'autre. Le coquet ou, si l'on veut, la coquette fut installée en face d'un miroir avec des parures sans fin à essayer. L'orgueilleux eut de l'encens à foison, et le poète fut dès sa première pièce de vers de l'Académie française; bref, voilà tous nos gens contens!..... Pas du tout :

> Car, comme notre cœur, jusqu'au dernier soupir,
> Toujours vers quelque but pousse quelque désir,

les humains n'ayant rien à désirer se mirent d'abord à bâiller, puis à murmurer, puis à crier contre cette vie sans épines, mais sans émotions nouvelles, si bien que le suicide décimait rapidement les multitudes, dont le seul malheur était de ne point en avoir. Force fut d'avoir recours au maître suprême, et de lui demander d'arranger l'affaire. « Rien de plus simple, leur dit-il. Vous avez pris pour base de votre organisation la possession et la jouissance, il fallait prendre l'espérance. L'homme occupé à courir après l'objet de ses désirs, et le négligeant après l'avoir atteint pour courir à de nouvelles émotions, trouvera la vie trop courte. » Ce changement, ayant été opéré, produisit l'organisation actuelle de la vie, qui pourrait s'appeler proprement une chasse aux espérances. Les Orientaux, qui ont tout mis en apologues, font par rapport au même sujet le petit conte que voici : « Trois pèlerins montés sur des ânes avaient à faire une longue traite dans le désert. Le premier, très négligent, ne pansa pas sa monture, qui s'arrêta au milieu du jour. Il en fut de même pour le second, qui avait trop bien nourri la sienne, laquelle par suite fut prise d'un coup de sang. Le troisième, plus prudent, pansa modérément son âne, et de plus il réserva une petite botte de foin qu'au moyen de son bâton il tenait en avant de la tête de l'animal. Celui-ci, aiguillonné par l'espoir d'atteindre la pâture, fournit sans trop de fatigue le trajet de la journée. »

Je reviens, en finissant, à l'idée qui me préoccupait en commençant, savoir jusqu'à quel point les vérités et les théories scientifiques sont susceptibles d'être revêtues de formes étrangères à leur simplicité et à leur rigueur naturelles. Tout est bon pour un interlocuteur curieux qui questionne celui qu'il croit en possession de secrets surnaturels et qui ne sont pas accessibles à la foule. Le narrateur est libre de choisir ses convenances de temps, de conversation, d'intérêt excité, enfin même de ce besoin d'émotion qu'éprouve toute réunion où l'entretien vient à languir. Pour un lecteur de sang-froid qui ouvre un livre, les conditions sont bien moins favorables à l'auteur d'un écrit quelconque. Rien n'est périlleux comme l'obligation d'être du goût de tous les esprits. Avec la variété infinie qui les distingue, ce serait admettre l'impossible. Je suis donc consolé d'avance de toute critique portant sur la forme donnée ici à l'exposition des principes que je voulais reproduire, et je répondrai à toute juste observation par cet axiôme malheureusement con-

firmé par l'expérience : Il n'y a que les muets qui ne disent jamais de sottises.

BABINET, de l'Institut.

PUBLICATIONS ALLEMANDES SUR LA FRANCE.

On sait avec quel soin l'Allemagne suit le développement littéraire et politique des divers pays qui représentent les destinées du monde. C'est là peut-être la meilleure part de son originalité. Dans ce travail d'exploration, qui tend à associer tous les peuples civilisés ou plutôt à les rendre de moins en moins étrangers les uns aux autres, les écrivains de l'Allemagne ont marqué leur place au premier rang. Goethe avait assigné ce but à la littérature de sa patrie; elle devait être, disait-il, la littérature centrale, *die Weltliteratur*, et ouvrir un asile commun à toutes les œuvres du Midi et du Nord. Qui pouvait mieux qu'elle servir d'intermédiaire entre les peuples slaves et les nations romanes? Les habitudes studieuses des Allemands, leur esprit cosmopolite, la souplesse de leur idiome, qui sait si bien, grâce aux inversions et à la libre formation des mots, se modeler sur les langues étrangères, tout les désignait pour cette tâche. Le vœu de Goethe a été en partie réalisé; les lettres allemandes, depuis un demi-siècle, se sont empressées d'accueillir toutes les productions de l'esprit humain et de les classer avec une impartialité intelligente. Un seul pays n'avait pu obtenir justice à ce tribunal, et ce pays est la France. Tandis que, des Hindous aux Anglo-Saxons de l'Amérique, tous les peuples trouvaient à Berlin, à Vienne, à Munich, à Dresde, à Leipzig, à Goettingue, à Heidelberg, des juges sans prévention, le génie et les œuvres de la France y étaient l'objet d'une hostilité de parti pris. Il est inutile de rappeler ici les causes de cette malveillance; je suis heureux, au contraire, d'avoir à signaler certains symptômes qui prouvent qu'elle disparaît de jour en jour.

Il y a quelques mois, un critique dont l'autorité va croissant, M. Julien Schmidt, dans son *Histoire de la Littérature allemande au dix-neuvième siècle*, rendait un éclatant hommage aux deux grands siècles littéraires de la France. — Sans Boileau et Voltaire, disait M. Schmidt, qui sait si nous aurions Goethe? — Ces mots sont d'autant plus significatifs, que M. Schmidt, dans le premier de ses écrits, avait jugé Corneille et Racine, Molière et Boileau, Voltaire et Montesquieu, au nom de ce teutonisme altier qui manifestait alors tant de dédain pour les littératures romanes. M. Julien Schmidt est un esprit vigoureux qui a traversé, sans en garder l'empreinte, cette mauvaise école du teutonisme; il habite aujourd'hui des régions plus sereines, il s'est débarrassé des systèmes exclusifs, et n'a plus d'autre passion que celle du vrai et du beau. L'influence des principes de M. Schmidt se fait déjà sentir; on étudie notre histoire littéraire sans prévention aucune, et les époques les plus décriées naguère par Wilhelm Schlegel et ses amis sont interrogées avec respect. Félicitons-nous : les écrivains allemands commencent à lire Corneille et Molière avec une sympathie aussi cordiale que s'il s'agissait des drames indiens de Kalidasa ou des proclamations du monarque égyptien Amasis.

Mais ce n'est pas seulement du XVIIe siècle qu'il est question. Voici des ouvrages consacrés à des époques très distinctes de notre histoire littéraire, et qui attestent également le progrès dont je viens de parler. Ces ouvrages sont de valeur très inégale; je les rassemble ici parce qu'ils nous montrent, à propos du moyen âge, du XVIIe siècle et du siècle de Voltaire, le même sentiment d'impartialité envers la France. Le premier est une étude sur Chrestien de Troyes, par M. W.-L. Holland, professeur de philologie germanique et romane à l'université de Tubingue (1). Si un érudit de Tubingue, il y a vingt-cinq ans, eût écrit un livre sur Chrestien de Troyes, c'eût été pour sacrifier le poète français à Wolfram d'Eschenbach et pour tirer de là des conclusions qu'on devine sans peine. La pauvreté de la poésie française, la supériorité de l'inspiration allemande, voilà le thème, et la dissertation du bibliophile se serait transformée en une déclamation patriotique. Que Wolfram d'Eschenbach, en traitant les mêmes sujets que Chrestien de Troyes, se soit élevé au-dessus de son modèle, que le Perceval allemand, par la force des idées et la conception des caractères, offre bien autrement d'intérêt que le gracieux babil du Perceval champenois, je n'ai nulle envie de le contester; quant aux conclusions que le teutonisme aurait vues dans ce rapprochement, elles sont absolument fausses. La grande littérature au moyen âge, celle qui alimente et inspire toutes les autres, c'est la littérature de la France. Par les troubadours au midi et les trouvères au nord, la France, du XIIe siècle au XVe, a régné sur tous les poètes et les conteurs de l'Europe. M. Holland reconnaît cette originalité créatrice; il signale en particulier l'influence de Chrestien de Troyes sur la poésie allemande, anglaise et flamande du moyen âge. Cette opinion, fondée sur les recherches les plus patientes, mérite d'être consignée; c'est la partie irréprochable de son œuvre. Pourquoi ne puis-je louer également la composition du livre? M. Holland est trop savant, je veux dire qu'il l'est trop à la manière des anciens érudits de l'Allemagne; toutes les lectures qu'il a faites, toutes les notes qu'il a prises doivent prendre place bon gré mal gré dans sa dissertation; il lui coûterait d'en sacrifier une seule. M. Holland appartient à cette école d'érudits qui veut que les échafaudages d'un bâtiment fassent partie du bâtiment lui-même. N'enlevez pas ces poutres, ces planches, ces échelles; il faut que chacun sache comment le maçon est monté jusqu'au toit. Il y a peut-être derrière les échafaudages de M. Holland une construction élégante et commode; malheureusement le seuil est obstrué, et si je parviens à entrer en dépit des obstacles, je ne trouve qu'une lumière douteuse obscurcie par l'appareil extérieur. On devine quel est le désordre produit par le système de M. Holland. A quoi bon connaître si bien toutes les questions relatives à la biographie et aux œuvres de Chrestien de Troyes? à quoi bon demander des renseignemens à la France, à l'Angleterre, à l'Italie, à la Hollande, fouiller toutes les bibliothèques, interroger les manuscrits, comparer les variantes, si tant d'efforts n'aboutissent qu'à laisser dans l'esprit du lecteur une impression confuse? Un de ces écrivains du XVIe siècle qui prenaient plaisir à mettre en prose les longs romans du moyen âge, et sur-

(1) *Crestien von Troies. Eine literaturgeschichtliche Untersuchung*, von dr. W. L. Holland; 1 vol., Tubingue 1854; Paris, Glaeser, rue Jacob, 9.

tout ceux de Chrestien de Troyes, le traducteur de *Perceval le Gallois*, cité par M. Holland, termine ainsi le *prologue* de son récit : « Parquoy à tous auditeurs et lecteurs qui ce traictié liront et orront prie et requiers retenir et réserver le grain et mettre au vent la paille. » M. Holland aurait dû prendre ce conseil pour lui : s'il avait mis au vent la paille et réservé le grain, on n'aurait que des éloges à donner à son livre.

Tandis que le professeur de Tubingue écrivait cette longue et indigeste monographie sur un de nos trouvères du XIIe siècle, un jeune écrivain français publiait une étude sur le poète allemand qui a transformé les œuvres de ce trouvère. *Le Parcival de Wolfram d'Eschenbach et la Légende du Saint-Graal*, tel est le titre de cet ouvrage. L'auteur, M. Heinrich, chargé du cours de littérature étrangère à la faculté des lettres de Lyon, a mieux servi la littérature allemande que M. Holland n'a servi la nôtre. On ne connaît guère l'esprit et le rôle de Chrestien de Troyes quand on a lu jusqu'au bout les dissertations de l'écrivain allemand, avec ces notes bibliographiques sans fin qui ressemblent aux catalogues de la foire de Leipzig; M. Heinrich est aussi net que savant, il néglige les choses inutiles et va droit à son but. Lorsqu'on ferme son livre, on sait exactement ce qu'était Wolfram d'Eschenbach, en quoi consiste l'originalité de son esprit, ce qu'il a fait des légendes du Saint-Graal, quels sont ses rapports avec Chrestien de Troyes, comment le *Parcival* surpasse les *Niebelungen* et reste bien au-dessous de *la Divine Comédie*. Il y aurait sans doute des objections à faire à certaines conjectures de M. Heinrich : on est sûr au moins du terrain où l'on marche, et la discussion est profitable avec un écrivain qui dit nettement ce qu'il veut dire; mais je regretterais de blesser M. Holland par cette comparaison empruntée à la France. Qu'il cherche des modèles en Allemagne, il en trouvera sans peine. L'érudition allemande, depuis quelques années, se préoccupe avant tout de la précision et de la clarté. Une école s'est formée qui ne s'amuse plus comme autrefois aux solennelles frivolités du pédantisme. On écrit pour être lu, on veut être lu pour exercer une action. Les sujets les plus ardus, des sujets réservés naguère aux érudits de profession, l'histoire de l'Orient primitif, celle de l'antiquité grecque et romaine, ont été renouvelés avec un profond savoir et une netteté lumineuse; MM. Max Duncker, Mommsen, Droysen, Schœnmann, Preller, ont voulu que les dernières découvertes de l'archéologie fussent rendues accessibles à la foule. Les écrivains qui s'occupent du moyen âge doivent entrer dans la même voie; sinon, toute leur science sera vaine et mourra dans l'oubli.

M. Adolphe Ebert appartient à l'école où je voudrais voir M. Holland; son érudition est au service d'une pensée, et cette pensée est exprimée avec franchise. Au lieu de rassembler minutieusement ce que des centaines d'écrivains, autorisés ou non, ont écrit sur le sujet qu'il traite, il s'applique à penser par lui-même. Quand il cite, il choisit; ce n'est pas une érudition qui s'étale, c'est une science qui se possède. La question même qu'il s'est posée atteste un chercheur original : quel a été le développement de la poésie dramatique en France au XVIe siècle (1)? Entre les mystères du moyen

(1) *Entwicklungs-Geschichte der Französischen Tragödie, vornehmlich im XVI Jahrhundert*, von Adolf Ebert; 1 vol. Gotha 1856; Paris, Glaeser.

âge et les tragédies du temps de Louis XIII et de Louis XIV, n'y a-t-il pas eu une crise qui explique la différence absolue de ces deux théâtres? Le drame romantique et la tragédie classique ne se sont-ils pas disputé la scène? quels ont été les incidens de la lutte? quand, comment, par qui a été remportée la victoire? Voilà un problème bien formulé; pour le résoudre, l'auteur parcourt rapidement le moyen âge et la renaissance, et arrive à cette seconde moitié du XVIe siècle où commence la vraie littérature moderne. Les mystères du moyen âge, peu à peu transformés, avaient laissé des traces dans la littérature; d'un autre côté, l'esprit de la renaissance, avec la *Cléopâtre* de Jodelle, annonçait un art nouveau. Ces deux traditions, qui se perpétuent confusément après les poètes de la pléiade, semblent bientôt se confondre. L'élément romantique transmis par le naïf théâtre du XIIIe siècle, l'élément classique importé par la renaissance apparaissent simultanément chez les mêmes écrivains. On voit des poètes composer des tragédies à l'imitation de Sénèque, et à côté de cela des tragédies inspirées de la Bible, espèce de transformation savante des vieux mystères. La tradition non classique se révèle plus manifestement encore dans les tragi-comédies empruntées presque toutes aux romans italiens ou aux pastorales espagnoles. Quelquefois même le théâtre ose s'attaquer à des sujets contemporains, comme dans ce drame intitulé *la Sultane*, qui représentait le Philippe II de la Turquie, le conquérant de Belgrade et de Rhodes, le vainqueur de Mohacz, Soliman II, faisant périr par jalousie son fils Moustapha. Cette catastrophe avait eu lieu en 1553; sept années après, du vivant même du sultan Soliman, et malgré l'alliance de la France et de la Turquie, le poète Bounin faisait jouer son œuvre devant Catherine de Médicis, donnant ainsi à l'histoire ottomane une sorte de droit de cité sur la scène et frayant la route au *Bajazet* de Racine. M. Ebert suit avec beaucoup de précision et de finesse ces vicissitudes de l'esprit littéraire; il les explique par les événemens de l'époque, par les transformations de la société, par mille incidens curieux qu'il a su rassembler et choisir. C'est surtout le poète Garnier qui représente pour lui cette courte période où les deux élémens opposés, celui du moyen âge et celui de la renaissance, coexistent sans se combattre; l'auteur d'*Hippolyte*, des *Juives*, de *Bradamante*, passe tout naturellement de Sénèque à la Bible, et de la Bible aux romans italiens. Seulement Garnier n'est pas un poète assez autorisé pour établir à jamais cette liberté du théâtre. Après lui, la confusion recommence, et du sein de cette confusion entretenue par Alexandre Hardy, continuée par Théophile, la lutte va s'engager enfin entre le drame du moyen âge et la tragédie à la Sénèque. Quand Corneille paraît, la question est posée. L'insouciance de Garnier est devenue impossible, il faut choisir son drapeau.

M. Ebert a réussi à dire des choses nouvelles et justes sur cette première période de Corneille, aujourd'hui si complétement élucidée. Il montre fort bien ce qu'était alors le romantisme de ce poète, qui disait hardiment dans la dédicace de *la Suivante* (1635) : « Puisque nous faisons des poèmes pour être représentés, notre premier but doit être de plaire à la cour et au peuple, et d'attirer un grand monde à leurs représentations. Il faut, s'il se peut, y ajouter des règles, afin de ne déplaire pas aux savans et de recevoir un applaudissement universel; mais surtout gagnons la voix publique!... » Plaire au peuple, et, s'il se peut, ne pas déplaire aux savans, chercher l'action,

l'intérêt, la vie, et *y ajouter des règles*, telle était la poétique de Corneille à l'heure où il préparait *le Cid*. Cependant, au moment où il parlait ainsi, le parti des règles devenait chaque jour tout-puissant. Le génie dominateur de Richelieu, la création de l'Académie, une réaction instinctive du goût public contre les désordres d'Alexandre Hardy et de son école, la mode enfin, dont il faut bien tenir compte chez une nation ardente et mobile, mille causes assuraient la victoire à la tragédie régulière. C'est précisément en 1635 que cette victoire fut remportée, non pas sur la scène par quelque grand chef-d'œuvre, mais sur le terrain de la théorie et dans le champ-clos de l'opinion. Les comédiens, attentifs à suivre le goût dominant, ne voulaient plus jouer que des pièces parfaitement conformes aux lois de l'unité. Un certain La Piralière, dans une brochure satirique intitulée *le Parnasse*, nous montre tous les jeunes poètes, tous les *dilettanti* de l'époque, abandonnant les épîtres et les sonnets pour fabriquer des tragédies; ils assiégent les portes du théâtre, arrêtent les acteurs au passage, offrent leurs manuscrits, et pour se recommander aux princes et aux princesses de la scène, ils affirment qu'ils ont observé toutes les règles d'Aristote, — peut-être même quelques autres auxquelles Aristote n'avait pas songé. Cette curieuse satire est de 1635; or en 1538 un adversaire des trois unités, le dramaturge d'Urval, dans un *discours* qui précède sa tragédie de *Panthée*, dit expressément que les partisans des règles sont depuis trois ans les maîtres de la scène et de l'opinion. On comprend mieux, grâce à ces détails, quelle émotion dut produire *le Cid*. M. Ebert raconte cet épisode avec intérêt; seulement il a tort de croire que Corneille, après sa victoire, contraint par l'Académie, soumis par Richelieu, et obéissant décidément aux transformations du goût français, ait renoncé à ses brillantes témérités pour consacrer à jamais la tragédie classique dans *Horace* et *Cinna*. Le romantisme cornélien éclate à travers toute la carrière du poète; il ne serait pas difficile d'en indiquer les traces dans la libre composition d'*Horace*, de *Cinna*, de *Polyeucte*, mais surtout il suffit de citer *Don Sanche* et *Nicomède* pour rappeler à M. Ebert ce qu'il n'eût pas dû oublier. En général, pour tout ce qui précède l'apparition de Corneille, le travail de M. Ebert est excellent; son jugement sur l'auteur du *Cid*, c'est-à-dire la conclusion même, renferme de graves erreurs. Je n'hésite pourtant pas à signaler ce livre comme l'un des meilleurs que l'histoire littéraire ait produits en Allemagne dans ces dernières années.

Avec M. Jürgen Bona Meyer, nous passons des questions littéraires du XVIIe siècle aux problèmes philosophiques et sociaux du XVIIIe. M. Bona Meyer a pensé que ce serait une œuvre utile et neuve de prononcer enfin un jugement impartial sur Voltaire et Rousseau (1); il lui a paru qu'aujourd'hui encore, en France comme en Allemagne, les deux chefs du mouvement intellectuel du dernier siècle n'avaient que des admirateurs de parti pris ou des détracteurs aveugles. Il a interrogé la plupart des travaux récemment consacrés à l'auteur de *Candide*, à l'auteur du *Contrat social*, et dans les meilleures de ces études il a cru retrouver les traces des passions

(1) *Voltaire und Rousseau in ihrer socialen Bedeutung dargestellt*, von Jürgen Bona Meyer; 1 vol. Berlin 1856; Paris, Glaeser, rue Jacob, 9.

d'autrefois. Mettre Voltaire et Rousseau en face de leur époque, expliquer leurs écrits par les circonstances qui les virent naître, les juger d'après les services qu'ils ont pu rendre et non au point de vue de nos idées, si différentes des leurs, tel est le programme que M. Bona Meyer s'est proposé de remplir. Dirai-je qu'il a réussi? C'est assez de louer ici l'intention; si le livre que j'ai sous les yeux répondait complétement à la pensée qui l'a dicté, l'auteur eût écrit un chef-d'œuvre, un chef-d'œuvre de sagacité et de justice que l'Europe attend encore et attendra longtemps. Il y a de bonnes parties dans le travail de M. Bona Meyer, mais que de lacunes sur des points importans! A propos de Voltaire par exemple, M. Meyer néglige de marquer avec précision les différentes phases de son rôle; il se contente de généralités, c'est-à-dire d'à-peu-près, qui donnent à ses conclusions un caractère banal. Il est parfaitement exact de dire que l'amour de la tolérance a été, avec la haine du fanatisme, la principale inspiration de Voltaire, il est tout à fait hors de doute que la foi de Voltaire était le déisme, la religion naturelle, et qu'il a maintes fois bafoué les matérialistes et les athées de son temps; mais comment expliquer les contradictions sans nombre de son esprit? Comment expliquer qu'un homme si prompt à ressentir comme une injure personnelle toutes les atteintes à la liberté de la conscience ait si souvent et d'une façon si cruelle manqué de respect au genre humain? Comment concilier son déisme, son amour de l'humanité, avec ce désolant pessimisme qui outrage à la fois Dieu et l'homme? M. Meyer a fait, comme certains savans de son pays, qui, à l'aide de quelques formules, ont la prétention de rendre compte de tout; il avoue trop humblement que ces contradictions sont pour lui d'insolubles énigmes. Je crois qu'avec une étude plus attentive, il serait parvenu à les expliquer; mais ce sujet ne l'attirait pas, il aimait mieux mettre en lumière tout ce qu'il y a eu de généreux et de sensé dans l'œuvre du grand agitateur. M. Meyer a beau parler d'impartialité, il se préoccupe involontairement de faire la leçon à son pays, il veut redresser les jugemens de l'Allemagne sur Voltaire et Rousseau.

En Allemagne, depuis près d'un siècle, Voltaire a toujours été sacrifié à Rousseau; M. Bona Meyer a relevé Voltaire aux yeux de l'Allemagne, et, sans sacrifier absolument Rousseau, il a montré qu'on admire chez lui des principes qui ne sont pas les siens. Un homme qui a eu aussi ardemment et plus constamment que Voltaire le sentiment de l'humanité et du progrès, Lessing, disait de l'auteur de l'*Essai sur les Mœurs* : « Ce qu'il a fait de bon n'est pas neuf, ce qu'il a fait de neuf n'est pas bon. » Cette sentence, plus spirituelle que juste, devrait être rectifiée; il fallait prouver que l'originalité de Voltaire n'est pas dans telle ou telle idée qu'il a émise, mais dans l'ardeur de son prosélytisme. Voilà ce que M. Meyer a compris, et c'est pour cela qu'il a insisté avant tout sur cette prédication de tolérance et d'humanité qui demeurera en définitive, malgré tant de contradictions fâcheuses, le titre le plus sérieux de Voltaire. L'étude de M. Meyer, très insuffisante pour nous, est donc utilement conçue pour l'Allemagne. M. Meyer voudra sans doute compléter un jour son travail; il aura soin alors de suivre Voltaire d'année en année, il signalera les périodes diverses de son rôle, il recherchera ce qu'était la société française à l'heure où débuta le jeune poète, quelle éducation pernicieuse il avait reçue de son parrain l'abbé de Château-

neuf, et plus tard quels exemples, quelles excitations il avait puisés auprès de l'abbé de Chaulieu et du prieur de Vendôme. Ce vif et mobile esprit, qu'on a rendu trop responsable de la corruption de son siècle, avait été corrompu lui-même dès la première heure par les débauches de la régence, et du sein de cette corruption il s'était élevé à des principes d'humanité, à une foi philosophique et déiste, très incomplète, il est vrai, mais bien supérieure aux doctrines de ce misérable temps. Ces deux inspirations, l'une sensuelle et impie, l'autre élevée, humaine, généreuse, éclatent pour la première fois dans cette étrange et douloureuse pièce, *le Pour et le Contre*, dédiée à Mme de Rupelmonde. Ce *pour* et ce *contre*, c'est-à-dire ces deux esprits absolument opposés, on les verra lutter sans cesse dans la longue carrière de Voltaire. Tantôt c'est l'impiété qui l'emporte, tantôt le sentiment de la dignité humaine. Pourquoi ces alternatives? D'où vient que Voltaire a composé *Candide?* d'où vient qu'il écrit le 8 février 1768 : « Pour moi, qui ai trop vécu et qui suis près de finir une vie toujours persécutée, je me jette entre les bras de Dieu, et je mourrai également opposé à l'impiété et au fanatisme? » La biographie de Voltaire mise en regard de son temps peut seule répondre à ces questions. Telles sont les recherches que doit s'imposer M. Bona Meyer s'il veut combler les lacunes de son œuvre.

L'étude sur Jean-Jacques Rousseau est aussi composée en vue du public germanique beaucoup plus qu'au nom de la vérité définitive. Rousseau, qui a eu tant de disciples au XVIIIe siècle parmi les philosophes et les moralistes prédécesseurs de Kant, passe encore en Allemagne pour l'instituteur de la démocratie; M. Meyer a voulu montrer ce qu'était la démocratie de Jean-Jacques, et il n'a pas eu de peine à prouver, *le Contrat social* en main, que Rousseau, après avoir déclaré la démocratie impossible, applique cependant à sa cité imaginaire l'inévitable conséquence de la démocratie, le despotisme de l'état. Comment l'auteur de la *Profession de foi du Vicaire savoyard* en vient-il à détruire toute liberté de conscience? M. Meyer, en expliquant ces contradictions, s'est rencontré plus d'une fois avec M. Saint-Marc Girardin, bien qu'il ne connût pas encore les pages récentes insérées ici même par cet ingénieux publiciste. M. Meyer a donc rectifié sur plusieurs points l'idée qu'on se faisait au-delà du Rhin de l'auteur de *l'Émile* et du *Contrat social;* quant au Rousseau complet, au tribun du spiritualisme, à l'homme dont les paradoxes enflammés réveillèrent la France du XVIIIe siècle, ne le cherchez pas dans le livre de M. Meyer. M. Meyer (et il n'est pas le seul qui ait commis cette faute) ne paraît pas se souvenir que Rousseau a osé parler de Dieu à un siècle impie, de liberté et de vertus sociales à des gentilshommes désœuvrés, comme il a parlé des enchantemens de la nature aux salons dédaigneux et frivoles. Pauvre grand homme! il est facile aujourd'hui de flétrir les hontes de sa vie, de réfuter les erreurs de ses livres; n'oublions pas cependant qu'il a relevé le spiritualisme et ranimé une société mourante. M. Meyer ne songe pas assez à tout cela, c'est le principal reproche que je lui adresse. Ce livre n'en est pas moins une œuvre fort estimable, et bien que l'auteur l'ait écrit trop spécialement pour l'Allemagne, il a droit aussi aux remerciemens de la France. SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

V. DE MARS.

rès
on
pu
ein
foi
ure
lle
ois
de
ent
re.
au-
an-
ecu
les
? »
dre
ver

lic
qui
tes
la
an-
que
ant
po-
rd
ant
ar-
me
nts
rat
me
le
qui
ler
ls-
ux
ur-
ou-
été
re-
sti-
ne,
.